



Résolutions, Recommandations et autres décisions de l'UICN

Congrès mondial de la nature
Honolulu, Hawaï'i, États-Unis d'Amérique
6 au 10 septembre 2016



Résolutions, Recommandations et autres décisions de l'UICN

Congrès mondial de la nature
Honolulu, Hawai'i, États-Unis d'Amérique
6 au 10 septembre 2016

La terminologie géographique employée dans cet ouvrage, de même que sa présentation, ne sont en aucune manière l'expression d'une opinion quelconque de la part de l'UICN sur le statut juridique ou l'autorité de quelque pays, territoire ou région que ce soit, ou sur la délimitation de ses frontières.

Les opinions exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement celles de l'UICN.

Publié par : UICN, Gland, Suisse

Droits d'auteur : © 2016 Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources

La reproduction de cette publication à des fins non commerciales, notamment éducatives, est permise sans autorisation écrite préalable du détenteur des droits d'auteur à condition que la source soit dûment citée.

La reproduction de cette publication à des fins commerciales, notamment en vue de la vente, est interdite sans autorisation écrite préalable du détenteur des droits d'auteur.

Citation : UICN (2016). *Résolutions, Recommandations et autres Décisions de l'UICN*. Gland, Suisse: UICN. 317pp.

Traduction : Danièle Devitre

Préparé par : Unité des Publications de l'UICN

Disponible à : www.iucn.org/resources/publications

Table des matières

Avant-propos	5
Remerciements	8
Tableau des Résolutions, Recommandations et autres Décisions	10
Résolutions	17
Recommandations	226
Autres Décisions	258
Annexe 1 – Explication des votes	262
Annexe 2 – Déclaration du Gouvernement des États-Unis sur le processus des motions de l’UICN	316

Avant-propos

C'est avec grand Plaisir que le Comité des résolutions communique aux Membres de l'UICN, membres des Commissions, personnel du Secrétariat de l'UICN, autres participants au Congrès et à toutes les parties intéressées, les Résolutions et Recommandations et les autres décisions importantes adoptées par l'Assemblée des Membres au Congrès mondial de la nature qui s'est réuni du 1er au 10 septembre 2016 à Hawaii, États-Unis d'Amérique. Les 112 Résolutions et Recommandations ont été classées selon les orientations contenues dans le paragraphe 48 des Règles de procédure du Congrès mondial de la nature, à savoir que les Résolutions s'adressent à l'UICN elle-même et les Recommandations à des tiers, et peuvent traiter de n'importe quelle question importante pour les objectifs de l'UICN. Le présent document est organisé comme suit : premièrement, les Résolutions sur les questions relatives à la gouvernance de l'Union ; deuxièmement, les Résolutions sur les questions de politique de la conservation ; troisièmement, les Recommandations ; et enfin les autres décisions de l'Assemblée des Membres.

Le processus des motions est non seulement un élément fondamental de la gouvernance de l'UICN mais aussi un moyen, pour ses Membres, de fixer la politique générale de l'Union, d'influer sur les priorités de la conservation et de trouver un appui pour traduire les engagements en actes. Au bout du compte, toutes ces décisions, conjointement avec le Programme de l'UICN 2017–2020, préparent le chemin pour les travaux de l'Union dans la prochaine période intersessions et soutiennent la réalisation de la mission de l'UICN.

Conformément au paragraphe 49 des Règles de procédure du Congrès mondial de la nature, les Membres de l'UICN et le Conseil ont proposé des motions avant le délai du 12 février 2016, date fixée par le Conseil de l'UICN. Le Groupe de travail sur les motions a reçu **129 motions des Membres de l'UICN et six du Conseil de l'UICN** et les a toutes examinées conformément au paragraphe 54 pour vérifier si elles étaient conformes au but des motions défini dans le paragraphe 48bis.

Le Groupe de travail sur les motions **a accepté 81 motions, en a fusionné 33 pour en faire 14 et en a rejeté 21**. Les 95 motions ont été publiées en avril 2016, dans les trois langues, [en ligne](#). Douze appels ont été reçus et **le Comité préparatoire du Congrès, en sa qualité d'instance d'appel, conformément au paragraphe 62ter a décidé de réinstaurer quatre motions** et de réviser une motion fusionnée par le Groupe de travail sur les motions. En conséquence, 99 motions, au total, ont été soumises aux Membres pour examen.

Le Groupe de travail sur les motions, conformément au paragraphe 45bis (c) i), a estimé que **six motions méritaient un débat au niveau mondial, durant le Congrès**, en raison de leur grande importance pour la conservation, pour l'UICN et ses Membres.

Conformément au paragraphe 62bis, le Groupe de travail sur les motions **a transmis les 99 motions pour la toute première [discussion en ligne](#)**¹ des motions de l'UICN, avant le Congrès, du 2 mai 2016 au 3 juillet 2016. D'autres motions ont aussi été soumises à la discussion en ligne : six motions visant à reformer les Statuts de l'UICN et/ou les Règles de procédure du Congrès mondial de la nature, dont une était proposée par cinq organismes gouvernementaux et cinq par le Conseil de l'UICN. Au cours de la discussion en ligne, les Membres ont fait des commentaires généraux sur les motions, ont proposé des amendements et approuvé des suggestions faites par d'autres Membres ou participants. Le Comité des résolutions a constaté avec plaisir la manière collégiale et respectueuse avec laquelle les participants ont conduit leurs échanges et la grande qualité technique globale des discussions sur le fond. Les discussions en ligne ont souvent réussi à résoudre les désaccords sur

¹ Le matériel ayant servi à la discussion en ligne, c'est-à-dire les interventions des Membres et les différentes versions des motions, restera visible sur le portail jusqu'au prochain Congrès au moins.

certaines parties des motions, permettant d'obtenir un texte à mettre aux voix qui avait recueilli un appui général.

Une fois la discussion en ligne terminée, le Groupe de travail sur les motions a soumis **85 motions, certaines avec des amendements, à un vote électronique** des Membres de l'UICN, conformément au paragraphe 62*quinto*. N'ont pas été soumises au vote électronique: **les six motions** qui, de l'avis du Groupe de travail sur les motions méritaient un débat au niveau mondial, lors du Congrès [paragraphe 45*bis* (c) i)]; **et 8 motions qui avaient soulevé un débat tel et des amendements si divergents qu'il n'avait pas été possible de produire un texte consensuel** pour soumission à un vote électronique avant le Congrès [paragraphe 45*bis* (c) ii)]. En outre, les **six motions sur la gouvernance de l'UICN** ont aussi été présentées pour discussion plus approfondie et vote durant le Congrès. [Paragraphe 45*bis* (d)]

Le vote électronique des motions a été ouvert du 3 août 2016 à 12 heures GMT/UTC au 17 août 2016 à 12 heures GMT/UTC. Les **Membres de l'UICN ont adopté les 85 motions, dans certains cas avec des amendements**². Conformément au paragraphe 62*septimo*, les motions adoptées par scrutin électronique avant le Congrès ont la même validité que les motions adoptées pendant les séances de l'Assemblée des Membres. Au total, 711 Membres de l'UICN ont participé au vote, ce qui représente 68,6% des voix de l'ensemble des Membres de l'UICN. Les résultats du vote, pour chaque motion, peuvent être consultés sur le [Portail de l'Union](#) (réservé aux seuls Membres de l'UICN).

Vingt motions (14 sur la politique de conservation et six relatives à la gouvernance) **ont donc été discutées de manière plus approfondie dans des groupes de contact et lors de séances plénières du Congrès**. Les progrès sur la discussion des motions ont fait l'objet de rapports à presque toutes les séances plénières.

Lors de sa première séance, le 6 septembre 2016, l'**Assemblée des Membres a 'enregistré' en bloc les 85 motions** adoptées par vote électronique. Les Membres ont aussi été informés de l'**organisation des travaux au Congrès**, en particulier des procédures et délais de **soumission de nouvelles motions**, et de la **procédure de soumission d'amendements aux motions**.

Toute nouvelle motion devait être soumise par courriel, en utilisant un modèle simplifié, par un Membre ayant le droit de vote et avec le coparrainage d'au moins dix autres Membres ayant le droit de vote. Les motions n'étaient recevables que si elles répondaient aux critères énoncés dans le paragraphe 52, par exemple que le sujet de la motion doit être **nouveau** (il ne pouvait pas être connu avant le délai d'origine fixé pour les motions) et **urgent** (il ne peut pas attendre le prochain Congrès).

Dans le délai fixé par le Comité directeur du Congrès, **11 nouvelles motions** ont été déposées. Conformément aux orientations figurant dans les paragraphes 52 et 53 des Règles de procédure du Congrès mondial de la nature, le Comité des résolutions a décidé d'**accepter six nouvelles motions, d'en rejeter trois** parce qu'elles ne remplissaient pas les critères et **d'en soumettre deux** au Comité du Programme pour examen en tant qu'amendements éventuels au Programme de l'UICN.

Les Membres ont discuté et adopté 26 motions pendant le Congrès (notamment les six motions relatives à la gouvernance contenant des réformes des Statuts de l'UICN et/ou des Règles de procédure du Congrès). **Les 112 Résolutions et Recommandations adoptées par l'Assemblée des membres, conjointement avec les autres décisions prises par les Membres de l'UICN, constituent les décisions clés du Congrès de 2016** et se trouvent dans le présent document. Nous invitons tous les constituants de l'UICN à consulter, soutenir et utiliser cet important ensemble de résultats du Congrès mondial de la nature de l'UICN 2016.

Une vue d'ensemble du nombre de motions soumises, examinées et adoptées au Congrès mondial de la nature de l'UICN 2016 figure dans le tableau suivant.

² La liste de ces 85 motions se trouve dans le [document du Congrès WCC-2016-1.6/4](#).

Congrès mondial de la nature de l'UICN 2016, Hawaï Vue d'ensemble des motions soumises, examinées et adoptées	
Motions soumises dans le délai du 12 février 2016	135
Motions acceptées par le Groupe de travail sur les motions (telles que présentées ou avec des modifications mineures)	81
Motions fusionnées	33 fusionnées en 14
Motions rejetées	21
Motions réinstaurées après appel	4
Nombre total de motions acceptées et mises en ligne pour discussion	99
Motions relatives à la gouvernance de l'Union soumises dans le délai du 29 février 2016	6
Nombre de motions soumises au vote électronique et approuvées par les Membres de l'UICN avant le Congrès	85
Nombre de motions identifiées à l'origine comme méritant un débat au niveau mondial et communiquées au Congrès pour poursuivre la discussion et pour vote	6
Motions qui avaient soulevé un débat tel et des amendements si divergents qu'il n'avait pas été possible de produire un texte consensuel	8
Motions relatives à la gouvernance de l'Union, communiquées au Congrès pour poursuivre la discussion et pour vote	6
Nombre total de motions communiquées au Congrès	20
Nouvelles motions soumises et acceptées durant le Congrès	6
Motions résultant de la séparation de motions par les groupes de contact	2
Nombre total de Résolutions et de Recommandations approuvées par l'Assemblée des membres	112

En ma qualité de Président du Comité des résolutions, je souhaite témoigner ma plus profonde gratitude aux membres du Groupe de travail sur les motions/ Comité des résolutions pour leur travail dévoué, leurs avis précieux et leur comportement collégial tout au long du processus. Au nom du Comité des résolutions, je veux aussi transmettre notre profonde gratitude au Secrétariat, pour son soutien, son professionnalisme extraordinaire et son engagement grâce auxquels le processus a pu se dérouler avec tant d'efficacité et sans heurt. En outre, le Comité des résolutions tient à reconnaître le rôle important joué par les facilitateurs durant la période de discussions en ligne et dans les groupes de contact, au Congrès ; par les évaluateurs techniques, les administrateurs de motions et tous ceux qui n'ont épargné ni leur temps ni leurs efforts pour contribuer au succès du processus des motions.

Le Comité des résolutions remercie aussi les Comités de la gouvernance et du Programme pour leur collaboration et qui, par leur esprit d'équipe, ont contribué aux résultats très positifs. Enfin, laissez-moi dire toute ma satisfaction à tous les Membres de l'UICN, pour leur appui, leur participation active à toutes les étapes du processus, leur patience et leur compréhension. Le processus était nouveau et a constitué un véritable défi mais aussi un effort collectif dont nous devrions tous nous réjouir.

Mahalo!

Simon N. Stuart
Président du Comité des résolutions
Congrès mondial de la nature de l'UICN
Hawaï, États-Unis d'Amérique, 2016

Remerciements

Comité des résolutions

Simon STUART, Président
Mamadou DIALLO
Michael HOSEK
Jesca E. OSUNA
Ramón PEREZ-GIL
Ana TIRAA
Bertrand DE MONTMOLLIN
Ana DI PANGRACIO
Vivek MENON
Denise ANTOLINI
Sarah CHILES

Équipe des motions du Secrétariat

Sonia PEÑA MORENO, Coordonnatrice
motions
Natasha ALI, Équipe principale, motions
Craig BEATY, Équipe principale, motions
Arturo MORA, Équipe principale, motions
Sugoto ROY, Équipe principale, motions

Administrateurs de motions

Deviah AIAMA
Cotilda NAKYEYUNE
Anshuman SAIKIA
Emilie SASSEVILLE
Lydia SLOBODIAN

Équipe de l'Assemblée des Membres

Luc DE WEVER, Administrateur, Assemblée
des Membres
Maximilian MUELLER, Responsable,
Assemblée des Membres
Sandrine FRIEDLI-CELA, Conseillère
juridique

Documentation

Deborah MURITH, Administratrice, Centre
de documentation
Sue BOTH
Madeleine DIOUF
Sayda PAZ
Hannia VILLALOBOS
Azhar SAEED

Traducteurs

Danièle Devitre, Chef, Traduction française
Hélène Fabre
Christiane Milev
Marta Prats, Chef, Traduction espagnol

Wendy Byrnes
Juan Carlos Valdovinos

Chef Rapporteur

Tim JONES

Appui TI

Gabriel DAVILA
Wilson MORENO
Danilo BUCHELI

Facilitateurs Discussion en ligne

*Facilitateurs associés aux Membres de l'UICN
et aux Commissions:*

Anne BAKER
Leon BENNUN
Ann (Onnie) BYERS
Peter COCHRANE
Katalin CZIPPAN
Abdoulaye DIOP
Nicholas DULVY
Miguel FERNANDEZ TRIGOSO
Dorian FOUGERES
Sonali GHOSH
Melissa GRIGIONE
Nirmal HARSH
Rachel HOFFMANN
Mike HOFFMANN
Danna LEAMAN
Caroline LEES
Cheikh MBAYE
Philip MILLER
Grace MWAURA
Andrew RHODES
Jon Paul RODRIGUEZ
David SHEPPARD
Pritpal SOORAE
Conor STRONG
Rianne TEN VEEN
Gerd WINTER
Stephen WOODLEY

Personnel du Secrétariat:

Natasha ALI
Luc BAS
Craig BEATTY
Ruci BOTEI
Charlotte EYONG
Jean-Marc GARREAU
Sergio GARRIDO
Haseeb IRFANULLAH

N.M. ISHWAR
Diego JARA
Alain JEUDY DE GRISAC
Daisy LARIOS
Petch MANOPAWITR
Arturo MORA
Nathalie OLSEN
Gonzalo OVIEDO
Mine PABARI
Ursula PARRILLA
Danish RASHDI
Sugoto ROY
Anshuman SAIKIA
Juan Carlos SANCHEZ
Sandeep SENGUPTA
Lydia SLOBODIAN
Chantal VAN HAM
Katelijn VAN HENDE
Shamen VIDANAGE

Facilitateurs groupes de contact

Andrea ATHANAS
Thomas BROOKS
Andrew BIGNELL
Onnie BYERS
Peter COCHRANE
Katalin CZIPPAN
Dorian FOUGERES
Yolan FRIEDMANN
George GREENE
Mike HOFFMANN
Victor INCHAUSTY
Caroline LEES
Nilufer ORAL
Gonzalo OVIEDO
Miguel PELLERANO
Andrew RHODES
Spencer THOMAS
Stephen WOODLEY

Tableau des Résolutions, Recommandations et autres décisions

Le tableau présente la cote et le titre des Résolutions et Recommandations finales et publiées avec, en référence, la cote des motions originales (telles qu'elles ont été discutées aussi bien en ligne que durant l'Assemblée des Membres et enregistrées dans les Procès-verbaux).

Numéro de résolution/ recommandation	Numéro de motion	Titre
WCC-2016-Res-001	001	Identifier et archiver les résolutions et recommandations obsolètes pour renforcer la politique de l'UICN et améliorer l'application des résolutions de l'UICN
WCC-2016-Res-002	002	Groupe mondial de l'UICN pour le développement des Comités nationaux et régionaux
WCC-2016-Res-003	A	Intégration d'autorités gouvernementales régionales dans la structure de l'Union
WCC-2016-Res-004	B	Propositions d'amendement aux Statuts de l'UICN et aux Règles de procédure du Congrès mondial de la nature Introduction des organisations des peuples autochtones dans la structure de l'Union
WCC-2016-Res-005	C	Élection du Président de l'UICN
WCC-2016-Res-006	D	Autorité unique de l'Assemblée des Membres pour amender le Règlement en ce qui concerne les objectifs, la nature des Membres et les critères d'admission (suite à la décision 22 du Congrès mondial de la nature 2012)
WCC-2016-Res-007	E	Amélioration de la pratique et réformes de la gouvernance de l'UICN
WCC-2016-Res-008	F	Proposition d'amendement de l'article 6 des Statuts de l'UICN relatif aux cotisations des États et des organisations d'intégration politique et/ou économique admises par l'UICN
WCC-2016-Res-009	004	Conservation du calao à casque (<i>Rhinoplax vigil</i>)
WCC-2016-Res-010	006	Conservation du tigre de l'Amour (<i>Panthera tigris altaica</i>) et du léopard de l'Amour (<i>Panthera pardus orientalis</i>) en Asie du Nord-Est
WCC-2016-Res-011	007	Fermer le marché intérieur de l'ivoire d'éléphant
WCC-2016-Res-012	008	Giraffidés : inverser le déclin de la mégafaune emblématique d'Afrique
WCC-2016-Res-013	009	Fin de la chasse aux lions (<i>Panthera leo</i>) et à d'autres prédateurs élevés en captivité et de l'élevage en captivité à des fins commerciales et non de conservation

Numéro de résolution/ recommandation	Numéro de motion	Titre
WCC-2016-Res-014	010	Lutter contre l'empoisonnement illégal des espèces sauvages
WCC-2016-Res-015	011	Renforcer la protection de toutes les espèces de pangolins
WCC-2016-Res-016	012	Suivi du risque d'extinction au moyen de l'Indice de la Liste rouge de l'UICN
WCC-2016-Res-017	013	Mesures visant à prévenir l'extinction du marsouin de Californie (<i>Phocoena sinus</i>)
WCC-2016-Res-018	014	Vers une classification UICN normalisée de l'impact des espèces exotiques envahissantes
WCC-2016-Res-019	015	Protection des chauves-souris sauvages contre les programmes d'abattage sélectif
WCC-2016-Res-020	017	Renforcer la gestion des voies d'introduction des espèces exotiques dans les écosystèmes insulaires
WCC-2016-Res-021	018	Suivi et gestion des pêcheries non sélectives, non durables et non surveillées (NNN)
WCC-2016-Res-022	019	Mesures de conservation pour les vautours, y compris interdiction de recourir au diclofénac à usage vétérinaire
WCC-2016-Res-023	020	Protection des serranidés et des syngnathidés au large des côtes espagnoles
WCC-2016-Res-024	021	Soutenir les Listes rouges et la conservation des espèces menacées au Brésil
WCC-2016-Res-025	022	Reconnaître, comprendre et renforcer le rôle des populations autochtones et des communautés locales dans la lutte contre la crise du commerce illégal d'espèces sauvages
WCC-2016-Res-026	024	Conservation des habitats intertidaux et des oiseaux migrateurs de la voie de migration Asie de l'Est-Australasie, en particulier en mer Jaune, dans un contexte mondial
WCC-2016-Res-027	025	Renforcer l'application de la Convention de Berne aux oiseaux migrateurs
WCC-2016-Res-028	027	Marquer le centenaire du Service américain des parcs nationaux
WCC-2016-Res-029	028	Intégrer la dimension urbaine de la conservation dans les travaux de l'UICN
WCC-2016-Res-030	029	Reconnaissance et respect des territoires et aires conservés par des peuples autochtones et des communautés locales, recouverts par des aires protégées
WCC-2016-Res-031	030	Congrès mondial des parcs 2014 : La Promesse de Sydney
WCC-2016-Res-032	031	Constituer des réseaux représentatifs d'aires protégées dans l'Antarctique et l'océan Austral
WCC-2016-Res-033	034	Reconnaître l'importance culturelle et spirituelle de la nature dans les aires protégées et conservées

Numéro de résolution/ recommandation	Numéro de motion	Titre
WCC-2016-Res-034	035	Respect des normes relatives aux aires protégées dans le Cœur sauvage de l'Europe
WCC-2016-Res-035	036	Coopération et aires protégées transfrontalières
WCC-2016-Res-036	037	Appuyer les aires protégées à gouvernance privée
WCC-2016-Res-037	038	Harmoniser la gestion intégrée des sites Ramsar, des sites du patrimoine mondial, des réserves de biosphère et des géoparcs mondiaux de l'UNESCO qui se chevauchent
WCC-2016-Res-038	039	Créer un groupe de travail de l'UICN et de la Commission mondiale des aires protégées (CMAP) sur un réseau d'amis des aires protégées
WCC-2016-Res-039	042	Les aires protégées: une solution naturelle au changement climatique
WCC-2016-Res-040	043	Soutien à la Restauration des paysages forestiers (RPF) en Afrique
WCC-2016-Res-041	044	Identification des zones clés pour la biodiversité aux fins de la préservation de la biodiversité
WCC-2016-Res-042	045	Protection des refuges de la biodiversité dans la région biogéographique atlantique
WCC-2016-Res-043	046	Assurer l'avenir des tourbières du monde entier
WCC-2016-Res-044	047	Protéger, restaurer et utiliser durablement les plans d'eau urbains en Inde
WCC-2016-Res-045	048	Protection des forêts primaires, y compris les paysages forestiers intacts
WCC-2016-Res-046	048bis	Évaluer la mesure dans laquelle le concept de forêts anciennes tel qu'il est compris dans la politique européenne sur les forêts et leur gestion est universellement applicable
WCC-2016-Res-047	049	Promouvoir la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique dans les zones situées au-delà de la juridiction nationale
WCC-2016-Res-048	051	Encrassement biologique ou "biofouling" international
WCC-2016-Res-049	052	Promouvoir des solutions régionales au problème mondial des déchets marins (détritus)
WCC-2016-Res-050	053	Accroître l'étendue des aires marines protégées pour assurer l'efficacité de la conservation de la biodiversité
WCC-2016-Res-051	054	Connectivité écologique sur le littoral nord de la mer d'Alboran
WCC-2016-Res-052	055	Désignation de l'île d'Astola en tant qu'aire marine protégée

Numéro de résolution/ recommandation	Numéro de motion	Titre
WCC-2016-Res-053	056	Protéger les milieux côtiers et marins contre les résidus miniers
WCC-2016-Res-054	057	Protéger de l'exploitation minière à grande échelle la plus grande zone de pêche au saumon du monde située dans la baie de Bristol, en Alaska
WCC-2016-Res-055	058	Préoccupations relatives à la chasse à la baleine en vertu de permis spéciaux
WCC-2016-Res-056	059	Réponse de l'UICN à l'Accord de Paris sur les changements climatiques
WCC-2016-Res-057	061	Renforcer la prise en compte des océans dans le régime climatique
WCC-2016-Res-058	063	Le capital naturel
WCC-2016-Res-059	064	Politique de l'UICN sur les compensations relatives à la biodiversité
WCC-2016-Res-060	065	Améliorer les normes en matière d'écotourisme
WCC-2016-Res-061	066	Atténuer les effets de l'expansion des plantations et de l'exploitation de palmiers à huile sur la biodiversité
WCC-2016-Res-062	067	Programme de développement durable à l'horizon 2030 : l'intégration de la conservation dans le développement
WCC-2016-Res-063	068	Éviter l'extinction de la biodiversité dans les karsts des reliefs calcaires
WCC-2016-Res-064	069	Renforcer les partenariats intersectoriels afin de reconnaître les bienfaits de la nature sur la santé, le bien-être et la qualité de vie
WCC-2016-Res-065	071	Gestion communautaire des ressources naturelles dans l'État d'Hawaï
WCC-2016-Res-066	074	Renforcer l'évaluation, l'estimation et l'élaboration de rapports sur la biodiversité par les entreprises
WCC-2016-Res-067	075	Bonnes pratiques pour les projets de développement à échelle industrielle
WCC-2016-Res-068	076	Prévenir, gérer et résoudre les conflits sociaux : la clé du succès de la conservation et de la gestion des écosystèmes
WCC-2016-Res-069	077	Définition des solutions fondées sur la nature
WCC-2016-Res-070	078	Criminalité environnementale
WCC-2016-Res-071	079	Création d'un Institut judiciaire mondial pour l'environnement
WCC-2016-Res-072	080	Activer le mécanisme de Whakatane pour contribuer à la conservation tout en garantissant les droits des communautés

Numéro de résolution/ recommandation	Numéro de motion	Titre
WCC-2016-Res-073	081	Investissements des institutions financières pour le développement : impacts socio-environnementaux et respect des droits
WCC-2016-Res-074	082	Renforcer le principe de non-régression dans le droit et les politiques de l'environnement
WCC-2016-Res-075	083	Affirmation du rôle des cultures autochtones dans les efforts de conservation déployés à l'échelle mondiale
WCC-2016-Res-076	084	Améliorer les outils de lutte contre les crimes environnementaux
WCC-2016-Res-077	085	Cours et tribunaux pour l'environnement
WCC-2016-Res-078	086	Soutenir l'application de la Convention africaine sur la conservation de la nature et des ressources naturelles et l'Agenda africain 2063
WCC-2016-Res-079	087	Demande d'avis consultatif auprès de la Cour internationale de Justice sur le principe de développement durable compte tenu des besoins des générations futures
WCC-2016-Res-080	088	Système de catégories concernant les aires de gestion collective par les populations autochtones d'Amérique centrale
WCC-2016-Res-081	089	Droit de l'humanité à un environnement sain
WCC-2016-Res-082	090	Vers la résolution des préoccupations relatives à l'utilisation de munitions au plomb pour la chasse
WCC-2016-Res-083	091	Conservation du patrimoine géologique ex situ
WCC-2016-Res-084	092	Éducation à l'environnement et création d'espaces naturels dans les établissements scolaires pour favoriser un développement sain et un renforcement des liens entre l'enfance et la nature
WCC-2016-Res-085	093	Connecter les populations avec la nature partout dans le monde
WCC-2016-Res-086	095	Élaboration d'une politique de l'UICN sur la conservation de la biodiversité et la biologie de synthèse
WCC-2016-Res-087	096	Sensibilisation à la définition et aux lignes directrices relatives à la conservation de la connectivité
WCC-2016-Res-088	097	Protéger les terres, territoires et ressources autochtones contre les activités de développement non durables
WCC-2016-Res-089	098	Efficacité énergétique et énergies renouvelables afin de promouvoir la conservation de la nature

Numéro de résolution/ recommandation	Numéro de motion	Titre
WCC-2016-Res-090	100	Construction de deux barrages sur le fleuve Santa Cruz, en Argentine : impact sur un écosystème irremplaçable et sur la population de grèbes mitrés (<i>Podiceps gallardoi</i>), une espèce endémique d'Argentine en danger critique d'extinction
WCC-2016-Res-091	101	Sanctuaire de baleines de l'Atlantique Sud
WCC-2016-Res-092	102	Demander au Congrès de la République du Pérou de classer de manière définitive le projet de loi relatif à la construction d'une route qui aurait une incidence sur le Parque Nacional Alto Purús et d'autres zones
WCC-2016-Res-093	103	Conservation des vigognes (<i>Vicugna vicugna</i>) et commerce illégal de leur laine
WCC-2016-Res-094	104	Soutien à des mesures de conservation plus vigoureuses pour les oiseaux menacés d'Hawaï
WCC-2016-Res-095	105	Appui à la paix et à la nature en Colombie
WCC-2016-Res-096	033	Garder de la place pour la nature et assurer notre avenir : élaboration d'une stratégie pour l'après-2020
WCC-2016-Rec-097	060	Plan d'action pour assurer la résilience climatique de la région du Pacifique
WCC-2016-Rec-098	003	Prévenir l'impact de l'électrocution et des collisions avec les infrastructures électriques sur les oiseaux
WCC-2016-Rec-099	005	Promouvoir les anguillidés comme espèces phares pour la conservation aquatique
WCC-2016-Rec-100	016	Gestion et réglementation de l'élevage sélectif intensif de grands mammifères sauvages à des fins commerciales
WCC-2016-Rec-101	023	Améliorer la conservation et la gestion des requins soyeux, des requins renards et des raies Mobula
WCC-2016-Rec-102	026	Les aires protégées et autres zones importantes pour la biodiversité dans le contexte d'activités industrielles et du développement d'infrastructures portant préjudice à l'environnement
WCC-2016-Rec-103	032	Création, reconnaissance et réglementation de la carrière de garde-parc
WCC-2016-Rec-104	040	Intégrer la diversité génétique forestière autochtone aux objectifs de conservation des aires protégées
WCC-2016-Rec-105	041	Coopération entre les aires protégées du Plateau des Guyanes et du Nord-est de l'Amazonie
WCC-2016-Rec-106	050	Coopération pour la conservation et la protection des récifs coralliens dans le monde
WCC-2016-Rec-107	062	Intégrer les solutions fondées sur la nature dans les stratégies de lutte contre les changements climatiques

Numéro de résolution/ recommandation	Numéro de motion	Titre
WCC-2016-Rec-108	070	Financements des projets sur la biodiversité dans les outre-mer européens
WCC-2016-Rec-109	072	Modèle Aloha+ Challenge de développement durable
WCC-2016-Rec-110	073	Renforcer l'engagement des entreprises pour la préservation de la biodiversité
WCC-2016-Rec-111	094	Augmenter les ressources pour la recherche sur la conservation de la diversité biologique
WCC-2016-Rec-112	099	Développement des énergies offshore renouvelables et conservation de la biodiversité
WCC-2016-Dec-113	Dec 3*	Enregistrement de l'adoption des motions par vote électronique avant le Congrès
WCC-2016-Dec-114	Dec 6	Approbation des mandats des Commissions pour la période 2017-2020
WCC-2016-Dec-115	Dec 12	Programme de l'UICN 2017-2020
WCC-2016-Dec-116	Dec 29	Approbation des États financiers consolidés pour les années 2012-2015
WCC-2016-Dec-117	Dec 30	Nomination des vérificateurs aux comptes pour la période 2017-2020
WCC-2016-Dec-118	Dec 41	Approbation du Plan financier 2017-2020
WCC-2016-Dec-119	Dec 45	Cotisations des Membres 2017-2020
WCC-2016-Dec-120	Dec 44	Liste des abrogations des droits de Membres
WCC-2016-Dec-121	Dec 40	Élection des Conseillers régionaux, Présidents des Commissions, Trésorier and Président 2016-2020

(*) Ce qui suit renvoie à la cote de la décision adoptée par l'Assemblée des Membres et enregistrée dans les procès-verbaux de l'Assemblée des Membres de 2016.

WCC-2016-Res-001-FR

Identifier et archiver les résolutions et recommandations obsolètes pour renforcer la politique de l'UICN et améliorer l'application des résolutions de l'UICN

NOTANT que l'UICN a été fondée en 1948 et que ses Membres se sont réunis à l'occasion de 19 sessions de l'Assemblée générale et de cinq sessions du Congrès mondial de la nature ;

SOULIGNANT que les résolutions et recommandations adoptées par le Congrès mondial de la nature constituent le corpus fondamental sur lequel s'appuie la politique de l'UICN ;

NOTANT EN OUTRE que les résolutions et recommandations de l'UICN sont cumulatives et qu'à ce jour, 1193 résolutions et recommandations ont été adoptées par les Membres ;

CONSIDÉRANT qu'il est difficile, pour tous les éléments de l'Union de comprendre et communiquer ce vaste ensemble de politiques, d'exercer un suivi sur son application et de l'examiner de manière approfondie lors de la préparation de motions à soumettre au Congrès ;

SE FÉLICITANT du lancement récent de la Plate-forme des résolutions et recommandations de l'UICN qui permet à tous les éléments de l'UICN d'avoir accès aux résolutions et recommandations ainsi qu'à l'information sur leur application ;

SACHANT que les résolutions doivent être cohérentes et se renforcer mutuellement ;

RAPPELANT que lorsque les résolutions ou recommandations ne sont pas cohérentes sur un point, c'est la résolution ou la recommandation la plus récente qui sert de référence pour l'interprétation de la politique de l'UICN sur ce point, comme indiqué dans la Résolution 3.001 *Clause de préséance – Établir la préséance dans la politique générale de l'UICN* (Bangkok, 2004) ;

RAPPELANT EN OUTRE les résolutions pertinentes pour le processus des motions, notamment les Résolutions 4.001 *Renforcer les liens entre les Membres, les Commissions et le Secrétariat de l'UICN*, 4.002 *Coordination du Programme de l'UICN*, 4.003 *Renforcer les Comités nationaux et régionaux de l'UICN*, 4.009 *La transparence du Conseil de l'UICN*, 4.010 *Mise en œuvre des résolutions du Congrès*, 4.011 *Mise au point d'un système automatisé permettant d'enregistrer les activités des Membres relatives aux résolutions et recommandations, afin d'améliorer la présentation de rapports lors de chaque Congrès mondial de la nature et dans l'intervalle entre deux Congrès* (Barcelone, 2008) et 5.001 *Renforcer le processus des motions et améliorer l'application des Résolutions de l'UICN* (Jeju, 2012) ; et

NOTANT AUSSI que la décision du Conseil C/88/26, se référant aux travaux du groupe de travail du Conseil sur les résolutions, stipule : « Le Conseil de l'UICN ... Recommande au prochain Conseil 2016-2020 de poursuivre ces travaux importants relatifs à la suppression de résolutions et recommandations » ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawai'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. SE FÉLICITE des travaux réalisés par le Conseil de l'UICN, par l'intermédiaire de son Groupe d'étude sur les résolutions, pour concevoir et lancer la Plate-forme des résolutions et recommandations de l'UICN et pour élaborer une analyse des possibilités d'abroger ou de supprimer des résolutions et recommandations.
2. APPELLE le Conseil de l'UICN à poursuivre ses travaux dans ce domaine, comme recommandé dans la décision du Conseil C/88/26, et à :

- a. établir des critères d'identification des résolutions et recommandations obsolètes, en s'appuyant sur les travaux du Groupe d'étude sur les résolutions ;
- b. établir un groupe de travail ou son équivalent chargé d'entreprendre l'examen des résolutions et recommandations de l'UICN dans le but d'appliquer les critères établis ;
- c. tirer parti des compétences des Membres et des Commissions dans ce processus de révision ; et
- d. créer un recueil accessible des résolutions et recommandations qui n'ont plus besoin d'être appliquées, selon les recommandations du groupe de travail et avec l'approbation du Conseil, et actualiser la Plate-forme des résolutions et recommandations de l'UICN pour n'inclure que les résolutions et recommandations nécessitant d'être appliquées afin de faciliter un examen futur efficace.

3. DEMANDE au Conseil de l'UICN et à la Directrice générale de :

- a. renforcer la Plate-forme des résolutions et recommandations de l'UICN et concevoir des mécanismes pour inciter toutes les composantes de l'Union (Membres, Commissions et Secrétariat) à utiliser cette plate-forme pour faire rapport sur les mesures prises pour appliquer les résolutions et recommandations ;
- b. soutenir le processus de révision des résolutions et recommandations et veiller à l'attribution de ressources suffisantes, sous réserve de leur disponibilité, pour la participation du Secrétariat à cette entreprise ; et
- c. faire en sorte que les résolutions et recommandations adoptées lors de futurs Congrès mondial de la nature soient régulièrement revues, dans l'esprit des critères établis.

4. DEMANDE aux Membres et à l'Assemblée des Membres, lorsqu'ils rédigent, révisent ou débattent des motions :

- a. d'inclure un mécanisme et/ou des critères d'expiration dans les résolutions ou recommandations finales, s'il y a lieu, afin qu'elles cessent automatiquement d'être applicables après échéance d'une période déterminée ou lorsqu'un objectif a été atteint, et puissent alors être examinées et transférées dans le Recueil des résolutions et recommandations ; et
- b. d'inclure un intervalle de temps entre le moment de l'adoption des résolutions ou recommandations et celui de leur examen aux fins d'application ou d'éventuelle abrogation ou suppression.

WCC-2016-Res-002-FR

Groupe mondial de l'UICN pour le développement des Comités nationaux et régionaux

AYANT PRÉSENTE À L'ESPRIT la Résolution 4.001 *Renforcer les liens entre les Membres, les Commissions et le Secrétariat de l'UICN* (Barcelone, 2008) ;

RAPPELANT la Résolution 4.003 *Renforcer les Comités nationaux et régionaux de l'UICN* (Barcelone, 2008) ;

TENANT COMPTE de la Résolution 5.005 *Renforcement des Comités nationaux et régionaux de l'UICN et utilisation des trois langues officielles dans la communication interne et externe de l'UICN et de ses Membres* (Jeju, 2012) ;

SACHANT que les Comités nationaux et régionaux font partie de la Charte « Un seul Programme » de l'UICN et du processus en cours relatif au Cadre d'action pour renforcer l'Union ;

CONSTATANT à la lecture du Rapport d'activités relatif à la Résolution 5.005 disponible sur la Plateforme des Résolutions et Recommandations de l'UICN que peu de progrès ont été réalisés ;

INSISTANT sur le rôle de premier plan que jouent les Comités nationaux et régionaux en tant que lien capital entre le Secrétariat et les parties prenantes de l'UICN et en ce qui concerne leur contribution au recensement concret des activités des Membres, ce qui permet d'éviter tout chevauchement entre les activités de ces derniers et celles du Secrétariat ;

CONSCIENT que, sous réserve d'une coopération accrue, les Membres peuvent avoir une influence considérable dans le domaine de la conservation ;

SACHANT que les Comités nationaux et régionaux ne reçoivent actuellement aucune aide financière de la part du Secrétariat ; et

RECONNAISSANT les contributions positives de groupes de travail régionaux à l'image du Groupe de travail pour le développement des Comités nationaux en Europe, en Asie centrale et en Asie du nord ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawai'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. ENCOURAGE VIVEMENT la Directrice générale à offrir l'appui logistique nécessaire, y compris en termes de traduction, en vue de la création d'un Groupe mondial pour le développement des Comités nationaux et régionaux reconnu par le Conseil de l'UICN et en association avec le Groupe sur le développement de l'Union, dans le cadre de l'initiative « Un seul Programme ». Ce groupe tiendra régulièrement des réunions en ligne dans le but de :

- a. renforcer la coopération, la communication et la collaboration ;
- b. échanger des connaissances, des pratiques et des données d'expérience ;
- c. favoriser et soutenir la création et le développement de Comités nationaux et régionaux ;
- d. renforcer cette branche de la famille de l'UICN afin qu'elle puisse davantage contribuer aux travaux des Commissions, du Secrétariat et des Membres de l'UICN ; et
- e. améliorer la communication relative aux activités des Membres dans la mise en œuvre du Programme de l'UICN.

2. DEMANDE ÉGALEMENT de prévoir un appui logistique en faveur de l'organisation d'une réunion bisannuelle de deux jours des représentants des Comités nationaux et régionaux qui se tiendrait à tour de rôle dans chacune des régions de l'UICN (dans le cadre de chaque Congrès mondial de la nature et d'une autre manifestation internationale), dans le but de maintenir la dynamique, de permettre un suivi et un compte rendu des progrès réalisés dans le développement de Comités nationaux et régionaux et de favoriser l'échange de données d'expérience.

L'État Membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis se sont abstenus lors du vote de cette motion pour les raisons données dans la déclaration générale des États-Unis sur le processus des résolutions de l'UICN.

WCC-2016-Res-003-FR

Intégration d'autorités gouvernementales régionales dans la structure de l'Union

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

PRIE le Conseil de l'UICN de créer un groupe de travail composé de conseillers et de Membres sur le rôle et la fonction des autorités régionales et locales au sein de l'UICN, notamment un engagement plus vigoureux des Membres de l'UICN et d'autres Parties de façon à analyser la nécessité et les effets, à élaborer une définition précise de l'expression autorité régionale et à formuler une nouvelle recommandation globale et avisée pour le prochain Congrès.

WCC-2016-Res-004-FR

Propositions d'amendement aux Statuts de l'UICN et aux Règles de procédure du Congrès mondial de la nature Introduction des organisations des peuples autochtones dans la structure de l'Union

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawai'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. ADOPTE les amendements suivants aux Statuts de l'UICN :

i) Amende l'article 4 des Statuts de l'UICN en ajoutant une nouvelle provision 4(e) et renumérote les paragraphes suivants en conséquence : (le cas échéant, le texte devant être supprimé ~~barré~~; le nouveau texte *en gras*)

4. Les Membres de l'UICN sont :

[...]

(d) des organisations internationales non gouvernementales ;
et

Catégorie C: (e) *des organisations des peuples autochtones ;*
et

Catégorie D: (f) des affiliés.

ii) Amende l'article 5 des Statuts de l'UICN en ajoutant une nouvelle provision 5(f) et renumérote les paragraphes suivants en conséquence : (le cas échéant, le texte devant être supprimé ~~barré~~; le nouveau texte *en gras*)

5. Au sens des présents Statuts :

[...]

(e) les organisations internationales non gouvernementales sont des institutions et associations organisées dans deux États au moins ; ~~et~~

(f) *les organisations des peuples autochtones sont des institutions et des organisations établies par des peuples autochtones pour la promotion des communautés autochtones : et*

(g) les Membres affiliés sont des organismes gouvernementaux et des organisations nationales et internationales non gouvernementales qui n'appartiennent pas aux Catégories A, ~~ou~~ B *ou* C.

iii) Amende l'article 7 des Statuts de l'UICN comme suit : (le cas échéant, le texte devant être supprimé ~~barré~~; le nouveau texte *en gras*)

7. Les organismes gouvernementaux, les organisations nationales et internationales non gouvernementales, *les organisations des peuples autochtones* et les affiliés, deviennent Membres de l'UICN lorsque le Conseil :

[...]

iv) Amende l'article 10 des Statuts de l'UICN comme suit : (le cas échéant, le texte devant être supprimé ~~barré~~; le nouveau texte *en gras*)

10. Toute décision du Conseil concernant l'admission d'un candidat peut faire l'objet d'un recours de dix Membres ayant droit de vote dans le délai prescrit par le Règlement. En cas de recours, le Congrès mondial de la nature (appelé ci-après « le Congrès mondial ») a le droit d'invalider la décision du Conseil à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés ~~par chaque Catégorie de Membres ayant droit de vote~~ **dans la Catégorie A et par la majorité des deux tiers des suffrages exprimés par les Catégories B et C combinées.**

v) Amende l'article 12(b) des Statuts comme suit : (le cas échéant, le texte devant être supprimé ~~barré~~; le nouveau texte **en gras**)

12. [...]

(b) Les Membres des Catégories A, ~~et B~~ **et C** ont également le droit :

[...]

vi) Amende l'article 13 (c) et 13 (f) comme suit : (le cas échéant, le texte devant être supprimé ~~barré~~; le nouveau texte **en gras**)

13. (c) Si un Membre agit de façon persistante de manière sérieusement contraire aux objectifs de l'UICN, sa suspension ou son expulsion peut être proposée au Conseil :

[...]

(ii) dans le cas de tout autre Membre appartenant à la Catégorie A ou **dans le cas de tout Membre appartenant à la Catégorie aux Catégories B ou C**, par dix Membres au moins ~~de la même Catégorie~~ **des deux Catégories B et C combinées, comptant parmi eux au moins cinq Membres appartenant à la même Catégorie que le Membre pouvant être suspendu ou exclu** ; et

(iii) dans le cas d'un Membre appartenant à la Catégorie ~~ED~~, par dix Membres au moins ayant droit de vote.

[...]

(f) Si le Membre concerné demande un vote :

[...]

(ii) le vote a lieu lors de la session suivante du Congrès mondial et la décision est prise, dans le cas d'un Membre de la Catégorie A, ~~ou de la Catégorie B ou de la Catégorie C~~, à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés ~~dans la Catégorie correspondante~~ **dans la Catégorie A et à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés des Catégories B et C combinées** ; et dans le cas d'un Membre de la Catégorie ~~ED~~, à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés de tous les Membres ayant droit de vote ;

[...]

(iv) sauf dans le cas prévu au point (iii) ci-dessus, seuls les Membres de la Catégorie A ~~à laquelle le Membre concerné appartient~~ peuvent se prononcer sur une proposition de suspension ou d'expulsion d'un Membre de la Catégorie A ~~ou de la Catégorie B~~, **et seuls les Membres des Catégories B et C (combinées) peuvent se prononcer sur une proposition de suspension ou d'expulsion d'un Membre des Catégories B ou C.**

vii) Amende l'article 19 des Statuts de l'UICN comme suit : (le cas échéant, le texte devant être supprimé ~~barré~~; le nouveau texte **en gras**)

19. Le Congrès mondial se compose des délégués dûment accrédités par les Membres de l'UICN, se réunissant en session. Les délégués des Membres des Catégories A, ~~et B et C~~ constituent, respectivement, des Catégories gouvernementales, non gouvernementales **et des organisations des peuples autochtones** du Congrès mondial.

viii) Amende l'article 25 des Statuts de l'UICN comme suit : (le cas échéant, le texte devant être supprimé ~~barré~~; le nouveau texte **en gras**)

25. Une session extraordinaire du Congrès mondial est convoquée :

(a) lorsque le cinquième au moins des Membres de la Catégorie A ou ~~de la Catégorie~~ **des Catégories B et C combinées** ; ou

[...]

ix) Amende l'article 30 des Statuts de l'UICN comme suit : (le cas échéant, le texte devant être supprimé ~~barré~~; le nouveau texte **en gras**)

30. Seuls les Membres des Catégories A, ~~et B et C~~ disposent du droit de vote.

x) Un nouvel article 30bis des Statuts de l'UICN sera ajouté comme suit :

30bis. Les voix des Membres de la Catégorie B et celles des Membres de la Catégorie C seront décomptées ensemble pour obtenir un vote combiné (vote combiné).

xi) Amende l'article 31 des Statuts de l'UICN comme suit : (le cas échéant, le texte devant être supprimé ~~barré~~; le nouveau texte **en gras**)

31. Sauf disposition contraire des présents Statuts, les décisions du Congrès mondial sont prises à la majorité simple des suffrages exprimés dans ~~chaque-la~~ **Catégorie A et dans les Catégories B et C combinées.**

xii) Amende l'article 35 des Statuts de l'UICN en ajoutant une nouvelle provision 35bis comme suit : (le cas échéant, le texte devant être supprimé ~~barré~~; le nouveau texte **en gras**)

35bis. Les organisations des peuples autochtones disposent chacune d'une voix.

xiii) Amende l'article 36 (a) des Statuts de l'UICN comme suit : (le cas échéant, le texte devant être supprimé ~~barré~~; le nouveau texte **en gras**)

36. Toute décision du Congrès mondial prise lorsque :

(a) moins de la moitié des voix des Membres de la Catégorie A ou **des Catégories B et C combinées** était représentée à cette session du Congrès mondial, ou

[...]

xiv) Amende l'article 48 des Statuts de l'UICN comme suit : (le cas échéant, le texte devant être supprimé ~~barré~~; le nouveau texte **en gras**)

48. Dans des circonstances exceptionnelles, le Conseil peut, par un vote pris à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés, prendre des mesures qui, aux termes des Statuts, font partie

des prérogatives du Congrès mondial. Dans de tels cas, les Membres de l'UICN ayant droit de vote sont avisés de ces mesures dans les meilleurs délais. Si la majorité des Membres ayant droit de vote ~~de l'une ou l'autre Catégorie~~ **dans la Catégorie A ou les Catégories B et C combinées** signifie son désaccord dans un délai de trois mois au plus tard suivant la date de cet avis, ces mesures sont annulées.

xv) Amende l'article 94 des Statuts de l'UICN: (le cas échéant, le texte devant être supprimé ~~barré~~; le nouveau texte **en gras**)

94. Toute décision sur une question relevant de la compétence du Congrès mondial peut être prise au moyen d'un vote par correspondance. Il sera procédé à un tel vote à la demande du Conseil, ou d'un cinquième au moins du nombre total de voix ~~de l'une ou l'autre Catégorie de~~ **des Membres ayant droit de vote dans la Catégorie A ou des Catégories B et C combinées.**

xvi) Amende l'article 105 des Statuts de l'UICN comme suit: (le cas échéant, le texte devant être supprimé ~~barré~~; le nouveau texte **en gras**)

105. Des amendements aux présents Statuts peuvent être proposés au Congrès mondial :

[...]

(b) par cinq Membres de l'UICN de la Catégorie A ou cinquante Membres ~~de la Catégorie~~ **des Catégories B et C combinées**, à condition que cette proposition parvienne au Secrétariat au moins six mois avant l'ouverture d'une session ordinaire ou extraordinaire du Congrès mondial.

xvii) Amende l'article 107 des Statuts de l'UICN comme suit: (le cas échéant, le texte devant être supprimé ~~barré~~; le nouveau texte **en gras**)

107. A moins qu'il n'en soit décidé autrement, les amendements aux Statuts proposés en conformité aux articles 105 et 106 entre en vigueur à la clôture de la session du Congrès mondial à laquelle ils ont été adoptés à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés ~~chaque des Catégories~~ **la Catégorie A et à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés des Catégories B et C combinées.**

xviii) Amende l'article 109 des Statuts de l'UICN comme suit: (le cas échéant, le texte devant être supprimé ~~barré~~; le nouveau texte **en gras**)

109. Le Congrès mondial ne peut décider de dissoudre l'UICN que sur la base d'une motion écrite adressée à tous les Membres de l'UICN au moins quatre mois avant la date prévue pour l'ouverture de la session du Congrès mondial durant laquelle la motion sera considérée. L'adoption d'une telle motion exige la majorité des trois quart des suffrages exprimés ~~chaque des Catégories~~ **la Catégorie A et à la majorité de trois quart des suffrages exprimés dans les Catégories B et C combinées.**

2. ADOPTE les amendements suivants au Règles de procédure du Congrès mondial de la conservation :

i) Amende la règle 62~~septo~~ des Règles de procédure comme suit: (le cas échéant, le texte devant être supprimé ~~barré~~; le nouveau texte **en gras**)

62~~septo~~. Les motions adoptées par vote électronique par les Membres ~~des Catégories de la Catégorie A et par les Membres des Catégories B et C combinées~~ ont la même validité que les motions adoptées lors des séances de l'Assemblée des Membres. L'Assemblée des Membres enregistrera en bloc l'adoption des motions ayant eu lieu par vote électronique avant

le Congrès, néanmoins elle ne peut ré- ouvrir le débat ou le vote sur aucune d'entre elles. Les motions dont l'adoption par vote électronique est enregistrée par décision de l'Assemblée des Membres entrent en vigueur à la date de ladite décision.

- ii) Amende la règle 64 des Règles de procédure comme suit : (le cas échéant, le texte devant être supprimé ~~barré~~; le nouveau texte *en gras*)

64. Les cartes de vote distribuées aux délégués des Membres de la Catégorie A sont blanches ; celles des Membres de la Catégorie B sont vertes *et celles de la Catégorie sont bleues*. En cas de vote électronique, la carte de vote électronique est programmée de telle sorte que les votes des Membres de la Catégorie A *sont enregistrés séparément* ; et les votes ~~de la Catégorie des Catégories B et C sont enregistrés séparément et combinés pour obtenir un résultat des votes combinés~~ *sont enregistrés séparément*.

- iii) Amende la règle 70 des Règles de procédure comme suit : (le cas échéant, le texte devant être supprimé ~~barré~~; le nouveau texte *en gras*)

70. Un scrutin secret peut avoir lieu à la demande des délégués de dix Membres ayant droit de vote. Dans ce cas, lorsque les délégués votent en levant leurs cartes de vote, des bulletins de vote ne portant que les lettres "A", ~~ou~~ "B" *ou* "C" sont distribués par le Secrétariat sur présentation des cartes de vote à raison d'un bulletin par carte. Le bulletin de vote porte les inscriptions "oui", "non", ou "abstention". Les bulletins de vote ne peuvent être utilisés que pour un scrutin. Si un autre scrutin a lieu, les bulletins doivent porter un numéro d'identification correspondant au scrutin pour lequel ils sont valables. En cas de vote électronique, le responsable des élections devra s'assurer que le système est programmé de manière à garantir un vote anonyme.

- iv) Amende la règle 75 des Règles de procédure comme suit : (le cas échéant, le texte devant être supprimé ~~barré~~; le nouveau texte *en gras*)

75. Les présentations de candidature faites par un Membre des Catégories A, B *ou* C avant le Congrès mondial sont communiquées par le Conseil aux Membres.

- v) Amende la règle 78(b) des Règles de procédure comme suit : (le cas échéant, le texte devant être supprimé ~~barré~~; le nouveau texte *en gras*)

78. Les élections du Président, du Trésorier et de chacun des Présidents des Commissions ont lieu séparément comme suit :

[...]

(b) lorsqu'un vote est requis et qu'il n'y a qu'une candidature par poste, si le candidat ne recueille pas la majorité simple des suffrages exprimés ~~dans chaque Catégorie de des~~ Membres ayant droit de vote *dans la Catégorie A et dans les Catégories B et C combinées*, il est pourvu au poste par le Congrès mondial ou, faute de décision avant la clôture de la session, par le nouveau Conseil ; et

[...]

- vi) Amende la Règle 80 des Règles de Procédure comme suit : (le cas échéant, le texte devant être supprimé ~~barré~~; le nouveau texte *en gras*)

80. Lorsque le nombre de candidats aux postes de Conseillers régionaux est égal ou inférieur au nombre de postes vacants dans la Région pour laquelle ils ont été présentés, il sera procédé à un vote individuel pour chaque candidat. Si un candidat ne recueille pas la

majorité simple des suffrages exprimés ~~dans chacune des Catégories de~~ **des** Membres ayant droit de vote ***dans la Catégorie A et dans les Catégories B et C combinées***, le poste de Conseiller régional sera pourvu par le nouveau Conseil.

vii) Amende les règles 81 (f) et 81 (g) des Règles de procédure comme suit : (le cas échéant, le texte devant être supprimé ~~barré~~; le nouveau texte ***en gras***)

81. Lorsqu'il y a plusieurs candidats au poste de Président, de Trésorier, de Conseiller régional ou de Président de Commission :

[...]

(f) les suffrages exprimés pour chaque candidat sont additionnés et les candidats rangés dans l'ordre des voix obtenues, cela se faisant séparément pour les votes de Catégorie A et ***pour les votes de Catégorie des Catégories B et C combinées***. L'ordre ainsi obtenu pour la Catégorie A est alors additionné à celui de ~~la Catégorie des Catégories B et C combinées~~ pour former un ordre combiné ;

(g) dans le cas où l'ordre combiné ainsi obtenu est le même pour deux candidats ou plus, l'ordre est recalculé de la façon suivante : le total des voix de Catégorie A pour chaque candidat, nécessaire pour pourvoir les postes concernés, est multiplié par un facteur constant, égal au nombre des suffrages exprimés ~~de la Catégorie des Catégories B et C combinées~~ divisé par le nombre de suffrages exprimés de la Catégorie A pour tous les candidats dans le cadre de ce scrutin ; le total ajusté des voix de la Catégorie A est alors ajouté au total des voix ~~de la Catégorie des Catégories B et C combinées~~ et les candidats rangés dans l'ordre du total combiné des voix ainsi obtenu ;

WCC-2016-Res-005-FR
Élection du Président de l'UICN

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

ADOPTE les amendements suivants aux Règles de procédure du Congrès mondial de la nature :

Amende la Règle 81 en insérant un nouveau paragraphe (i) et renumérote les paragraphes suivants en conséquence : (le cas échéant, le texte devant être supprimé barré ; le nouveaux texte *en gras*)

[...]

(h) le candidat (les candidats) obtenant l'ordre le plus élevé est (sont) élus, *excepté dans le cas du Président auquel s'applique le paragraphe (i) des présentes Règles* ; et

(i) *pour être élu au poste de Président les candidats doivent obtenir au premier tour la majorité absolue des votes (plus de 50% des votes) dans les deux Catégories de Membres. Si aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue de votes dans les deux Catégories de Membres au premier tour, un second tour a lieu entre les deux candidats ayant obtenu l'ordre combiné le plus élevé au premier tour en accord avec la Règle 81 (f).*

Au second tour, le candidat ayant atteint l'ordre combiné le plus élevé est élu. Dans le cas où, au second tour, l'ordre combiné est le même pour les deux candidats, la Règle 81 (g) est appliquée et le candidat ayant obtenu le nombre le plus élevé de votes combinés est élu ; et

[...]

WCC-2016-Res-006-FR

Autorité unique de l'Assemblée des Membres pour amender le Règlement en ce qui concerne les objectifs, la nature des Membres et les critères d'admission (suite à la décision 22 du Congrès mondial de la nature 2012)

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawai'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

ADOpte les amendements aux articles 101, 102 et 103 des Statuts de l'UICN :

i) Amende l'article 101 des Statuts de l'UICN comme suit : (le cas échéant, le texte devant être supprimé ~~barré~~; le nouveau texte *en gras*)

101 [...]

(a) Le Règlement d'exécution des présents Statuts, adopté par le Congrès mondial, peut être amendé par le Conseil **après que les amendements proposés ont été transmis aux Membres pour commentaires ou objections, en vertu de l'article 102.**

(b) Le Règlement doit être conforme aux Statuts et ne peut ni restreindre ni étendre les droits des Membres d'exercer un contrôle sur toute question régie par les présents Statuts. **Aucun amendement au Règlement ne peut modifier le statut et les objectifs de l'UICN (articles 1, 2 et 3 des Statuts), la nature et les catégories de Membres (articles 4 et 5 des Statuts), les critères d'admission des Membres (articles 6 et 7 des Statuts) et les droits associés des Membres.**

(c) Tout amendement proposé doit figurer à l'ordre du jour d'une des réunions périodiques du Conseil et, pour être adopté, doit réunir les deux tiers des suffrages exprimés lors de deux réunions périodiques consécutives du Conseil.

ii) Amende l'article 102 des Statuts de l'UICN comme suit : (le cas échéant, le texte devant être supprimé ~~barré~~; le nouveau texte *en gras*)

102 [...]

(a) Tout amendement **proposé** au Règlement est transmis **séparément** aux Membres de l'UICN dans les meilleurs ~~délais après son adoption~~ **six semaines après son adoption, lors de la première des deux réunions périodiques consécutives du Conseil.**

(b) **La communication aux Membres doit alerter clairement les Membres sur les changements proposés et inclure la totalité du texte du/des amendement(s) proposé(s), ainsi qu'une explication complète des raisons ayant conduit le Conseil à proposer le/les amendement(s), et toute clarification relative à son contenu.**

(c) **Les Membres ont [deux][trois] mois pour envoyer leurs commentaires ou objections, à la suite de quoi le Conseil, lors de la seconde des deux réunions consécutives, peut adopter, modifier ou retirer le/les amendement(s) proposé(s), à la lumière des commentaires ou objections reçus.**

iii) Amende l'article 103 des Statuts de l'UICN comme suit : (le cas échéant, le texte devant être supprimé ~~barré~~; le nouveau texte *en gras*)

103. Le Congrès mondial procède à l'examen d'un amendement au Règlement adopté par le Conseil, **lors de la seconde des deux réunions périodiques consécutives**, lorsque la demande en est faite par au moins quarante Membres ayant droit de vote et à condition que cette demande soit faite dans un délai de ~~six~~**trois** mois au plus tard suivant la communication par le Conseil de **l'adoption** de cet amendement. Un tel appel est suspensif.

WCC-2016-Res-007-FR

Amélioration de la pratique et réformes de la gouvernance de l'UICN

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

ADOpte l'amendement suivant aux Statuts de l'UICN :

i) Amende l'article 46 des Statuts de l'UICN en insérant un nouveau paragraphe (c) comme suit et renumérote les paragraphes suivants en conséquence : (le cas échéant, le texte devant être supprimé ~~barré~~; le texte proposé **en gras**)

Les fonctions du Conseil sont, entre autres :

[...]

(c) de définir les orientations stratégiques, en consultation avec les Membres, en vue du développement du projet de Programme quadriennal de l'UICN devant être soumis au Congrès et l'approuver ;

[...]

ii) Amende l'article 50 (a) des Statuts de l'UICN : (le cas échéant le texte existant devant être supprimé ~~barré~~; le texte proposé **en gras**)

(a) Le Conseil peut nommer des comités et des groupes de travail, comprenant, entre autres, le Comité du Programme et des politiques, ~~et~~ le Comité des finances et audit **et le Comité institutionnel et de gouvernance**, et veille à ce que la composition de ces comités et groupes de travail reflète la diversité, géographique et autre, de l'UICN.

[...]

WCC-2016-Res-008-FR

Proposition d'amendement de l'article 6 des Statuts de l'UICN relatif aux cotisations des États et des organisations d'intégration politique et/ou économique admises par l'UICN

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawai'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

ADOpte l'amendement suivant aux Statuts de l'UICN : [suppressions ~~barrées~~; modifications/ajouts *en gras*]

Admission

6. Les États et les organisations d'intégration politique et/ou économique deviennent Membres de l'UICN par notification au Directeur général de leur adhésion aux présents Statuts, ***et après paiement de la cotisation due la première année d'adhésion.***

WCC-2016-Res-009-FR

Conservation du calao à casque (*Rhinoplax vigil*)

RAPPELANT que le calao à casque (*Rhinoplax vigil*) vit en Asie du Sud-Est et qu'il est inscrit à l'Annexe I de la CITES ;

SACHANT que, récemment, poussé par la demande et perpétré par des réseaux criminels, l'abattage de cette espèce a connu une escalade abrupte qui constitue une menace claire et réelle pour sa survie dans les États de son aire de répartition ;

SACHANT AUSSI que l'abattage de cette espèce est motivé par la demande pour son casque solide (dit « ivoire de calao ») utilisé dans la manufacture d'ornements (« produits dérivés ») disponibles dans certaines régions d'Asie chez des détaillants classiques et sur le marché en ligne ;

NOTANT que des mesures de conservation nécessaires de toute urgence sont entreprises sous les auspices de la Commission de la sauvegarde des espèces de l'UICN dans le cadre du partenariat d'action pour les espèces d'Asie (Asia Species Action Partnership - ASAP) et que, s'appuyant sur les meilleures données scientifiques disponibles, BirdLife International, l'autorité mondiale de la Liste rouge pour les oiseaux, a porté l'état de menace pour cette espèce, sur la Liste rouge de l'UICN, de 'Quasi menacé' à 'En danger critique', en novembre 2015 ;

RAPPELANT la Résolution de l'UICN 5.027 *Conservation des espèces en danger d'Asie tropicale* (Jeju, 2012) et les préoccupations exprimées dans cette résolution concernant les populations de grands oiseaux, y compris les calaos ;

NOTANT que l'espèce est en outre menacée par la perte de son habitat ;

RECONNAISSANT que l'espèce a une importance culturelle pour les communautés locales, assure des fonctions écologiques clés, est un symbole chargé de sens pour la conservation des forêts tropicales d'Asie du Sud-Est et que le commerce représente une perte de patrimoine national et de ressources ;

RECONNAISSANT, à la lumière de l'Objectif 12 d'Aichi pour la biodiversité, que les États de l'aire de répartition ont besoin, de toute urgence, de mesures et d'un appui internationaux pour renforcer les efforts déployés au plan national en vue de prévenir l'extinction de l'espèce et de garantir l'amélioration et le maintien de son état de conservation ;

SALUANT les efforts de lutte contre la fraude déployés actuellement par les États concernés ; et

RECONNAISSANT que l'appui à ces efforts devrait reposer sur un engagement collaboratif et le respect mutuel ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. DEMANDE à la Directrice générale, aux Commissions et aux Membres, dans la mesure du possible, dans le cadre de l'ASAP, de ses partenaires et d'autres acteurs/avenues, de participer à des efforts et/ou de soutenir des efforts pour :

a. surveiller le degré de menace ; identifier, entre autres, les routes du commerce, les réseaux, les méthodologies et les participants ; contribuer aux enquêtes, rassembler des preuves et évaluer les tendances émergentes ;

b. soutenir et développer la conservation *in situ* ;

- c. renforcer le rôle et la participation des communautés locales, des spécialistes de la conservation et organismes et soutenir une action de lutte contre la fraude ;
 - d. sensibiliser par des efforts accrus de communication, publicité, éducation, engagement du public et campagnes en faveur de la réduction de la demande dans les dernières parties de l'aire de répartition d'origine et auprès des utilisateurs finals ;
 - e. fournir des avis techniques, renforcer les capacités et faciliter le partage des connaissances et la coopération entre les acteurs ; et
 - f. faire participer les boutiques et les marchés en ligne pour contenir, réduire et/ou éliminer la vente de produits dérivés.
2. CHARGE la Directrice générale d'écrire au Secrétaire général et au Président du Comité permanent de la CITES pour demander la prise de mesures, de toute urgence, afin de lutter contre le commerce international en augmentation de l'ivoire de calao.
3. ENCOURAGE les gouvernements concernés à :
- a. durcir les mesures prises pour prévenir le prélèvement illégal ;
 - b. durcir les mesures prises pour prévenir l'importation, l'exportation, le transit, le transport, l'exposition, la vente et/ou l'acquisition d'ivoire de calao et d'articles dérivés ;
 - c. remédier aux lacunes législatives, policières ou de lutte contre la fraude, engager des poursuites contre les participants, à tous les niveaux du réseau commercial, et renforcer la sensibilisation aux lois applicables ; et
 - d. s'engager et coopérer avec d'autres États concernés pour mettre en œuvre des mesures de lutte contre la fraude, la collecte de preuves et le partage de connaissances.
4. PRIE INSTAMMENT les organismes bailleurs de fonds de soutenir les mesures de conservation.

L'État Membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis ont voté contre cette motion avec l'amendement 1, qui a été adoptée par le Congrès mondial de la nature.

WCC-2016-Res-010-FR

Conservation du tigre de l'Amour (*Panthera tigris altaica*) et du léopard de l'Amour (*Panthera pardus orientalis*) en Asie du Nord-Est

CONSCIENT que le tigre de l'Amour (*Panthera tigris altaica*) et le léopard de l'Amour (*Panthera pardus orientalis*) sont des espèces clés, emblématiques des efforts de conservation déployés en Asie du Nord-Est ;

NOTANT que le tigre de l'Amour et le léopard de l'Amour restent menacés de disparition, le tigre de l'Amour ne comptant plus que deux populations d'environ 500 individus et le léopard de l'Amour une seule population de moins de 100 individus ;

NOTANT PAR AILLEURS que le paysage de forêts tempérées qui caractérise encore une partie de l'aire de répartition historique de ces deux espèces, notamment en Extrême-Orient russe, en Chine du Nord-Est, sur la péninsule coréenne, voire sur une partie de la Mongolie, représente l'avenir pour le tigre de l'Amour et le léopard de l'Amour compte tenu de l'énorme habitat potentiel qu'il constitue et des perspectives qu'il offre pour la restauration des populations en Asie du Nord-Est ;

RECONNAISSANT que le rétablissement des populations de tigres de l'Amour et de léopards de l'Amour peut présenter des avantages considérables pour les communautés locales et en termes de développement économique national ;

CONSCIENT que la réintégration des tigres et des léopards dans les écosystèmes a des effets positifs sur de nombreuses autres espèces et sur la biodiversité ;

CONSCIENT ÉGALEMENT des graves menaces qui pèsent actuellement sur le tigre de l'Amour et le léopard de l'Amour, notamment du fait de leurs populations restreintes et isolées, de la diminution du nombre de proies, de la dégradation de l'habitat, de l'élevage de tigres, du commerce illégal et de l'incidence des activités anthropiques ;

SACHANT que le nombre d'individus des deux espèces présents dans la région transfrontalière sino-russe – qui abrite l'intégralité de la population de léopards de l'Amour et l'unique population de tigres de l'Amour susceptibles d'être rétablies en Chine – est en augmentation et que des individus se répandent dans des régions avoisinantes, constituant ainsi des populations sources et l'occasion unique de rétablir les populations de tigres et de léopards dans leurs aires de répartition historiques d'Asie du Nord-Est ;

SALUANT le fait que des projets de protection des forêts naturelles mis en œuvre en Chine et des projets de conservation à long terme déployés depuis plusieurs décennies en Russie, conjugués à d'autres activités de conservation, se sont traduits ces dernières années par une augmentation des populations de léopards de l'Amour et de tigres de l'Amour en Chine et en Russie ;

NOTANT qu'il est important de collaborer aux niveaux bilatéral et multilatéral pour préserver les populations sources de léopards de l'Amour et de tigres de l'Amour dans les régions transfrontalières et favoriser le rétablissement de ces deux espèces dans les États de leurs aires de répartition ; et

RECONNAISSANT que l'UICN joue un rôle majeur depuis de nombreuses années en offrant de solides orientations scientifiques et techniques ainsi qu'en élaborant et en favorisant l'adoption de procédures visant à faciliter le dialogue sur la conservation du tigre et du léopard ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. DEMANDE à la Directrice générale, à la Commission de la sauvegarde des espèces (CSE) de l'UICN et à la Commission de la gestion des écosystèmes (CGE) de l'UICN d'apporter un soutien

politique en vue de l'élaboration d'une nouvelle initiative sur le rétablissement des populations de tigres de l'Amour et de léopards de l'Amour et de la porter à l'attention des États de l'aire de répartition et des bailleurs de fonds internationaux.

2. PRIE INSTAMMENT tous les Membres de l'UICN, partout dans le monde, de soutenir cette initiative.

3. PRIE INSTAMMENT toutes les parties prenantes de promouvoir et de lancer cette initiative en Asie du Nord-Est en vue de favoriser le rétablissement des populations de tigres de l'Amour et de léopards de l'Amour et de la biodiversité en général.

4. PRIE INSTAMMENT les États de l'aire de répartition de la région qui ne l'auraient pas encore fait d'élaborer des plans d'action nationaux sur les tigres de l'Amour et les léopards de l'Amour et sur les espèces dont ils se nourrissent dans le cadre d'une stratégie de conservation à long terme et d'investir dans la mise en œuvre de ces plans d'action nationaux.

WCC-2016-Res-011-FR

Fermer le marché intérieur de l'ivoire d'éléphant

ALARME de constater que l'abattage illégal des éléphants et le commerce illicite de leur ivoire demeurent un problème majeur dans une grande partie de l'Afrique, menaçant la survie de nombreuses populations d'éléphants de savane et de forêt, et compromettant l'intégrité écologique des écosystèmes de savane et de forêt ;

VIVEMENT PRÉOCCUPÉ de constater que l'abattage illégal des éléphants et le commerce illicite de leur ivoire menacent la sécurité nationale, minent les efforts de développement économique durable dans les États de l'aire de répartition de l'éléphant d'Afrique, y compris dans les communautés locales qui tirent profit de la présence de populations saines d'éléphants sauvages, et représentent un risque majeur pour la vie des agents chargés de la protection des éléphants et des autres espèces sauvages ;

CONSTATANT que l'abattage illégal des éléphants, y compris le marché intérieur légal de leur ivoire, crée des possibilités de blanchir de l'ivoire d'éléphant illégal sous couvert de légalité ;

SE FÉLICITANT des engagements conjoints annoncés en septembre 2015 par le président des États-Unis Barack Obama et par le président chinois Xi Jinping de combattre le trafic d'espèces sauvages, y compris en s'engageant à « promulguer des interdictions presque complètes sur les importations et les exportations d'ivoire...et en prenant des mesures significatives opportunes pour mettre fin au commerce d'ivoire sur leur marché intérieur » et accueillant avec satisfaction l'interdiction du commerce intérieur de l'ivoire d'éléphant décidée en juillet 2016 par les É.-U. et en août 2016 par la France ;

PRENANT ACTE de la Déclaration de Cotonou signée en 2015 par les 25 États de l'aire de répartition de l'éléphant d'Afrique qui, entre autres, sont convenus de « soutenir toute proposition et action au niveau international ou national visant à interdire le commerce d'ivoire national dans le monde entier », et se félicitant des mesures positives prises par les États de l'aire de répartition ;

PRENANT ACTE EGALEMENT du Plan d'action pour l'éléphant d'Afrique et du Fonds pour l'éléphant d'Afrique, en tant qu'initiative menée par les pays africains (avec le soutien de l'ensemble des 37 États de l'aire de répartition de l'éléphant d'Afrique) demandant des actions pour régler les principaux problèmes de conservation qui frappent l'éléphant d'Afrique, y compris l'abattage illégal et le commerce illégal de l'ivoire d'éléphant ; et de l'Initiative pour la protection de l'éléphant, en tant qu'initiative menée par des pays africains (avec 14 pays membres à ce jour), qui demande, entre autres, la clôture des marchés intérieurs de l'ivoire d'éléphant ;

SACHANT que de nombreux États de l'aire de répartition et États de consommation ont annoncé qu'ils avaient pris ou envisageaient de prendre des mesures législatives et réglementaires pour fermer leurs marchés intérieurs de l'ivoire d'éléphant ; et

RECONNAISSANT le rôle de longue date joué par l'UICN dans la fourniture d'analyses techniques et scientifiques fiables, et dans l'appui aux processus destinés à conserver les éléphants, notamment pour les avantages qu'ils procurent à l'environnement et à la société ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. PRIE la Directrice générale de promouvoir la présente résolution, et d'encourager les gouvernements du monde entier à fermer de toute urgence leurs marchés intérieurs de l'ivoire d'éléphant.
2. PRIE INSTAMMENT les Commissions, en particulier la Commission de la sauvegarde des espèces, la Commission mondiale du droit environnement et les autres organisations possédant

l'expertise appropriée, de fournir des conseils techniques, juridiques et commerciaux aux gouvernements, sur demande, sur la mise en œuvre de la présente Résolution relative à la question de la fermeture des marchés intérieurs de l'ivoire d'éléphant.

3. ENGAGE les gouvernements des pays dans lesquels il existe un marché intérieur légal de l'ivoire d'éléphant ou quelque commerce intérieur que ce soit de l'ivoire d'éléphant, de prendre toutes les mesures législatives et réglementaires nécessaires pour fermer leurs marchés intérieurs sur lesquels interviennent des échanges commerciaux d'ivoire d'éléphant brut ou travaillé.

4. PRIE tous les Membres de l'UICN de tirer parti de la COP 17 de la CITES, qui se déroulera à Johannesburg (Afrique du Sud) en septembre 2016, pour envoyer un message confirmant sans ambiguïté que les éléphants sont protégés au niveau mondial et que, compte tenu de l'envergure du braconnage, il est préjudiciable et inacceptable d'acheter de l'ivoire d'éléphant.

5. PRIE ÉGALEMENT tous les gouvernements, les organisations intergouvernementales et les organisations non gouvernementales d'offrir des compétences techniques et des fonds aux gouvernements des États et autres entités engagés dans la lutte contre le trafic d'espèces sauvages pour les aider à mettre en œuvre la présente résolution, notamment à clarifier les définitions de fermeture appropriée au contexte national, à améliorer et mettre en œuvre les méthodes de traçage de la provenance de l'ivoire d'éléphant et des dates de prélèvement, et à renforcer les capacités de mise en œuvre.

6. ENCOURAGE les projets de conservation transfrontaliers axés sur les éléphants, par l'intermédiaire de leurs politiques et programmes de développement stratégique, à contribuer au strict respect des interdictions qui pèsent sur les marchés internes de l'ivoire d'éléphant au niveau national et transfrontalier.

Le Conseil international de la chasse et de la conservation du gibier a versé la déclaration suivante aux procès-verbaux :

« Le Conseil international de la chasse et de la conservation du gibier, représenté par son Directeur général, M. Tamás Marghescu, souhaite déclarer officiellement que le groupe de contact chargé de cette motion, le 7 septembre et à nouveau le 9 septembre, a délibérément supprimé le texte convenu précédemment dans le préambule qui précisait que cette motion ne traite pas des trophées d'éléphants légaux car, de toute manière, ils ne peuvent faire l'objet de commerce. Nous vous demandons de bien vouloir verser aux procès-verbaux cette motion d'ordre présentée par M. Marghescu à l'Assemblée des Membres et de faire en sorte qu'une note de bas de page accompagne la motion finale pour apporter une précision importante, à savoir que cette motion ne concerne pas les trophées d'éléphants légaux. »

WCC-2016-Res-012-FR

Giraffidés : inverser le déclin de la mégafaune emblématique d'Afrique

NOTANT que la famille des giraffidés ne compte que deux espèces vivantes, limitées au continent africain : la girafe (*Giraffa camelopardalis*) qui comprend, actuellement, neuf sous-espèces de savane dont la répartition est fragmentée dans 21 pays et l'okapi (*Okapia johnstoni*), limité aux forêts pluviales du nord-est de la République démocratique du Congo (RDC) ;

SOULIGNANT que malgré leur statut emblématique, l'affection que le public leur porte, leur importance culturelle et économique et leur rôle dans le fonctionnement des écosystèmes africains, la girafe et l'okapi sont relativement peu étudiés, reçoivent peu d'attention et que le financement consacré à leur conservation est limité ;

ALARMÉ de constater que des études et enquêtes récentes ont mis en évidence une régression marquée de l'aire de répartition, des déclin et une fragmentation croissante des populations en raison de la perte et de la dégradation de l'habitat (face à l'expansion agricole, à l'exploitation du bois et au ramassage du bois de feu, au développement de l'infrastructure et aux activités extractives), de l'empiètement et des établissements humains, du braconnage, de la guerre et des troubles civils ;

NOTANT que la girafe et l'okapi étaient précédemment classés dans les catégories 'Préoccupation mineure' et 'Quasi menacé' mais qu'ils ont récemment été évalués et classés respectivement 'Vulnérable' et 'En danger' dans la Liste rouge de l'UICN, compte tenu d'un déclin des populations de 35 à 50% depuis trois décennies, et que certaines sous-espèces de girafes sont maintenant 'En danger critique' ;

RAPPELANT l'Objectif 12 d'Aichi de la Convention sur la diversité biologique qui stipule :
« L'extinction d'espèces menacées connues est évitée et leur état de conservation, en particulier de celles qui tombent le plus en déclin, est amélioré et maintenu » ;

PRENANT NOTE de la Résolution 5.022 *Soutien aux initiatives régionales de conservation de la diversité des mammifères en Afrique de l'Ouest et centrale* et la Recommandation 5.157 *Protection de la Réserve de faune à okapis et des communautés de la Forêt d'Ituri en République démocratique du Congo* (Jeju, 2012) ;

APPLAUDISSANT à la publication de la Stratégie de conservation de l'okapi 2015-2025 (*Okapi Conservation Strategy 2015-2025*) préparée par l'UICN et l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN) ; et

PRÉOCCUPÉ à l'idée que, faute d'appliquer cette stratégie de toute urgence, ainsi que des mesures de conservation semblables pour la girafe et des mesures plus larges pour traiter les menaces globales, les effectifs généraux des deux espèces continueront de diminuer et certaines sous-espèces de girafes pourraient disparaître à jamais ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. APPELLE l'UICN, les bailleurs de fonds et les partenaires à sensibiliser, aux niveaux mondial et local, aux déclin des giraffidés et aux besoins de conservation et de ressources financières pour des mesures d'importance clés (p. ex., en exerçant des pressions sur les États de l'aire de répartition et en faisant participer les communautés locales).

2. APPELLE les Membres de l'UICN, les bailleurs de fonds et les partenaires :

a. à soutenir l'application, sur le terrain, de la Stratégie de conservation de l'okapi 2015- 2025 ; et

b. à lancer des appels de fonds et des efforts de renforcement des capacités accrus pour la gestion et le suivi de l'état des aires protégées de l'aire de répartition des giraffidés, notamment en appliquant des lois reposant sur le renseignement, via des outils tels que SMART (Spatial Monitoring and Reporting Tool), ainsi que pour des activités spécifiques de conservation des giraffidés, y compris l'élaboration de méthodes améliorées d'étude et de suivi.

3. APPELLE tous les États membres de l'UICN, les États de l'aire de répartition des giraffidés, les Nations Unies et la communauté internationale à aider à restaurer l'intégrité et la sécurité des aires protégées menacées, en particulier les biens du patrimoine mondial, dans l'aire de répartition des girafes (notamment le Parc national de la Garamba en RDC, les Parcs nationaux de Bouba Njida, de la Bénoué et de Waza et la Réserve du Faro au Cameroun, et les Parcs nationaux de Shambe, Boma et Badingilo au Soudan du Sud) et de l'okapi (notamment les Parcs nationaux des Virunga et de Maiko et la Réserve de faune à okapis).

4. PRIE INSTAMMENT tous les États parties à la Convention du patrimoine mondial de tenir leurs engagements envers la Convention, de ne pas autoriser les activités extractives dans les biens du patrimoine mondial où l'on trouve des giraffidés et de garantir que toutes les activités en cours et futures, dans les régions environnant ces biens soient compatibles avec la protection de leur valeur universelle exceptionnelle et ne menacent pas leur intégrité, conformément aux nombreuses décisions prises par le Comité du patrimoine mondial (p.ex. 37 COM 7, par. 8).

5. APPELLE l'UICN, les États de l'aire de répartition des giraffidés, les donateurs, les principaux acteurs et les partenaires à élaborer et/ou soutenir une stratégie et plan d'action pour la conservation des girafes à l'échelle de l'Afrique et à lever des fonds au niveau mondial pour faciliter son élaboration et l'application des mesures qui en découleront.

WCC-2016-Res-013-FR

Fin de la chasse aux lions (*Panthera leo*) et à d'autres prédateurs élevés en captivité et de l'élevage en captivité à des fins commerciales et non de conservation

NOTANT que le gouvernement sud-africain a interdit la capture de lions sauvages à des fins d'élevage ou de maintien en captivité ;

PRÉOCCUPÉ de constater que l'élevage constant de lions aux seules fins d'une pseudo-chasse, également connue sous le nom de « chasse close », ou d'« abattage au fusil en enclos » par des secteurs de l'industrie de l'élevage d'espèces sauvages d'Afrique du Sud, sous couvert d'exploitation durable, s'est intensifié ;

ÉGALEMENT PRÉOCCUPÉ par la portée limitée des solutions juridiques proposées par le gouvernement sud-africain en vue de mettre un terme à la pratique de l'« abattage au fusil en enclos » ;

CONSCIENT du fait qu'en Afrique du Sud, la chasse au lion est essentiellement pratiquée dans des enclos ou en faisant appel à des animaux élevés en captivité ;

AYANT À L'ESPRIT qu'en Afrique du Sud comme ailleurs dans le monde, les associations de chasse professionnelle s'opposent à la pratique dite de l'« abattage au fusil en enclos » en vertu de laquelle l'animal est physiquement incapable de s'échapper d'un enclos et/ou a été élevé en captivité et est mentalement peu disposé à s'échapper en raison d'un apprivoisement provoqué par un élevage à la main, des caresses prodiguées aux petits ou un contact étroit avec des êtres humains à l'intérieur d'installations de maintien en captivité ;

CONSTATANT que, dans leur grande majorité, les chasseurs jugent que l'« abattage au fusil en enclos » est une pratique honteuse et répugnante du point de vue éthique ;

CONSIDÉRANT que la plupart des établissements d'élevage de lions en captivité d'Afrique ne sont pas conformes ou ne respectent pas les normes de l'Association panafricaine des zoos et aquariums (PAAZA) ou de l'Association mondiale de zoos et aquariums (WAZA) ;

CONVENANT de la valeur des espèces sauvages et des spécimens issus de l'élevage en ranch, lesquels constituent une ressource qui peut être exploitée de manière durable, légale et éthique et jouent un rôle extrêmement important en ce qui concerne la conservation de la biodiversité, le tourisme et le produit intérieur brut de pays touristiques ;

SACHANT que la chasse durable, légale et éthique est une activité humaine source de revenus et de moyens de subsistance dans des zones où d'autres pratiques agricoles sont moins viables ;

SACHANT ÉGALEMENT que la fragmentation de l'habitat, la raréfaction des habitats appropriés, les conflits hommes-carnivores, le piégeage et l'empoisonnement figurent parmi les menaces qui pèsent sur les lions sauvages ; et

CONSTATANT qu'aucun programme de planification de la conservation des lions d'Afrique ne considère l'élevage en captivité comme une mesure de conservation ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. DEMANDE à la Directrice générale et aux Commissions de l'UICN d'encourager plus particulièrement le gouvernement de l'Afrique du Sud mais aussi d'autres gouvernements d'Afrique australe à appuyer cette initiative en élaborant et en promulguant une législation d'ici à 2020 et en prévoyant des délais raisonnables pour :

a. mettre fin à la pratique consistant à élever des lions en captivité aux fins de l'« abattage au fusil

en enclos » dans le cadre d'une démarche structurée assortie d'un calendrier précis ;

- b. limiter l'élevage en captivité de lions à des zoos ou des établissements agréés ayant pour mission clairement définie de mener à bien un projet de conservation officiel et déclaré ;
- c. élaborer des règles et des normes sur la gestion des lions issus de l'élevage en captivité en Afrique du Sud traitant des questions du bien-être, de la biodiversité et de l'exploitation des animaux et tenant compte de la réglementation relative aux espèces menacées ou protégées (ToPS), de la législation en vigueur et des lignes directrices de l'UICN régissant cette activité ; et
- d. interdire par voie légale la chasse au lion issu de l'élevage en captivité en toutes circonstances.

2. DEMANDE à la Directrice générale et aux Commissions de l'UICN :

- a. de prendre les mesures nécessaires pour fournir les orientations, la direction et la pression requise au niveau international pour amener le gouvernement de l'Afrique du Sud à adopter cette Résolution ; et
- b. d'encourager d'autres États membres d'Afrique australe à adopter eux aussi cette initiative et de les soutenir en ce sens.

L'État Membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis se sont abstenus lors du vote de cette motion (et avec amendement) pour les raisons données dans la déclaration générale des États-Unis sur le processus des résolutions de l'UICN.

WCC-2016-Res-014-FR

Lutter contre l'empoisonnement illégal des espèces sauvages

RAPPELANT les résolutions en vigueur qui font référence à l'utilisation de pesticides, notamment les résolutions de l'Assemblée générale 8.12 *Résolution sur la limitation de l'épandage de produits chimiques toxiques dans les Parcs nationaux* (Nairobi, 1963), 10.27 *Pesticides* (New Delhi, 1969), 16.5 *Le commerce international des pesticides et autres biocides* (Madrid, 1984) et les Résolutions du Congrès mondial de la nature 3.079 *Conservation des espèces de vautours Gyps en Asie du Sud et du Sud-Est* (Bangkok, 2004) et surtout 5.137 *Appui à une étude scientifique approfondie de l'impact des pesticides systémiques sur la biodiversité mondiale par le groupe de travail conjoint de la Commission de la sauvegarde des espèces (CSE) et de la Commission de la gestion des écosystèmes (CGE) de l'UICN* (Jeu, 2012) ;

CONSIDÉRANT qu'indépendamment de ces résolutions, il importe que les Membres de l'UICN publient aujourd'hui une déclaration plus vigoureuse portant tout particulièrement sur l'empoisonnement intentionnel des espèces sauvages en Afrique, l'empoisonnement des oiseaux migrateurs et l'utilisation illégale d'appâts empoisonnés sur le territoire de l'Union européenne ;

CONSCIENT de l'importance des médicaments pour la médecine et la médecine vétérinaire et acceptant le rôle essentiel que jouent les substances chimiques pour le maintien de la santé dans le monde, y compris l'utilisation responsable des pesticides pour soutenir la sécurité et la production alimentaire durable ;

SACHANT que l'usage abusif de ces substances chimiques décime les espèces sauvages et contamine l'environnement et les ressources en eau, ce qui a des incidences négatives sur les moyens d'existence et l'économie ;

NOTANT qu'au niveau international, l'industrie chimique est soumise à des contrôles législatifs qui réglementent l'utilisation, les mouvements transfrontières, l'élimination et autres actions ;

NOTANT toutefois que malgré ces contrôles législatifs nationaux sur l'industrie chimique, les pesticides sont encore utilisés de manière abusive et généralisée en Afrique pour tuer et prélever des animaux sauvages à des fins alimentaires et pour éliminer des prédateurs et autres animaux impliqués dans les conflits entre l'homme et les animaux ;

ALARMÉ par le fait que les produits chimiques utilisés pour empoisonner les animaux sauvages sont largement disponibles dans plusieurs pays d'Afrique et qu'en raison d'une application laxiste des lois et de faibles contrôles, les cadres législatifs actuels n'empêchent pas l'escalade des incidents ;

CONSCIENT que des espèces sont délibérément empoisonnées pour faciliter le braconnage, mais aussi en représailles contre les incidents entre l'homme et les animaux et comme moyen de tuer des animaux pour la consommation humaine ;

RECONNAISSANT qu'une augmentation spectaculaire de l'incidence et de l'échelle de l'utilisation de poisons entraîne des déclin catastrophiques de populations animales (p. ex., vautours, éléphants, lions, lycaons) dans toute l'Afrique, ce qui risque de précipiter une crise de la biodiversité et pourrait avoir des conséquences sur la santé humaine ;

PRÉOCCUPÉ de constater qu'en dépit de la mortalité grave et évidente d'animaux sauvages, le suivi systématique des incidents d'empoisonnement à travers toute l'Afrique est extrêmement limité ;

RECONNAISSANT que des poisons sont utilisés pour pêcher, en Afrique et au plan mondial, mais que l'on connaît mal leurs effets potentiels sur les écosystèmes d'eau douce et qu'il importe de les connaître de toute urgence ;

NOTANT que si l'empoisonnement cible souvent des espèces particulières (beaucoup d'entre elles étant classées Menacées sur la Liste rouge de l'UICN), il y a fréquemment des conséquences non intentionnelles qui touchent toutes les espèces se nourrissant des carcasses empoisonnées ;

RECONNAISSANT que les recommandations doivent être plus ciblées et plus précises et doivent garantir un contrôle et une application des lois adéquats en ce qui concerne la production, la vente et l'utilisation de pesticides mettant en danger les espèces sauvages et l'environnement en Afrique ;

ENCOURAGEANT, s'il y a lieu, la collaboration entre INTERPOL, le Consortium international de lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages (ICCWC), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice (UNICRI), l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), Global Legislators Organization for a Balanced Environment (GLOBE) International, l'International Network for Environmental Compliance and Enforcement (INECE), entre autres, pour combattre cette forme de criminalité contre l'environnement ;

RECONNAISSANT que la Commission de la sauvegarde des espèces de l'UICN a publié, en 2014, une déclaration intitulée *La menace représentée par l'utilisation non-réglémentée de poisons pour la biodiversité, les écosystèmes et la santé des hommes en Afrique*, pour mieux faire connaître cette question d'importance critique et chercher des stratégies efficaces permettant d'attaquer le problème de l'empoisonnement à la racine ;

PROFONDÉMENT PRÉOCCUPÉ par le fait que de nombreuses espèces touchées jouent un rôle vital dans le maintien de la santé des écosystèmes et que leur élimination ou l'appauvrissement de leurs populations aura un effet écologique et économique négatif important ;

PRENANT NOTE de l'Étude mondiale des effets écologiques de l'empoisonnement des oiseaux migrateurs de 2014 (UNEP/CMS/COP11/Inf.34, en anglais seulement) préparée par le Groupe de travail sur la prévention de l'empoisonnement de la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (CMS), qui a déterminé que les types suivants d'empoisonnement causaient une importante mortalité des oiseaux migrateurs : insecticides et rodenticides agricoles ; appâts empoisonnés ; produits pharmaceutiques vétérinaires ; et plombs utilisés pour la chasse et la pêche ;

RAPPELANT la résolution PNUE/CMS 11.15 *Prévenir les risques d'empoisonnement des oiseaux migrateurs* adoptée par la Conférence des Parties à la CMS à sa 11^e Session (Quito, 4-9 novembre 2014) qui adoptait les « Lignes directrices sur la prévention de l'empoisonnement » et appelait à reconduire le Groupe de travail de la CMS sur la prévention de l'empoisonnement pour faciliter les efforts, les actions et les procédures concertés de prévention de l'empoisonnement des oiseaux migrateurs au plan mondial ;

PRÉOCCUPÉ par le fait que les catégories d'empoisonnement ayant les pires effets sur les oiseaux migrateurs entraînent aussi une mortalité importante chez de très nombreux autres taxons ;

SE FÉLICITANT des initiatives prises pour mettre en œuvre les lignes directrices de la CMS par l'intermédiaire d'orientations et de plans d'action régionalisés, y compris par BirdLife International dans la mer Rouge-vallée du Rift, par l'Union européenne (UE) et par la CMS et l'Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie (AEWA) en Afrique australe ;

PRÉOCCUPÉ à l'idée que dans l'UE, l'empoisonnement illégal des espèces sauvages dans la campagne, à l'aide d'appâts empoisonnés, est parmi les méthodes d'éradication des prédateurs les plus largement utilisées et constitue une menace importante pour la biodiversité, entraînant des déclin de population et/ou des éliminations aux plans national/régional de certaines espèces d'oiseaux extrêmement menacées et de certaines espèces de mammifères ;

RAPPELANT que la résolution PNUE/CMS 11.15 mentionnée ci-dessus recommande l'adoption de plans d'action pour éradiquer l'utilisation des appâts empoisonnés ;

RAPPELANT AUSSI la Résolution 4.021 de l'UICN *Élimination de l'emploi illicite d'appâts empoisonnés comme méthode de lutte contre les prédateurs dans l'Union européenne* (Barcelone, 2008), qui prie instamment l'Union européenne et ses États membres de promouvoir des plans d'action nationaux pour empêcher l'utilisation illégale d'appâts empoisonnés ;

NOTANT, cependant, que depuis 2008, très peu d'États membres de l'Union européenne ont adopté des plans d'action pour empêcher l'utilisation illégale d'appâts empoisonnés comme méthode de contrôle des prédateurs ;

NOTANT EN OUTRE que certains États membres de l'UE, notamment l'Espagne, ont approuvé des plans d'action et des stratégies qui, s'ils sont adoptés et dûment élaborés à l'échelle de l'Union européenne, pourraient permettre de lutter efficacement contre l'utilisation illégale des poisons ;

RECONNAISSANT la proposition de Plan d'action de l'UE adoptée en 2015 par le European Network against Environmental Crime (ENEC) composé de membres européens partenaires de BirdLife, d'autres ONG de conservation de l'UE et de réseaux européens participant à la lutte contre la criminalité liée à l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'adoption d'un tel plan d'action pour prévenir l'empoisonnement illégal des espèces sauvages dans l'UE renforcerait les actions prises par les États membres pour lutter contre ce risque grave menaçant les espèces ;

CONSCIENT que l'empoisonnement est souvent le symptôme de conflits sous-jacents de différents types et que pour empêcher l'empoisonnement, il faut trouver des solutions durables à ces conflits sous-jacents en déployant une panoplie d'outils transposables à différents taxons et à différents pays ;

SACHANT que sans compter l'utilisation illégale des poisons, l'utilisation légale des poisons peut, par inadvertance, avoir des effets négatifs sur les espèces sauvages ;

NOTANT que les entreprises qui bénéficient financièrement des produits agrochimiques qu'elles produisent devraient partager la responsabilité de remédier aux dommages causés aux espèces sauvages et aux écosystèmes par leur utilisation abusive comme poisons ;

RECONNAISSANT que le poison peut être un outil de gestion précieux pour la conservation, par exemple, pour l'élimination d'espèces exotiques envahissantes et qu'une utilisation rigoureuse et limitée de poison pour les poissons peut être très utile pour les prélèvements scientifiques, afin d'identifier les régions importantes pour la biodiversité et les besoins de conservation (lorsque d'autres méthodes ne réussissent pas à mettre en évidence toute la diversité des espèces et, en conséquence, les priorités en matière de conservation ; et

NOTANT la richesse de l'expertise et de l'expérience incarnées par les Commissions et les Membres de l'UICN en ce qui concerne les effets de l'empoisonnement sur la faune et les moyens de prévenir ces effets ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

Concernant la question globale de l'empoisonnement des espèces sauvages :

1. DEMANDE à la Directrice générale, aux Commissions et aux Membres d'entreprendre une analyse globale de la situation concernant l'impact des poisons sur les animaux sauvages, d'identifier les mesures de conservation prioritaires du point de vue des espèces menacées, des types d'empoisonnement et des zones géographiques, et de rassembler des preuves d'interventions réussies pour empêcher l'empoisonnement.

Concernant l’empoisonnement intentionnel d’espèces sauvages en Afrique :

2. CHARGE la Directrice générale et les Commissions :

a. d’inclure des activités sur l’empoisonnement intentionnel, illégal, en Afrique, dans le Programme de l’UICN 2017–2020 ; et

b. d’établir des liens de collaboration solides avec INTERPOL, l’ICCWC, le PNUE, la FAO, le FEM, l’UNICRI, l’ONUDC, GLOBE International, l’INECE, entre autres, pour lutter contre cette forme de criminalité liée à l’environnement.

3. DEMANDE aux Commissions de l’UICN :

a. de sensibiliser au problème de l’empoisonnement intentionnel, illégal, des espèces sauvages en Afrique, aux plus hauts niveaux politiques, à travers les secteurs compétents ;

b. d’attirer l’attention mondiale sur la portée et la gravité de cette question ; et

c. d’évaluer et de combler les lacunes dans les connaissances en ce qui concerne les paragraphes 3a et 3b ci-dessus.

4. APPELLE tous les Membres africains de l’UICN à reconnaître l’empoisonnement illégal ciblé comme une menace majeure pesant sur la biodiversité et à prendre des mesures, de toute urgence, pour :

a. multiplier les initiatives pédagogiques de base et communautaires afin d’élaborer et de diffuser de bonnes pratiques en matière de contrôle des animaux à problème et pour leur application ;

b. élaborer, adopter et mettre en œuvre des cadres juridiques et une législation appropriés, y compris des réglementations, des politiques et des normes pour contrôler, interdire ou limiter la vente, le stockage, la distribution, l’utilisation et l’élimination des produits chimiques toxiques utilisés pour tuer les animaux sauvages sans discrimination ;

c. introduire des poursuites vigoureuses contre ceux qui contreviennent à ces lois et appliquer à ceux qui sont déclarés coupables d’empoisonnement d’animaux sauvages des sanctions reflétant la nature grave de ce crime et agissant comme mesures de dissuasion suffisantes pour empêcher la perpétration de tels actes à l’avenir ;

d. faire en sorte que les organismes chargés de l’application des lois soient compétents et dûment financés ;

e. former et soutenir les agents de lutte contre la fraude et le personnel chargé de la conservation pour qu’ils agissent rapidement afin d’atténuer les dommages causés par l’empoisonnement ;

f. renforcer les capacités analytiques et multiplier les efforts d’échantillonnage, de mise à l’essai, de suivi et d’établissement de rapports des institutions compétentes dans toute la région ; et

g. collaborer avec les entités et les personnes chargées de la santé agricole pour surveiller les menaces de toxicité présentées par les produits chimiques et chercher des solutions coordonnées aux questions sous-jacentes qui contribuent aux conflits entre l’homme et les animaux à l’origine des cas d’empoisonnement.

Concernant l’empoisonnement intentionnel des oiseaux migrateurs :

5. ENCOURAGE la Directrice générale, les Commissions et les Membres, selon le cas, à promouvoir la mise en œuvre des Lignes directrices de la CMS sur la prévention de

l'empoisonnement, y compris en soutenant le Groupe de travail de la CMS sur la prévention de l'empoisonnement ou en contribuant à ses travaux, comme il convient, et à améliorer les synergies avec les travaux de prévention de l'empoisonnement d'autres taxons que les oiseaux migrateurs.

6. ENCOURAGE les gouvernements, le cas échéant, à appliquer les Lignes directrices de la CMS sur la prévention de l'empoisonnement et, selon qu'il convient, à soutenir le Groupe de travail de la CMS sur la prévention de l'empoisonnement ou à contribuer à ses travaux.

Concernant l'utilisation intentionnelle d'appâts empoisonnés dans l'Union européenne :

7. ENCOURAGE les Membres de l'UICN et les Commissions, les organisations internationales et l'UE et ses États membres à recourir à tous les moyens disponibles pour éliminer l'utilisation illégale d'appâts empoisonnés dans la campagne.

8. PRIE INSTAMMENT l'Union européenne et ses États membres de soutenir la mise en œuvre de la résolution CMS 11.15 en adoptant un Plan d'action sur la prévention de l'empoisonnement illégal des animaux sauvages dans l'UE tenant compte des recommandations et propositions faites par les organisations qui participent à la lutte contre l'utilisation d'appâts empoisonnés.

Concernant l'utilisation intentionnelle de poisons pour les poissons dans les écosystèmes d'eau douce d'Afrique et au niveau mondial :

9. ENCOURAGE les Membres et les Commissions de l'UICN à tenir compte de l'information sur l'utilisation des poisons pour les poissons et leurs effets sur les écosystèmes.

10. ENCOURAGE les gouvernements à mettre sur pied des initiatives pédagogiques communautaires sur les effets de l'utilisation de poisons pour les poissons et à diffuser des conseils sur les bonnes pratiques de prélèvement des poissons.

WCC-2016-Res-015-FR

Renforcer la protection de toutes les espèces de pangolins

RECONNAISSANT les pangolins comme des espèces distinctes sur le plan de l'évolution et importantes sur le plan écologique ;

NOTANT AVEC INQUIÉTUDE que les huit espèces de pangolins de la famille des Manidae ont été évaluées et classées sur la Liste rouge des espèces menacées de l'UICN comme étant En danger critique d'extinction, En danger et Vulnérables, en raison des effets conjugués de la surexploitation, du commerce illégal et de la dégradation de l'habitat ;

PRÉOCCUPÉ A L'IDÉE DE CONSTATER que les mesures de protection des pangolins prises à l'échelle mondiale et nationale, et l'attention que leur porte le monde de la conservation se sont révélées insuffisantes à ce jour et n'ont pas permis de prévenir le déclin des populations de pangolins ;

RECONNAISSANT EN OUTRE que les populations de pangolins sont vulnérables à la surexploitation en raison de leur faible taux de reproduction et de la facilité de leur capture ;

RECONNAISSANT ÉGALEMENT que depuis quelques années, le commerce illégal de spécimens, parties et produits de pangolins a considérablement augmenté pour répondre à la demande internationale, y compris l'émergence d'un commerce intercontinental dans le monde entier ;

RECONNAISSANT ENFIN les efforts déployés par le Groupe de spécialistes des pangolins de la Commission de la sauvegarde des espèces (CSE) de l'UICN en faveur des huit espèces de pangolins ;

RAPPELANT que la Neuvième session de la Conférence des Parties à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES COP9), tenue en 1994 à Fort Lauderdale, États-Unis, a décidé d'inscrire toutes les espèces de pangolins à l'Annexe II de la CITES, et que la COP11 de la CITES, tenue en 2000 à Gigir, Kenya, a décidé de modifier cette inscription en ajoutant un quota annuel d'exportation zéro pour les spécimens sauvages, faisant l'objet de transactions à des fins principalement commerciales, de quatre espèces de pangolins d'Asie ; et

PRÉOCCUPÉ que, malgré une inscription à l'Annexe II et un quota annuel d'exportation zéro pour les espèces de pangolins d'Asie, il est prouvé que les huit espèces de pangolins subissent un déclin en raison du commerce international, qui est pour l'essentiel illégal ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. ENGAGE tous les membres de l'UICN à appuyer le transfert des huit espèces de pangolins de l'Annexe II à l'Annexe I de CITES à la 17^e session de la Conférence des Parties à la CITES (CoP17), qui se tiendra en septembre 2016 à Johannesburg, Afrique du Sud, contribuant ainsi à la conservation et à la pérennité des populations sauvages grâce au contrôle du commerce international de spécimens, parties et produits de pangolins¹.
2. PRIE INSTAMMENT les gouvernements d'empêcher l'utilisation de produits de pangolins de source illégale par l'éducation et un suivi rigoureux.
3. PRIE INSTAMMENT tous les membres de l'UICN, les États des aires de répartition des pangolins et les autres parties prenantes de soutenir les efforts déployés pour lutter contre toutes les menaces pesant sur les pangolins, grâce à la protection, la lutte contre la fraude, la recherche en

¹ L'appui du Congrès à l'inscription de ces espèces à l'Annexe I de la CITES est sans préjudice de l'indépendance ni ne détermine les conclusions des Analyses UICN/TRAFFIC des propositions d'amendement des annexes CITES.

matière de conservation, la sensibilisation, l'éducation et toute autre mesure visant à limiter les menaces et à mener à bien la conservation des pangolins, y compris par le biais du Plan d'action pour la conservation élaboré par le Groupe de spécialistes des pangolins UICN/CSE.

WCC-2016-Res-016-FR

Suivi du risque d'extinction au moyen de l'Indice de la Liste rouge de l'UICN

SE FÉLICITANT de l'adoption du Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020 de la Convention sur la diversité biologique (CDB) et des 20 Objectifs d'Aichi qui l'accompagnent, ainsi que de celle des Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies, notamment l'Objectif 15 "Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité" ;

CONSCIENT que, pour être significatif, tout objectif doit s'accompagner d'indicateurs permettant de suivre les progrès réalisés et d'amener les gouvernements à rendre compte de leurs actions ;

SALUANT les efforts déployés par la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES), par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) dans le cadre des Perspectives mondiales en matière d'environnement (GEO) et par la CDB dans le cadre des Perspectives mondiales en matière de biodiversité (GBO) pour mener des évaluations environnementales aux niveaux thématique, régional et mondial ;

NOTANT que depuis 50 ans, la Liste rouge des espèces menacées de l'UICN fournit des informations sur l'état et les tendances des espèces de la planète en s'appuyant sur les Catégories et critères de la Liste rouge de l'UICN ;

RECONNAISSANT que le Partenariat pour la Liste rouge a dirigé l'élaboration de l'Indice de la Liste rouge (ILR) de l'UICN, lequel est désormais très fréquemment utilisé pour suivre l'évolution du risque d'extinction des espèces, en se fondant uniquement sur de véritables modifications de leur état ;

NOTANT PAR AILLEURS que l'ILR tient désormais lieu d'indicateur principal pour mesurer les progrès dans la réalisation de l'Objectif d'Aichi 12 et de la Cible 15.5 des ODD et qu'il est possible de l'utiliser selon différents thèmes pour rendre compte des avancées dans la réalisation d'autres Objectifs d'Aichi et Cibles des ODD ;

CONSCIENT des efforts considérables entrepris par plusieurs pays en appui à la Résolution 5.018 de l'UICN *Encourager le développement et la publication de listes rouges nationales et régionales* (Jeju, 2012) afin de mener des évaluations au niveau national et de produire des ILR nationaux ;

PRÉOCCUPÉ de constater que près de la moitié de toutes les Parties à la CDB ne disposent pas encore de Liste rouge nationale et que peu d'entre elles ont recours à des indicateurs fondés sur des faits pour évaluer les progrès dans la réalisation de l'Objectif 12 ; et

SALUANT les mesures prises pour décomposer l'ILR mondial de façon à pouvoir l'utiliser aux niveaux national et régional, ce qui permet aux pays de rendre compte des progrès accomplis dans la réalisation de l'Objectif d'Aichi 12 et de la Cible 15.5 des ODD même en l'absence d'évaluations nationales, tout en continuant de soutenir et de renforcer les capacités en vue d'évaluations complètes au titre des Listes rouges nationales ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. DEMANDE au Partenariat pour la Liste rouge, à la CSE et à la Directrice générale de l'UICN de veiller à ce que la Liste rouge de l'UICN comprenne des évaluations répétées de groupes taxonomiques afin d'établir des ILR et à ce que ces derniers soient accessibles en ligne de façon à faciliter leur intégration, selon qu'il conviendra, dans (entre autres) :

a. les Stratégies et plans d'action nationaux pour la diversité biologique (SPANB), les Plans d'action du Programme de travail sur les aires protégées (PoWPA) et les Rapports nationaux de la CDB ; et

b. les évaluations environnementales régionales, thématiques et mondiales, notamment celles menées par l'IPBES, GEO et GBO.

2. PRIE INSTAMMENT les Membres de l'UICN, notamment les organismes gouvernementaux, qui rendent compte des progrès accomplis au niveau national dans la réalisation des ODD, des Objectifs d'Aichi, etc. de faire figurer, selon qu'il conviendra, dans les rapports nationaux et les SPANB des données tirées de la Liste rouge de l'UICN et des ILR nationaux établies à partir d'une décomposition de ces données mondiales, et ce en complément des données provenant des Listes rouges nationales lorsqu'elles existent.

3. EXHORTE ÉGALEMENT les Membres de l'UICN, en particulier ceux qui participent à l'IPBES, GEO, GBO et à d'autres mécanismes d'évaluation environnementale, d'intégrer des données tirées de la Liste rouge de l'UICN et notamment d'une ventilation taxonomique, géographique et thématique de l'ILR, dans leurs évaluations respectives, et prie la Directrice générale de l'UICN d'encourager cette pratique.

4. PRIE INSTAMMENT les Membres de l'UICN, notamment les organismes gouvernementaux, et les donateurs d'investir dans la Liste rouge de l'UICN et de soutenir le Partenariat pour la Liste rouge afin de préserver et d'améliorer les données servant à établir l'ILR.

5. ENCOURAGE le Partenariat pour la Liste rouge et la CSE de l'UICN à poursuivre l'élaboration d'une méthodologie relative à l'ILR, notamment en affinant les méthodes permettant une ventilation thématique et géographique des données, un calcul de l'incertitude et une projection de tendances en fonction de différents scénarios stratégiques.

WCC-2016-Res-017-FR

Mesures visant à prévenir l'extinction du marsouin de Californie (*Phocoena sinus*)

NOTANT que le marsouin de Californie, une espèce endémique du Mexique, est classé « En danger critique d'extinction » sur la Liste rouge de l'UICN ;

RAPPELANT la Résolution 19.61 *Prises incidentes d'espèces non visées* (Buenos Aires, 1994) dans laquelle l'Assemblée générale de l'UICN exprimait sa préoccupation quant au fait que les taux de prises incidentes constituaient une menace pour la survie du marsouin de Californie ;

RAPPELANT la Résolution 4.025 *Éviter l'extinction du marsouin de Californie* (*Phocoena sinus*) (Barcelone, 2008) exhortant à la création d'une zone d'exclusion des filets maillants couvrant au Mexique la totalité du refuge du marsouin de Californie, à l'adoption de méthodes de pêche sans danger pour l'espèce et à la mise en place de dispositifs de suivi et de surveillance adaptés ;

PRÉOCCUPÉ de constater que le rapport de la 7^e réunion du Comité international pour le rétablissement de la population de marsouins de Californie (CIRVA) (2016) a estimé que cette espèce était menacée d'extinction imminente, avec une abondance estimée à quelque 60 individus, et recommandé au Mexique d'interdire définitivement la pêche au filet maillant dans toute l'aire de répartition du marsouin de Californie et d'utiliser tous les instruments disponibles pour mettre un terme à la pêche et au commerce illégaux de l'acoupa de MacDonald (*Totoaba macdonaldi*) ;

REMERCIANT le Président du Mexique pour avoir élargi la zone de protection du marsouin de Californie, prononcé une interdiction de pêche au filet maillant sur deux ans, renforcé les mesures d'inspection et de surveillance et dédommagé les communautés vivant de la pêche ;

ALARMÉ de constater qu'à sa 6^e réunion (2015), le CIRVA a estimé que de 2011 à 2014, l'espèce avait connu un déclin annuel de 31% et recommandé au Mexique de rendre définitive l'interdiction de la pêche au filet maillant ;

CONSCIENT de l'inquiétude de la Commission baleinière internationale (CBI) et du fait qu'à sa 66^e réunion, le Comité scientifique de la CBI a approuvé les recommandations du CIRVA ;

NOTANT que selon les résultats préliminaires de l'expédition Vaquita 2015 publiés fin 2015, il faudra au minimum 40 ans pour rétablir la population des marsouins de Californie à son niveau de 2008 ;

PRÉOCCUPÉ de constater que la demande en acoupa de MacDonald et le commerce illégal dont cette espèce fait l'objet encouragent des activités de pêche qui entraînent la mort de marsouins de Californie ;

CONSCIENT de l'incidence de l'interdiction des filets maillants sur les communautés vivant de la pêche ;

NOTANT que la Norme officielle du Mexique (NOM-002-SAG/PESC-2013) prévoit un délai de trois ans pour supprimer les filets maillants servant à la pêche à la crevette et opérer une transition vers une pêche au chalut ne portant pas préjudice aux marsouins de Californie ;

PRÉOCCUPÉ de constater que la pêche illégale se poursuit ; et

ÉGALEMENT PRÉOCCUPÉ de constater que très peu de recherches sont réalisées sur la pêche inoffensive pour les marsouins de Californie ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawai'i, États-Unis d'Amérique, du 1^{er} au 10 septembre 2016 :

1. DEMANDE à la Directrice générale et à la Commission de la sauvegarde des espèces de fournir, dans la mesure du possible, un appui scientifique et technique au Mexique afin d'éviter l'extinction du marsouin de Californie.

2. PRIE INSTAMMENT le gouvernement du Mexique de :

a. rendre définitive l'interdiction de la pêche au filet maillant dans l'ensemble de l'aire de répartition du marsouin de Californie ;

b. accélérer la mise en œuvre de la Norme officielle du Mexique NOM-002-SAG/PESC-2013 et l'utilisation de petits chaluts à crevettes en remplacement des filets maillants dans toute la zone de pêche à la crevette du haut golfe de Californie ;

c. accroître le financement, et encourager la recherche, en faveur de nouvelles technologies et techniques de pêche visant à faciliter et à accélérer la mise en œuvre de solutions alternatives à l'utilisation de filets maillants et instaurer un comité d'examen international chargé d'évaluer la conception et la mise en œuvre de ce programme ; et

d. revoir les programmes de dédommagement en vigueur de façon à garantir une indemnisation complète aux pêcheurs et aux communautés qui adoptent des solutions de substitution sans danger pour les marsouins de Californie.

3. INVITE tous les organismes, États, bailleurs de fonds, fabricants de matériel et importateurs de produits de la mer à soutenir le gouvernement du Mexique, à apporter un appui technique et financier en vue de supprimer les filets maillants et à favoriser l'adoption de nouvelles solutions économiques et méthodes de pêche sans danger pour les marsouins de Californie.

4. PRIE INSTAMMENT tous les gouvernements et les organisations internationales compétentes, notamment la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) et INTERPOL, d'aider tout pays dans lequel des produits de l'acoupa de MacDonald seraient commercialisés ou en transit, y compris le Mexique, les États-Unis d'Amérique et d'autres pays, à lutter contre le commerce international illégal de produits de cette espèce.

L'État Membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis ont voté contre cette motion avec l'amendement 1 et se sont abstenus lors du vote de cette motion avec l'amendement 2 pour les raisons données dans la déclaration générale des États-Unis sur le processus des résolutions de l'UICN.

WCC-2016-Res-018-FR

Vers une classification UICN normalisée de l'impact des espèces exotiques envahissantes

CONSIDÉRANT que les espèces exotiques envahissantes sont reconnues comme l'un des principaux facteurs directs et indirects de perte de biodiversité dans le monde entier, et que leur impact économique est estimé à plusieurs centaines de milliards de dollars par année (Bellard *et al.* 2016; Simberloff *et al.* 2013; Pimentel *et al.* 2005) ;

RAPPELANT que l'Objectif 9 d'Aichi, énoncé dans le Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020 de la Convention sur la diversité biologique (CDB), et la cible 15.8 des Objectifs de développement durable (ODD) demandent de classer par ordre de priorité les espèces exotiques envahissantes devant faire l'objet de mesures de prévention, de contrôle et d'éradication ;

SOULIGNANT qu'il n'existe pas de processus mondial, normalisé et systématique de hiérarchisation et de suivi pour les espèces exotiques envahissantes ;

RECONNAISSANT qu'il est nécessaire que les indicateurs soient spécifiques à chaque contexte, en particulier aux niveaux de la population et de l'écosystème compte tenu des données disponibles ;

RECONNAISSANT EN OUTRE les efforts menés par le Groupe de spécialistes des espèces envahissantes (GSEE) de la Commission de la sauvegarde des espèces (CSE) de l'UICN pour mettre au point des outils de connaissance mondiaux et faisant autorité sur les espèces exotiques envahissantes, à savoir, la Base de données mondiale sur les espèces envahissantes de l'UICN et le Registre mondial des espèces introduites et envahissantes ;

RECONNAISSANT ÉGALEMENT que, en plus de la hiérarchisation des espèces, l'évaluation et la gestion des voies de pénétration sont des mesures stratégiques clés pour la prévention de la propagation des espèces exotiques envahissantes et que les travaux de l'UICN sur les voies de pénétration (voir '*Progress toward pathways prioritisation in compliance to Aichi Target 9*' UNEP/CBD/SBSTTA/20/INF/5) sont toujours prioritaires ;

RECONNAISSANT ENFIN que de nombreux protocoles et outils d'évaluation des risques sont disponibles et appliqués par de nombreux pays et autorités de par le monde ;

SATISFAIT qu'un cadre mondial et normalisé et des lignes directrices pour la mise en œuvre de la Classification des impacts environnementaux des espèces exotiques (*Environmental Impact Classification for Alien Taxa*, EICAT) aient été mis au point et publiés récemment dans la littérature scientifique, avec la contribution notable du GSEE/CSE, suivant une approche similaire aux catégories et critères de l'UICN pour la Liste rouge des espèces menacées ;

NOTANT qu'à l'issue d'une phase d'essais et de consultation à grande échelle avec les principales parties intéressées visant à tenir dûment compte de leurs besoins respectifs, le cadre garantissant l'application rigoureuse de l'EICAT est désormais en place, tout comme les protocoles techniques d'évaluation, d'examen et d'assurance de la qualité du classement établi ; et

RECONNAISSANT que les résultats de la classification des espèces dans le cadre de l'EICAT peuvent être utilisés pour les évaluations des risques et les dispositions légales, et que les changements de classification intervenus au fil du temps peuvent servir d'indicateur des tendances de l'impact et de la gestion des espèces exotiques envahissantes au niveau régional, national ou mondial;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawai'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. DEMANDE à la CSE et à la Directrice générale de mener, du sein de l'Union, une procédure de consultation avec l'ensemble des parties intéressées afin de continuer à développer l'EICAT, et

d'intégrer les résultats obtenus dans la Base de données mondiale sur les espèces envahissantes et la Liste rouges des espèce menacées de l'UICN, fournissant ainsi un cadre essentiel à la réalisation de l'Objectif 9 d'Aichi (et des objectifs connexes), ainsi que de la cible 15.8 des ODD.

2. DEMANDE EN OUTRE au Conseil, une fois que la procédure de consultation susmentionnée aura été menée à bien, d'adopter le cadre de l'UICN pour la classification des impacts environnementaux des espèces exotiques (EICAT) en tant que norme de l'Union pour le classement des espèces exotiques en fonction de leurs effets sur l'environnement.

3. INVITE tous les Membres, les institutions nationales, régionale et mondiales, ainsi que la communauté scientifique, à œuvrer de concert avec la CSE sur :

a. l'EICAT et l'intégration de ses résultats dans la Base de données mondiale sur les espèces envahissantes et La liste rouge de l'UICN des espèces menacées, sachant que ces informations sont essentielles pour prévenir et atténuer les effets des espèces exotiques envahissantes ; et

b. l'encouragement de l'adoption formelle de l'EICAT et la promotion de son utilisation comme outil d'aide à la décision.

4. ENGAGE la communauté scientifique à appliquer l'EICAT, en coordination avec la CSE, et à fournir des informations détaillées pour compléter la Base de données mondiale sur les espèces envahissantes de l'UICN.

L'État Membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis ont voté contre cette motion.

WCC-2016-Res-019-FR

Protection des chauves-souris sauvages contre les programmes d'abattage sélectif

RECONNAISSANT que les chauves-souris, qui constituent plus d'un cinquième des mammifères terrestres, sont parmi les espèces les plus en danger ;

CONSCIENT des déclin alarmants des populations de chauves-souris dans le monde entier, en raison de pressions anthropiques telles que la dégradation, la fragmentation et la destruction de l'habitat, la perturbation des sites d'accrochage, les changements climatiques, le commerce de viande de brousse, les maladies et la persécution ;

SACHANT que les chauves-souris sont des mammifères à vie longue et que les femelles donnent généralement naissance à un petit par an, que les taux de reproduction sont faibles et que les populations se remettent lentement des perturbations et des déclin ;

RECONNAISSANT que les chauves-souris jouent un rôle essentiel dans le monde naturel en tant que prédateurs d'insectes et que, par leurs fonctions de dispersion des graines et de pollinisation, elles sont cruciales pour la régénération des forêts et pour l'agriculture compte tenu des relations d'importance critique qui les unissent aux plantes sauvages apparentées à des plantes cultivées telles que les anacardiés et les durians ;

RECONNAISSANT EN OUTRE que les services écosystémiques offerts par les chauves-souris valent, chaque année, à l'échelon mondial, des milliards de dollars mais sont rarement évalués ou pris en compte dans la comptabilité du capital naturel et les décisions politiques ;

CONSCIENT que les chauves-souris restent des espèces extrêmement mal comprises, perçues de nombreuses manières négatives qui conduisent à leur persécution ;

PRÉOCCUPÉ de constater que les informations erronées voulant que les chauves-souris causent des dommages économiques et transmettent des maladies, exacerbent les conflits entre les êtres humains et les chauves-souris et que le manque de capacité (et de volonté) institutionnelle et en matière d'application des lois a des impacts sur les chauves-souris dans de nombreuses régions ;

ALARME par le fait que, compte tenu des effets négatifs perçus pour les récoltes de fruits et la santé humaine, les gouvernements légalisent, encouragent et appliquent des programmes d'abattage sélectif des chauves-souris qui ne s'appuient pas sur des données scientifiques ;

CONSCIENT que l'abattage sélectif des chauves-souris motivé par la lutte contre les maladies peut amplifier le risque pour les populations humaines par des contacts plus fréquents entre les êtres humains et les chauves-souris, des changements dans les dynamiques de transmission des maladies entre les chauves-souris et l'augmentation de la transmission de maladies, causée par le stress ;

PROFONDÉMENT PRÉOCCUPÉ par les effets négatifs de la disparition ou du déclin des chauves-souris sur d'autres espèces et sur les services écosystémiques d'importance critique qu'elles procurent ; et

AYANT CONNAISSANCE des interventions de l'UICN auprès de gouvernements pour déconseiller la pratique de l'abattage sélectif des populations de chauves-souris ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. APPELLE la Directrice générale, la Commission de la sauvegarde des espèces et la Commission mondiale des aires protégées à apporter un appui technique et scientifique aux gouvernements et autres agences afin de garantir l'adoption de méthodes scientifiques de gestion de populations durables de chauves-souris.

2. APPELLE tous les États Membres de l'UICN à attribuer un financement à la protection des chauves-souris, à prendre des mesures d'incitation à la conservation et à adopter une législation adéquate et des sanctions dissuasives pour atteindre cet objectif.
3. APPELLE tous les Membres de l'UICN à promouvoir l'éducation sur les chauves-souris pour en finir avec les mythes et le regard négatif des humains sur les chauves-souris et pour encourager la compréhension et la cohabitation de ces espèces avec l'homme.
4. PRIE INSTAMMENT les gouvernements de rechercher des mesures d'atténuation/solutions non létales aux conflits entre l'homme et les chauves-souris dans le cadre d'une stratégie associant la recherche scientifique sur l'écologie des chauves-souris et les services écosystémiques ainsi que sur les caractéristiques biologiques qui soutiennent les modèles démographiques.
5. PRIE INSTAMMENT les gouvernements de ne pas autoriser ou de sanctionner les programmes d'abattage sélectif des populations de chauves-souris sauvages à moins que l'on n'ait des preuves, vérifiées par des pairs, de l'impact important des chauves-souris sur la sécurité alimentaire ou la santé publique, que toutes les solutions non létales aient été épuisées, que l'on ait des opinions et justifications scientifiques claires indiquant que l'abattage sélectif résoudra le problème et ne menace pas la survie des espèces, et que toute décision d'autoriser l'abattage sélectif ne repose sur des données scientifiques rigoureuses relatives à la structure et aux dynamiques des populations des espèces concernées et sur la compréhension des effets de l'abattage sélectif proposé.

WCC-2016-Res-020-FR

Renforcer la gestion des voies d'introduction des espèces exotiques dans les écosystèmes insulaires

RAPPELANT la Résolution 5.021 *Appliquer les dispositions sur les espèces exotiques envahissantes du Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020* (Jeju, 2012) ;

RAPPELANT EN OUTRE que l'Objectif 9 d'Aichi du Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020 de la Convention sur la diversité biologique (CDB) dispose que : « D'ici à 2020, les espèces exotiques envahissantes et les voies d'introduction sont identifiées et classées en ordre de priorité, les espèces prioritaires sont contrôlées ou éradiquées et des mesures sont en place pour gérer les voies de pénétration, afin d'empêcher l'introduction et l'établissement de ces espèces » ;

RAPPELANT ENFIN les *Principes directeurs concernant la prévention, l'introduction et l'atténuation des impacts de espèces exotique qui menacent des écosystèmes, des habitats ou des espèces*, adoptés par le biais de la Décision VI/23 de la Sixième Conférence des Parties à la CDB (CDB COP6, La Haye, 2002), et que le Principe directeur 4 sur le rôle des États indique que les États devraient envisager de prendre les mesures appropriées pour contrôler l'introduction d'espèces exotiques envahissantes sur leur territoire, conformément aux politiques et législations nationales en la matière, quand elles existent ;

CONSCIENT que l'introduction d'espèces exotiques au-delà d'une région biogéographique donnée présente un risque d'invasion biologique même à l'intérieur d'une juridiction nationale ;

NOTANT que le gouvernement du Japon prévoit de recommander à l'UNESCO l'inscription de trois îles de l'archipel de Ryukyu – Amamioshima, Tokunoshima et Okinawa – sur la Liste du patrimoine mondial naturel ; et

RECONNAISSANT que les installations que le US Marine Corps a prévu de construire à Henoko, sur l'île d'Okinawa, nécessitent 21 millions de mètres cubes de terre et de roche pour les travaux de remblaiement, dont 17 millions de mètres cubes seront transférés du continent japonais et 2 millions d'autres îles de l'archipel de Ryukyu, Amamioshima et Tokunoshima, où vivent des espèces étrangères à celles de l'île d'Okinawa ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawai'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. PRIE la Directrice générale et la Commission de la sauvegarde des espèces de renforcer les capacités de détection et de surveillance des espèces exotiques envahissantes et potentiellement envahissantes dans les écosystèmes insulaires grâce à une collaboration internationale.
2. INVITE le gouvernement du Japon à s'attaquer au problème des voies d'introduction pour les espèces exotiques, en particulier celles qui contaminent les matériaux de remblaiement destinés à être transférés sur le chantier du US Marine Corps à Henoko, Okinawa et, en particulier, à :
 - a. élaborer des méthodes de détection précoces des espèces exotiques dans les matériaux de remblaiement avant qu'ils soient transférés à Henoko, Okinawa, et à utiliser les méthodes recommandées par les experts et les acteurs de la biodiversité dans la région d'Okinawa ;
 - b. mener à bien une analyse des risques, en invitant des tiers experts des transferts de matériaux de remblaiement et en appliquant des mesures de réduction des risques afin de protéger l'important patrimoine de biodiversité de la région d'Okinawa ;
 - c. inviter des tiers experts et des acteurs de la biodiversité dans la région d'Okinawa à prendre les mesures de détection précoce et de surveillance continue des espèces exotiques envahissantes sur le

site de construction et dans la zone qui entoure Okinawa, en garantissant un processus participatif de prise de décisions sur le transfert de matériaux de remblaiement ; et

d. prendre rapidement des mesures d'éradication des espèces exotiques envahissantes quand leur présence sur le site de construction est établie et à contenir ces espèces exotiques envahissantes afin d'éviter leur propagation aux zones qui entourent Okinawa.

3. PRIE EN OUTRE le gouvernement du Japon de faire face aux risques grandissants d'introduction d'espèces exotiques par le biais du tourisme et des activités militaires sur les îles de Ryukyu, et de renforcer les mesures visant à empêcher l'entrée d'espèces exotiques dans les ports d'arrivée.

4. INVITE ENFIN le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique à prendre les mesures qui s'imposent pour prévenir l'introduction d'espèces exotiques par le biais des matériaux de remblaiement, des navires, des aéronefs et des activités militaires, et à réduire au minimum l'impact des espèces exotiques qui s'établissent sur l'île d'Okinawa, en collaboration avec le gouvernement du Japon.

L'État Membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis se sont abstenus lors du vote de cette motion pour les raisons données dans la déclaration générale des États-Unis sur le processus des résolutions de l'UICN.

WCC-2016-Res-021-FR

Suivi et gestion des pêcheries non sélectives, non durables et non surveillées (NNN)

RECONNAISSANT que la biodiversité et les écosystèmes marins sont essentiels à la santé de la planète, à la sécurité alimentaire et à beaucoup de moyens d'existence ;

CONSCIENT que la biodiversité marine est en déclin, que les menaces pesant sur la biodiversité marine s'aggravent, que les écosystèmes marins sont dégradés et que les pêcheries non sélectives, non durables et non surveillées (NNN) menacent de plus en plus les populations d'espèces marines ;

NOTANT que le Programme 2030 pour le développement durable reconnaît l'importance de conserver les océans, les mers et les ressources marines et de faire en sorte que toute utilisation soit durable ;

NOTANT l'expansion des pêcheries NNN utilisant surtout des chaluts de fond, qui comprennent les pêcheries non sélectives capturant les petits poissons démersaux et les invertébrés auparavant considérés comme des prises accidentelles ou des « déchets » à rejeter, mais qui sont aujourd'hui conservés pour être transformés en farine de poisson, autres aliments pour animaux et en produits alimentaires pour l'homme, tels que le surimi et la pâte de poisson, et que des mesures de gestion s'imposent pour garantir la durabilité ;

RECONNAISSANT notre obligation de conserver les ressources naturelles et d'éviter les impacts négatifs sur les espèces et les écosystèmes menacés, conformément à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et à la Convention sur la diversité biologique ;

RECONNAISSANT que la demande de produits de l'aquaculture qui ne cesse d'augmenter conduit à utiliser de plus en plus, comme aliment pour les poissons d'élevage, la vie marine provenant bien souvent de populations sauvages non gérées ;

SOULIGNANT qu'il importe, de toute urgence, de remédier aux problèmes de sécurité alimentaire, d'impacts écologiques, de surcapacité des flottilles, de surpêche, de méthodes de pêche et de transformation non durables et préjudiciables dans les régions se trouvant à l'intérieur et à l'extérieur de la juridiction nationale et de faire en sorte que l'utilisation par l'homme ne compromette pas les systèmes naturels sous-jacents ;

RECONNAISSANT qu'il y a peu d'informations disponibles sur les conséquences biologiques, économiques ou sociales d'un prélèvement sans discrimination d'une myriade d'espèces marines dans le cadre de la pêche NNN ; et

PROFONDEMENT PRÉOCCUPÉ par le fait que les pêcheries NNN non gérées pourraient gravement menacer la biodiversité marine et les écosystèmes marins ainsi que la sécurité alimentaire à long terme ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawai'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. DEMANDE à la Commission de la sauvegarde des espèces (CSE) de l'UICN d'analyser la situation et de faire rapport à cet égard.
2. APPELLE les Commissions de l'UICN à tenir compte, dans leurs travaux, des questions sociales, économiques et écologiques qui entourent les pêcheries NNN.
3. APPELLE les États côtiers et les États pratiquant la pêche, les organisations d'intégration économique et autres autorités, et les Organisations régionales de gestion des pêches :

- a. à mettre en œuvre la collecte de données, le suivi et l'établissement de rapports sur l'échelle, la couverture géographique et la composition des prises des pêcheries NNN ;
 - b. à intégrer des considérations sur la biodiversité et les écosystèmes marins dans les règlements nationaux et régionaux qui régissent les activités de pêche et à prendre des mesures de précaution pour protéger l'environnement, les écosystèmes marins vulnérables et le fonctionnement des écosystèmes ;
 - c. à garantir la protection des espèces prélevées dans les pêcheries NNN qui sont ou pourraient être menacées ;
 - d. à faire des recherches sur des aliments de substitution pour l'aquaculture et l'élevage ne dépendant pas aussi lourdement d'espèces marines sauvages ; et
 - e. à évaluer les coûts et avantages socioéconomiques à long terme, ainsi que les incidences écologiques des pêcheries NNN et de leurs produits.
4. ENCOURAGE les États côtiers et autres autorités compétentes à prendre des mesures reposant sur des bases concrètes pour réduire les impacts des pêcheries NNN, en particulier des pêcheries à chalut de fond, notamment des limites spatiales ou temporelles des captures ou de l'effort de pêche, des mesures de contrôle des méthodes et pratiques de pêche gaspillant la ressource ou détruisant les écosystèmes et des mesures spéciales de protection des espèces marines et des habitats vulnérables, ainsi que des mesures de suivi, contrôle et surveillance.
5. ENCOURAGE les organismes bailleurs de fonds et d'aide au développement à contribuer au suivi des pêcheries NNN dans les régions où les ressources locales sont insuffisantes.
6. PRIE INSTAMMENT les ONG et d'autres organisations de sensibiliser aux pêcheries NNN dans le cadre de leurs réseaux et de tenir compte de cette question dans leur planification et leur développement stratégique.

L'État Membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis se sont abstenus lors du vote de cette motion pour les raisons données dans la déclaration générale des États-Unis sur le processus des résolutions de l'UICN.

WCC-2016-Res-022-FR

Mesures de conservation pour les vautours, y compris interdiction de recourir au diclofénac à usage vétérinaire

NOTANT que le diclofénac, un médicament anti-inflammatoire non stéroïdien (AINS), utilisé pour les soins vétérinaires du bétail est la cause du déclin de plus de 99% des populations de trois espèces de vautours *Gyps* en Asie du Sud ;

NOTANT qu'après l'effondrement des populations de vautours d'Asie du Sud depuis les années 1990, un déclin spectaculaire des vautours africains a également été révélé et que quatre espèces ont été inscrites, en 2015, dans la catégorie 'En danger critique' de la Liste rouge de l'UICN des espèces menacées et que seulement deux des 16 espèces d'Afrique et d'Eurasie sont inscrites par l'UICN dans la catégorie 'Préoccupation mineure' ;

RAPPELANT la Résolution 3.079 *Conservation des espèces de vautours Gyps en Asie du Sud et du Sud-Est* (Bangkok, 2004) et la Recommandation 5.141 *Conservation des espèces de vautours Gyps en Asie du Sud* (Jeju, 2012), concernant, entre autres, le diclofénac à usage vétérinaire et les tests de sécurité pour tous les analgésiques vétérinaires qu'il faut rendre obligatoires avant l'homologation, la production ou la vente ;

NOTANT que d'autres médicaments anti-inflammatoires tout aussi efficaces, tel le méloxicam, sont disponibles pour l'usage vétérinaire à un prix semblable sans avoir d'effets graves sur les espèces de vautours *Gyps* ;

APPLAUDISSANT aux efforts déployés par les Gouvernements du Bangladesh, de l'Inde, de l'Iran, du Népal et du Pakistan qui ont interdit le diclofénac à usage vétérinaire et qui s'efforcent d'empêcher les agriculteurs d'y avoir accès ;

ALARME par le fait que le diclofénac à usage vétérinaire a récemment été homologué en Italie et en Espagne où il y a d'importantes populations de vautours ;

NOTANT que la Résolution de 2014 du Congrès ornithologique espagnol demandait de toute urgence l'interdiction, en Europe, du diclofénac à usage vétérinaire pour les soins du bétail et sa substitution par d'autres produits ;

PRÉOCCUPÉ par le fait que la réussite des efforts de rétablissement des vautours d'Europe puisse être mise en péril par l'homologation, dans l'Union européenne, du diclofénac à usage vétérinaire ;

NOTANT EN OUTRE qu'il est de plus en plus établi que d'autres médicaments vétérinaires, y compris d'autres AINS, pourraient aussi être préjudiciables à la santé des détritivores, en particulier les vautours et autres oiseaux ;

NOTANT AUSSI que les risques que les médicaments vétérinaires font courir aux oiseaux détritivores ne sont pas évalués avant que ces médicaments ne reçoivent l'autorisation de mise sur le marché ;

RAPPELANT les *Lignes directrices sur la prévention de l'empoisonnement* adoptées dans la Résolution 11.15 de la onzième session de la Conférence des Parties à la Convention sur les espèces migratrices (CMS COP11, Quito, 2014) ;

RECONNAISSANT que le Groupe de travail sur les espèces sauvages de l'Organisation mondiale de la santé animale a exprimé, en novembre 2014, des préoccupations pour les populations de vautours de l'Union européenne, entre autres, en raison de leur exposition potentielle au diclofénac lorsqu'ils nettoient les carcasses et a recommandé d'interdire toute utilisation de médicaments contenant du diclofénac ou pro-diclofénac pour le bétail ;

RECONNAISSANT EN OUTRE que les vautours, avec leur spécialisation unique de détritivores qui débarrassent l'environnement des carcasses pourrissantes, apportent des services écosystémiques à grande échelle et que le déclin des vautours a des conséquences environnementales et socioéconomiques (en particulier pour la santé humaine) et culturelles très diverses ;

NOTANT qu'outre les effets du diclofénac, le déclin des vautours sur le continent africain et en Asie du Sud-Est est dû à une gamme complexe de facteurs qui varient sur le plan géographique, notamment : l'empoisonnement relatif aux conflits entre l'homme et les carnivores et au braconnage des éléphants ; le commerce de parties de corps de vautours pour la médecine traditionnelle ; et la mortalité causée par les collisions des oiseaux avec l'infrastructure énergétique ;

NOTANT AUSSI que la menace la plus grave pour les populations de vautours d'Afrique est l'empoisonnement dans le cadre des conflits entre l'homme et les animaux sauvages et du braconnage des éléphants, constituant plus de 60% des menaces connues, plutôt que le diclofénac et d'autres AINS qui sont la menace prédominante en Asie ;

NOTANT ENFIN que les déclins des populations de vautours d'Afrique relatifs au commerce de parties de corps de vautours pour la médecine traditionnelle et à l'empoisonnement dans le cadre du braconnage des éléphants sont des menaces spécifiques à l'Afrique ;

RECONNAISSANT que beaucoup d'espèces plus emblématiques, notamment les grands félins, d'autres carnivores, les éléphants et les rhinocéros, sont également menacées par l'empoisonnement ;

AYANT CONNAISSANCE de l'initiative visant à élaborer un Plan d'action multi-espèces pour les espèces migratrices de vautours d'Afrique-Eurasie demandé dans la Résolution PNUE/CMS 11.14 *Programme de travail sur les oiseaux migrateurs et les voies de migration* adoptée par la COP11 de la CMS (Quito, 2014) ;

SACHANT que les mesures de lutte contre les déclins en Asie du Sud et dans d'autres pays de l'aire de répartition montrent des signes de succès et qu'ailleurs, des efforts de conservation ont réussi au plan local ; et

RECONNAISSANT ENFIN que les organisations et consortiums, dans toutes les régions, ont reconnu la gravité du problème et ont fait des progrès pour identifier et traiter les priorités en matière de conservation pour guider les actions ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. DEMANDE à la Directrice générale et aux Commissions :

- a. de soutenir la mise en œuvre de la Résolution PNUE/CMS 11.15 relative aux recommandations de prévention des risques pour les vautours dus aux médicaments vétérinaires utilisés pour traiter le bétail ; et
- b. de sensibiliser à l'importance écologique, au sort et aux solutions pour les vautours d'Afrique-Eurasie aux plus hauts niveaux politiques.

2. APPELLE les gouvernements à appliquer, de toute urgence, les recommandations de la Résolution PNUE/CMS 11.15 pour :

- a. interdire le recours au diclofénac à usage vétérinaire pour les soins du bétail et le remplacer par des médicaments sécuritaires et disponibles tels que le méloxicam ;
- b. interdire le recours aux médicaments pro-diclofénac tels que l'aceclofenac pour les soins du bétail et envisager de leur substituer le méloxicam vétérinaire ;

- c. évaluer les produits pharmaceutiques vétérinaires qui peuvent présenter un risque pour les animaux sauvages afin de les faire interdire, comme par exemple les médicaments pro- diclofénac pour les soins du bétail ; et
 - d. introduire un test de sécurité obligatoire pour les AINS à des fins vétérinaires qui font courir un risque aux oiseaux détritvires, y compris des essais multi-espèces en utilisant des méthodes *in vitro* et de références croisées, et en imposant le fardeau de la preuve au demandeur.
3. APPELLE la Coopération internationale sur l'harmonisation des exigences techniques applicables à l'enregistrement des médicaments vétérinaires (VICH/OCDE) à évaluer et fournir des orientations sur les risques plus généraux des médicaments à usage vétérinaire pour les oiseaux détritvires, conformément à la Résolution PNUE/CMS 11.15.
4. DEMANDE EN OUTRE aux gouvernements :
- a. d'inscrire « usage vétérinaire interdit » sur les étiquettes apposées au diclofénac destiné à l'utilisation chez l'homme ;
 - b. d'appliquer un protocole de test de sécurité, concernant les vautours *Gyps*, pour tous les médicaments (anti-inflammatoires non stéroïdiens) à usage vétérinaire, avant de les mettre sur le marché, et de s'assurer que seuls les médicaments sans danger pour les vautours soient approuvés pour usage vétérinaire ;
 - c. d'intégrer dans les politiques et la planification les valeurs des services écosystémiques fournis par les vautours afin de favoriser des actions de conservation pour les populations de vautours ;
 - d. de soutenir l'élaboration et l'application du plan d'action multi-espèces pour les vautours d'Afrique-Eurasie demandé dans la Résolution PNUE/CMS 11.14 ;
 - e. de poursuivre l'élaboration et d'élargir l'application de zones sécuritaires pour les vautours, y compris l'adaptation de nouvelles zones sécuritaires pour les vautours ; et
 - f. de promouvoir le recours au méloxicam dans les zones sécuritaires pour les vautours et au-delà, de veiller au contrôle de qualité de la fabrication locale du méloxicam, d'encourager l'étiquetage du méloxicam dans les langues pertinentes et de mettre en œuvre des mesures de conservation pour les populations dans les pays de l'aire de répartition.
5. PRIE INSTAMMENT les Membres de l'UICN et autres organisations et agences concernées ou touchées par les déclin de populations de vautours, carnivores, éléphants, rhinocéros et autres espèces subissant des pressions semblables de former des alliances afin de lutter contre ces menaces.
6. ENCOURAGE la collaboration plurisectorielle et internationale contre les menaces qui pèsent sur les vautours, en particulier entre :
- a. le secteur pharmaceutique, concernant les médicaments à usage vétérinaire ;
 - b. les secteurs agrochimique et de l'élevage, concernant les appâts empoisonnés ;
 - c. le secteur de la santé, concernant la transmission des maladies ;
 - d. le secteur de la médecine traditionnelle, concernant le commerce de parties de corps de vautours ; et
 - e. le secteur de l'énergie, concernant la production et le transport d'énergie.

7. APPELLE à l'élaboration de mesures d'incitation et/ou d'appui technique aux propriétaires, entreprises, gouvernements locaux et nationaux et services techniques souhaitant gérer leurs ressources ou leur environnement de manière à conserver les vautours en échange d'une reconnaissance officielle.

L'État Membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis se sont abstenus lors du vote de cette motion pour les raisons données dans la déclaration générale des États-Unis sur le processus des résolutions de l'UICN.

WCC-2016-Res-023-FR

Protection des serranidés et des syngnathidés au large des côtes espagnoles

CONSTATANT que les côtes espagnoles abritent l'essentiel de la biodiversité marine d'Europe et renferment de nombreux écosystèmes exceptionnels, patrimoine naturel du réseau NATURA 2000 ;

SIGNALANT que les populations d'un grand nombre d'espèces marines connaissent un déclin marqué et préoccupant imputable, entre autres, à la pression urbaine le long du littoral, à la surpêche, aux rejets et à la pollution des eaux et des fonds marins ;

ESTIMANT que pour parvenir à assurer efficacement la conservation des écosystèmes marins, il convient d'identifier des espèces clés, indicateurs biologiques de leur état de santé, lesquelles peuvent également servir d'espèces « parapluie » permettant de conserver des habitats dans leur intégralité ;

SOULIGNANT que les poissons représentent le groupe le plus vulnérable et le plus touché, notamment les familles *Serranidae* et *Syngnathidae*, des espèces généralement solitaires, territoriales et liées à des écosystèmes d'une grande valeur écologique, comme les herbiers marins et les récifs coralliens, ce qui les place au sommet des pyramides alimentaires de ces écosystèmes côtiers ;

SIGNALANT que la viabilité des populations de la plupart de ces espèces est compromise dans une grande partie des zones où elles se rencontrent, sachant qu'il s'agit d'espèces de grande valeur pour les entreprises de pêche ;

CONSCIENT que l'opinion publique n'est pas suffisamment informée, que sauf dans certains cas comme celui du mérou brun (*Epinephelus marginatus*) ou des hippocampes, la plupart des espèces n'ont pas fait l'objet d'une évaluation adéquate au titre de la Liste rouge en raison de connaissances scientifiques insuffisantes, et que la réglementation actuellement en vigueur en Espagne ne permet pas de mettre un frein à cette évolution ; et

RECONNAISSANT que pour parvenir à une gestion efficace qui se traduirait par une protection de ces espèces et par la conservation de l'ensemble des écosystèmes qui les abritent une initiative internationale est indispensable, de même qu'un cadre ou une prise en compte au titre d'une directive de l'Union européenne ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawai'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. APPELLE la Directrice générale à :

- a. collaborer avec les Membres et les Commissions, notamment dans le contexte de l'Europe et de la Méditerranée, pour accroître la sensibilisation à la conservation de la biodiversité côtière et, plus particulièrement, parvenir à protéger les serranidés ;
- b. fournir un appui sur le plan technique et en termes de programmes pour favoriser et renforcer les initiatives en place et échanger des informations sur la conservation de ces espèces ;
- c. exhorter les États membres européens, notamment l'Espagne, ainsi que leurs autorités régionales, à promouvoir l'adoption de mesures concrètes pour assurer la protection de ces espèces au moyen de réglementations et de plans de gestion en insistant sur la nécessité de protéger leur habitat et d'accroître sa connectivité ; et
- d. redoubler d'efforts pour évaluer l'état de conservation de toutes les espèces commerciales de serranidés et de syngnathidés.

2. ENCOURAGE tous les Membres de l'UICN à coopérer activement en faveur de la conservation de ces espèces et/ou la communication d'informations sur les menaces qui pèsent sur elles au large des côtes espagnoles et, par extension, européennes.

3. PRIE INSTAMMENT l'Union européenne et ses États membres de fournir un financement en faveur de l'étude et de la conservation de ces espèces clés emblématiques des écosystèmes côtiers d'Europe.

L'État Membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis se sont abstenus lors du vote de cette motion pour les raisons données dans la déclaration générale des États-Unis sur le processus des résolutions de l'UICN.

WCC-2016-Res-024-FR

Soutenir les Listes rouges et la conservation des espèces menacées au Brésil

RECONNAISSANT que le Brésil est un pays riche en biodiversité, dans la mesure où il abrite 60% de la superficie de la forêt amazonienne, ce qui représente environ un dixième de toutes les espèces de la planète ;

SACHANT que le Brésil possède davantage d'espèces de plantes (55 000), de poissons d'eau douce (3000) et de mammifères (plus de 689) que n'importe quel autre pays ;

CONSTATANT que le Brésil est le troisième pays au monde pour le nombre d'oiseaux (1832) et de primates (plus de 100), et le deuxième pour les reptiles (744) ;

AFFIRMANT que la Liste rouge créée par l'UICN en 1964 constitue l'inventaire mondial le plus complet de l'état de conservation des espèces végétales et animales, et qu'elle s'appuie sur des critères scientifiques précis pour évaluer le risque d'extinction de milliers d'espèces et de sous-espèces menacées ;

CONSTATANT EN OUTRE qu'une série de Listes rouges nationales évaluent le risque d'extinction des espèces à l'échelle d'un pays en appliquant des critères similaires ;

RAPPELANT que les listes officielles des espèces menacées du Brésil (Arrêtés 443/2014, 444/2014 et 445/2014 du ministère de l'Environnement) appliquent des critères semblables à ceux de l'UICN et constituent un outil précieux pour les décisions et les politiques officielles en matière d'environnement ;

SACHANT que la Liste rouge brésilienne des espèces menacées, sur laquelle figurent 1173 espèces, compte plus de 70 espèces de mammifères et 103 espèces d'oiseaux considérées comme menacées d'extinction ;

RAPPELANT que de nombreuses menaces pèsent actuellement sur des espèces classées officiellement comme menacées d'extinction au Brésil, par exemple, les poissons et invertébrés aquatiques qui ont perdu leur protection en juin 2015, lorsque la justice fédérale, se basant sur un décret-loi réduisant fortement la liste officielle, a annulé l'Arrêté 445/2014 ;

SACHANT que le Décret-loi 184 proposé récemment vise à restreindre l'Arrêté 444, qui prévoit la protection juridique des espèces de mammifères, d'oiseaux, de reptiles, d'amphibiens et d'invertébrés terrestres menacées d'extinction ; et

ANTICIPANT la poursuite de la pression par les Chambres législatives brésiliennes sur l'Arrêté 444 ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. PRIE la Directrice générale et la Commission de la sauvegarde des espèces (CSE) :
 - a. d'apporter au Brésil le soutien scientifique et technique nécessaire pour lui permettre de maintenir le processus d'élaboration de ses Listes rouges nationales, ainsi que la législation connexe ; et
 - b. d'aider les membres de l'UICN et les membres de la CSE au Brésil à faire face à toute menace qui pourrait peser sur le processus d'élaboration des Listes rouges nationales.
2. FÉLICITE le Brésil pour avoir créé un processus exceptionnel d'élaboration de Listes rouges nationales accompagné de mesures spécifiques pour protéger les espèces menacées.

3. PRIE le ministère brésilien de l'Environnement et la CSE d'établir une coopération mutuellement avantageuse et propice aux échanges de données entre les listes officielles d'espèces menacées du Brésil et la Liste rouge des espèces menacées de l'UICN.

L'État Membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis se sont abstenus lors du vote de cette motion pour les raisons données dans la déclaration générale des États-Unis sur le processus des résolutions de l'UICN.

WCC-2016-Res-025-FR

Reconnaître, comprendre et renforcer le rôle des populations autochtones et des communautés locales dans la lutte contre la crise du commerce illégal d'espèces sauvages

RAPPELANT, entre autres, les résolutions du Congrès mondial de la nature de l'UICN qui insistent à la fois sur le rôle crucial des populations autochtones et des communautés locales dans la conservation des espèces sauvages et de la biodiversité et sur la nécessité de tenir compte de leurs besoins, préoccupations et priorités dans le cadre des politiques et mesures de conservation et des législations en la matière ;

CONSCIENT que le commerce illégal d'espèces sauvages d'un large éventail de taxons est un grave sujet d'inquiétude, qu'il relève de plus en plus souvent de la criminalité organisée et qu'il nécessite des mesures urgentes, notamment un renforcement des efforts de dissuasion et de lutte contre la fraude sur l'ensemble de la filière de création de valeur, depuis les braconniers sur le terrain jusqu'aux transporteurs de produits illégaux issus d'espèces sauvages, en passant par les négociants, et qu'il convient également de s'employer à réduire la demande des consommateurs, à améliorer la gouvernance et plus particulièrement à lutter contre la corruption d'État ;

CONSCIENT PAR AILLEURS que les populations autochtones et les communautés locales jouent un rôle essentiel en tant que sentinelles du changement et d'activités illégales alentours ;

RECONNAISSANT que si une partie des solutions mises en œuvre (actuellement comme par le passé) pour lutter contre le commerce illégal d'espèces sauvages contribuent à améliorer les moyens d'existence et la sécurité au niveau local, elles peuvent aussi, dans d'autres cas et de manière involontaire, avoir des effets secondaires et négatifs sur les populations autochtones et les communautés locales cohabitant avec des espèces sauvages et, de ce fait, influencer sur leur volonté d'apporter une contribution tangible à la lutte contre le commerce illégal d'espèces sauvages à long terme ;

RECONNAISSANT ÉGALEMENT que, pour réussir à lutter durablement contre le commerce illégal d'espèces sauvages, il est indispensable d'apporter une réponse intégrée et cohérente fondée sur la reconnaissance du fait que les populations autochtones et les communautés locales qui cohabitent avec des espèces sauvages ont un rôle essentiel à jouer dans la conservation de la vie sauvage, et qu'il convient de mobiliser ces populations et communautés (notamment par le biais d'activités d'information et de sensibilisation) et de les encourager au moyen de prestations financières et non financières à lutter contre le commerce illégal d'espèces sauvages ;

SACHANT que le Congrès mondial sur les parcs de l'UICN (2014) a reconnu l'existence d'un lien étroit entre conservation (y compris grâce à une diminution du commerce illégal d'espèces sauvages), protection des droits territoriaux et systèmes de gouvernance des populations autochtones et des communautés locales ;

SACHANT PAR AILLEURS que la CITES (notamment au titre de la Résolution Conf. 16.6 sur les moyens d'existence), le Plan d'action pour l'éléphant d'Afrique (2010), le Sommet sur l'éléphant d'Afrique (2013), la Déclaration de Londres (2014), la Déclaration de Kasane (2015), la Déclaration de Brazzaville (2015), la résolution 69/314 de l'Assemblée générale des Nations Unies (2015) et la Cible 15.c des Objectifs de développement durable (2015) reconnaissent le rôle de premier plan joué par les populations autochtones et les communautés locales dans la lutte contre le commerce illégal d'espèces sauvages ; et

SOULIGNANT que le But stratégique D et la Cible 18 des Objectifs d'Aichi pour la biodiversité au titre de la Convention sur la diversité biologique insistent tous deux sur la nécessité d'intégrer les connaissances, innovations et pratiques traditionnelles des populations autochtones et des communautés locales dans les activités de conservation ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. PRIE INSTAMMENT la Directrice générale de collaborer avec les États membres, les membres non gouvernementaux, les Commissions, les Bureaux régionaux et les organisations internationales afin de :

a. reconnaître le rôle fondamental des populations autochtones et des communautés locales qui cohabitent avec des espèces sauvages en tant que partenaires à part entière de la planification, de l'élaboration et de la mise en œuvre de décisions et d'interventions visant à lutter contre le commerce illégal d'espèces sauvages, y compris par le truchement de savoirs traditionnels et de règles et réglementations que ces populations et communautés s'efforcent de faire respecter au sein de leurs aires et territoires de conservation ;

b. veiller à ce que la nécessité de mobiliser et d'encourager ces populations autochtones et communautés locales soit pleinement respectée et prise en compte dans les interventions et décisions pertinentes de l'UICN et d'autres, grâce notamment à des activités d'information et de sensibilisation, à la reconnaissance et/ou au renforcement des droits collectifs et de responsabilités en matière de gouvernance, de gestion et d'administration (y compris, le cas échéant, au moyen d'accords de gestion conjointe ou de délégation de pouvoirs), à des contrôles entrepris conjointement par les populations autochtones, les communautés locales et l'État, et en mettant en avant les avantages liés à une utilisation durable, utile et efficace, à des fins de consommation ou autres, d'espèces sauvages ou d'autres moyens d'existence ;

c. encourager l'élaboration d'un cadre conceptuel et de planification afin d'orienter les décisions, interventions et investissements en provenance d'institutions internationales, d'organisations apparentées et de gouvernements en faveur de la lutte contre le commerce illégal d'espèces sauvages de façon à ce que les populations autochtones et les communautés locales soient mobilisées et en tirent profit, tout en favorisant la conservation et l'utilisation durable des ressources issues de la biodiversité ;

d. soutenir la collecte d'éléments probants témoignant de la participation des populations autochtones et des communautés locales à la lutte contre le commerce illégal d'espèces sauvages en accord avec de précédentes résolutions de l'UICN et avec les cibles, buts stratégiques et engagements présentés ci-dessous ; et

e. faire en sorte que les populations autochtones et les communautés locales aient davantage l'occasion de participer en tant que partenaires à part entière aux décisions relatives à la conservation et à la gestion des espèces sauvages, notamment en instaurant des mécanismes de consultation officielle et structurée en lien avec les décisions prises au titre d'accords multilatéraux sur l'environnement.

2. APPELLE tous les gouvernements, instances intergouvernementales, organismes de développement et de conservation et partenaires de l'UICN à respecter leurs engagements politiques respectifs en matière d'efforts multinationaux à entreprendre pour lutter contre le commerce illégal d'espèces sauvages, y compris en renforçant le rôle des populations autochtones et des communautés locales s'agissant de la gouvernance, de la gestion et de la conservation des espèces sauvages et de la lutte contre leur commerce illégal, ces engagements ayant été pris, entre autres, au titre de la Déclaration de Londres (2014), de la Déclaration de Kasane (2015), de la Déclaration de Brazzaville (2015), de la résolution 69/314 de l'Assemblée générale des Nations Unies (2015), de la Cible 15.c des Objectifs de développement durable (2015) et du But stratégique D et de la Cible 18 des Objectifs d'Aichi pour la biodiversité.

WCC-2016-Res-026-FR

Conservation des habitats intertidaux et des oiseaux migrateurs de la voie de migration Asie de l'Est-Australasie, en particulier en mer Jaune, dans un contexte mondial

RAPPELANT la Résolution 5.028 *Conserver la voie de migration Asie de l'Est – Australasie et ses oiseaux d'eau menacés, notamment dans la région de la mer Jaune* (Jeju, 2012) ;

ALARME par l'inscription sur la Liste rouge, comme Menacées ou Quasi menacées au plan mondial, de six nouvelles espèces d'oiseaux d'eau migrateurs en raison du rythme rapide de transformation des zones humides intertidales sur la voie de migration Asie de l'Est- Australasie, en particulier en mer Jaune ;

PRENANT NOTE des résultats des études découlant de la Résolution 5.028 sur les avantages des services écosystémiques procurés par les zones humides intertidales et l'état des oiseaux menacés et de leurs habitats afin de prioriser les sites nécessitant, de toute urgence, des mesures de conservation et de restauration et l'identification d'habitats importants pour les oiseaux d'eau migrateurs et de réseaux d'experts ;

PRENANT NOTE des résultats de l'atelier sur la conservation des zones intertidales, y compris au plan national pour la Chine (septembre 2014), la République de Corée (mai 2016) et la mer Jaune (août 2016), appelant à mieux reconnaître l'importance des écosystèmes intertidaux et à renforcer leur protection ;

NOTANT les recommandations de septembre 2015 du projet China Coastal Wetland Conservation Blueprint pour renforcer la législation sur les zones humides et améliorer la protection, la gestion et la restauration des zones humides côtières dans l'esprit d'une civilisation écologique (un état auquel la Chine souhaite parvenir en harmonisant la coexistence entre l'écosystème mondial et le développement économique humain) ;

AYANT CONNAISSANCE de la création du Réseau de conservation des zones humides côtières de Chine en juin 2015 pour améliorer les mesures de sensibilisation et de coopération en vue de protéger les zones humides côtières, entre le gouvernement et la société ;

NOTANT le mémorandum d'accord annuel entre le Gouvernement de la Chine et le WWF pour soutenir la conservation des zones humides côtières et des voies de migration en Chine, signé en octobre 2015 ;

RECONNAISSANT que le plan de travail pour la voie de migration Asie de l'Est-Australasie de l'Initiative pour les oiseaux migrateurs de l'Arctique du Conseil de l'Arctique comprend, sans s'y limiter, la protection des habitats intertidaux en mer Jaune ; et

NOTANT que malgré l'importance mondiale prééminente de la mer Jaune pour les oiseaux d'eau migrateurs de la voie de migration Asie de l'Est-Australasie, aucun bien du patrimoine mondial n'y est encore inscrit, alors que l'intérêt de ce statut pour l'amélioration de la protection et de la coopération a été démontrée sur la voie de migration comparable de l'Atlantique Est ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. DEMANDE à la Directrice générale, aux Commissions et aux Membres de l'UICN d'examiner, conjointement avec la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage et la Convention de Ramsar sur les zones humides, comme il convient, d'élaborer des plans de gestion nationaux/régionaux pour les oiseaux migrateurs dans des « zones humides côtières économiques » (c.-à-d. celles qui servent à la production de coquillages, à l'aquaculture, à la

pisciculture et les marais salants) dans l'intérêt des populations d'oiseaux migrateurs et de leurs habitats qui abritent beaucoup d'autres espèces.

2. PRIE INSTAMMENT les Parties à la Convention de Ramsar, à la 13^e Session de la Conférence des Parties (COP13, Dubaï, 2018) d'examiner - conformément aux Résolutions VII/21 et X/22 sur la conservation et l'utilisation rationnelle des étendues intertidales - les besoins et priorités additionnels des dernières étendues intertidales aux niveaux national, régional et mondial, et les possibilités d'améliorer, de toute urgence, leur protection.

3. INVITE la Directrice générale et les Commissions (dans la mesure des ressources disponibles) à fournir une assistance aux gouvernements et aux Membres de l'UICN le long de la voie de migration Asie de l'Est-Australasie, et en particulier autour de la mer Jaune, pour poursuivre la mise en œuvre de la Résolution 5.028, en particulier dans le cadre des mesures énumérées ci-dessous.

4. ENCOURAGE les gouvernements qui se trouvent le long de la voie de migration Asie de l'Est-Australasie :

a. à mettre en œuvre les déclarations d'atelier nationales et régionales suivantes qui visent à définir la mise en œuvre de la Résolution 5.028 : Beijing 2015, République de Corée 2016, mer Jaune 2016, Plan de travail de l'Initiative pour les oiseaux migrateurs de l'Arctique concernant la voie de migration Asie de l'Est-Australasie et Programme de travail collaboratif pour la conservation des oiseaux de rivage du Partenariat de la voie de migration Asie de l'Est-Australasie ;

b. à envisager la possibilité d'une proposition trilatérale d'inscription au patrimoine mondial pour la zone intertidale de la mer Jaune avec l'appui des pays du voisinage ;

c. à soutenir l'élaboration de l'Initiative « Caring for Coasts », dans le cadre de la Convention sur la diversité biologique et de la Convention de Ramsar, à l'intérieur d'un mouvement mondial visant à restaurer les zones humides côtières ; et

d. à recourir au Partenariat pour la voie de migration Asie de l'Est-Australasie en tant que cadre pour renforcer la conservation des espèces d'oiseaux d'eau migrateurs et de leurs habitats.

Note : L'adoption de cette décision par les Membres de l'UICN est sans préjudice du rôle de l'UICN d'évaluateur technique indépendant des biens naturels candidats à l'inscription sur la Liste du patrimoine mondial.

L'État Membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis se sont abstenus lors du vote de cette motion pour les raisons données dans la déclaration générale des États-Unis sur le processus des résolutions de l'UICN.

WCC-2016-Res-027-FR

Renforcer l'application de la Convention de Berne aux oiseaux migrateurs

RAPPELANT que la responsabilité de conserver les espèces migratrices incombe nécessairement à tous les pays que traverse l'une de ces espèces ;

OBSERVANT que la conservation de ces espèces nécessite une coopération étroite entre les différents États où se déroule l'une des phases de leur cycle de vie ;

RECONNAISSANT ET APPUYANT les travaux considérables que réalise la Convention sur les espèces migratrices appartenant à la faune sauvage et notant en particulier les efforts déployés pour adopter des plans de conservation englobant l'ensemble de la voie de migration ;

RECONNAISSANT AUSSI les travaux exceptionnels de la Convention relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe (Convention de Berne), de l'Accord sur les oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie (AEWA), du Mémoire d'entente sur la conservation des oiseaux de proie migrateurs d'Afrique et d'Eurasie (MdE Rapaces) et du Partenariat pour la voie de migration Asie de l'Est-Australasie ;

OBSERVANT que tous ces instruments internationaux sont l'expression de la volonté des États membres qui y ont souscrit de coopérer à la conservation des espèces migratrices ;

NOTANT que le long d'une voie de migration, tous les États n'ont pas la même capacité économique et technique leur permettant d'affronter les grands défis que pose la conservation de la nature et en particulier des espèces migratrices ;

CONSCIENT qu'il manque encore beaucoup d'informations de base sur la conservation des espèces migratrices dans les pays qui ont des ressources limitées ;

CONSIDÉRANT que les politiques de conservation des espèces migratrices dans les pays ayant plus de ressources bénéficieraient, et que les coûts pourraient être réduits, si des mesures de conservation étaient prises par les autres pays de l'aire de répartition ;

OBSERVANT EN OUTRE que les migrations d'oiseaux sont parmi les phénomènes les plus remarquables de la nature et que, durant leur migration, les oiseaux sont particulièrement vulnérables aux changements et aux perturbations, y compris au changement climatique ;

AYANT PRÉSENT À L'ESPRIT le fait que plus de 40% des migrateurs à longue distance, sur la voie de migration Afrique-Eurasie, montrent des signes de déclin depuis au moins trois décennies et que les gouvernements doivent donc adopter des mesures de conservation d'urgence car cette situation représente une menace grave pour la conservation de la nature et l'équilibre des écosystèmes, en particulier pour les espèces d'oiseaux migrateurs qui sont chassées ;

RAPPELANT la Convention sur les espèces migratrices (CMS), ainsi que la Convention de Berne, qui ont pour objectif de conserver la faune et la flore sauvages ainsi que leurs habitats naturels et qui mettent particulièrement l'accent sur les espèces migratrices en danger et vulnérables ; et

RAPPELANT EN OUTRE la responsabilité de l'Union européenne envers la conservation des oiseaux migrateurs, du fait de sa qualité de Partie contractante à la CMS et à la Convention de Berne ainsi que de l'adoption de la Directive Oiseaux (79/409/CEE) et la Directive Habitats (92/43/CEE) ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. DEMANDE à la Directrice générale :

a. de collaborer avec les Membres et les Commissions de l'UICN pour renforcer la sensibilisation au plan international afin de garantir une coresponsabilité des pays ayant plus de ressources vis-à-vis de la conservation des espèces migratrices dans tous les pays situés sur une voie de migration ; et

b. d'apporter un appui technique et programmatique pour les efforts mentionnés plus haut aux fins de renforcer les initiatives existantes et de partager l'information sur la conservation.

2. DEMANDE à la Directrice générale et à la Commission de la sauvegarde des espèces de renforcer l'appui approprié des experts de l'UICN au suivi de l'application de la Convention de Berne et de la CMS.

3. ENCOURAGE tous les Membres de l'UICN à coopérer activement à la conservation des espèces migratrices et à échanger des informations utiles à leur conservation.

4. PRIE INSTAMMENT les États membres de soutenir l'application, y compris au titre de la Convention de Berne, du Plan d'action de la CMS pour la conservation des oiseaux terrestres migrants d'Afrique-Eurasie.

5. DEMANDE aux États membres de l'UICN ayant le plus de capacités d'apporter une aide économique et technique, y compris en matière de renforcement des capacités, aux pays ayant moins de capacités pour enrichir les connaissances sur l'abondance, la répartition, la biologie et les menaces qui pèsent sur les espèces migratrices, en particulier sur leurs voies de migration, ainsi que pour prendre des mesures de conservation.

6. APPELLE tous les pays à promouvoir la coordination de politiques et d'actions afin de garantir la conservation des espèces d'oiseaux migrants, en particulier les espèces migratrices qui sont chassées.

L'État Membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis se sont abstenus lors du vote de cette motion pour les raisons données dans la déclaration générale des États-Unis sur le processus des résolutions de l'UICN.

WCC-2016-Res-028-FR

Marquer le centenaire du Service américain des parcs nationaux

RAPPELANT que la crevasse ou ‘gorge’ creusée dans les pics granitiques des montagnes de la Sierra Nevada, sous le nom de Vallée du Yosemite, est la première région des États-Unis à avoir été créée le 30 juin 1864 « pour l’usage, la villégiature et les loisirs du public inaliénables pour toujours » par le Congrès américain et le Président Abraham Lincoln le 30 juin 1864 ;

RAPPELANT EN OUTRE la création des premiers parcs nationaux des États-Unis - Parc national de Yellowstone (1872) et Parcs nationaux de Sequoia et de Yosemite (1890) – également pour la protection permanente de la beauté de leurs paysages et de leurs valeurs scientifiques importantes, suivant l’exemple de la Vallée du Yosemite ;

RAPPELANT ENFIN les efforts déployés par John Muir, premier président du Sierra Club, et par d’autres personnalités, y compris le Président américain Theodore Roosevelt, pour promouvoir la protection permanente de nombreux sites pittoresques et sauvages importants des États- Unis ;

CÉLÉBRANT la création du Service américain des parcs nationaux (*National Park Service*), en tant qu’agence du département de l’Intérieur des États-Unis, par le Congrès américain et le Président Woodrow Wilson le 25 août 1916, institué par une loi selon laquelle « le Service ainsi établi devra promouvoir et réglementer l’utilisation des espaces fédéraux classés en tant que parcs nationaux, monuments et réserves ...par des moyens et des mesures conformes au but fondamental ...lequel but est de conserver le paysage et les objets naturels et historiques, ainsi que la nature sauvage en son sein, et d’en permettre la jouissance d’une façon telle et par des moyens tels qu’ils seront laissés intacts pour la jouissance des générations futures » ;

RAPPELANT que dès la création des États-Unis d’Amérique, le mouvement des parcs nationaux et des aires protégées s’est propagé partout sur le globe, comptant aujourd’hui plus de 100 000 parcs et aires protégées dans pratiquement tous les pays, représentant plus de 15% de la surface terrestre et plus de 3% du domaine marin ;

RAPPELANT ÉGALEMENT avec gratitude le rôle critique que le Service américain des parcs nationaux a joué depuis des décennies dans la promotion du concept des parcs nationaux de par le monde, fournissant une assistance technique et des conseils à des centaines de parcs et d’aires protégées dans pratiquement tous les pays du monde et à des milliers de professionnels responsables d’aires protégées ;

SALUANT le programme de la Commission mondiale sur les aires protégées de l’UICN, qui a établi le Système de classement des aires protégées, conférant ainsi une visibilité mondiale aux parcs et monuments nationaux ; et

SALUANT EN OUTRE le fait que les États et les organisations internationales, nationales et locales, y compris les communautés autochtones, continuent de promouvoir l’établissement et la bonne gestion des parcs nationaux relevant de leur juridiction ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawai‘i, États-Unis d’Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. FÉLICITE le Service des parcs nationaux du département de l’Intérieur des États-Unis à l’occasion du centenaire de sa fondation en août 1916.
2. PRIE la Directrice générale de l’UICN de transmettre ces félicitations en adressant une copie de la présente résolution au Président, au Secrétaire du département de l’Intérieur et au directeur du Service des parcs nationaux des États-Unis.

3. DEMANDE à tous les États et à leurs autorités régionales et locales de soutenir et mettre en œuvre l'idée des parcs nationaux, d'accorder une protection permanente aux zones pittoresques et naturelles critiques et aux espèces sauvages en leur sein, et de les gérer de façon responsable afin d'assurer l'entière protection de toutes leurs caractéristiques sur le long terme, pour le bien-être et la jouissance des générations actuelles et futures.

4. DEMANDE EN OUTRE à toutes les organisations non gouvernementales internationales, nationales et locales d'appuyer les efforts locaux et mondiaux visant à instaurer et à maintenir une protection permanente des paysages et des régions naturelles de grande valeur, et à promouvoir leur gestion responsable afin de garantir leur protection intégrale sur le long terme.

WCC-2016-Res-029-FR

Intégrer la dimension urbaine de la conservation dans les travaux de l'UICN

SACHANT que l'UICN et la communauté mondiale en charge de la conservation ont globalement tendance à s'intéresser en priorité à des zones plutôt éloignées des grandes villes ;

INQUIET à l'idée qu'accorder la priorité à des zones où l'incidence des activités anthropiques sur la nature est moindre puisse occulter les nombreuses raisons pour lesquelles le milieu, la population et les établissements urbains ont eux aussi un rôle essentiel à jouer dans l'accomplissement de la mission de l'UICN ;

CONSCIENT que le monde connaît une urbanisation galopante et que, du fait de la propagation rapide de l'influence des villes, des zones auparavant éloignées seront touchées ;

RECONNAISSANT que la majorité de la population mondiale vit en milieu urbain et que les populations citadines sont d'une importance cruciale pour la conservation de la nature, tant au plan national que mondial, que c'est dans les grandes villes que s'exerce le plus fortement le pouvoir politique au niveau national, que se concentre l'essentiel des richesses et que sont établis la plupart des médias, et que la conservation dépend du soutien des électeurs, des consommateurs, des donateurs et des communicants vivant en milieu urbain, alors même que les habitants des grandes villes sont de moins en moins en contact avec la nature ;

NOTANT que les acteurs de la conservation en milieu urbain comprennent des autorités nationales, infranationales et locales et diverses organisations non gouvernementales, instances universitaires et scientifiques, ainsi que des associations ;

CONSCIENT que la nature est indispensable à la santé physique et mentale, au développement et au bien-être de l'homme, que les espaces naturels à l'intérieur et à proximité des villes contribuent à donner un sentiment d'appartenance aux habitants, offrent l'occasion de mieux connaître la nature et la préservation des ressources à long terme, procurent un large éventail de services écosystémiques, contribuent au piégeage du carbone et améliorent la résilience au changement climatique et aux catastrophes naturelles, et que de nombreux sites naturels et semi-naturels en milieu urbain et périurbain renferment une grande diversité biologique et un riche patrimoine géologique et peuvent comprendre des aires protégées relevant de l'une des six catégories de l'UICN ;

CONSCIENT ÉGALEMENT que les populations urbaines dépendent de biens et de services fournis par des écosystèmes ruraux, comme l'eau potable, l'énergie, les aliments ou la protection contre les inondations ;

NOTANT PAR AILLEURS que les aires naturelles en milieu urbain peuvent renforcer l'attrait touristique des grandes villes et doper les revenus du tourisme ;

RECONNAISSANT que l'accès à la nature en milieu urbain peut jouer un rôle important dans la prise en compte de questions liées à la justice environnementale et à la durabilité ;

RECONNAISSANT EN OUTRE que les grandes villes peuvent avoir de très importants effets néfastes sur les écosystèmes environnants, par exemple en termes de pollution de l'eau et de l'air, de déforestation à des fins de production d'énergie ou de prélèvements d'espèces sauvages à des fins de consommation humaine, que les ports, aéroports et jardins en milieu urbain sont des points d'entrée pour des espèces exotiques envahissantes et que l'expansion urbaine représente souvent une grave menace pour la nature ;

CONSCIENT PAR AILLEURS du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de l'ODD 11 visant à faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables ; et

NOTANT qu'Habitat III, la Troisième conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable, se tiendra à Quito, en Équateur, en octobre 2016, et se penchera sur l'élaboration d'un nouveau programme urbain.

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawai'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. DEMANDE à la Directrice générale de :
 - a. donner pour instruction à tous les groupes du Secrétariat de revoir leurs programmes de façon à ce que la dimension urbaine de la conservation soit dûment intégrée dans leurs priorités ; et
 - b. nommer un interlocuteur parmi les cadres du Secrétariat chargé de la coordination des questions de conservation en milieu urbain.
2. PRIE INSTAMMENT la Directrice générale et les Commissions de :
 - a. informer les principaux organismes et spécialistes traitant de la dimension urbaine de la conservation de l'importance de faire partie des Membres et des Commissions de l'UICN ;
 - b. mettre leur savoir-faire en la matière au service d'organisations intergouvernementales ;
 - c. encourager les organismes de conservation à favoriser la coopération avec les musées, zoos, jardins botaniques et institutions semblables en milieu urbain pour présenter aux citoyens le patrimoine naturel de leur région au moyen d'une programmation à l'intention du grand public, d'un engagement communautaire et de projets de science citoyenne ; et de
 - d. s'efforcer d'élaborer des programmes en collaboration avec d'autres organismes afin de mieux sensibiliser à l'importance des zones protégées en milieu urbain.
3. APPELLE le Conseil à :
 - a. engager une initiative forte à l'échelle de l'ensemble de l'UICN afin de sensibiliser au rôle crucial de la nature en milieu urbain ;
 - b. encourager la mise en place de mesures visant à renforcer le rôle de la nature dans l'aménagement et la gestion des zones urbaines et le rôle des zones urbaines dans la planification et la gestion des programmes de conservation ; et
 - c. créer une « Alliance urbaine de l'UICN » placée sous la direction d'un membre du Conseil et composée de Membres et de divisions de Commissions et du Secrétariat compétents en ce qui concerne les aspects urbains de la conservation, et la charger d'aider les Membres, le Conseil, la Directrice générale, les Commissions et les Comités nationaux et régionaux dans la réalisation de l'objet de la présente Résolution.

WCC-2016-Res-030-FR

Reconnaissance et respect des territoires et aires conservés par des peuples autochtones et des communautés locales, recouverts par des aires protégées

RECONNAISSANT que de nombreux peuples autochtones et communautés locales s'occupent, se chargent de gouverner, gérer, protéger et utiliser de manière durable, restaurer et enrichir - en un mot 'conserver' - l'intégrité ou une partie de leurs aires et territoires, en particulier leur patrimoine, leurs sites sacrés et leurs aires marines gérées localement, d'une manière qui correspond aux définitions que donne l'UICN des territoires et aires conservés par des peuples autochtones et des communautés locales (ICCA), aux définitions des aires protégées que donnent l'UICN et la Convention sur la diversité biologique (CDB), et à l'utilisation par la CDB de l'expression 'autres mesures de conservation efficaces par zone' ;

PRÉOCCUPÉ par le fait que des aires désignées par le gouvernement et privées recouvrent souvent des territoires et aires conservés par des populations autochtones et des communautés locales sans les reconnaître et les respecter de manière appropriée ;

RAPPELANT la reconnaissance par l'UICN de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, et des responsabilités et des droits collectifs des peuples autochtones et des communautés locales vis-à-vis de leurs territoires, terres, de l'eau et des ressources se trouvant notamment sur des aires protégées, ainsi que des prérogatives et responsabilités supplémentaires liées à la participation totale et effective à la gouvernance des aires protégées ;

RAPPELANT EN OUTRE que l'UICN et les Parties à la CDB affirment les droits des peuples autochtones et des communautés locales de participer totalement et effectivement à la gouvernance des aires protégées, et que les directives de l'UICN visent à encourager la diversité, la qualité et la vitalité de la gouvernance dans les aires protégées et conservées ;

RAPPELANT la Résolution 5.094 *Respect, reconnaissance et appui aux aires et territoires conservés par des populations autochtones et des communautés* (Jeju, 2012), notamment sa demande de reconnaissance et de soutien aux aires et territoires conservés par des populations autochtones et des communautés locales « en cas de chevauchement avec la dénomination d'aire protégée ou autre » ;

PRENANT NOTE de la Recommandation 4.127 *Les droits des populations autochtones en matière de gestion des aires protégées situées intégralement ou partiellement sur leur territoire* (Barcelone, 2008), qui demande que les populations autochtones assument la gouvernance des territoires de conservation autochtones quand les aires protégées recouvrent intégralement ou partiellement ces territoires ;

CONSIDÉRANT la Résolution 4.038 *Reconnaissance et conservation des sites naturels sacrés à l'intérieur des aires protégées* (Barcelone, 2008) et la Recommandation 5.147 *Sites naturels sacrés – Soutenir les protocoles traditionnels et le droit coutumier face aux menaces et défis mondiaux* (Jeju, 2012), qui demandent une reconnaissance des soins et de la protection traditionnels des sites naturels sacrés situés à l'intérieur des aires protégées ;

ACCUEILLANT AVEC SATISFACTION les recommandations du Congrès mondial sur les parcs de l'UICN (Sydney, 2014) visant à reconnaître et soutenir les ICCA « à l'intérieur comme à l'extérieur des aires protégées » et à garantir des droits de gestion collective en cas de chevauchement (Courant 6) et à « garantir une gestion autochtone des aires protégées » à l'intérieur de leurs territoires traditionnels (Courant 7) ;

RAPPELANT que l'Accord et le Plan d'action de Durban, ainsi que le Programme de travail sur les aires protégées de la Convention sur la diversité biologique, reconnaissent le droit des populations autochtones et des communautés locales de participer à la gestion des aires protégées ;
RECONNAISSANT que le peuple autochtone hawaïen vivait dans des zones de Hawaï aujourd'hui

désignées comme parcs nationaux et autres aires protégées, et peuvent continuer à maintenir ou désirer restaurer les ICCA qui s'y trouvent ; et

SE FÉLICITANT des travaux de l'ICCA Consortium ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawai'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. PRIE la Directrice générale, le Conseil, les Commissions et les Membres, ainsi que l'ICCA Consortium et les partenaires concernés de :
 - a. élaborer, diffuser et accélérer la mise en œuvre de lignes directrices sur les meilleures pratiques en terme d'identification, de reconnaissance et de respect envers les ICCA dans les cas de recouvrement par des aires protégées ;
 - b. demander une reconnaissance et un respect appropriés envers les ICCA recouverts par des aires protégées, et d'obtenir l'accord préalable, librement consenti et éclairé des populations autochtones et des communautés locales qui les gèrent, avant d'inscrire des aires protégées sur la Liste verte des aires protégées de l'UICN, ou avant de conseiller de leur accorder le statut de Patrimoine mondial ;
 - c. encourager les organisations et réseaux de populations autochtones, ainsi que le Mécanisme de Whakatane, à soutenir la reconnaissance et le respect des ICCA recouverts par des aires protégées, notamment la reconnaissance du fait que les peuples autochtones en assument durablement la gouvernance et la gestion ;
 - d. encourager les Parties à la Convention sur la diversité biologique à appliquer les décisions de CDB ainsi que les orientations relatives aux meilleures pratiques portant sur l'identification, la reconnaissance, et le respect des ICCA recouverts par des aires protégées, comme moyens de mettre en œuvre les Articles 8(j) et 10(c) de la Convention, d'atteindre les Objectifs d'Aichi pour la diversité biologique 2011-2020, de faire avancer le programme de travail sur les aires protégées, le plan d'action sur l'utilisation coutumière durable de la diversité biologique, et l'orientation de Chennai de 2014 pour l'intégration de la diversité biologique et l'éradication de la pauvreté, entre autres décisions pertinentes de la CDB ;
 - e. encourager les organismes et les donateurs à promouvoir la reconnaissance et le respect des ICCA recouverts par des aires protégées, et de soutenir leurs gardiens en les intégrant dans la Base de données mondiale sur les aires protégées et dans le Registre des ICCA, après avoir obtenu leur accord éclairé et librement consenti ;
 - f. encourager le Rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et les autres mécanismes pertinents de surveillance des droits à tenir compte des ICCA dans leurs travaux, notamment grâce à la promotion des bonnes pratiques qui affirment et garantissent les droits en reconnaissant et respectant de manière appropriée les ICCA recouverts par des aires protégées ;
 - g. présenter chaque année au Conseil de l'UICN des rapports sur les actions mentionnées ci-dessus, tous les deux ans à la CDB et, par l'intermédiaire du rapport annuel de l'UICN, au Forum permanent des Nations Unies sur les questions autochtones.
2. PRIE les Membres de l'UICN, les États non membres, et les autres acteurs responsables d'aires protégées d'élaborer et de mettre en œuvre des lois, réglementations, accords, protocoles, plans, ainsi que des procédures et pratiques administratives démontrant une reconnaissance et un respect appropriés pour les ICCA recouverts par des aires protégées.
3. PRIE ÉGALEMENT les Membres de l'UICN et les Parties à la CDB, en collaboration avec le Secrétariat de la CDB et d'autres acteurs pertinents, d'inclure des informations sur l'application des

meilleures pratiques en matière de reconnaissance et de respects des ICCA recouverts par des aires protégées dans les rapports des Parties à la CDB soumis au Secrétariat de la CDB, notamment dans les rapports nationaux, les rapports intermédiaires sur la réalisation des Objectifs d'Aichi (en particulier l'Objectif 11), les rapports relatifs à la mise en œuvre du Programme de travail sur les aires protégées de la CDB et dans le Global Biodiversity Outlook.

WCC-2016-Res-031-FR

Congrès mondial des parcs 2014 : La Promesse de Sydney

RAPPELANT le Congrès mondial des parcs 2014 organisé à Sydney, Australie, par les Gouvernements de l'Australie et de la Nouvelle-Galles du Sud et par l'UICN ;

RAPPELANT avec gratitude l'accueil des propriétaires traditionnels des terres sur lesquelles s'est réuni le Congrès ;

RECONNAISSANT le rôle constant et la contribution des peuples autochtones et des communautés locales vis-à-vis de la connaissance, de la valorisation, de la protection et de la conservation de la nature ;

RECONNAISSANT aussi les nombreuses contributions importantes faites par la Commission mondiale des aires protégées et d'autres Commissions de l'UICN, Membres de l'UICN, partenaires, donateurs et le Secrétariat, pour contribuer au succès du Congrès mondial des parcs ;

SE FÉLICITANT des résultats fondamentaux du Congrès mondial des parcs : la Vision de la « Promesse de Sydney » et les recommandations connexes ainsi que de l'ampleur et la diversité des solutions et engagements porteurs d'inspiration ;

PRENANT NOTE de la Décision C/85/35 du Conseil de l'UICN de s'approprier la Promesse de Sydney et de suivre et communiquer les progrès concernant des promesses et des engagements spécifiques ; et

NOTANT avec satisfaction l'initiative de la Directrice générale et du Séminaire mondial de Salzbourg en vue d'organiser le premier *Parks for the Planet Forum: Nature, Health and a New Urban Generation* ("Forum des parcs pour la planète : la nature, la santé et une nouvelle génération urbaine"), à Salzbourg, Autriche, en novembre 2015 ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. APPELLE la Directrice générale à faire rapport, chaque année, sur la mise en œuvre des engagements issus de la Promesse de Sydney et à évaluer de quelle manière ils influencent les résultats pour la conservation et intègrent les solutions fondées sur la nature à l'intérieur et à travers les secteurs au bout de cinq puis de dix ans.
2. PRIE INSTAMMENT les Membres de l'UICN de prioriser et intégrer l'ordre du jour innovant et transformateur de la Promesse de Sydney dans les possibilités de développement et d'influence sur les politiques, la génération de la recherche et des connaissances et les programmes, en particulier pour :
 - a. faire participer un public plus large à la conservation connectant l'homme à la nature (c.-à-d. La nature pour tous) et valorisant la nature pour sa santé et son bien-être (c.-à-d. l'approche « Notre santé dépend de la santé des parcs ») ;
 - b. améliorer la gouvernance équitable et la gestion efficace des aires protégées terrestres et marines par des initiatives telles que la Liste verte des aires protégées et conservées ;
 - c. mettre l'accent sur la conservation marine, y compris les aires protégées à l'intérieur et à l'extérieur de la juridiction nationale, et agir contre les menaces urgentes et le faible niveau de protection des mers et des océans de la planète ; et
 - d. intégrer les aires protégées en tant que solutions naturelles aux problèmes mondiaux tels que le changement climatique et la santé humaine par la mise en œuvre des Objectifs de développement durable.

3. PRIE INSTAMMENT les Membres de l'UICN d'informer la Directrice générale des engagements existants et nouveaux pris pour appliquer la Promesse de Sydney.
4. SE FÉLICITE de la Promesse de Sydney et des engagements pris par les Membres de l'UICN et d'autres organisations en vue d'accélérer la mise en œuvre du Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020 à la Treizième session de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (CDB COP13) qui aura lieu au Mexique en décembre 2016.

WCC-2016-Res-032-FR

Constituer des réseaux représentatifs d'aires protégées dans l'Antarctique et l'océan Austral

RAPPELANT les résolutions et recommandations de Congrès mondiaux de la nature et d'Assemblées générales de l'UICN portant sur l'Antarctique et l'océan Austral : 16/9 *Antarctique (II)* (Madrid, 1984), 18.74 *La Stratégie de conservation de l'Antarctique* (Perth, 1990), 19.96 *L'Antarctique et l'océan Austral* (Buenos Aires, 1994), 19.95 *Meilleure protection des espèces sauvages des écosystèmes insulaires*, 2.54 *L'Antarctique et l'océan Austral* (Amman, 2000), 3.36 *L'Antarctique et l'océan Austral* (Bangkok 2004), 4.034 *L'engagement de l'UICN concernant l'Antarctique et l'océan Austral* (Barcelone, 2008), 4.118 *L'Antarctique et l'océan Austral* (Barcelone, 2008) et 5.66 *L'Antarctique et l'océan Austral* (Jeju, 2012) ;

NOTANT les engagements pris par les chefs d'État et de gouvernement au Sommet mondial du développement durable de 2002 (Johannesburg) pour faciliter la constitution de réseaux représentatifs d'aires marines protégées (AMP), l'Objectif d'Aichi 11 pour la biodiversité, sur la protection terrestre et marine (Nagoya, Japon, 2010), et la recommandation du Programme 2030 pour l'Objectif de développement durable 14, à savoir préserver 10% au moins des zones marines et côtières d'ici à 2020 ;

NOTANT EN OUTRE la recommandation du Congrès mondial des parcs de l'UICN (2014) prônant l'augmentation de la superficie des océans effectivement et équitablement gérée dans des réseaux écologiquement représentatifs et bien connectés d'AMP et autres mesures de conservation efficaces, avec au moins 30% de cette région libre d'activités extractives ;

RECONNAISSANT que l'Objectif d'Aichi 11 pour la biodiversité recommande en outre de gérer efficacement et équitablement les aires conservées, dans le cadre de réseaux écologiquement représentatifs et bien reliés d'aires protégées gérées efficacement et équitablement et d'autres mesures de conservation effectives par zone, et intégrées dans l'ensemble du paysage terrestre et marin ;

SE FÉLICITANT des mesures prises par la Commission pour la conservation de la faune et de la flore marines de l'Antarctique (CCAMLR) en vue de mettre sur pied un réseau représentatif d'AMP dans l'océan Austral et des décisions prises par les Parties consultatives au Traité sur l'Antarctique pour créer des zones spécialement protégées de l'Antarctique (ZSPA) aussi bien en milieu terrestre qu'en milieu marin ;

PRÉOCCUPÉ de constater que des propositions de création d'AMP antarctiques dans la mer de Ross et l'Antarctique oriental attendent toujours d'être approuvées ;

NOTANT que la région au sud du 60^e parallèle est désignée réserve naturelle dédiée à la paix et à la science au titre du Protocole au Traité sur l'Antarctique relatif à la protection de l'environnement mais que la protection des écosystèmes terrestres de l'Antarctique n'est pas encore complète ou représentative et que d'autres efforts devront être déployés pour donner effet à l'engagement des Parties en vertu de l'Annexe V du Protocole ;

NOTANT AUSSI que l'Annexe V du Protocole au Traité sur l'Antarctique relatif à la protection de l'environnement appelle à créer des ZSPA, dans un cadre environnemental et géographique systématisé ;

RECONNAISSANT le rôle primordial du Système du Traité sur l'Antarctique en matière de conservation et de gestion de la région Antarctique ; et

PRÉOCCUPÉ de constater que l'Antarctique et l'océan Austral sont de plus en plus menacés par le changement climatique ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. DEMANDE à la Directrice générale et aux Commissions, lors de l'application du Programme de l'UICN 2017-2020 :

- a. de prendre des mesures pour soutenir les travaux du Système du Traité sur l'Antarctique et de la CCAMLR en vue de remplir l'engagement à faire de l'Antarctique une réserve naturelle dédiée à la paix et à la science et pour que l'UICN soutienne les propositions de création d'aires marines protégées écologiquement représentatives dans l'océan Austral comme proposé par la Coalition sur l'Antarctique et l'océan Austral ;
- b. de renforcer la participation de l'UICN aux réunions du Traité sur l'Antarctique et de la CCAMLR, ainsi que des conventions et protocoles connexes, y compris le Protocole de Madrid de 1998 (Protocole du Traité sur l'Antarctique relatif à la protection de l'environnement) ; et
- c. d'inclure l'Antarctique dans les politiques et priorités pour les régions polaires et de mobiliser des ressources adéquates pour ces travaux.

2. PRIE INSTAMMENT la CCAMLR d'inscrire et de gérer efficacement, dans l'océan Austral, en s'appuyant sur les données scientifiques disponibles, des AMP écologiquement représentatives, également conçues pour renforcer la résilience des écosystèmes marins de l'Antarctique au changement climatique, et d'approuver, cette année, les propositions actuelles de création d'AMP dans la mer de Ross et l'Antarctique oriental.

3. PRIE INSTAMMENT toutes les Parties au Protocole relatif à la protection de l'environnement de prendre les mesures nécessaires pour désigner une série de ZSPA représentant toutes les régions biogéographiques et contribuant à préserver les valeurs de nature sauvage uniques de l'Antarctique.

L'État Membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis se sont abstenus lors du vote de cette motion pour les raisons données dans la déclaration générale des États-Unis sur le processus des résolutions de l'UICN.

WCC-2016-Res-033-FR

Reconnaître l'importance culturelle et spirituelle de la nature dans les aires protégées et conservées

RECONNAISSANT que les approches efficaces et équitables de la conception, de la gouvernance et de la gestion des aires protégées ou conservées doivent être enracinées non seulement dans la science mais aussi dans la culture, la religion, une vision du monde et des pratiques coutumières coexistantes relatives à la nature ;

RECONNAISSANT EN OUTRE qu'à l'échelon mondial, les aires protégées désignées par les gouvernements recouvrent des aires et territoires du patrimoine autochtone et communautaire (APAC) et des sites naturels sacrés et ont une importance culturelle et spirituelle particulière pour les communautés qui vivent dans ces sites ou à proximité ;

SE FÉLICITANT du fait que l'UICN ait affirmé les droits des peuples autochtones et des communautés locales à inscrire la culture et la religion dans les aires protégées et qu'elle reconnaisse les responsabilités et les devoirs des gardiens des sites ;

RAPPELANT la Résolution 4.038 *Reconnaissance et conservation des sites naturels sacrés à l'intérieur des aires protégées* (Barcelone, 2008), qui prie instamment les administrateurs et organes responsables des aires protégées de reconnaître les valeurs culturelles et spirituelles des sites naturels sacrés dans ces aires protégées, ainsi que la Recommandation 4.127 *Les droits des populations autochtones en matière de gestion des aires protégées situées intégralement ou partiellement sur leur territoire* (Barcelone, 2008), qui prône la gouvernance des territoires autochtones pour la conservation ;

RAPPELANT EN OUTRE la Résolution 5.099 *Politique de l'UICN sur la conservation et les droits humains pour un développement durable* (Jeju, 2012) et la Recommandation 5.147 *Sites naturels sacrés – Soutenir les protocoles traditionnels et le droit coutumier face aux menaces et défis mondiaux* (Jeju, 2012), qui encouragent le recours aux protocoles culturels et au droit coutumier pour les sites naturels sacrés comme des moyens valables et culturellement efficaces d'assurer la gestion et la gouvernance des aires protégées et conservées ;

RAPPELANT la Recommandation V.13 du Congrès mondial sur les parcs de l'UICN de 2003 (Durban) « de promouvoir et d'adopter des lois et politiques qui favorisent les valeurs et les approches pluriculturelles des réseaux d'aires protégées » et « de veiller, dans le cadre des réseaux d'aires protégées, des désignations d'aires protégées, de l'établissement des objectifs, des plans de gestion, du zonage et de la formation des gestionnaires [...] à préserver l'équilibre entre toutes les valeurs matérielles, culturelles et spirituelles » ; et

NOTANT que les rapports des Courants 6 et 7 du Congrès mondial des parcs de l'UICN (Sydney, 2014) comprennent 20 recommandations visant à renforcer la diversité, la qualité et la vitalité de la gouvernance, y compris sa dévolution aux organes de gouvernance locaux et culturels, et 14 recommandations sur le respect des connaissances et de la culture autochtone et traditionnelle ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. DEMANDE à la Directrice générale, à la Commission mondiale des aires protégées (CMAP) et à la Commission des politiques environnementales, économiques et sociales (CPEES), dans le cadre du Thème conjoint CMAP/CPEES sur les peuples autochtones, les communautés locales, l'équité et les aires protégées (TILCEPA) et aux partenaires concernés :

a. d'élaborer et de diffuser des lignes directrices sur les meilleures pratiques et des modules de formation pour les acteurs qui conçoivent, dirigent et gèrent les aires protégées et conservées, concernant la reconnaissance et l'intégration de l'importance culturelle et spirituelle de la nature ; et

b. d'encourager les institutions, les autorités responsables des aires protégées et les États à promouvoir la reconnaissance et l'intégration de l'importance culturelle et spirituelle de la nature dans la gouvernance et la gestion des aires protégées et conservées.

2. APPELLE les Membres de l'UICN et autres acteurs :

a. à promouvoir et appliquer des orientations et une formation pour les administrateurs des aires protégées et conservées afin de renforcer les capacités et d'améliorer la reconnaissance du rôle de l'importance culturelle et spirituelle de la nature dans la conception, la gouvernance et la gestion des aires protégées et conservées ; et

b. à promouvoir et adopter des politiques et stratégies qui i) encouragent les approches et valeurs multiculturelles des aires protégées et conservées ; ii) encouragent une participation pleine et entière et le consentement des peuples autochtones, des communautés locales, des gardiens de site, des groupes confessionnels et du public ; et iii) soulignent les approches de la conservation basées sur les droits.

WCC-2016-Res-034-FR

Respect des normes relatives aux aires protégées dans le Cœur sauvage de l'Europe

SALUANT l'appel lancé au titre de l'Objectif de développement durable (ODD) 15 invitant les États à protéger, restaurer et promouvoir l'utilisation durable des écosystèmes, à gérer durablement les forêts et à préserver la biodiversité ;

RECONNAISSANT que l'ODD 15 souscrit à l'objectif premier des Aires protégées de catégorie II de l'UICN tel que défini dans les lignes directrices approuvées dans la Résolution 5.040 *Adoption et application uniforme des lignes directrices pour la gestion des aires protégées* (Jeju, 2012) visant à protéger la biodiversité ainsi que sa structure écologique fondamentale et ses processus environnementaux ;

PRÉOCCUPÉ de constater que les lignes directrices ne sont pas appliquées de manière uniforme dans la plus grande zone forestière naturelle d'Europe centrale, qui englobe les Parcs nationaux de la Šumava et de la Bayerischer Wald, aux frontières de la République tchèque et de la République fédérale d'Allemagne, ainsi que l'aire protégée de Böhmerwald-Mühltäler, en République d'Autriche ;

CONSCIENT que les Parcs nationaux de la Šumava et de la Bayerischer Wald ont été déclarés Parcs transfrontaliers par la Fédération EUROPARC, une décision fondée en partie sur l'engagement mutuel des États à collaborer à la réalisation des objectifs relatifs aux Aires protégées de catégorie II de l'UICN ;

INQUIET de constater que le Parc national de la Šumava n'a pas appliqué les recommandations de la Commission mondiale des aires protégées (CMAP) visant à accélérer la transition vers un régime de gestion reposant sur l'absence d'intervention dans la plus grande partie du parc, une zone naturelle d'une superficie trop petite pour être compatible avec sa classification dans la catégorie II ;

CONSCIENT de la nécessité de coopérer au niveau international en faveur de la conservation des populations transfrontalières et migratrices du Parc national de la Šumava, du Parc national de la Bayerischer Wald et de l'aire protégée de Böhmerwald-Mühltäler, mais aussi de la préservation des régions sauvages qui, en tant que relais migratoires, permettent une adaptation au changement climatique conformément à l'ODD 13 ; et

TENANT COMPTE de l'article IV de la Convention sur les espèces migratrices, qui encourage les Parties à conclure des accords bénéficiant à toutes les populations d'espèces migratrices, parallèlement à la réalisation des objectifs relatifs aux Aires protégées de Catégorie II de l'UICN, afin de contribuer à la protection d'espèces à distribution étendue, de processus écologiques régionaux et de voies de migration.

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. DEMANDE à la Directrice générale de l'UICN, à la CMAP et aux Membres de la région de s'entretenir avec les responsables du Parc national de la Šumava et du Parc national de la Bayerischer Wald réunis en tant que Parcs transfrontaliers afin de vérifier qu'ils ont bien connaissance des termes de la présente Résolution et de leur fournir des orientations précises sur l'application uniforme des Lignes directrices pour les catégories de gestion des aires protégées de l'UICN.

2. FÉLICITE la République tchèque et la Bavière pour leur détermination à gérer le Parc national de la Šumava et le Parc national de la Bayerischer Wald conformément aux dispositions relatives aux aires protégées de catégorie II de l'UICN.

3. APPROUVE la Résolution 22 adoptée par le 10^e Congrès mondial sur les milieux sauvages (Salamanque, 2013) qui insiste sur l'importance à l'échelle internationale de la conservation du milieu sauvage du Parc national de la Šumava et appelle à la mise en œuvre des recommandations de la CMAP relatives à sa gestion.

4. AFFIRME que, pour répondre aux critères de la catégorie II, la République tchèque est tenue, à tout le moins, de mettre en œuvre les recommandations antérieures de la CMAP en :

a. portant immédiatement la zone de gestion fondée sur une absence d'intervention à 30% de la superficie du Parc national ; et

b. dressant un calendrier contraignant en vue d'un nouvel élargissement de cette zone qui passerait, d'ici à 2030, à 50% au moins de la superficie du Parc national, dans le strict respect des recommandations scientifiques.

L'État Membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis se sont abstenus lors du vote de cette motion pour les raisons données dans la déclaration générale des États-Unis sur le processus des résolutions de l'UICN.

WCC-2016-Res-035-FR
Coopération et aires protégées transfrontalières

NOTANT que de nombreuses zones à riche biodiversité sont à cheval sur des frontières internationales et que les initiatives de conservation transfrontalière se développent depuis quelques années ;

RECONNAISSANT que la coopération transfrontalière pour atteindre des objectifs de conservation par-delà les frontières nationales peut permettre la réalisation d'autres objectifs, notamment l'amélioration des résultats de la conservation de la nature, la viabilité écologique, une capacité accrue à lutter contre le changement climatique, le développement socio-économique durable et la promotion de la paix ;

RECONNAISSANT PAR AILLEURS que des cadres de coopération soutenus par des processus de conservation transfrontalière peuvent être utilisés comme plateforme pour la consolidation de la paix et la collaboration internationale en période d'instabilité politique et de changement climatique, en impliquant les communautés locales, les populations autochtones, le personnel des aires protégées, les responsables de la conservation, la société civile et les scientifiques ;

SOULIGNANT le rôle fondamental des aires protégées dans l'offre de services écosystémiques pour le développement d'activités économiques, et l'importance d'accroître leur portée, leur connectivité (y compris par-delà les frontières nationales), leur représentation écologique et l'efficacité de leur gestion afin de garantir l'offre continue et la pérennité de ces services ;

NOTANT que la pertinence des aires de conservation transfrontalière dépend du soutien public des citoyens des pays chargés de leur protection et de leur gestion, et que cette pertinence doit être encouragée par une liaison continue avec les citoyens par le truchement de visites, d'opérations de communication et de sensibilisation ;

RECONNAISSANT que la résilience institutionnelle des organismes de conservation dans le monde est renforcée par des initiatives, des activités, une collaboration sur des questions d'intérêt commun et une coopération interdépendantes, menées avec un sens de la coresponsabilité, et que cet objectif peut être atteint en travaillant ensemble à l'échelle transfrontalière et continentale ;

NOTANT AVEC INQUIÉTUDE les menaces spécifiques pesant sur les aires de conservation transfrontalière, telles que les conflits armés, les barrières physiques mises en place aux frontières et entravant les déplacements d'espèces sauvages, l'incompatibilité de certaines mesures visant à résoudre des problèmes communs ou les incohérences des législations nationales ;

CONVAINCU que la conservation des aires de conservation transfrontalière passe par la coopération entre gouvernements mais aussi entre autorités locales et au sein des communautés autochtones ;

RAPPELANT le travail réalisé par le Groupe de spécialistes sur la conservation transfrontalière de la Commission mondiale des aires protégées (CMAP) depuis sa création ;

RAPPELANT PAR AILLEURS la Résolution 5.043 *Constitution d'un forum à l'intention des gestionnaires d'aires protégées transfrontalières* (Jeju, 2012) et la Recommandation 5.152 *Agrandir et connecter les aires protégées transfrontalières du corridor écologique d'Asie du Nord-Est* (Jeju, 2012) ;

RAPPELANT ÉGALEMENT les recommandations du V^e Congrès mondial des parcs de l'UICN (Durban, 2003) et notamment la recommandation V.15 *Paix, conflits et aires protégées* ainsi que, dans le cadre de « La promesse de Sydney », la recommandation 18 relevant du Courant 6 intitulé *Renforcer la diversité et la qualité de la gouvernance* (Congrès mondial des parcs de l'UICN, Sydney, 2014) ;

CONSCIENT que l'UICN est capable d'encourager la coopération internationale en utilisant son rôle de rassembleur et ses réseaux de connaissances scientifiques, afin de réaliser une conservation et un développement durable plus efficaces dans les aires de conservation transfrontalière ; et

DÉSIREUX de renforcer la contribution de l'UICN au développement de la conservation transfrontalière en favorisant l'étude et la diffusion des données et d'informations relatives à toutes les disciplines pertinentes en lien avec les aires de conservation transfrontalière, de même que la réflexion prospective ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawai'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. DEMANDE à la Directrice générale de travailler en étroite coopération avec toutes les Commissions, notamment la Commission mondiale des aires protégées (CMAP), ainsi que les Membres et partenaires de l'UICN, afin de :
 - a. soutenir les initiatives de conservation transfrontalière, par le biais de programmes thématiques et régionaux, en mettant l'accent sur le renforcement des capacités ;
 - b. favoriser la recherche, partager des connaissances et élaborer des outils afin d'adopter, de développer, de mesurer et d'évaluer les politiques, les stratégies, la communication et les mesures destinées à encourager la coopération transfrontalière en matière de gestion des aires protégées transfrontalières et à permettre une évaluation normalisée de l'efficacité de ces aires ; et de
 - c. faciliter la création d'une plateforme mondiale pour la conservation transfrontalière, en collaboration avec les Membres et partenaires de l'UICN et avec l'appui consultatif du Groupe de spécialistes sur la conservation transfrontalière de la CMAP, afin de promouvoir la conservation transfrontalière dans le monde.
2. APPELLE le Centre de suivi de la conservation mondiale du Programme des Nations Unies pour l'environnement (CSCM-PNUE) à réaliser et tenir à jour un inventaire mondial exhaustif des zones de conservation transfrontalières, au sein de la Base de données mondiale sur les aires protégées.
3. CHARGE la Commission mondiale du droit de l'environnement (CMDE), en lien avec le Groupe de spécialistes sur la conservation transfrontalière de la CMAP, de mettre un place un centre de documentation juridique sur les aires de conservation transfrontalière.
4. APPELLE l'UICN et ses Membres à souscrire au n° 23 des Lignes directrices de la CMAP sur les meilleures pratiques pour les aires protégées consacré à la conservation transfrontalière et à continuer de soutenir le Groupe de spécialistes sur la conservation transfrontalière de la CMAP afin de réunir et d'intégrer les expériences dans des documents généraux dans le but d'étayer les décisions publiques et privées en lien avec la gouvernance et la gestion des aires de conservation transfrontalière dans le monde.
5. PRIE INSTAMMENT les gouvernements et toutes les composantes de l'UICN à encourager la coopération transfrontalière en matière de gestion des aires de conservation transfrontalière à l'échelle bilatérale et multilatérale, et à prendre des mesures supplémentaires et à coordonner l'élaboration et la mise en œuvre de plans de gestion visant à assurer la pérennité des processus naturels par delà les frontières internationales.
6. ENCOURAGE le renforcement des mécanismes de coopération transfrontalière existants, notamment les paysages et les cours d'eau transfrontaliers, les réserves de biosphère transfrontalières, les sites Ramsar et les sites du Patrimoine mondial, et le développement de

nouveaux mécanismes, conformément au n° 23 des Lignes directrices de la CMAP, y compris les Parcs Éco-paix et les zones de conservation des migrations transfrontalières.

7. ENCOURAGE ENFIN la coopération et l'échange de connaissances et de meilleures pratiques entre scientifiques, responsables d'aires protégées, société civile et autres parties intéressées à l'échelle pertinente.

WCC-2016-Res-036-FR

Appuyer les aires protégées à gouvernance privée

SALUANT le travail remarquable et le rapport publié dans le cadre du projet « Futures of Privately Protected Areas » et la notion d'« aire protégée à gouvernance privée » qu'il propose, à savoir « une aire protégée placée sous gouvernance privée, conformément à la définition de l'UICN, c'est-à-dire gérée par des individus ou des groupes d'individus, des organisations non gouvernementales, des sociétés – qu'il s'agisse d'entreprises commerciales établies ou d'entreprises créées par des groupes de propriétaires privés dans le but de gérer des groupes d'aires protégées à gouvernance privée –, des propriétaires ayant un but lucratif, des établissements de recherche (p. ex. des universités ou des stations de recherche sur le terrain) ou des institutions religieuses » ;

RAPPELANT les objectifs de la Convention sur la diversité biologique (CDB) relative à l'importance de conserver la biodiversité et de favoriser son utilisation durable ;

CONSCIENT de la nécessité de promouvoir une gestion et une conservation adaptées des ressources naturelles, de la biodiversité et du patrimoine naturel sur des terres privées détenues aussi bien de manière individuelle que collective ;

CONSIDÉRANT que les systèmes d'aires protégées devraient comprendre tous les espaces de conservation d'un pays, y compris différentes juridictions (nationales, provinciales, régionales ou locales) et différents types de gouvernance (publique, communautaire, privée ou mixte) ;

CONSCIENT de l'importance des aires privées conservées à titre volontaire sur le long terme, de leur augmentation au cours des dernières décennies et de leur complémentarité vis-à-vis des aires à gestion publique ou communautaire, du fait qu'elles favorisent la connectivité grâce à la création de couloirs de conservation entre elles et du fait que, souvent, elles constituent en elles-mêmes des aires stratégiques ;

CONSCIENT ÉGALEMENT de l'importance de la conservation à titre volontaire de la biodiversité et du patrimoine naturel que renferment les terres privées comme forme de motivation et de reconnaissance des efforts privés de conservation déployés au niveau individuel et/ou communautaire ;

RECONNAISSANT PAR AILLEURS que les propriétaires et utilisateurs de terres privées peuvent aussi protéger leur bien à des fins philanthropiques, scientifiques, économiques ou de loisirs ;

CONSCIENT que l'État assume la responsabilité première et incessible de gérer, mettre en place, développer et doter des ressources nécessaires les systèmes d'aires protégées de chaque pays, conformément à la législation nationale de certains pays et aux engagements contraignants pris par les États Parties à la CDB ;

SOULIGNANT le rôle des propriétaires et exploitants fonciers, des ONG et des responsables du secteur privé dans la création, la mise en place et la gestion d'aires protégées à gouvernance privée, ce qui enrichit les politiques nationales et locales de conservation de la biodiversité et du patrimoine naturel, encourage la participation de la société civile et le dialogue avec le secteur public ;

CONSCIENT de l'utilité des réseaux d'aires protégées à gouvernance privée existant à l'échelle mondiale, nationale et régionale ainsi que de celle d'autres mesures de conservation prises à titre volontaire et de leur intérêt pour la conservation de la biodiversité ;

CONSTATANT que dans certains pays, les aires protégées à gouvernance privée ne constituent pas au titre de la législation en vigueur une catégorie de conservation à part et qu'elles ne font pas non plus partie de systèmes officiels d'aires protégées aux niveaux national, provincial, régional ou local qui, le plus souvent, ne comprennent que les aires protégées à gouvernance publique ou, plus rarement, communautaire ; et

CONSCIENT du fait que certains États reconnaissent explicitement un droit d'initiative en faveur de la désignation de propriétés privées en tant qu'aires protégées tandis que d'autres ne mentionnent pas cette possibilité mais l'autorisent de manière implicite ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawai'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. EXHORTE la Directrice générale, les Membres et les Commissions de l'UICN à favoriser et appuyer la conservation à titre volontaire, sur le long terme, de terres privées ou communautaires, notamment d'aires protégées à gouvernance privée, et l'intérêt qu'elles présentent pour la conservation de la biodiversité et de la diversité et du patrimoine naturels sous toutes leurs formes, ainsi qu'en matière de rétablissement, de connectivité et/ou de restauration de fonctions écosystémiques indispensables à l'humanité.

2. DEMANDE ÉGALEMENT à la Directrice générale et aux Commissions de l'UICN :

a. d'intervenir auprès des gouvernements nationaux, avec l'appui des Membres de l'UICN et de leurs Comités nationaux respectifs, lorsqu'ils existent, afin d'encourager l'élaboration de législations et de mécanismes globaux d'intégration des aires protégées à gouvernance privée dans les systèmes d'aires protégées nationaux et locaux ;

b. de leur fournir des orientations sur les mesures d'incitation et sur d'autres formes de soutien en faveur de la conservation de terres privées et d'aires marines à gouvernance privée ;

c. de soutenir les pays s'agissant de la mise en place de mesures de conservation sur des terres privées susceptibles de contribuer à la mise en œuvre des dispositions prévues au titre de conventions sur l'environnement pertinentes au niveau mondial et régional telles que la CDB, la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification (CNULD), la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (CMS), la Convention de Ramsar et d'autres ;

d. d'élaborer de nouvelles lignes directrices sur les meilleures pratiques en matière de création et la gestion d'aires protégées à gouvernance privée, en s'appuyant sur les travaux et l'expérience d'organisations et de réseaux nationaux, régionaux, et mondiaux ; et

e. d'approfondir les recherches sur l'étendue, la configuration et l'utilité de la conservation à titre volontaire de terres privées, notamment d'aires protégées à gouvernance privée, notamment en ce qui concerne :

i. les sous-types d'aires protégées par des sociétés, des institutions religieuses et des universités, au sujet desquelles on dispose de moins d'informations par rapport à d'autres sous-types ;

ii. des méthodes économiques d'évaluation de l'efficacité de ces aires en matière de conservation de la biodiversité, du patrimoine naturel et des services écosystémiques ;

iii. leur intégration concrète dans les stratégies de conservation et les systèmes d'aires protégées nationaux ; et

iv. la panoplie d'outils juridiques et stratégiques susceptible d'être utilisée pour soutenir la gestion active d'aires privées aux fins du renforcement de la connectivité au sein de systèmes d'aires protégées.

3. PRIE INSTAMMENT la Commission mondiale des aires protégées (CMAP) :

a. d'envisager de fournir des conseils à des organisations désireuses d'obtenir le statut d'aire protégée à gouvernance privée ; et

b. en s'appuyant sur les travaux du projet « Futures of Privately Protected Areas », de continuer à travailler, en collaboration avec les Membres de l'UICN et les autres composantes de l'UICN, à l'élaboration de cadres et d'orientations sur la conservation à titre volontaire de terres privées, lesquelles fourniront des approches globales et fédératrices pour l'UICN tout en prévoyant suffisamment de souplesse.

4. APPELLE les Membres de l'UICN à mentionner les aires protégées à gouvernance privée répondant aux critères de l'UICN relatifs aux aires protégées dans leurs rapports sur l'étendue des aires protégées et à communiquer d'autres renseignements connexes, notamment à la Base de données mondiale sur les aires protégées et à la CDB, en collaboration et en accord avec les propriétaires de ces aires.

5. ENCOURAGE les États Membres de l'UICN à :

a. adopter des politiques qui reconnaissent, encouragent et assurent le suivi des aires protégées à gouvernance privée en tant que contribution essentielle à la réalisation des objectifs de conservation fixés aux niveaux national et international, et à mettre en place des mécanismes permettant d'intégrer les aires protégées à gouvernance privée dans les systèmes d'aires protégées aux niveaux national, provincial, régional ou local ;

b. créer ou favoriser l'adoption de mesures d'incitation juridique et financière, y compris, le cas échéant, au moyen de réformes législatives, visant à assurer l'entretien et le renforcement des aires protégées à gouvernance privée, notamment dans des pays où s'appliquent des restrictions et/ou où existe une ambiguïté au niveau de la législation nationale ; et

c. travailler en collaboration avec les organisations de la société civile en vue d'inscrire à l'ordre du jour du programme gouvernemental l'importance de la conservation volontaire de terres privées, en se fondant sur le principe de subsidiarité du secteur privé et non gouvernemental s'agissant des politiques nationales de conservation.

6. DEMANDE au Centre mondial de surveillance continue de la conservation de la nature du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE-WCMC) d'encourager les gouvernements et d'autres fournisseurs de données à faire figurer des informations sur les aires protégées à gouvernance privée dans la Base de données mondiale sur les aires protégées.

WCC-2016-Res-037-FR

Harmoniser la gestion intégrée des sites Ramsar, des sites du patrimoine mondial, des réserves de biosphère et des géoparcs mondiaux de l'UNESCO qui se chevauchent

RAPPELANT la Résolution 5.052 *Création d'un système de gestion intégrée pour les aires placées sous la protection de l'UNESCO* (Jeju, 2012) ;

CONSTATANT que plus de 260 aires protégées faisant l'objet d'une désignation internationale au titre de la Convention de Ramsar relative aux zones humides, de la Convention du patrimoine mondial de l'UNESCO (sites naturels, biens mixtes et paysages culturels), du Réseau mondial de réserves de biosphère du Programme sur l'homme et la biosphère de l'UNESCO (MAB), ainsi que des géoparcs mondiaux de l'UNESCO dans le cadre du Programme international pour les géosciences et les géoparcs (PIGG), présentent un chevauchement spatial complet ou partiel ;

PRÉOCCUPÉ de constater que des lignes directrices distinctes relatives à la gestion, des cycles et des périodicités élaborées et suivies par différentes autorités pour l'évaluation régulière des aires protégées au titre de la Convention de Ramsar et de l'UNESCO empêchent d'établir un régime de gestion global pour les sites faisant l'objet de multiples désignations internationales ;

SOULIGNANT que la gestion intégrée est un volet important de la mission de l'UICN ;

SOULIGNANT EN OUTRE que l'objectif principal des sites Ramsar est la conservation et l'utilisation rationnelle des zones humides et de leurs ressources, que l'objectif de la Convention du patrimoine mondial est la conservation des sites naturels, culturels, mixtes et des paysages culturels d'une valeur universelle exceptionnelle pour les générations futures, que l'objectif des réserves de biosphère est la conservation de la diversité biologique compatible avec le développement durable et fondée sur des données scientifiques fiables, et que l'objectif du réseau mondial de géoparcs de l'UNESCO est la conservation du patrimoine géologique d'importance internationale grâce au soutien des communautés locales et à l'éducation ; et

CONVAINCU qu'un système de gestion harmonisé pour les sites inscrits à la fois sur la Liste de Ramsar et sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO est essentiel pour les sites inscrits auprès de multiples conventions ou programmes internationaux (nommés ici sites à désignations internationales multiples - SDIM), et pour procurer des avantages aux visiteurs et aux communautés locales, et que cette approche de la gestion est conforme au concept fondamental de l'UICN et contribue à l'utilisation durable des écosystèmes ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. SE FÉLICITE de la parution prochaine de la publication de l'UICN intitulée « Managing MIDAs - Harmonising the Management of Multi-Internationally Designated Areas: Ramsar Sites, World Heritage Sites, Biosphere Reserves and Global Geoparks » (dénommé ci-après 'Orientations de l'UICN'), qui renseigne sur les similitudes et les spécificités des sites désignés au titre de Ramsar et de l'UNESCO, ainsi que sur les avantages et les défis des SDIM, et sur les synergies que ces désignations multiples peuvent offrir.
2. INVITE la Directrice générale à faciliter la création d'un programme d'éducation et de formation en collaboration avec la Convention de Ramsar relative aux zones humides et l'UNESCO afin de diffuser et d'appliquer les Orientations de l'UICN.
3. INVITE EN OUTRE les Membres de l'UICN et les quatre organismes internationaux de désignation à envisager la mise en œuvre des recommandations découlant des Orientations de l'UICN.

4. DEMANDE qu'un appui, notamment financier et technique, soit recherché auprès des membres de l'UICN et des bailleurs de fonds afin de faciliter la mise en œuvre de systèmes de gestion harmonisés pour les SDIM.
5. ENCOURAGE les autorités nationales chargées des SDIM à améliorer la coordination et l'échange d'informations entre elles et à harmoniser les politiques de conservation relatives à ces sites, si nécessaire.
6. ENCOURAGE ENFIN les gestionnaires de sites à mettre à jour les plans de gestion existants pour les SDIM, afin de satisfaire aux exigences et à la présentation de rapports des conventions et programmes respectifs, notamment pour garantir une visibilité harmonisée pour toutes les désignations de sites, et à interagir avec les collectivités locales afin qu'elles soient pleinement conscientes de la valeur ajoutée des SDIM.

WCC-2016-Res-038-FR

Créer un groupe de travail de l'UICN et de la Commission mondiale des aires protégées (CMAP) sur un réseau d'amis des aires protégées

RECONNAISSANT que la biodiversité joue un rôle vital pour la survie des êtres humains mais que selon l'Indice Planète Vivante du WWF 2015, depuis 40 ans, la population mondiale de vertébrés terrestres a diminué de près de 50% et que l'indice pour les écosystèmes d'eau douce a décliné de 76% et pourtant que la gravité et l'urgence de cette crise ne sont pas reconnues ou que le monde n'a pas été alerté ;

RECONNAISSANT AUSSI que les aires protégées jouent un rôle d'importance critique pour la conservation de la biodiversité et de la géodiversité mais qu'avec l'urbanisation et le développement industriel et agricole, les écosystèmes naturels sont continuellement détruits et dégradés ;

RECONNAISSANT EN OUTRE que lorsque les écosystèmes, et en particulier les populations d'espèces sauvages auront décliné jusqu'à un point – ladite « limite inférieure de l'éco-sécurité » – où la nature ne sera plus capable de fournir des fonctions écologiques suffisantes et où les êtres humains ne pourront plus survivre et se développer sur Terre ;

RAPPELANT que la plupart des aires protégées ont une grande valeur géologique et que la Résolution 5.048, *Valoriser et conserver le patrimoine géologique par le biais du Programme de l'UICN 2013-2016* (Jeu, 2012), déclarait que la géodiversité est importante en tant que facteur naturel sous-tendant la diversité biologique, culturelle et paysagère et paramètre majeur qu'il convient de prendre en considération pour la conservation, l'évaluation et la gestion des aires protégées, et que le patrimoine géologique est une partie intégrante et inséparable du patrimoine naturel, dont les valeurs culturelles, esthétiques, paysagères, économiques et intrinsèques doivent être préservées et transmises aux générations futures ;

RAPPELANT AUSSI l'Objectif 11 d'Aichi pour la biodiversité selon lequel la couverture d'aires protégées devrait atteindre 17% de la superficie terrestre et 10% de la superficie marine d'ici à 2020 mais que même pour les aires actuellement protégées, le développement non contrôlé exerce des menaces graves, notamment avec l'utilisation de produits chimiques agricoles nocifs, l'introduction de monocultures et d'espèces exotiques ayant une forte valeur économique, la perturbation par un tourisme excessif (qui a des effets négatifs sur la survie d'espèces en danger), la chasse illégale, l'assèchement des terres, le développement de routes et de barrages qui détruisent rapidement les dernières aires protégées ;

ÉVOQUANT des exemples de succès au plan international tels que la certification Rainforest Alliance (RA) qui est largement adoptée et Bird Friendly Certification Criteria élaboré par des écologistes du Smithsonian Migratory Bird Center, le commerce équitable et les certifications de produits marins ainsi que les certifications d'huile de palme qui jouent un rôle important dans la conservation de la biodiversité ;

PRENANT NOTE du succès du Protected Area Friendly System (PAFS) (Réseau d'amis des aires protégées), en Chine, depuis deux ans ;

SACHANT qu'en 2015, le PAFS a mené des travaux dans 15 aires protégées couvrant plus de 40 000 km², dans lesquelles plus de 2600 membres ont conduit plus de 10 000 km de patrouille, éliminé près de 7000 collets destinés aux animaux sauvages, réduit l'utilisation de produits chimiques agricoles de plus de 18 000 kg et produit 15 articles respectueux des aires protégées, notamment du riz, du blé, des légumes sauvages, des noix, du miel, des moutons, du thé, etc., et entrepris des activités d'éducation à la conservation qui ont touché plus de 30 000 personnes ; et

NOTANT qu'il importe que la population adopte des modes de vie respectueux des aires protégées, dans le monde entier ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawai'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

DEMANDE à la Commission mondiale des aires protégées (CMA) d'envisager de créer un groupe de travail sur un « Réseau d'amis des aires protégées » pour :

- a. coordonner la coopération internationale sur la recherche théorique sur les PAFS ainsi que la pratique, des activités de promotion et de démonstration dans un contexte mondial ;
- b. promouvoir et faciliter la création de liens internationaux interindustries et interprofessions entre des organisations, individus et ressources pour approfondir la coopération et le partage de l'information ;
- c. lancer, promouvoir et soutenir activement des modes de vie durables, respectueux des aires protégées ; et
- d. restaurer et améliorer la capacité, pour l'homme et la nature, de vivre en harmonie l'un avec l'autre et de préserver effectivement et d'agrandir les aires protégées dans le monde entier.

L'État Membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis se sont abstenus lors du vote de cette motion pour les raisons données dans la déclaration générale des États-Unis sur le processus des résolutions de l'UICN.

WCC-2016-Res-039-FR

Les aires protégées: une solution naturelle au changement climatique

RECONNAISSANT que les aires protégées et autres mesures de conservation efficaces fondées sur les sites (aires conservées) jouent un rôle d'importance critique dans la lutte contre le changement climatique, qu'il s'agisse de l'atténuation par piégeage et stockage du carbone dans la végétation terrestre et marine, les sols et la tourbe ou de la fourniture de services écosystémiques pour l'adaptation au changement climatique en cours et prévu, sous forme de sécurité alimentaire et de l'eau, de moyens d'existence, de prévention des risques de catastrophe et d'apport de matériel génétique pour l'agriculture et l'élevage et de nouveaux médicaments ;

NOTANT que l'UICN et sa Commission mondiale des aires protégées ont joué un rôle de chef de file en déterminant ces avantages et attirant l'attention sur eux, y compris en copubliant le premier rapport mondial sur la place des aires protégées dans la lutte contre le changement climatique, en 2009 et en encourageant la création d'un Groupe de spécialistes du changement climatique et des aires protégées, en 2015 ;

CONSIDÉRANT que beaucoup d'États membres de l'UICN sont déjà en train d'inscrire les aires protégées dans leurs stratégies d'adaptation au climat ;

SACHANT qu'en 2012, le Canada, le Mexique et les États-Unis ont publié ensemble un document-cadre intitulé « Les aires protégées : une solution naturelle aux changements climatiques » et que de nouveaux acteurs tels que le WWF et d'autres partenaires d'Amérique latine se joignent à cette initiative ;

SACHANT AUSSI qu'en août 2015, les autorités compétentes de 18 pays d'Amérique latine ont signé la Déclaration sur les aires protégées et le changement climatique lors de la réunion du Conseil de REDPARQUES, le réseau latino-américain de coopération technique en parcs nationaux, autres zones protégées, faune et flore sauvages ; et

NOTANT que ce message a été réitéré à la 21^e session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, à Paris, en décembre 2015, faisant directement entrer les aires protégées, pour la première fois, dans les négociations sur la lutte contre le changement climatique ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawai'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. AFFIRME le rôle des aires protégées et des aires conservées en tant qu'outils naturels pour lutter contre les effets négatifs du changement climatique, dans le cadre de stratégies d'atténuation et d'adaptation.
2. PREND NOTE d'éléments clés de la déclaration de REDPARQUES, y compris l'appel à la communauté internationale à : « Reconnaître les efforts nationaux et régionaux des pays dans l'amélioration de la contribution des zones protégées et autres moyens de conservation efficaces aux stratégies nationales de lutte contre les effets nocifs du changement climatique et atteindre les objectifs fixés ; accroître l'attention portée aux zones protégées et autres moyens de conservation efficaces en tant que réponse adéquate face aux effets du changement climatique ; répondre à la nécessité d'une meilleure assistance scientifique, technique, technologique et financière, entre autres, afin d'approcher une gestion plus efficace des zones protégées ... en fonction des critères du changement climatique ... ».
3. DEMANDE à la Directrice générale de l'UICN de travailler en collaboration étroite avec toutes les Commissions de l'UICN, les Membres, les programmes thématiques mondiaux et les partenaires afin de mettre en pratique les recommandations de la « Promesse de Sydney » relatives au changement climatique.

4. PRIE INSTAMMENT les États membres d'envisager de déclarer publiquement l'importance des aires protégées comme outils d'atténuation du changement climatique et d'adaptation à ce changement, conformément à la déclaration de REDPARQUES.
5. PRIE AUSSI INSTAMMENT les États membres d'intégrer des mesures appropriées dans leurs plans d'action nationaux soumis au titre du Programme de travail sur les aires protégées de la Convention sur la diversité biologique.
6. APPELLE tous les États membres et autres acteurs à intégrer les réseaux d'aires protégées dans les stratégies d'adaptation au changement climatique tout en faisant en sorte que la gestion des aires protégées reste conforme à la définition UICN d'une aire protégée.

WCC-2016-Res-040-FR

Soutien à la Restauration des paysages forestiers (RPF) en Afrique

RECONNAISSANT que l'UICN a joué un rôle central dans le développement et la promotion de la Restauration des paysages forestiers (RPF) en Afrique et au-delà, notamment en adoptant un rôle de chef de file pour le Défi de Bonn et la restauration de 150 millions d'hectares de terres déboisées et dégradées avant 2020 ;

RECONNAISSANT AUSSI que si l'Afrique n'a que peu contribué au changement climatique mondial, les Africains seront parmi les peuples les plus touchés et que la population africaine aura presque doublé d'ici à 2050, ce qui fera augmenter la demande de ressources déjà rares en sols, cultures et eau ;

SACHANT que la RPF peut accroître la fertilité des sols et la sécurité alimentaire, améliorer les ressources en eau disponibles et leur qualité, combattre la désertification, protéger et enrichir la biodiversité, créer des emplois écologiques, soutenir la croissance économique et la diversification des moyens d'existence, réduire le risque de catastrophe, améliorer la capacité de résilience et d'adaptation au changement climatique et contribuer à l'atténuation du changement climatique ;

NOTANT que de tous les continents, c'est l'Afrique, selon les analyses mondiales menées par l'UICN, le World Resources Institute (WRI) et d'autres Membres de l'UICN, qui présente les meilleures possibilités de restauration de paysages mosaïques forestiers, c.-à-d. de paysages où il est possible d'accroître le nombre et/ou d'améliorer la santé des arbres dans une mosaïque de modes d'occupation des sols interdépendants ;

NOTANT AUSSI que l'Union africaine a approuvé l'initiative AFR100 (l'Initiative africaine pour la restauration des paysages forestiers), un effort mené par les pays pour restaurer 100 millions d'hectares de terres africaines avant 2030 tout en contribuant à la Vision 2063, à la Déclaration de Malabo sur la sécurité alimentaire, et à la Déclaration du Caire sur le capital naturel de l'Afrique et par là-même a fixé un objectif continental en matière de RPF en s'appuyant sur des initiatives positives en cours telles que l'initiative Great Green Wall (Grande muraille verte) et TerrAfrica ;

NOTANT ENFIN que l'initiative AFR100 est une contribution directe à la mise en œuvre du Défi de Bonn et de la Déclaration de New York sur les forêts, et à l'Initiative africaine pour des paysages résilients (ARLI), une initiative qui vise à promouvoir une gestion intégrée des paysages en Afrique dans un but d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ce changement ;

SACHANT que pour atteindre l'objectif AFR100 il faudra conjuguer les engagements politiques locaux, nationaux et internationaux, la coordination entre les acteurs de la RPF, de solides normes et mesures de sauvegarde et un appui technique et financier suffisant ; et

SACHANT AUSSI que les efforts de restauration échouent souvent faute d'impliquer résolument les populations locales, de définir et d'aborder des objectifs environnementaux précis, d'associer les acteurs clés à une prise de décisions bien structurée et de générer, de manière inhérente, des avantages économiques et sociaux ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. DEMANDE à la Directrice générale :

a. de contribuer au succès de l'initiative AFR100 dans le cadre du Défi de Bonn en maintenant une focalisation ferme sur une RFP qui soit cohérente avec le Programme de l'UICN 2017- 2020 ;

- b. de fournir des avis et une assistance techniques aux Membres des pays en développement pour appliquer, à l'évaluation des possibilités de restauration, la Méthodologie d'évaluation des opportunités de restauration et les outils connexes, et de soutenir un investissement accru et plus efficace pour appliquer la RPF à l'échelle de l'Afrique ;
- c. de fournir des avis et une assistance techniques aux Membres pour l'élaboration de normes environnementales et sociales dans le cadre de l'application de l'initiative de RPF et de la réalisation de l'objectif AFR100 de lutte contre le changement climatique, d'amélioration du bien-être humain et de la santé des écosystèmes et de la conservation de la biodiversité à l'échelle de l'Afrique ; et
- d. d'établir des liens de coopération avec des programmes de certification des forêts reconnus au plan international et ayant une expérience pratique en Afrique (p.ex. le Forest Stewardship Council) qui peuvent contribuer à la gestion durable des zones forestières restaurées et améliorer les perspectives socio-économiques.

2. ENCOURAGE les gouvernements, les organisations de la société civile, les entreprises et autres acteurs du secteur privé, les instituts de recherche, les investisseurs et la communauté des donateurs qui participent à des interventions relatives à l'utilisation des sols en Afrique :

- a. à reconnaître que le renforcement de l'appui programmatique et de l'investissement relatifs à la RPF sont source de multiples avantages qui contribuent aux objectifs locaux, nationaux, régionaux et mondiaux de l'environnement et du développement tels que le Programme 2030 pour le développement durable et ses objectifs de développement durable (ODD), la Convention sur la diversité biologique (CDB), la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULD) et la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) ;
- b. à faire en sorte que la RPF capte les synergies entre les engagements nationaux et internationaux déjà pris et les initiatives de RPF en cours pour lutter contre le changement climatique et la dégradation des sols, et agir en faveur de la sécurité alimentaire et de l'eau, de la conservation de la biodiversité et de la résilience ;
- c. à affirmer les engagements nationaux de RPF en tant que contributions à l'objectif de l'initiative ARF100 de restauration de 100 millions d'hectares de paysages déboisés et dégradés avant 2030 ;
- d. à élaborer des stratégies pour réaliser l'objectif de l'initiative AFR100 et mobiliser des partenaires et des ressources techniques et financières afin d'accélérer les succès en matière de restauration et d'en tirer les enseignements, en accordant une attention à la promotion des bonnes pratiques (y compris l'utilisation de la végétation indigène), en facilitant le financement et en surveillant les progrès ; et
- e. à collaborer à l'élaboration de stratégies visant à encourager le recours aux énergies renouvelables et à fournir des produits de substitution au bois de combustible obtenu de manière non durable et contribuant, par conséquent, à la dégradation des forêts et au déboisement dans de nombreux paysages.

WCC-2016-Res-041-FR

Identification des zones clés pour la biodiversité aux fins de la préservation de la biodiversité

RAPPELANT la Résolution 3.013 *Les utilisations de la Liste rouge de l'UICN des espèces menacées* (Bangkok, 2004), qui demandait à la Commission de la sauvegarde des espèces (CSE) de convoquer un processus consultatif mondial pour décider d'une méthode permettant d'identifier des zones clés pour la biodiversité (ZCB) ;

RAPPELANT ÉGALEMENT la Résolution 5.036 *Biodiversité, aires protégées et zones clés pour la biodiversité* (Jeju, 2012), qui saluait les efforts du Groupe de travail conjoint Commission mondiale des aires protégées (CMAP)/CSE sur la biodiversité et les aires protégées pour consolider les normes relatives à l'identification des zones clés pour la biodiversité en tant que lieux importants pour la conservation de la diversité biologique mondiale ;

RECONNAISSANT que depuis les années 1970, les partenaires de BirdLife International ont étayé et favorisé la conservation de plus de 12 000 Zones importantes pour la conservation des oiseaux et de la biodiversité en s'appuyant sur des critères normalisés à l'échelle internationale employés au titre de processus pluriacteurs de type ascendant ;

SACHANT que d'autres organisations ont mis au point des procédures similaires en vue d'identifier des sites importants pour plusieurs sous-ensembles de la biodiversité, par exemple les sites de l'Alliance pour l'extinction zéro, les sites relevant du Réseau B de NatureServe, les Zones importantes pour la conservation des champignons, les Zones importantes pour la conservation des papillons, les Zones importantes pour la conservation des mammifères et les Zones clés pour la biodiversité des écosystèmes d'eau douce, marins et terrestres ;

RECONNAISSANT que ces sites cruciaux sont de plus en plus mis en avant, et font l'objet d'une demande accrue d'information, par des Accords multilatéraux sur l'environnement (AME), des institutions financières, le secteur privé, des gouvernements et la communauté en charge de la conservation ;

RECONNAISSANT ÉGALEMENT l'importance des ZCB pour les communautés locales et autochtones vivant à l'intérieur et à proximité de ces sites ;

REMERCIANT la CMAP et la CSS, soutenues par les Membres et la Directrice générale de l'UICN, pour les efforts déployés en vue d'élaborer une norme mondiale pour l'identification des ZCB ;

RECONNAISSANT de l'aide financière et en nature apportée par un large éventail d'organisations en vue de l'élaboration de cette norme ;

SALUANT l'adoption par le Conseil de l'UICN, en avril 2016, de la « Norme de l'UICN relative à l'identification des Zones clés pour la biodiversité » ; et

SE FÉLICITANT de la création d'un partenariat sur les ZCB visant à former une coalition d'organisations résolues à assurer la coordination conjointe de l'identification et de la promotion des ZCB en s'appuyant sur la nouvelle norme de l'UICN ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawai'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. DEMANDE à la Directrice générale et aux Commissions de l'UICN de collaborer avec divers partenaires traitant de questions liées aux ZCB afin de recueillir des fonds en faveur de l'identification, de la promotion et de la protection des ZCB.

2. INVITE les Commissions, les Membres et d'autres institutions, selon que de besoin, à collaborer avec divers partenaires traitant de questions liées aux ZCB aux fins d'identifier et de décrire les ZCB en :
 - a. complétant la documentation relative aux sites importants pour la biodiversité existants à l'aide de la nouvelle norme de l'UICN ;
 - b. appliquant la norme aux éléments de la biodiversité au sujet desquels des sites restent encore à identifier, ce qui permettra de combler les lacunes existantes sur le plan taxonomique et géographique ;
 - c. suivant l'état, les menaces et les mesures de conservation mises en place à l'intérieur des ZCB afin de tenir les documents à jour ; et en
 - d. créant un mécanisme/réseau concret d'échange de connaissances entre parties prenantes, praticiens, chercheurs, scientifiques, etc.
3. INVITE les gouvernements à :
 - a. s'appuyer sur les ZCB pour favoriser l'identification de sites propices à la création de nouvelles aires protégées ou à l'extension d'aires protégées existantes ainsi qu'à la mise en place d'autres mesures de conservation efficaces basées sur ces aires (OECM) ;
 - b. utiliser l'espace des ZCB couvert par des aires protégées et des OECM comme un indicateur de la réalisation de l'objectif d'Aichi pour la biodiversité 11 et des Objectifs de développement durable 14 et 15 ;
 - c. s'appuyer sur les ZCB pour mettre en avant les mesures de conservation en faveur des espèces et des écosystèmes, selon que de besoin ;
 - d. reconnaître et donner la possibilité aux communautés locales et autochtones vivant à l'intérieur et à proximité de ZCB de participer, selon qu'il conviendra, aux activités de sauvegarde, de planification et de gouvernance les concernant ; et d'
 - e. engager des ressources en faveur de l'identification et de la description de ZCB.
4. INVITE les AME compétents à collaborer avec leurs Parties afin de se servir des ZCB pour décrire l'emplacement d'aires protégées nouvelles ou élargies, les OECM et les actions de conservation, selon qu'il conviendra.
5. ENCOURAGE le secteur privé, les institutions financières et les bailleurs de fonds à considérer les ZCB comme des habitats essentiels pour préserver la pérennité des ressources naturelles.
6. INVITE la communauté en charge de la conservation à s'appuyer sur les ZCB pour étayer les activités de planification, d'établissement des priorités et de mise en œuvre.
7. ENCOURAGE les bailleurs de fonds à aider le Partenariat sur les ZCB à identifier et à promouvoir les ZCB et à affecter des ressources en faveur de leur conservation.

WCC-2016-Res-042-FR

Protection des refuges de la biodiversité dans la région biogéographique atlantique

NOTANT que le territoire atlantico-cantabrique de la péninsule Ibérique est l'une des régions où l'on trouve la plus grande quantité d'informations paléoenvironnementales, des données qui proviennent de décennies d'études ayant permis d'établir la dynamique de la végétation et des écosystèmes par rapport au changement climatique durant les 100 000 ans écoulés ;

NOTANT que, parmi les résultats obtenus, l'on a pu constater l'existence de refuges biologiques lors des périodes glaciaires dans lesquels des groupes biologiques se sont adaptés et ont évolué face aux effets du changement climatique, donnant naissance à un grand nombre de taxons endémiques ;

CONSIDÉRANT que ces espaces constituent en soi un élément de la biodiversité, que l'identification de ces zones et de leur dynamique a une très grande importance à l'heure de définir des stratégies de conservation de la biodiversité et que, de par leurs caractéristiques, ces zones jouent un rôle fondamental dans le maintien, en bon état de conservation, d'habitats et d'espèces sauvages dans le contexte actuel de changement climatique mondial, en particulier parce qu'elles abritent des espèces qui peuvent migrer vers des régions plus septentrionales à la recherche d'habitats mieux adaptés, et TENANT COMPTE de l'importance de la région atlantique espagnole au niveau européen, du fait que la péninsule Ibérique fonctionne comme un grand réservoir de biodiversité ;

SOULIGNANT que la biodiversité s'appauvrit au niveau mondial à un rythme sans précédent et que l'Espagne n'est pas épargnée par cette tendance car la majorité des habitats et des espèces se trouvent dans un état de conservation défavorable ;

AVERTISSANT que les causes de l'appauvrissement de la biodiversité ne vont pas s'amoinrir ou disparaître dans les prochaines décennies si l'on n'adopte pas, de toute urgence, des mesures décisives ;

CONSCIENT que les connaissances sur la biodiversité de l'Espagne sont encore insuffisantes et doivent être actualisées ; et

RECONNAISSANT que cette motion répond aux mesures figurant dans le Plan stratégique du patrimoine naturel et de la biodiversité 2011-2017 de l'Espagne, et principalement de quatre de ses objectifs ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawai'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. DEMANDE à la Directrice générale :

- a. de collaborer avec les Membres et les Commissions de l'UICN, en particulier dans le cadre de la biorégion atlantique, pour susciter un éveil des consciences à la conservation de la biodiversité et, plus concrètement, la protection des refuges de biodiversité ;
- b. d'apporter un appui technique et programmatique pour encourager les initiatives existantes et les renforcer, et pour partager l'information sur la conservation ; et
- c. de prier les États membres de l'Europe et en particulier l'Espagne, ainsi que leurs gouvernements régionaux, d'encourager la prise de mesures efficaces de protection de ces zones par leur identification puis par l'élaboration de plans de gestion, ou de traduire l'importance des refuges de biodiversité dans les plans de gestion existants.

2. ENCOURAGE tous les États membres de l'UICN et les administrations espagnoles ayant compétence en la matière à coopérer et multiplier les efforts réalisés pour identifier, protéger et

conserver ces zones qui ont une importance particulière pour la conservation, et à collaborer au transfert de l'information sur la biodiversité de la région atlantique espagnole aux administrateurs du territoire et à la communauté scientifique.

3. PRIE INSTAMMENT l'Union européenne et ses États membres de libérer des fonds pour l'identification et la protection des refuges de biodiversité dans la région atlantique espagnole et l'analyse de leur sensibilité face au changement climatique, en étudiant les effets de celui-ci sur ces zones importantes pour la conservation de la biodiversité dans la région atlantique espagnole.

L'État Membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis se sont abstenus lors du vote de cette motion pour les raisons données dans la déclaration générale des États-Unis sur le processus des résolutions de l'UICN.

WCC-2016-Res-043-FR
Assurer l'avenir des tourbières du monde entier

NOTANT qu'il y a des tourbières sur tous les continents ;

SACHANT que les tourbières occupent 3% de la superficie émergée de la Terre mais qu'elles stockent pourtant plus de carbone que toute la végétation du monde, y compris toutes les forêts, et que chaque année, les tourbières perturbées rejettent deux gigatonnes de carbone dans l'atmosphère, soit l'équivalent de toutes les émissions de carbone du transport aérien dans son ensemble ;

RECONNAISSANT que les tourbières sont parmi les écosystèmes les plus précieux de la Terre (car elles fournissent aussi de l'eau propre et jouent un rôle vital dans la gestion des crues) et qu'elles entretiennent toute une biodiversité rare, spécialisée et menacée, et sont en outre d'importants gisements paléontologiques ;

RECONNAISSANT que les tourbières sont des régions d'intérêt géologique pour la planète et qu'elles ont une grande importance scientifique comme témoins de l'évolution du climat, de la composition de l'atmosphère, des processus et agents géologiques, ainsi que de la biodiversité au Quaternaire ;

SE FÉLICITANT que des accords et initiatives internationaux de l'environnement, notamment la Convention sur la diversité biologique (CDB) et la Convention de Ramsar sur les zones humides reconnaissent l'importance des tourbières pour le changement climatique, la conservation de la biodiversité et tout un éventail de services écosystémiques et RAPPELANT que la restauration et l'utilisation durable des tourbières sont reconnues depuis longtemps comme une priorité pour ces activités mais que leur mise en œuvre est restée essentiellement ineffective ;

RECONNAISSANT qu'un atelier organisé lors du Congrès mondial de la nature de l'UICN à sa session de Jeju, République de Corée (2012) a appelé l'UICN à servir d'axe pour l'action en faveur des tourbières, pour les travaux avec le secteur privé et des affaires en vue de trouver un financement et pour l'appui aux efforts internationaux d'échange de bonnes pratiques et de données scientifiques relatives aux tourbières ;

RECONNAISSANT l'engagement envers l'action pour les tourbières inscrit dans le projet de Programme de l'UICN 2017-2020, les travaux des Comités nationaux, tels que le Comité national de l'UICN pour le Programme du Royaume-Uni sur les tourbières et les travaux de Membres tels que Wetlands International ;

EXPRIMANT SA RECONNAISSANCE au Comité national de l'UICN pour le Royaume-Uni qui a fait œuvre de pionnier concernant les procédures de ré-humidification de la tourbe, pour restaurer la biodiversité, réduire les émissions et piéger les gaz à effet de serre ;

TROUBLÉ de constater que la tourbe disparaît rapidement en raison d'incendies de forêts de tourbières, de la transformation des tourbières à des fins agricoles, à des fins d'exploitation minière pour les combustibles, d'exploitation pour la vente en horticulture et pour permettre la construction ;

ALARMÉ devant le risque de perte catastrophique du carbone et de la biodiversité, et de dommages aux systèmes hydrologiques, si des mesures ne sont pas prises pour mettre un terme à la disparition des tourbières et pour restaurer les tourbières endommagées ;

ÉGALEMENT ALARMÉ de savoir qu'à Bornéo, à Sumatra et sur la péninsule Malaise, les forêts de tourbières sont progressivement drainées, parfois brûlées illégalement et transformées en plantations de palmiers à huile, causant de graves incendies, des dommages aux systèmes hydrologiques et une perte catastrophique de carbone et de biodiversité et que la destruction de la tourbe a libéré une telle quantité de CO₂ que la région contribue aujourd'hui aux émissions de gaz à effet de serre à des taux

comparables à ceux de la Chine ou des États-Unis, signe qu'il est temps de prendre des mesures pour faire cesser la perte de tourbières et restaurer les tourbières endommagées ; et

PRÉOCCUPÉ de constater qu'au niveau mondial, il n'y a pas de disposition juridique pour la protection de la tourbe et des tourbières, à moins que les tourbières ne se trouvent par coïncidence dans une aire protégée désignée ou qu'elles ne soient l'objet de lois sur la préservation des zones humides ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawai'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. RECOMMANDE que la Commission de la gestion des écosystèmes élabore une définition scientifique ou fasse sienne une définition scientifique existante de 'tourbière' qui serait appliquée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) dans sa Charte pour les sols, par la Convention de Ramsar dans sa classification des types de zones humides et par l'UICN.
2. DEMANDE à la Commission mondiale du droit de l'environnement de préparer un projet de législation que les pays pourront utiliser comme guide, recommandant comment préserver et restaurer les tourbières et comment les inclure, avec les forêts, dans tous les accords intergouvernementaux pertinents relatifs au changement climatique, à la géodiversité et à la biodiversité.
3. APPELLE les Comités nationaux à coopérer avec le Secrétariat, les Commissions et les Membres afin d'élaborer ou de contribuer à des programmes de pays pour protéger, restaurer et gérer de manière durable les tourbières en tenant compte des actions stratégiques dans « *Peatlands - guidance for climate change mitigation by conservation, rehabilitation and sustainable use* » de la FAO (2012) et les travaux en cours de la Convention de Ramsar, en particulier au titre de la Résolution XII.11 de Ramsar sur les tourbières, les changements climatiques et l'utilisation rationnelle (2015).
4. PRIE INSTAMMENT les États d'imposer un moratoire à l'exploitation de la tourbe jusqu'à ce que leur législation soit renforcée pour faire en sorte que les tourbières soient protégées ou gérées par l'application de principes d'utilisation rationnelle.
5. RECOMMANDE aux États d'accorder une attention appropriée à l'importance de la préservation des tourbières lorsqu'ils mettent en œuvre des activités de réduction du déboisement et de la dégradation des forêts.

L'État Membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis se sont abstenus lors du vote de cette motion pour les raisons données dans la déclaration générale des États-Unis sur le processus des résolutions de l'UICN.

WCC-2016-Res-044-FR

Protéger, restaurer et utiliser durablement les plans d'eau urbains en Inde

CONSCIENT que l'eau est indispensable à la vie et que, dans un environnement urbain, les plans d'eau jouent un rôle essentiel dans le fonctionnement des écosystèmes urbains ;

SALUANT l'appel lancé par le biais de l'Objectif 11 de développement durable des Nations Unies, à savoir, protéger et restaurer les plans d'eau urbains et promouvoir leur utilisation durable ;

RECONNAISSANT que la revitalisation des plans d'eau devient impérative en raison de la rapidité de la croissance urbaine en Inde et des graves menaces existentielles qu'elle fait peser sur les cours d'eau ;

SACHANT qu'un nombre important de plans d'eau situés dans les six grandes villes indiennes – Delhi, Chennai, Bangalore, Hyderabad, Kolkata et Mumbai – font l'objet d'un empiètement, sont pollués, asséchés ou gravement menacés ;

NOTANT que les plans d'eau urbains sont non seulement des sources d'eau de surface mais qu'ils sont essentiels pour que les nappes phréatiques, déjà sous pression, puissent continuer à fournir de l'eau à des millions de personnes, à assurer les services écosystémiques, et à offrir un habitat aux oiseaux, y compris des oiseaux migrateurs, ainsi qu'à d'autres espèces ;

NOTANT AUSSI, par exemple, qu'au cours des 40 dernières années, sur les 1012 plans d'eau que compte Delhi, 349 ont été asséchés, 165 ont subi un empiètement et nombre d'autres font face à des menaces existentielles, et que l'on observe les mêmes tendances dans d'autres villes ;

NOTANT ENFIN que malgré les préoccupations exprimées à maintes reprises par des groupes de chercheurs et de défenseurs de l'environnement quant à la disparition de plans d'eau indispensables au maintien du niveau des eaux souterraines, toutes les grandes villes indiennes perdent des plans d'eau au fil des ans ;

OBSERVANT qu'à Bangalore, les lacs qui atténuent les inondations, sont au nombre de 2789 à présenter divers degrés de détérioration ; et

PRÉOCCUPÉ de constater que les plans d'eau des six grandes villes de l'Inde subissent différents niveaux de pressions – eutrophisation, déversement de déchets, rejet d'eaux usées, envasement, empiètement et pollution toxique provenant des effluents industriels et d'une mauvaise gestion – et que ces facteurs menacent l'existence même de plans d'eau précieux et productifs dans les villes ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. APPELLE les Membres de l'UICN en Inde :

- a. à adopter des approches fondées sur la collaboration au niveau national, des États et des districts afin de faire face aux menaces qui pèsent sur les plans d'eau urbains ;
- b. à collaborer à la protection et à la restauration des plans d'eau urbains grâce à la recherche scientifique, à la surveillance de la qualité de l'eau et à d'autres pratiques pertinentes ; et
- c. à sensibiliser l'opinion à l'importance de la protection, de la restauration et de la conservation des plans d'eau urbains.

2. ENGAGE INSTAMMENT le gouvernement de l'Inde :

- a. à prendre toutes les mesures qui s'imposent pour protéger, restaurer et utiliser de manière durable les plans d'eau urbains, en mettant particulièrement l'accent sur les plans d'eau situés dans les grandes villes ;
- b. à privilégier la surveillance de la qualité des plans d'eau existants et à faciliter la mise en place de mesures énergiques pour limiter les menaces ; et
- c. à faire figurer la protection et l'utilisation durable des plans d'eau urbains parmi les principales priorités du Plan indien des « 100 villes intelligentes ».

L'État Membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis se sont abstenus lors du vote de cette motion pour les raisons données dans la déclaration générale des États-Unis sur le processus des résolutions de l'UICN.

WCC-2016-Res-045-FR

Protection des forêts primaires, y compris les paysages forestiers intacts

RECONNAISSANT le rôle essentiel que les forêts primaires, y compris les paysages forestiers intacts, jouent dans la préservation de la biodiversité, dans l'offre de biens et services écosystémiques dont l'humanité dépend, ainsi que leur contribution au développement national et aux progrès des Objectifs de la Convention sur la diversité biologique, de l'Accord de Paris et du Programme pour le développement durable à l'horizon de 2030 et ses Objectifs de développement durable (ODD) ;

CONSTATANT que ces forêts sont également essentielles pour la protection des cultures et des moyens d'existences des peuples autochtones, et pour la subsistance des populations appartenant à des communautés pauvres et marginalisées ;

NOTANT que les forêts primaires, y compris les paysages forestiers intacts, sont irremplaçables pour la conservation de la biodiversité et les services écosystémiques, notamment l'eau propre ;

NOTANT PAR AILLEURS que les paysages forestiers intacts, dans les biomes tropicaux, tempérés et boréaux, renferment des stocks de carbone significatifs à l'échelle mondiale, et que les forêts primaires stockent beaucoup plus de carbone que les forêts dégradées et fragmentées ;

SOULIGNANT la reconnaissance, par l'Accord de Paris obtenu lors de la 21^e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP21 de la CCNUCC), de l'importance de garantir l'intégrité des écosystèmes et le rôle des forêts pour séquestrer et stocker le carbone ;

RECONNAISSANT que les définitions de forêt primaire, y compris les paysages forestiers intacts, varient dans la littérature, les conventions internationales et les législations nationales ;

NOTANT avec inquiétude que le rythme de la disparition, la dégradation et la fragmentation des forêts primaires, y compris les paysages forestiers intacts, reste très soutenu dans les forêts tropicales, tempérées et boréales ;

NOTANT AUSSI qu'il est financièrement nettement plus intéressant de protéger les forêts primaires, y compris les paysages forestiers intacts, que de les restaurer une fois qu'elles sont dégradées ou fragmentées, d'autant que la restauration totale des écosystèmes s'avère souvent impossible ; et

RAPPELANT la Résolution 5.060 *Renforcer le rôle de l'UICN en faveur de la sauvegarde des forêts primaires de la planète* (Jeju, 2012), SALUANT le travail réalisé à ce jour par le Groupe de travail de l'UICN sur les forêts primaires, chargé d'identifier une stratégie pour mettre en œuvre la Résolution 5.060, et SE RÉJOUISSANT par avance de la poursuite du travail du Groupe jusqu'à la fin de 2016 et au-delà ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. DEMANDE à la Directrice générale de veiller à ce que la conservation des forêts primaires, y compris les paysages forestiers intacts, fasse partie intégrante de l'application du Programme de l'UICN 2017-2020.

2. DEMANDE à la Directrice générale de permettre au Groupe de travail de l'UICN sur les forêts primaires de poursuivre ses travaux en appui à la Résolution 5.060, et aux objectifs additionnels suivants :

a. élaborer une déclaration de principe provisoire, pour approbation par le Conseil, sur l'importance de la conservation des forêts primaires, y compris des paysages forestiers intacts, en tenant pleinement

compte des questions conceptuelles et opérationnelles relatives à la définition de ces termes afin qu'ils soient applicables à tous les types de forêts, en étudiant notamment dans quelle mesure leur conservation peut contribuer aux solutions de l'UICN fondées sur la nature ;

- b. évaluer les mécanismes, les opportunités et les obstacles à la protection des forêts primaires, y compris des paysages forestiers intacts ;
- c. encourager les Commissions à inclure la conservation des forêts primaires dans leurs programmes de travail ;
- d. déterminer l'importance et les avantages particuliers des forêts primaires, y compris des paysages forestiers intacts, pour les Commissions et leurs membres afin d'expliquer clairement pourquoi ces termes figurent dans cette Résolution et de sensibiliser à leur importance et leurs avantages essentiels ; et
- e. collaborer avec les Commissions à la fourniture d'orientations à leurs membres sur les moyens d'identifier et de surveiller les forêts primaires, y compris des paysages forestiers intacts, de façon cohérente et écologiquement pertinente à l'échelon mondial, pour tous les écosystèmes de forêts de la planète.

3. ENCOURAGE les États, le secteur privé et les institutions financières internationales à :

- a. éviter la perte et la dégradation des forêts primaires, y compris des paysages forestiers intacts ;
- b. encourager la conservation des forêts primaires, y compris les paysages forestiers intacts, dans leur planification du développement, leurs Contributions déterminées au niveau national et la mise en œuvre de la CDB et autres accords multilatéraux sur l'environnement ;
- c. redoubler d'efforts pour créer des aires protégées de forêts primaires vastes et connectées, tout en mettant en permanence en œuvre des approches fondées sur les droits ; et
- d. dialoguer véritablement avec les peuples autochtones et les communautés locales et les soutenir dans leurs efforts de conservation des forêts primaires, y compris les paysages forestiers intacts.

WCC-2016-Res-046-FR

Évaluer la mesure dans laquelle le concept de forêts anciennes tel qu'il est compris dans la politique européenne sur les forêts et leur gestion est universellement applicable

RAPPELANT que les forêts jouent un rôle crucial pour le maintien de la biodiversité terrestre ;

RAPPELANT EN OUTRE que les écosystèmes forestiers fournissent toute une gamme de services écosystémiques d'importance critique pour la survie des êtres humains, notamment la production d'oxygène, le piégeage et le stockage du carbone, l'épuration de l'eau et l'amélioration de la qualité de l'air ;

NOTANT le rôle vital et essentiel des écosystèmes forestiers pour l'adaptation au changement climatique ;

GRAVEMENT PRÉOCCUPÉ par la déforestation, la dégradation et la fragmentation incessantes des forêts ;

NOTANT que ces tendances ont d'importants effets négatifs sur la biodiversité des forêts et leur aptitude à fournir des services écosystémiques ;

RAPPELANT que la Convention sur la diversité biologique et la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques insistent tout particulièrement sur l'importance des écosystèmes forestiers ;

SOULIGNANT que les processus écologiques des systèmes forestiers ont évolué sur de vastes échelles de temps, souvent plus d'un siècle ;

NOTANT que l'expression 'forêts anciennes', telle qu'elle est comprise en Europe, est définie comme un couvert forestier continu tout au long de l'histoire ;

RECONNAISSANT que les forêts anciennes, telles qu'elles sont comprises en Europe, possèdent une biodiversité, des caractéristiques écologiques et des types de sols distincts ;

RECONNAISSANT que certaines forêts anciennes, telles qu'elles sont comprises en Europe, ont été et sont encore gérées ;

RAPPELANT que de nombreuses espèces sont inféodées aux forêts anciennes, telles qu'elles sont comprises en Europe, et ont une faible capacité de dispersion et de colonisation d'autres types forestiers ; et

NOTANT qu'à l'exception de l'étape de succession de la maturité écologique, les caractéristiques des forêts anciennes, telles qu'elles sont comprises en Europe, ne sont pas actuellement bien intégrées dans les décisions relatives à la gestion des forêts et des paysages ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawai'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. DEMANDE à la Directrice générale :
 - a. de reconnaître l'applicabilité du concept de forêts anciennes en Europe au niveau régional ;
 - b. de déterminer comment intégrer les forêts anciennes dans les activités programmatiques en Europe ; et

c. d'évaluer la mesure dans laquelle le concept de forêts anciennes telles qu'il est compris en Europe peut être universellement applicable.

2. ENCOURAGE les pays d'Europe où le concept de forêts anciennes est reconnu au niveau scientifique ou dans la politique publique à :

- a. prendre les mesures nécessaires, en particulier réglementaires, pour protéger les forêts anciennes ;
- b. reconnaître les forêts anciennes comme des forêts de grande valeur écologique ;
- c. recourir à des systèmes d'information géographique pour dresser l'inventaire des forêts anciennes, les cartographier et les surveiller, au niveau régional et national ;
- d. promouvoir des indicateurs pour les forêts anciennes, telles qu'elles sont comprises en Europe, dans les mécanismes régionaux et nationaux d'établissement des rapports ;
- e. élaborer des bases de données SIG publiques sur les forêts anciennes ;
- f. encourager la recherche pour mieux comprendre l'importance des forêts anciennes pour différents taxons ;
- g. conduire des travaux de recherche afin de déterminer les mécanismes de gestion les plus efficaces pour maintenir les valeurs écologiques des forêts anciennes ;
- h. sensibiliser les parties prenantes, les décideurs, les gestionnaires et le public à l'importance écologique des forêts anciennes ; et
- i. intégrer les forêts anciennes comme critère dans les politiques de conservation de la biodiversité et de gestion des terres (p.ex. en créant une catégorie à part, dans les systèmes de classification nationaux et régionaux des aires protégées, en demandant compensation pour leur dégradation, etc.).

L'État Membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis se sont abstenus lors du vote de cette motion pour les raisons données dans la déclaration générale des États-Unis sur le processus des résolutions de l'UICN.

WCC-2016-Res-047-FR

Promouvoir la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique dans les zones situées au-delà de la juridiction nationale

NOTANT que près des deux tiers des océans de la planète sont situés au-delà de la juridiction nationale, et qu'ils procurent de précieux avantages écologiques, économiques, sociaux et culturels ;

INQUIET de constater que la biodiversité marine dans les zones situées au-delà de la juridiction nationale (ZAJN) diminue fortement du fait de certaines activités humaines, et notant la nécessité de protéger pleinement la diversité biologique dans les zones au-delà de la juridiction nationale (ZAJN), par exemple en créant des réserves marines ou d'autres types d'aires marines protégées ;

RAPPELANT la recommandation émanant du thème transversal « Marin » au Congrès mondial des parcs (Sydney, 2014), préconisant d'augmenter de toute urgence la superficie océanique gérée efficacement et équitablement par un réseau d'AMP bien connectées ou d'autres mesures efficaces de conservation. Ce réseau ciblera la protection tant de la biodiversité que des services écosystémiques et inclura au moins 30% de chaque habitat marin, le but ultime étant de créer un océan réellement durable, dont au moins 30% de la superficie n'accueillera aucune activité extractive ;

RAPPELANT ÉGALEMENT que le document final du Congrès mondial des parcs de l'UICN (Sydney, 2014) : a) appuyait l'Objectif 11 d'Aichi pour la biodiversité – d'ici à 2020, au moins 10% des zones marines et côtières sont conservées et b) recommandait la création et l'adoption d'un instrument international dans le cadre de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (CNUDM) pour la protection et la gestion de la biodiversité en haute mer ;

NOTANT que pour atteindre les objectifs dont il a été convenu, des efforts plus vigoureux devront être déployés afin d'établir des AMP au sein de ZAJN ;

RECONNAISSANT que le droit international tel que reflété dans la CNUDM fournit le cadre juridique au sein duquel toutes les activités dans les océans et les mers doivent être menées ;

CONSTATANT que les réserves marines jouent un rôle important et sont des outils pour la sauvegarde de la biodiversité ;

CONSCIENT que le processus de la Convention sur la diversité biologique visant à identifier les aires marines d'importance écologique ou biologique dans les ZAJN est un instrument utile pour décrire les zones qui ont besoin d'une protection accrue, mais que l'établissement de mesures de protection relève des États et des organisations intergouvernementales compétentes, conformément au droit international, notamment à la CNUDM ;

RAPPELANT que la résolution 5.074 *Mettre en œuvre la conservation et la gestion durable de la biodiversité marine dans les zones ne relevant d'aucune juridiction nationale* (Jeu, 2012) soutenait la conservation et la gestion durable de la diversité biologique marine dans les ZAJN ; et

SALUANT la Résolution 69/292 de l'Assemblée générale des Nations Unies, adoptée par consensus en juin 2015, dans laquelle l'Assemblée générale décidait d'élaborer un instrument international juridiquement contraignant au titre de la CNUDM visant à la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des ZAJN et, à cette fin, décidait de créer un comité préparatoire ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. DEMANDE aux États de continuer de contribuer aux travaux du comité préparatoire créé au titre de la Résolution 69/292 de l'Assemblée générale des Nations Unies afin de soumettre des recommandations à l'Assemblée générale sur les éléments de la version préliminaire d'un instrument

international juridiquement contraignant visant à la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique dans les zones au-delà de la juridiction nationale et PRIE les États Membres de faire figurer les mesures suivantes dans leurs recommandations à l'Assemblée générale :

- a. identification rapide, désignation et gestion efficace d'un réseau écologiquement représentatif et bien relié d'AMP¹, y compris les réserves, dans les ZAJN ;
 - b. évaluation des impacts des activités humaines, y compris les effets cumulatifs, sur les ZAJN ;
 - c. réglementation des activités afin de prévenir les effets néfastes négatifs importants sur le milieu marin ;
 - d. mise en place concrète de mesures de suivi, de conformité et d'application ;
 - e. renforcement des capacités et transfert de technologies marines ; et
 - f. partage juste et équitable des avantages liés aux ressources génétiques marines provenant de ZAJN.
2. ENCOURAGE les Membres à appuyer les processus scientifiques permettant la mise en place d'un réseau écologiquement représentatif et bien relié d'APM, y compris les réserves, comme élément du nouvel accord.
 3. EXHORTE les États à demander à l'Assemblée générale des Nations Unies de décider d'organiser en 2018 une conférence intergouvernementale afin d'examiner les éléments et de préciser le texte d'un instrument international juridiquement contraignant aux termes de la CNUDM.
 4. INVITE la Directrice générale, les Commissions et le Secrétariat à fournir un appui technique, ainsi qu'à promouvoir et appuyer les mesures décrites ci-dessus.

L'État Membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis se sont abstenus lors du vote de cette motion pour les raisons données dans la déclaration générale des États-Unis sur le processus des résolutions de l'UICN.

¹ Les AMP comprennent les aires protégées de l'UICN des catégories I à VI.

WCC-2016-Res-048-FR

Encrassement biologique ou "biofouling" international

RAPPELANT la Recommandation 1.77 de l'UICN *Pollution marine et MARPOL* (Montréal, 1996), qui invitait fermement l'Organisation maritime internationale (OMI) à élaborer un cadre contraignant pour contrôler l'introduction d'organismes aquatiques non voulus par les eaux de ballast ;

RAPPELANT EN OUTRE que les États membres de l'OMI se sont engagés à atténuer le plus possible le transfert d'espèces non indigènes en adoptant la Convention internationale pour le contrôle et la gestion des eaux de ballast et sédiments des navires, 2004 ;

RAPPELANT AUSSI que le Comité de protection du milieu marin de l'OMI a adopté la résolution MEPC.207(62) en 2011, premier ensemble de directives internationales sur le contrôle et la gestion de l'encrassement biologique ou *biofouling* des navires ;

NOTANT que l'Article 196, Section 1, Chapitre XII, de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer fournit un cadre mondial demandant aux États de travailler de concert pour prévenir, réduire et contrôler la pollution du milieu marin ;

NOTANT AUSSI les Objectifs de l'article 1 de la Convention sur la diversité biologique, 1992, et que le transfert et l'introduction d'espèces non indigènes par l'encrassement biologique des navires menacent la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique ;

SACHANT que 90% du commerce mondial est maritime, ce qui appelle une approche mondiale cohérente ;

PRÉOCCUPÉ par le fait que l'encrassement biologique des navires est aussi préjudiciable que le déversement d'eaux de ballast, un vecteur anthropique d'espèces non indigènes ;

RECONNAISSANT que la prise de mesures pratiques de contrôle et de gestion de l'encrassement biologique des navires peut réduire la propagation d'espèces non indigènes et atténuer les émissions de gaz à effet de serre issues de navires en améliorant fortement la performance hydrodynamique ;

RECONNAISSANT AUSSI que l'élaboration et l'application de normes internationales obligatoires pour l'encrassement biologique se justifie par le fait que les ports du monde entier sont liés entre eux ; et

CONSCIENT des mesures importantes prises par l'Australie, la Nouvelle-Zélande et plusieurs juridictions des États-Unis pour traiter et appliquer la gestion de l'encrassement biologique ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. APPELLE la Directrice générale à :

a. promouvoir et soutenir la coopération entre les Membres, les gouvernements, le secteur privé, les parties prenantes et le monde académique pour favoriser l'échange d'informations, de connaissances, de technologies et de meilleures pratiques en vue de prévenir l'introduction d'espèces non indigènes par l'encrassement biologique ; et

b. prier les gouvernements de créer et d'appliquer des cadres juridiques pour partager la responsabilité en matière de prévention de l'introduction d'espèces non indigènes par l'encrassement biologique.

2. PRIE INSTAMMENT tous les Membres de reconnaître la nécessité d'instaurer, de toute urgence, la coordination et la coopération au niveau international pour lutter contre l'encrassement biologique.
3. PRIE INSTAMMENT l'OMI de travailler à la mise en place de mesures obligatoires traitant du transfert d'organismes aquatiques préjudiciables et d'agents pathogènes par l'encrassement biologique des navires.
4. ENCOURAGE la communauté internationale à ratifier la Convention internationale pour le contrôle et la gestion des eaux de ballast et sédiments des navires (2004).

WCC-2016-Res-049-FR

Promouvoir des solutions régionales au problème mondial des déchets marins (détritus)

RECONNAISSANT la contribution qu'apporte le Programme Global Milieu Marin et Polaire de l'UICN, et plusieurs Membres de l'UICN, à la compréhension de la problématique des plastiques marins et de leurs effets sur l'environnement ;

CONSTATANT que les déchets de plastique sont devenus un problème très grave affectant le milieu marin, non seulement pour les zones côtières des pays en développement qui ne disposent pas d'infrastructures de gestion des déchets appropriées, mais aussi pour les océans du monde entier, en raison de la lente dégradation des gros objets en plastique qui génèrent des particules de microplastique dispersées sur de longues distances par la circulation due au vent dans la couche de surface des océans ;

RAPPELANT la Résolution 5.136 *Stratégie et actions efficaces pour aborder le problème croissant des plastiques pétrochimiques et d'autres déchets solides* (Jeju, 2012) ;

RÉAFFIRMANT l'engagement pris par les États membres des Nations Unies en vertu des résolutions de l'Assemblée générale intitulées *L'avenir que nous voulons* et *Transformer notre monde: le Programme de développement durable à l'horizon 2030*, à conserver et à utiliser durablement les océans, les mers et les ressources marines ;

RAPPELANT la Résolution 70/235 de l'Assemblée générale des Nations Unies intitulée *Les océans et le droit de la mer*, qui note avec préoccupation que, prises ensemble, les menaces liées à l'activité humaine, y compris les débris marins, risquent d'avoir des effets néfastes considérables sur la vie marine, et qui engage les États et les organisations internationales compétentes à coopérer et à coordonner leurs travaux de recherche de manière à atténuer ces effets et à préserver l'intégrité de tout l'écosystème marin, dans le plein respect des mandats des organisations internationales concernées ;

RAPPELANT EN OUTRE les travaux menés dans le cadre du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) afin de mieux comprendre et de réduire les déchets marins, y compris l'adoption de la Résolution 1/6 de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement (UNEA) intitulée *Déchets plastiques et microplastiques dans le milieu marin* (2014), qui prie le Directeur exécutif du PNUE d'entreprendre, en consultation avec d'autres institutions et parties prenantes compétentes, une étude sur les déchets de plastiques et de microplastiques présents dans le milieu marin, ainsi que la Résolution de l'UNEA-2, UNEP/EA.2/L.11/Rev.1 *Oceans and Seas* (2016) ;

SALUANT le travail accompli par le Partenariat mondial sur les déchets marins à l'appui de cette étude ;

SOULIGNANT l'importance de réduire l'utilisation des plastiques pétrochimiques, en particulier liés à la production d'objets jetables, et de prévenir leur dispersion dans l'environnement, ainsi que de quantifier la valeur économique des déchets de plastiques afin d'encourager le traitement de ces déchets et d'offrir des avantages socio-économiques aux communautés locales grâce à des processus tels que la transformation desdits déchets en matériaux ou en énergie ;

NOTANT que les études scientifiques et le rapport du premier World Ocean Assessment mettent en évidence le problème émergent des particules de microplastique et s'inquiètent de l'impact sur l'environnement et des effets potentiels sur la santé humaine des microplastiques qui pénètrent dans les cours d'eau et la chaîne alimentaire marine ; et

NOTANT EN OUTRE que des dispositifs de concentration du poisson (DCP), dont le nombre est estimé à plus de 100 000, dérivent chaque année dans les océans tropicaux, avec des impacts sur les

espèces marines menacées, notamment les requins, et que plusieurs de ces DCP coulent au fond de l'océan ou s'échouent sur les récifs ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. INVITE la Directrice générale à :
 - a. encourager la coopération intersectorielle pour prévenir, réduire et gérer les déchets, notamment ceux provenant de sources terrestres, aux niveaux local et régional ; et
 - b. promouvoir et soutenir l'échange d'informations, de technologies, le renforcement des capacités et les bonnes pratiques entre les Membres, les Commissions, l'industrie, les milieux universitaires et les gouvernements concernant les innovations socio-économiquement viables en matière de valorisation et de traitement des déchets plastiques.
2. ENCOURAGE les États membres à réduire les déchets marins existant en :
 - a. élaborant des méthodes efficaces pour localiser les zones d'accumulation de déchets marins ;
 - b. mettant au point des systèmes efficaces de signalement des zones d'accumulation de déchets marins ; et
 - c. renforçant les capacités, la coordination et la recherche afin de fournir des mécanismes biologiquement sensibles pour l'élimination des déchets marins.
3. ENCOURAGE les Membres à mettre en œuvre les solutions et les recommandations de l'évaluation des impacts des plastiques marins sur l'environnement réalisée par le Directeur exécutif du PNUE.
4. PRIE INSTAMMENT tous les Membres d'assurer le suivi des mesures recommandées par le Directeur exécutif du PNUE dans son rapport sur les déchets plastiques et microplastiques en milieu marin.
5. INVITE la communauté internationale à accélérer la mise en place :
 - a. d'infrastructures de collecte des déchets et de systèmes d'arrêt des fuites après collecte ;
 - b. de solutions de traitement commercialement viables pour transformer les déchets de plastiques en matériaux ou en énergie ;
 - c. de technologies innovantes pour la récupération et le traitement des déchets ; et
 - d. de mesures de prévention pour réduire ou éliminer l'utilisation de microbilles dans les produits.
6. INVITE ÉGALEMENT la communauté internationale à trouver les moyens de prévenir, réduire et gérer les déchets provenant de sources terrestres et marines, y compris ceux associés avec la perte ou l'abandon d'engins de pêche, tels que les dispositifs de concentration du poisson, et d'éliminer du milieu marin et côtier les accumulations de déchets marins.
7. ENCOURAGE les organisations pertinentes et leurs États membres à se montrer proactifs dans la recherche de solutions régionales en matière de production, de gestion et d'élimination des déchets.
8. DEMANDE ÉGALEMENT aux Membres de l'UICN de redoubler d'efforts pour faire évoluer les comportements - des personnes, des communautés, des entreprises et autres acteurs - à des fins de prévention des déchets marins aux échelons local, national et régional.

WCC-2016-Res-050-FR

Accroître l'étendue des aires marines protégées pour assurer l'efficacité de la conservation de la biodiversité

NOTANT que les océans recouvrent 71% de la surface de la Terre ;

PRÉOCCUPÉ de constater que la pollution, la surexploitation, le réchauffement, l'acidification et la perte de biodiversité des océans interviennent à des rythmes rapides et insoutenables et que les régions polaires éloignées et la haute mer sont elles aussi touchées par les effets de l'activité humaine ;

CONSCIENT que les aires marines protégées (AMP) gérées avec efficacité, telles que décrites dans les Catégories de gestion des aires protégées et les types de gouvernance de l'UICN, y compris les réserves hautement protégées, constituent d'importants outils qui contribuent à la conservation des habitats essentiels, des services écosystémiques et de la biodiversité indispensables à la vie humaine ;

SACHANT que des données scientifiques préconisent la protection intégrale¹ d'au moins 30% des océans² pour inverser les effets néfastes actuels, accroître la résilience au changement climatique et préserver à long terme la santé des océans ;

RAPPELANT la recommandation dans le thème transversal « Marin » au Congrès mondial des parcs (Sydney, 2014), préconisant d'« augmenter de toute urgence la superficie océanique gérée efficacement et équitablement dans des réseaux représentatifs et bien reliés d'AMP ou par d'autres mesures de conservation efficaces. Ces réseaux devraient cibler la protection à la fois de la biodiversité et des services écosystémiques et comprendre au moins 30% de chaque habitat marin. Le but ultime est de créer un océan réellement durable, dont au moins 30% de la superficie n'accueillera aucune activité extractive » ;

RAPPELANT ÉGALEMENT que lors du Congrès mondial des parcs de 2014, des États Membres tels que l'Afrique du Sud, le Bangladesh, le Brésil, le Cambodge, les Comores, Fidji, la France (Polynésie française), le Gabon, Madagascar et la Russie ont pris l'engagement d'élargir la superficie de leurs AMP en se fondant sur six catégories de gestion différentes de l'UICN ;

SALUANT les progrès réalisés par certains États dans la création, dans les limites de leur juridiction, de vastes réserves marines entièrement protégées, les efforts déployés au sein des Nations Unies en vue d'élaborer un instrument permettant de créer des AMP dans des zones ne relevant d'aucune juridiction nationale, et l'engagement pris par la Commission pour la conservation de la faune et de la flore marines de l'Antarctique (CCAMLR) de créer un système représentatif d'AMP dans sa zone géographique de compétence ;

CONSCIENT que le Programme de développement durable à l'horizon 2030 reconnaît qu'il est essentiel de conserver et d'exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable ;

SACHANT que la 10e Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (COP10 de la CDB, Aichi, 2010) a fixé l'Objectif d'Aichi sur la biodiversité 11³ d'ici à 2020 ; et

¹ Sciberras et al.: Evaluating the biological effectiveness of fully and partially protected marine areas. Environmental Evidence 2013 2:4

² O'Leary, B. C., Winther-Janson, M., Bainbridge, J. M., Aitken, J., Hawkins, J. P. and Roberts, C. M. (2016), Effective Coverage Targets for Ocean Protection. CONSERVATION LETTERS. doi:10.1111/conl.12247

³ Objectif 11 : D'ici à 2020, au moins 17% des zones terrestres et d'eaux intérieures et 10% des zones marines et côtières, y compris les zones qui sont particulièrement importantes pour la diversité biologique et les services fournis par les écosystèmes, sont conservées au moyen de réseaux écologiquement représentatifs et bien reliés d'aires protégées gérées efficacement et équitablement et d'autres mesures de conservation efficaces par zone, et

SALUANT la Résolution 69/292 de l'Assemblée générale des Nations Unies sur l'Élaboration d'un instrument international juridiquement contraignant se rapportant à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale, plus particulièrement, ensemble et comme faisant un tout, les ressources génétiques marines, y compris les questions relatives au partage des avantages, les mesures telles que les outils de gestion par zone, notamment les aires marines protégées, les études d'impact sur l'environnement, le renforcement des capacités et le transfert de techniques marines ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawai'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. APPELLE la Directrice générale et toutes les composantes de l'UICN à promouvoir et à soutenir les mesures décrites dans les paragraphes 2 à 4 ci-dessous.

2. ENCOURAGE les États et les organismes gouvernementaux Membres de l'UICN à désigner et à intégrer au moins 30% de chaque habitat marin dans un réseau d'AMP entièrement protégées ou d'autres mesures efficaces de conservation sur une zone donnée, le but ultime étant de créer un océan réellement durable dont au moins 30% de la superficie n'accueillera aucune activité extractive, sous réserve des droits des populations autochtones et des communautés locales⁴, de la manière suivante :

a. en s'engageant à œuvrer en faveur de la désignation et de l'intégration concrète d'au moins 30% de leurs eaux nationales dans des AMP ou d'autres mesures efficaces de conservation sur une zone donnée, conformément aux Catégories de gestion des aires protégées et aux types de gouvernance de l'UICN d'ici à 2030 ; et

b. en participant de manière constructive à la création d'AMP dans des zones ne relevant d'aucune juridiction nationale, dans des zones placées sous gestion internationale conjointe et sur leur propre territoire, grâce notamment à :

i. l'élaboration d'un nouvel instrument au titre de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer portant sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale, lequel prévoira un mécanisme solide en vue de la création de réseaux écologiquement représentatifs et bien reliés, efficacement et équitablement gérés, d'aires marines protégées, y compris de réserves ; et

ii. l'adoption en 2016 de propositions existantes relatives à l'océan Austral et aux AMP et l'élaboration puis l'adoption en temps utile de nouvelles propositions relatives aux AMP par la CCAMLR.

3. PRIE INSTAMMENT les États membres de l'UICN de redoubler d'efforts pour atteindre l'Objectif d'Aichi 11 d'ici à 2020.

4. ENCOURAGE les Parties à la CDB à réfléchir à un nouveau processus permettant de définir des objectifs post-2020 en vue de porter le pourcentage de zones marines entièrement protégées à 30% d'ici à 2030.

5. DEMANDE à tous les Membres d'appuyer l'exécution des mesures décrites dans les paragraphes 2, 3 et 4 ci-dessus.

intégrées dans l'ensemble du paysage terrestre et marin.

⁴ Les effets potentiels de la motion sur les droits et les intérêts des populations autochtones et sur la conservation de leurs traditions et aspirations économiques, sociales et culturelles doivent être examinés de façon à permettre la participation de ces populations dans le respect de leur processus décisionnels traditionnels et de la DNUDPA.

L'État Membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis se sont abstenus lors du vote de cette motion pour les raisons données dans la déclaration générale des États-Unis sur le processus des résolutions de l'UICN.

WCC-2016-Res-051-FR

Connectivité écologique sur le littoral nord de la mer d'Alboran

RECONNAISSANT que la mer d'Alboran est un des réservoirs de biodiversité marine les plus importants du monde et que de toutes les mers européennes, c'est elle qui possède la plus grande diversité d'espèces ;

RAPPELANT sa situation géographique stratégique, à la frontière naturelle entre l'océan Atlantique et la mer Méditerranée, au point le plus étroit entre les continents européen et africain et, de ce fait, une enclave essentielle pour les processus migratoires ;

CONSIDÉRANT que la mer d'Alboran fait partie de la Méditerranée, un bassin dont la protection est assurée par des accords internationaux tels que le Plan d'action pour la Méditerranée ou le Réseau de gestionnaires d'aires marines protégées en Méditerranée ;

CONSCIENT du fait que la mer d'Alboran dépend de l'état de conservation de ses rives soumises à une forte pression démographique, ce qui a des incidences sur la biodiversité, la qualité de l'eau et la disponibilité des ressources ;

CONSCIENT de ce qu'une partie importante de ce littoral a été profondément transformée par l'homme, en particulier par le développement urbain, dans certains cas jusqu'à un point extrême où des habitats entiers ont disparu ;

OBSERVANT que le Gouvernement autonome d'Andalousie a fait des efforts notables pour protéger le littoral nord de la mer d'Alboran et protéger ainsi les écosystèmes les plus importants du littoral andalou qui restent encore intacts et peu modifiés ;

RECONNAISSANT la nécessité de protéger les écosystèmes restés intacts ou qui n'ont été que partiellement modifiés et ne sont pas légalement protégés, ainsi que le caractère urgent de la restauration des habitats partout où c'est possible ; et

PRÉOCCUPÉ EN OUTRE par l'existence d'un réseau routier littoral sur la côte de l'Andalousie qui constitue une importante barrière artificielle isolant les écosystèmes côtiers du reste des espaces naturels et entravant ou interrompant la connectivité écologique ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawai'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. DEMANDE aux Membres de l'UICN de collaborer activement avec la Directrice générale et les Commissions, en particulier aux niveaux européen et méditerranéen, pour mettre au point des mesures visant à améliorer l'état des écosystèmes côtiers, leur connectivité et à exposer les problèmes qu'ils rencontrent.
2. ENCOURAGE les Commissions à apporter un appui technique et programmatique pour promouvoir et renforcer les initiatives existantes et partager l'information sur la conservation.
3. PRIE INSTAMMENT les États membres de l'UICN, limitrophes du bassin de la mer d'Alboran, ainsi que leurs gouvernements régionaux, de promouvoir des mesures efficaces pour améliorer l'état des écosystèmes littoraux de la mer d'Alboran.
4. EXHORTE l'Union européenne et ses États membres à dégager des fonds pour réaliser des infrastructures vertes permettant le rétablissement de la connectivité écologique entre les écosystèmes côtiers et ceux de l'intérieur, ainsi que la mise au point de mesures pour la régénération et la restauration d'écosystèmes littoraux.

5. ENCOURAGE les administrations espagnoles compétentes, sur le littoral andalou, à maintenir et élargir l'effort déployé pour protéger les écosystèmes côtiers et restaurer et régénérer les habitats côtiers qui ont disparu ou sont en régression ainsi qu'à ouvrir de nouveaux axes de travail en faveur de la restauration de la connectivité écologique.

6. DEMANDE que la mer d'Alboran soit déclarée zone libre de gaz et de pétrole et que l'Espagne ratifie la Convention internationale pour le contrôle et la gestion des eaux de ballast et sédiments des navires (2004) et adopte les lignes directrices de l'Organisation maritime internationale (OMI) en vue d'introduire de futurs règlements comprenant des mesures spécifiques de réduction de la pollution sonore sous-marine.

7. ENCOURAGE les efforts d'enrichissement des connaissances sur les pressions issues des interactions entre le milieu marin et le milieu terrestre.

L'État Membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis se sont abstenus lors du vote de cette motion pour les raisons données dans la déclaration générale des États-Unis sur le processus des résolutions de l'UICN.

WCC-2016-Res-052-FR

Désignation de l'île d'Astola en tant qu'aire marine protégée

NOTANT qu'il n'existe aucune aire marine protégée au large des côtes du Pakistan ;

CONSCIENT que des communautés de pêcheurs souffrent d'un déclin des stocks halieutiques imputable à la surexploitation des ressources par de grands chalutiers qui s'introduisent dans la zone des 15 milles nautiques exclusivement réservée à la pêche locale ;

CONSCIENT PAR AILLEURS que le gouvernement pakistanais avait prévu de faire de l'île d'Astola une réserve marine dès 2007 ;

RAPPELANT l'engagement ferme de l'UICN envers la conservation des espèces marines et de leur habitat, comme en témoignent différentes Résolutions et Recommandations antérieures, à l'image de la Résolution 5.076 *Accélérer le rythme de création d'aires marines protégées à l'échelle mondiale et la certification de l'efficacité de leur gestion* (Jeju, 2012) ;

PERSUADÉ de l'importance des aires marines protégées dans l'amélioration de la diversité biologique marine ;

CONSCIENT du fait que toutes les parties prenantes du secteur public comme du secteur privé doivent d'emblée contribuer au processus, et que des certificats officiels de non opposition doivent être délivrés par toutes les autorités fédérales et provinciales ;

CONSCIENT EN OUTRE de la nécessité de faire bien comprendre aux communautés de pêcheurs que la création d'une aire marine protégée est dans leur intérêt à long terme et qu'il convient que toutes les parties prenantes, notamment les organisations non gouvernementales présentes le long du littoral, les encouragent et les aident à trouver d'autres moyens de subsistance ; et

RECONNAISSANT que des mécanismes de financement durable doivent être mis en place pour au moins une dizaine d'années ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawai'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. APPELLE la Directrice générale, les Commissions et les Membres à appuyer et à approuver la désignation de l'île d'Astola, au Pakistan, en tant qu'aire marine protégée.
2. DEMANDE à la Directrice générale, avec l'appui du Conseil, des Commissions et des Membres, d'aider sur les plans technique et intellectuel à la mise en œuvre des modalités de création de cette aire marine protégée.
3. DEMANDE ÉGALEMENT à la Directrice générale d'encourager les Membres à soutenir la réalisation de nouveaux travaux de recherche relatifs à la création d'une aire marine protégée sur l'île d'Astola.
4. PRIE INSTAMMENT les États et les organismes gouvernementaux du Pakistan Membres de l'UICN d'appuyer la création de cette aire marine protégée et d'aider à l'élaboration d'une législation efficace visant à protéger cette aire dans les cinq ans au moins qui suivront sa création.

L'État Membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis se sont abstenus lors du vote de cette motion pour les raisons données dans la déclaration générale des États-Unis sur le processus des résolutions de l'UICN.

WCC-2016-Res-053-FR

Protéger les milieux côtiers et marins contre les résidus miniers

SE FÉLICITANT de l'appel lancé dans l'Objectif 14 de développement durable des Nations Unies pour que les États conservent et utilisent de manière durable les océans, les mers et les ressources marines pour le développement durable ;

PRENANT NOTE de la cible 14.1 qui demande de prévenir et réduire nettement la pollution marine de tous types, en particulier celle résultant des activités terrestres ;

PRENANT ÉGALEMENT NOTE de l'Objectif 8 d'Aichi pour la biodiversité selon lequel « D'ici à 2020, la pollution causée notamment par l'excès d'éléments nutritifs aura été ramenée à des niveaux qui ne sont pas défavorables à la fonction écosystémique et à la diversité biologique » ;

OBSERVANT que l'article 210 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer stipule : « Les États adoptent des lois et règlements afin de prévenir, réduire et maîtriser la pollution du milieu marin par immersion » ;

SACHANT que l'objectif de la Convention sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion de déchets (Convention de Londres) et de son Protocole consiste à promouvoir le contrôle effectif de toutes les sources de pollution marine et que les Parties contractantes doivent prendre des mesures effectives pour prévenir la pollution du milieu marin résultant de l'immersion ;

SACHANT AUSSI que le déversement de résidus miniers sur les fonds marins (dépôt sous-marin de résidus – DSR) et le dépôt marin et côtier de résidus miniers peuvent porter gravement préjudice au milieu marin - par exemple, contamination de l'eau et de l'air avec des métaux lourds, diffusion des polluants par les courants sous-marins, destruction des habitats et de la biodiversité côtiers et marins, modification du littoral, perte de patrimoine naturel et culturel, sédimentation dans les baies et les ports - et peuvent avoir des incidences négatives sur la santé et les activités ;

EXHORTANT tous les États à restaurer tous leurs littoraux affectés par des résidus miniers, anciens ou récents, en veillant à ce que cette restauration ne porte pas préjudice à l'environnement, à la santé humaine, aux activités humaines et à la conservation de notre patrimoine naturel et culturel ;

OBSERVANT que la plupart des pays ont abandonné la pratique du DSR en raison de ses effets nocifs sur le milieu marin et qu'il existe beaucoup de bonnes solutions de remblayage et autres formes d'utilisation des résidus miniers ;

PRÉOCCUPÉ de constater que quelques pays continuent d'autoriser l'immersion de résidus miniers dans leurs eaux côtières et continuent d'accepter des propositions à cet effet ;

RECONNAISSANT que lorsque l'immersion de résidus miniers se fait depuis un navire, elle est réglementée par la Convention de Londres et son Protocole ;

TROUBLÉ à l'idée que l'immersion de résidus miniers provenant des activités terrestres, avec ses éventuels effets nocifs importants tels que la pollution, l'étouffement de la vie marine, etc., n'est pas actuellement explicitement couverte par des règlements internationaux quels qu'ils soient ; et

SE FÉLICITANT de la collaboration entre le Programme d'action mondial pour la protection du milieu marin contre les activités terrestres du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE-GPA), l'Organisation maritime internationale (OMI) et la Convention de Londres et son Protocole pour résoudre le problème de l'immersion sous-marine de résidus miniers ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawai'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. DEMANDE à la Directrice générale de communiquer la présente Résolution aux pays concernés et de discuter avec leurs gouvernements afin de trouver des solutions possibles pour faire cesser la destruction et la dégradation des habitats marins par immersion de résidus miniers.
2. FÉLICITE les pays qui ont mis en place des règlements interdisant l'immersion de résidus miniers dans leurs eaux.
3. APPELLE tous les États à interdire l'immersion marine de résidus miniers provenant de nouvelles mines dès que possible et à envisager de mettre un terme aux sites actifs d'immersion marine.
4. AFFIRME que pour remplir la cible 14.1 des ODD ainsi que les objectifs de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et de la Convention de Londres et de son Protocole, des règlements devraient être mis en place pour réglementer puis faire cesser l'immersion de résidus miniers dans le milieu marin.
5. DEMANDE au PNUE-GPA et à l'OMI de recommander la réglementation de l'immersion sous-marine de résidus miniers provenant d'activités terrestres de la même façon que dans la haute mer, en appliquant les principes généraux de l'OMI et de la Convention de Londres et de son Protocole.

L'État Membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis se sont abstenus lors du vote de cette motion pour les raisons données dans la déclaration générale des États-Unis sur le processus des résolutions de l'UICN.

WCC-2016-Res-054-FR

Protéger de l'exploitation minière à grande échelle la plus grande zone de pêche au saumon du monde située dans la baie de Bristol, en Alaska

RAPPELANT les nombreuses Résolutions et Recommandations relatives à la fois à l'exploitation minière et aux populations autochtones adoptées au cours de différentes Assemblées générales et Congrès mondiaux de la nature de l'UICN ;

SACHANT que le bassin versant de la baie de Bristol constitue une ressource écologique et économique d'importance mondiale d'une valeur incomparable puisqu'il abrite la plus grande zone au monde de pêche au saumon, de pêche sportive, de pêche de subsistance, de chasse et de tourisme ;

CONSCIENT que le bassin versant de la baie de Bristol permet à des populations autochtones d'Alaska d'assurer leur subsistance depuis des millénaires ;

NOTANT que le bassin versant de la baie de Bristol sert d'habitat à plus de 29 espèces de poissons, 40 espèces de mammifères et 190 espèces d'oiseaux ;

CONSCIENT que le bassin versant de la baie de Bristol renferme également des gisements de minerai à faible teneur, objet du projet de Pebble Mine ;

ALARMÉ à l'idée que dans l'hypothèse où il serait exécuté selon les modalités prévues, le projet de Pebble Mine représenterait la plus grande mine d'or et de cuivre d'Amérique du Nord, avec une production de plus de 10 milliards de tonnes de résidus miniers ;

INQUIET de savoir qu'une infime augmentation de 2 à 8 parties par milliard ($2-8 \times 10^{-9}$) de la concentration naturelle de cuivre peut être toxique pour le saumon ;

CONSTERNÉ de constater que les plans relatifs au projet de Pebble Mine prévoient la construction d'un port à l'intérieur d'un habitat essentiel pour les bélugas de Cook Inlet (*Delphinapterus leucas*), une espèce classée « En danger critique d'extinction » sur la Liste rouge de espèces menacées de l'UICN ;

FÉLICITANT l'Agence américaine pour la protection de l'environnement (EPA) pour avoir mené une évaluation scientifique, laquelle a conclu que l'exploitation minière à grande échelle du gisement de Pebble aurait des effets « graves », voire « catastrophiques » ;

SOULIGNANT que le projet de Pebble Mine est massivement décrié, suscitant notamment l'opposition de 85% des entreprises de pêche commerciale, de 81% des populations autochtones et de 80% des résidents de la baie de Bristol ;

PRÉOCCUPÉ à l'idée que la construction des infrastructures nécessaires à la mine permette la formation, à l'intérieur du bassin versant de la baie de Bristol, du plus vaste district minier d'Amérique du Nord ; et

ÉGALEMENT PRÉOCCUPÉ à l'idée que si aucune mesure n'est prise pour contrer l'exploitation minière à grande échelle dans le bassin versant de la baie de Bristol, de tels projets auront des effets catastrophiques sur l'environnement et l'économie de la région et sur les populations autochtones ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. APPELLE la Directrice générale, les Commissions et les Membres à soutenir, selon que de besoin, au moyen d'une assistance administrative, technique, scientifique ou financière, les

populations autochtones locales, les tribus et les organisations non gouvernementales de la baie de Bristol qui œuvrent à empêcher tout projet d'exploitation minière à grande échelle dans le bassin versant de la baie de Bristol, en particulier le projet de Pebble Mine.

2. EXHORTE à protéger le bassin versant de la baie de Bristol de tout projet d'exploitation minière à grande échelle semblable à celui de Pebble Mine.

3. EXHORTE ÉGALEMENT le gouvernement des États-Unis d'Amérique à réfléchir à l'importance historique que revêt la préservation du bassin versant de la baie de Bristol du point de vue économique et environnemental et en termes de patrimoine culturel, et à prendre les mesures qui s'imposent pour empêcher la délivrance de permis d'exploitation minière à grande échelle dans ce bassin versant.

L'État Membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis se sont abstenus lors du vote de cette motion pour les raisons données dans la déclaration générale des États-Unis sur le processus des résolutions de l'UICN.

WCC-2016-Res-055-FR

Préoccupations relatives à la chasse à la baleine en vertu de permis spéciaux

RAPPELANT le soutien de l'UICN à la décision de la Commission baleinière internationale (CBI) d'établir un moratoire mondial sur la chasse commerciale à la baleine, y compris par les Recommandations 17.46 *Chasse aux cétacés* (San José, 1988), 18.34 *Conservation des Cétacés et Moratoire de la Commission baleinière internationale* (Perth, 1990), et 19.63 *Chasse à la baleine à des fins commerciales* (Buenos Aires, 1994) ;

RECONNAISSANT que l'article VIII de la Convention internationale pour la réglementation de la chasse à la baleine (CIRCB) prévoit que « chaque Gouvernement contractant pourra accorder à l'un de ses nationaux un permis spécial l'autorisant à ...capturer des baleines en vue de recherches scientifiques » ;

NOTANT AVEC PRÉOCCUPATION que des navires baleiniers japonais ont capturé plus de 15 000 baleines dans le cadre d'autorisations spéciales délivrées depuis le moratoire, y compris plus de 10 000 individus dans ce qui est aujourd'hui le Sanctuaire baleinier de l'océan Austral ;

NOTANT que les produits de cette chasse sont vendus ;

NOTANT EN OUTRE que la CBI a adopté 22 résolutions appelant le Japon à arrêter ou à limiter sa chasse à la baleine en vertu de permis spéciaux ;

NOTANT ÉGALEMENT l'Arrêt de 2014 de la Cour internationale de Justice (CIJ), selon lequel le programme japonais JARPA II de chasse à la baleine dans l'Antarctique n'était pas conforme aux dispositions de l'Article VIII de la CIRCB ;

NOTANT ENFIN que la Résolution 2014-5 de la CBI sur la chasse à la baleine en vertu de permis spéciaux, section 3, demandait aux Parties de ne plus délivrer de nouveaux permis spéciaux pour la capture de baleines tant que la CBI n'a pas examiné le rapport du Comité scientifique et fait des recommandations sur le bien-fondé du programme de permis spéciaux tel qu'elle le voit ou tout autre considération, ce qu'elle n'a pas encore fait ;

SACHANT que le Japon, après avoir accepté l'Arrêt de la CIJ dans un premier temps et s'être limité à des recherches non létales sur les baleines dans l'Antarctique durant la saison 2014/15, a en octobre 2015 retiré sa reconnaissance de la compétence obligatoire de la CIJ pour les différends liés aux ressources marines vivantes ;

SACHANT ÉGALEMENT que les programmes de recherches actuels menés par le Japon, NEWREP-A et JARPN II, pour lesquels l'échantillonnage légal est un volet intégral, se poursuivent et que la mise en œuvre de ces programmes tels qu'ils se présentent actuellement, exigera l'émission de nouveaux permis spéciaux ;

PRÉOCCUPÉ de ce que le Japon a délivré en décembre 2015 un permis spécial autorisant la capture de 333 petits rorquals dans l'océan Austral durant la saison 2015/16 en vertu d'un nouveau plan de recherche qui avait été examiné par un groupe d'experts désigné par le Comité scientifique (CS) de la CBI, lequel avait conclu que la proposition ne prouvait pas la nécessité de procéder à un échantillonnage légal ; et

CONSIDÉRANT la lettre de janvier 2016 publiée dans *Nature* et signée par 32 membres du CS, constatant que le bien-fondé scientifique du plan de recherche du Japon n'avait pas fait l'objet d'un réel examen par les pairs ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawai'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. PRIE la Directrice générale de transmettre la présente recommandation au Secrétaire général des Nations Unies, au Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement et au Secrétaire de la CBI, et d'aider à faire en sorte que le Secrétariat et les commissions de l'UICN contribuent à sa mise en œuvre.
2. RÉAFFIRME son point de vue selon lequel la CBI demeure l'instance mondiale compétente pour la gestion de la chasse à la baleine, et invite tous les Membres de l'UICN, qu'ils soient ou non membres de la CBI, à se conformer aux résolutions, règlements et procédures de la CBI.
3. INVITE le Japon à annuler tout permis spécial existant en vertu de l'article VIII de la CIRCB et délivrés à des fins de recherche sur les cétacés dans l'océan Austral et l'ouest du Pacifique Nord et à éliminer les volets comportant un échantillonnage létal de ses programmes de recherche sur les cétacés.
4. INVITE tous les États à s'abstenir de délivrer de nouveaux permis spéciaux en vertu de l'article VIII de la CIRCB.
5. SOULIGNE la nécessité de poursuivre et d'élargir les méthodes de recherche non létale sur les cétacés et de renforcer la collaboration internationale à cet égard.

WCC-2016-Res-056-FR

Réponse de l'UICN à l'Accord de Paris sur les changements climatiques

S'APPUYANT sur la politique générale de l'UICN sur les changements climatiques, y compris la Résolution 5.083 *Faire progresser le rôle des solutions basées sur la nature pour l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets, et leur potentiel de contribution à une réglementation mondiale sur les changements climatiques*, la Résolution 5.084 *Promouvoir l'adaptation fondée sur les écosystèmes*, la Résolution 5.085 *Considérations d'équité et de justice vis-à-vis du changement climatique*, la Résolution 5.086 *Intégrer les aires protégées dans les stratégies d'atténuation et d'adaptation au changement climatique* (toutes adoptées à Jeju, 2012) ;

RECONNAISSANT le travail significatif réalisé par la Directrice générale et les Commissions pour développer et améliorer l'apport politique stratégique de l'UICN au processus de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) en tant qu'organisation ayant le statut d'observateur, et pour encourager l'action dans toute l'Union afin de faire progresser les solutions basées sur la nature pour l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets ;

RECONNAISSANT le rôle du Groupe de travail du Conseil sur les changements climatiques pour élaborer les recommandations politiques de l'UICN sur les changements climatiques, et le rôle crucial que cela a joué pour garantir l'implication de l'UICN dans les processus de la CCNUCC, y compris lors de la 21e session de la Conférence des Parties (COP21) à la CCNUCC (Paris, 2015), ;

SALUANT l'Accord de Paris adopté par les Parties lors de la COP 21 de la CCNUCC, et les dispositions les plus pertinentes pour les travaux de l'UICN, notamment pour : souligner l'importance de garantir l'intégrité de tous les écosystèmes, y compris les océans, et la protection de la biodiversité lors de l'adoption de mesures pour lutter contre les changements climatiques ; respecter, promouvoir et examiner, notamment, leurs obligations respectives relatives aux droits de l'homme, aux droits des peuples autochtones, des communautés locales et des populations en situation vulnérable, ainsi qu'à l'égalité entre hommes et femmes et l'équité intergénérationnelles ; prendre des mesures pour conserver et accroître, si nécessaire, les puits et les réservoirs de gaz à effet de serre, conformément à l'article 4 paragraphe 1(d) de la Convention, notamment la biomasse, les forêts et les océans, ainsi que d'autres écosystèmes terrestres, côtiers et marins ; encourager les mesures de mise en œuvre et de soutien, notamment grâce à des versements fondés sur les résultats, au cadre existant tel qu'il a été défini dans les directives et décisions déjà adoptées au titre de la Convention pour : les approches politiques et les incitations positives pour des actions liées à la réduction des émissions issues de la déforestation et de la dégradation des forêts, et le rôle de la conservation et de la gestion durable des forêts et de l'accroissement des stocks de carbone forestier ; et prendre en compte les écosystèmes dans les actions d'adaptation et la planification ;

NOTANT les opportunités découlant de l'Accord de Paris pour les solutions fondées sur la nature qui s'appuient sur la conservation, ainsi que l'atténuation et l'adaptation fondées sur les écosystèmes et, pour l'UICN de travailler avec les Parties pour les aider à mener à bien leurs actions et à s'acquitter de leurs engagements avant et après 2020, notamment de leurs Contributions prévues déterminées au niveau national ;

RECONNAISSANT PAR AILLEURS le besoin de coordination au sein et entre toutes les composantes de l'Union, pour réaliser tout le potentiel de la conservation comme solution face aux changements climatiques et éviter des effets pervers pour la conservation de la biodiversité ; et

SALUANT les efforts déployés dans le cadre de la Loi sur l'énergie et par le Groupe spécialisé sur le changement climatique de la Commission mondiale du droit de l'environnement (CMDE), pour faire progresser l'engagement de l'UICN en faveur de la transition vers l'énergie renouvelable ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawai'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. DEMANDE à la Directrice générale :

- a. d'encourager davantage les synergies et la coordination entre le Secrétariat, les Commissions et les Membres pour faire progresser les solutions fondées sur la nature afin de lutter contre les changements climatiques, en gardant à l'esprit la protection de la biodiversité, la préservation des droits de l'homme, les questions d'égalité entre les sexes, l'équité intergénérationnelles et autres questions de politique générale pertinentes pour l'UICN, portant notamment sur les aires protégées, les compensations pour la biodiversité et les forêts primaires ;
- b. de faire progresser les travaux programmatiques d'atténuation basés sur les écosystèmes, y compris sur les forêts, les océans, les écosystèmes côtiers, les zones humides, les montagnes, les bassins hydrologiques et les prairies, qui maximisent les avantages pour la biodiversité, l'intégrité des écosystèmes et le bien-être humain ;
- c. de développer davantage, documenter et communiquer sur les approches d'adaptation fondées sur les écosystèmes, y compris en collaborant avec des professionnels, parties prenantes et peuples autochtones pertinents et en contribuant à la résilience des espèces vulnérables, des écosystèmes et des communautés autochtones, locales et autres à risque ;
- d. actualiser et mettre en œuvre la Politique de compensation carbone 2008 de l'UICN, afin de refléter les mesures d'atténuation conformes à l'Accord de Paris, et évaluer les risques liés aux changements climatiques pour les actifs financiers et bâtis de l'UICN ; et
- e. soutenir, si approprié, les Membres, Commissions et programmes de l'UICN qui aident les Parties à l'Accord de Paris à mettre en œuvre les Contributions prévues déterminées au niveau national.

2. RECONNAÎT les progrès du Groupe de travail du Conseil sur les changements climatiques et DEMANDE au Conseil de poursuivre avec un mécanisme de gouvernance approprié afin de superviser l'élaboration en cours des politiques de l'UICN sur les changements climatiques et son engagement à la lumière de la mise en œuvre de l'Accord de Paris, des expériences tirées du travail programmatique, des mises à jour scientifiques du Groupe intergouvernemental d'experts sur le climat (GIEC), et des travaux des organismes pertinents, y compris le Fonds vert pour le climat.

3. ENCOURAGE tous les membres et Parties à l'Accord de Paris d'éliminer progressivement les subventions aux combustibles fossiles et d'accélérer la mise en œuvre de la production d'énergie renouvelable.

4. APPELLE tous les Membres à redoubler d'efforts en faveur de la mise en œuvre de l'Accord de Paris, notamment par le biais d'approches fondées sur les écosystèmes, en notant l'importance des contributions des acteurs qui n'en sont pas Parties, ainsi que celles des États Parties, la nécessité de faire baisser rapidement et de manière importante les émissions afin de limiter l'augmentation de la température moyenne mondiale bien en dessous de 2°C, et de poursuivre les efforts pour limiter l'augmentation de la température à 1,5°C au-dessus des niveaux pré-industriels, et que les efforts d'adaptation prennent en compte les groupes, communautés et écosystèmes vulnérables et renforcent la connaissance, l'action et l'appui relatifs aux pertes et dommages causés par les effets négatifs des changements climatiques.

5. ENCOURAGE les États membres de l'UICN à ratifier, adopter ou accepter l'Accord de Paris aussi rapidement que possible.

WCC-2016-Res-057-FR

Renforcer la prise en compte des océans dans le régime climatique

NOTANT que les changements climatiques sont reconnus par les scientifiques et les États comme une menace immédiate assortie d'effets potentiellement irréversibles, néfastes et profondément déstabilisants pour les sociétés humaines et la planète ;

FÉLICITANT les Parties pour leur engagement pris à Paris lors de la 21^e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) dans le but de contenir l'élévation de la température moyenne de la planète nettement en dessous de 2°C par rapport aux niveaux préindustriels et de poursuivre l'action menée pour limiter l'élévation des températures à 1,5°C par rapport aux niveaux préindustriels ;

RAPPELANT que l'Accord de Paris souligne dans son préambule l'importance de veiller à l'intégrité de tous les écosystèmes, y compris les océans, et à la protection de la biodiversité ;

CONSTATANT AVEC INQUIÉTUDE les effets négatifs des changements climatiques sur les écosystèmes et les espèces marines, à travers, notamment, la hausse du niveau des océans, l'augmentation de la température des océans, le rafraîchissement ainsi que l'élévation et la déviation de certains courants thermohalins qui en découlent, l'acidification des océans, l'intensification et l'ampleur du blanchissement des récifs coralliens, les changements dans l'aire de répartition des espèces marines et les ondes de tempête ;

RECONNAISSANT le rôle central des océans dans la régulation du climat ;

RAPPELANT les Objectifs d'Aichi 10, 11 et 15 relatifs aux écosystèmes marins et côtiers et aux aires marines protégées ;

SOULIGNANT que les océans couvrent 71% de la surface planétaire, qu'ils produisent plus de 50% de l'oxygène de l'air que nous respirons, et absorbent annuellement environ un quart du CO₂ et plus de 90% de l'excès de chaleur générés par les activités humaines ;

CONSCIENT qu'il est essentiel de prendre en compte les océans lors de l'élaboration et de la mise en œuvre des plans d'adaptation et d'atténuation aux changements climatiques ;

SALUANT la préparation du Rapport spécial du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) sur le changement climatique, les océans et la cryosphère, et encouragé par le fait que le Rapport d'évaluation mondiale de l'IPBES (Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques) porte également sur les océans ;

SALUANT PAR AILLEURS l'action internationale de la Plateforme océan et climat, et sa capacité à rassembler les acteurs des océans, à sensibiliser le grand public et les décideurs aux enjeux océaniques et climatiques ;

SE FÉLICITANT de la publication du rapport de l'UICN intitulé "Explaining Ocean Warming: Causes, Scale, Effects and Consequences" ; et

SACHANT que le Programme de développement durable à l'horizon 2030 reconnaît qu'il est essentiel de conserver et d'exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawai'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

ENCOURAGE les États et organismes gouvernementaux Membres de l'UICN et les organisations non gouvernementales Membres de l'UICN à :

- a. reconnaître le rôle important joué par les écosystèmes marins et côtiers dans le changement climatique en tant que puits naturels de carbone ;
- b. reconnaître le rôle joué par les aires marines protégées en matière d'atténuation et d'adaptation aux effets du changement climatique et la nécessité de protéger les écosystèmes marins et côtiers des changements climatiques, en favorisant la mise en place de réseaux cohérents, résilients, écologiquement reliés et efficacement gérés d'aires marines protégées ;
- c. tenir compte des résultats du Rapport spécial du GIEC et du Rapport d'évaluation mondiale de l'IPBES portant sur les océans ;
- d. encourager à mieux connaître les communautés et les écosystèmes côtiers afin d'aider et de s'associer à des acteurs locaux et de contribuer à ce qu'ils disposent d'informations leur permettant de mieux intégrer les océans dans leurs plans d'actions locaux, selon que de besoin ;
- e. appuyer l'élaboration de projets d'adaptation et d'atténuation reposant sur de solides fondements scientifiques et de rigoureux principes de gestion en vue de l'adaptation des écosystèmes marins et côtiers, en accordant la priorité aux régions et écosystèmes les plus vulnérables et les plus précieux tels que définis par les États ;
- f. envisager de consacrer des financements en faveur du climat à des projets de protection et de gestion durable des écosystèmes marins et côtiers, ces derniers constituant de très importants puits naturels de carbone ;
- g. tenir compte des océans lors de l'organisation de différentes conférences internationales ; et
- h. soutenir la Plateforme Océan et Climat et créer un mécanisme permettant aux Membres de l'UICN d'examiner et de participer éventuellement à la diffusion de ses messages à tous les niveaux.

WCC-2016-Res-058-FR
Le capital naturel

SACHANT que l'objectif des approches basées sur le capital naturel¹[1] est de rendre la valeur de la nature plus visible dans le processus décisionnel des gouvernements, des entreprises, des institutions financières et de la société, et d'améliorer les résultats pour la biodiversité, l'environnement et le bien-être humain ;

OBSERVANT que les concepts et la terminologie du capital naturel deviennent de plus en plus répandus dans le milieu de la conservation et de l'UICN ;

NOTANT l'apparition de nouvelles normes et de nouveaux cadres d'intégration des valeurs de la nature dans le processus décisionnel des gouvernements, des entreprises, des institutions financières et de la société et l'appel à une meilleure compréhension et au consensus sur les concepts et la mesure du capital naturel, les méthodes d'évaluation des services fournis par la nature, les politiques et les décisions en matière de gestion ainsi que l'identification des moteurs et boucles de rétroaction affectant le capital naturel et la biodiversité ;

RECONNAISSANT l'importance de prendre en compte les questions d'écologie, d'éthique et de justice sociale dans l'élaboration d'une politique de l'UICN sur le capital naturel ;

NOTANT qu'il existe beaucoup de différents types de valeurs et d'opinions mondiales autour du capital naturel ;

RECONNAISSANT la Décision du Conseil C/84/16, présentant une feuille de route pour mettre en œuvre une politique de l'UICN sur le capital naturel ;

PRENANT NOTE du document de synthèse sur le capital naturel, préparé par le Secrétariat dans le cadre de la feuille de route ; et

NOTANT ENFIN que l'UICN est impliquée dans les initiatives sur le capital naturel y compris : i) le Schéma directeur et le Système de comptabilité environnementale et économique (expérimental) (SCEE) des Nations Unies, un processus permettant aux pays de comptabiliser les atouts naturels, les services fournis et les relations avec l'économie nationale ; ii) l'élaboration et la mise à l'essai du Protocole sur le capital naturel, destiné à fournir un cadre harmonisé pour les entreprises afin de mesurer et valoriser le capital naturel ; iii) les efforts d'intégration du capital naturel dans le secteur financier, par exemple par le biais de la Déclaration sur le capital naturel ; et iv) l'étude de la façon dont les produits de connaissances de l'UICN peuvent être utilisés pour soutenir les prises de décisions relatives à la gestion de la diversité naturelle ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. APPELLE la Directrice générale à :

a. créer de manière urgente un groupe de travail interdisciplinaire et multisectoriel fondé sur la charte Un Seul Programme et composé de différents représentants du Secrétariat, des Commissions et des Membres, et de le charger d'élaborer un document de travail et un projet de politique de l'UICN sur le capital naturel, lesquels seront remis pour examen et adoption par l'Union avant le Congrès mondial de la nature 2020 (ces produits viseront à étudier des cadres, des principes et des méthodes

¹ L'approche basée sur le capital naturel est ici utilisée comme un terme-parapluie pour différents éléments de l'évaluation du capital naturel – identification, mesure, évaluation et comptabilité des stocks de capital naturel ou des flux de services écosystémiques.

ainsi que les conséquences de toute application des approches et des mécanismes basés sur le capital naturel) ; et

b. mettre à la disposition du groupe de travail le texte de la motion d'origine à titre d'orientation pour ses travaux.

2. PRIE le groupe de travail de :

a. étudier les éléments conceptuels et éthiques étayant les approches et politiques connexes basées sur le capital naturel ainsi que leur ancrage sur des principes écologiques, environnementaux, économiques et sociaux et :

b. contribuer, à titre d'activité parallèle, aux connaissances actuelles sur le développement conceptuel et la mise en œuvre pratique des approches basées sur le capital naturel, par le biais : i) de travaux basés sur des projets avec des partenaires, Membres et Commissions de l'UICN, et ii) de l'échange de connaissances.

WCC-2016-Res-059-FR

Politique de l'UICN sur les compensations relatives à la biodiversité

RAPPELANT l'adoption de la Résolution 5.110 *Compensations relatives à la biodiversité et autres approches compensatoires* (Jeju, 2012) ;

NOTANT AVEC SATISFACTION le processus consultatif mené pour mettre en œuvre cette Résolution ;

RECONNAISSANT le précieux travail réalisé par le Groupe de travail technique sur les compensations relatives à la biodiversité de l'UICN, qui fournit des fondements et des bases factuels pour encourager la mise en place d'une Politique de l'UICN sur les compensations relatives à la biodiversité, grâce à [*Biodiversity Offsets Technical Study Paper*](#) [Document d'étude technique sur les compensations relatives à la biodiversité] ; [*Biodiversity Offsets: Policy Options for Governments*](#) [Les compensations relatives à la biodiversité : options politiques pour les gouvernements] ; et [*Technical Conditions for Positive Outcomes from Biodiversity Offsets*](#) [Conditions techniques pour des résultats positifs sur les compensations relatives à la biodiversité], publiés par l'UICN ;

RECONNAISSANT ÉGALEMENT le rôle du Groupe de travail technique sur les compensations relatives à la biodiversité de l'UICN pour élaborer le projet de Politique de l'UICN sur les compensations relatives à la biodiversité, en s'appuyant sur les résultats du Groupe de travail technique et en prenant en compte les avis des Membres (par le biais de consultations en ligne et de discussions lors des Forums régionaux de la conservation) et des Commissions ;

RÉAFFIRMANT les considérations de la Résolution 5.110 quant à l'importance critique de politiques claires sur les compensations relatives à la biodiversité pour atteindre la conservation et le développement durable ;

S'APPUYANT sur les travaux menés par l'UICN et d'autres, y compris le travail et les produits du Programme de compensations biodiversité et entreprises (*Business and Biodiversity Offsets Programme*, BBOP, en anglais) ;

TENANT COMPTE de la participation de Membres de l'UICN à des débats régionaux actuellement en cours sur ce thème ;

RECONNAISSANT les risques élevés impliqués et le besoin d'avoir davantage d'éléments prouvant la contribution positive des compensations sur la conservation ;

RECONNAISSANT NÉANMOINS que les compensations relatives à la biodiversité sont largement et de plus en plus utilisées, et que l'absence d'une politique de l'UICN sur ce sujet représente un risque ;

SOULIGNANT l'importance d'appliquer rigoureusement toutes les étapes de la hiérarchie de mesures d'atténuation, à commencer en priorité par l'évitement, et de réfléchir à un ensemble complet d'alternatives à un projet, avant d'envisager les compensations relatives à la biodiversité ;

SOULIGNANT PAR AILLEURS que l'incertitude et le risque peuvent être réduits lorsque la hiérarchie de mesures d'atténuation est intégrée dans le cadre de la planification et de la législation au niveau du paysage terrestre et marin, et fait partie de plans de développement stratégiques présents et futurs ; et

CONSTATANT l'absence de politiques sur les compensations relatives à la biodiversité dans de nombreux pays du monde et NOTANT que l'UICN pourrait jouer un rôle important en aidant et en donnant des orientations à ses Membres et à des tiers dans l'élaboration de telles politiques ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawai‘i, États-Unis d’Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. ADOPTE la Politique de l’UICN sur les compensations relatives à la biodiversité, jointe à la présente en Annexe 1.
2. DEMANDE à la Directrice générale et aux Commissions de publier les conseils selon que nécessaire pour la mise en œuvre de cette politique, en collaborant si besoin avec les autres organisations travaillant dans ce domaine.
3. DEMANDE à la Directrice générale d’étudier et d’évaluer la mise en œuvre de la présente politique au cours de la prochaine période quadriennale et de rendre compte de son efficacité aux Membres.



Politique de l’UICN sur les compensations relatives à la biodiversité

1. Objet

L’objectif de la présente Politique est de fournir un cadre pour orienter la conception, la mise en œuvre et la gouvernance des programmes et projets sur les compensations relatives à la biodiversité.

La présente Politique fournit des conseils permettant de savoir quand les compensations relatives à la biodiversité sont, et ne sont pas, des outils de conservation appropriés afin de garantir que, lorsque ces programmes de compensation sont utilisés, ils aboutissent à des résultats positifs pour la conservation par rapport au statu quo et, donc, minimisent le risque de résultats négatifs pour la conservation.

2. Destinataires de la présente Politique

La présente Politique est destinée à toutes les composantes de l’UICN : Membres, Commissions, Secrétariat, Comités nationaux et régionaux, notamment lors de leur travail avec les partenaires du secteur privé, les communautés et les autres parties prenantes impliquées dans les compensations relatives à la biodiversité.

Cette Politique est destinée à orienter le travail du Secrétariat de l’UICN, des Commissions et des organisations Membres.

3. Portée de la présente Politique

La présente Politique couvre tous les aspects de la conception, de la mise en œuvre et de la gouvernance des compensations relatives à la biodiversité dans le contexte de la hiérarchie des mesures d’atténuation, y compris dans les circonstances où les compensations relatives à la biodiversité ne sont pas appropriées. Cette Politique s’applique à tous les secteurs et types de développement où les compensations relatives à la biodiversité sont proposées.

4. Contexte de la présente Politique

Au cours de la période inter-sessions 2008-2012, le Conseil a réalisé une analyse afin d’identifier les lacunes entre les Résolutions et recommandations de l’UICN et les questions émergentes sur lesquelles l’UICN se doit d’avoir une position claire. L’une des lacunes identifiées était les compensations relatives à la biodiversité. En conséquence, les Membres de l’UICN ont adopté lors de la 5^e session du Congrès mondial de la nature (Jeju, 2012) la Résolution 5.110 *Compensations relatives à la biodiversité et autres approches compensatoires*, laquelle appelait la Directrice générale à créer un groupe de travail comprenant des experts du Secrétariat, des Membres, des Commissions et autres si nécessaire, afin de rédiger une Politique de l’UICN sur les compensations relatives à la biodiversité par le biais d’un processus consultatif.

5. Déclaration de politique

Dans le cas des conditions spécifiques présentées dans cette Politique, la position de l’UICN est que les compensations relatives à la biodiversité peuvent contribuer positivement à la conservation. Cependant, les compensations relatives à la biodiversité ne sont pertinentes que pour les projets ayant rigoureusement appliqué la hiérarchie des mesures d’atténuation (éviter, minimiser, restaurer/réhabiliter et compenser, voir section 6) et lorsqu’un ensemble complet d’alternatives au projet a été pris en compte.

- Les compensations ne peuvent se produire que lorsque toutes les étapes précédentes de la hiérarchie des mesures d'atténuation ont été étudiées, et qu'aucune autre alternative n'est disponible. L'évitement est la première étape et la plus importante dans la hiérarchie des mesures d'atténuation. Les compensations relatives à la biodiversité ne doivent jamais être utilisées pour contourner les responsabilités d'évitement et de minimisation des dommages à la biodiversité, ou pour justifier des projets qui ne verraient jamais le jour autrement.
- La hiérarchie des mesures d'atténuation doit être appliquée à l'échelle du paysage terrestre ou marin avec des mesures d'atténuation conçues et mises en œuvre au niveau du site ou du projet. Les gouvernements doivent garantir que la hiérarchie des mesures d'atténuation est intégrée dans le cadre de la planification à l'échelle du paysage terrestre et marin et de la législation, et qu'elle fait partie de plans de développement stratégiques existants et futurs.
- Ce n'est qu'après avoir appliqué les premières étapes de la hiérarchie des mesures d'atténuation que les compensations relatives à la biodiversité peuvent être utilisées pour lutter contre les impacts résiduels, afin d'avoir au minimum aucune perte nette, et si possible un bénéfice net au niveau du projet. Les termes « Aucune perte nette » ou « Bénéfice net » font référence au résultat atteint par rapport à un scénario de référence. Ce scénario de référence peut être ce qui se serait probablement passé en l'absence du projet et de la compensation, ou un scénario offrant un meilleur résultat pour la conservation de la biodiversité. Les valeurs sociétales doivent également être comptabilisées et utilisées pour renseigner la conception et la mise en œuvre des compensations relatives à la biodiversité.
- Dans certaines circonstances, les impacts résiduels sur la biodiversité (après avoir réalisé les étapes d'évitement, de minimisation et de réhabilitation de la hiérarchie des mesures d'atténuation) ne peuvent pas être compensés. En outre, pour certaines composantes de la biodiversité, les impacts peuvent en théorie être compensés, mais avec un risque d'échec élevé. Dans ces circonstances, les compensations relatives à la biodiversité ne sont pas appropriées, ce qui signifie que le projet tel qu'il est conçu ne peut continuer.

6. Le rôle des compensations relatives à la biodiversité dans la hiérarchie des mesures d'atténuation

Les compensations ne peuvent se produire que lorsque toutes les étapes précédentes de la hiérarchie des mesures d'atténuation ont été étudiées, et qu'aucune autre alternative n'est disponible. L'évitement est la première étape et la plus importante dans la hiérarchie des mesures d'atténuation. Une évaluation précoce des risques associés aux impacts et à leurs mesures d'atténuation permettra d'appliquer au mieux la hiérarchie des mesures d'atténuation.

Il n'y a pas deux habitats ni deux populations d'espèces identiques. En conséquence, certains éléments de la biodiversité (par ex. les combinaisons génétiques) et les valeurs en rapport seront toujours perdus dans les échanges de compensations. Au vu de cette réalité et des incertitudes et risques inhérents aux compensations, il convient d'utiliser les compensations relatives à la biodiversité comme une mesure de dernier recours.

Une application appropriée de la hiérarchie des mesures d'atténuation doit suivre au minimum les principes fondamentaux suivants :

1. Être appliquée dès que possible dans le cycle de vie du projet, afin de renseigner les décisions potentielles de développement.

2. Étudier explicitement le projet dans un contexte large à l'échelle du paysage terrestre ou marin.
3. Identifier et respecter les zones reconnues nationalement et internationalement comme des zones interdites.
4. Étudier attentivement les alternatives à plus faible impact dans la conception du projet, y compris le fait de ne pas continuer le projet, en reconnaissant que tous les impacts ne peuvent pas être compensés pour atteindre l'objectif d'aucune perte nette.
5. Donner la priorité à l'évitement de tout dommage sur la biodiversité.
6. Prendre entièrement en compte les impacts directs, indirects et cumulatifs, en termes géographiques et temporels.
7. Établir une distinction claire entre l'évitement et la minimisation des impacts et les mesures de restauration sur le terrain, et les compensations.
8. Concevoir les compensations afin d'atteindre au minimum aucune perte nette et si possible un bénéfice net pour la biodiversité.
9. S'assurer que les compensations relatives à la biodiversité utilisées dans le cadre de la hiérarchie des mesures d'atténuation garantissent des résultats supplémentaires pour la conservation qui n'existeraient pas autrement.
10. Utiliser des approches transparentes, participatives et fondées sur les connaissances scientifiques, et pallier les effets du projet et des mesures d'atténuation sur les moyens d'existence.
11. Suivre une approche basée sur les droits, telle que définie par la Résolution [WCC-2012-Res-099-FR](#) adoptée par le Congrès mondial de la nature à sa 5^{ème} session (Jeju, 2012).
12. Identifier et mettre en place les mesures légales, institutionnelles et financières nécessaires pour garantir la gouvernance à long terme de toutes les mesures d'atténuation (y compris les compensations relatives à la biodiversité).
13. Appliquer un système de suivi, d'évaluation et d'application rigoureux, qui inclut la vérification indépendante de toutes les mesures d'atténuation.
14. Appliquer le principe de précaution pendant toutes les étapes de la hiérarchie des mesures d'atténuation.
15. Appliquer l'approche basée sur les écosystèmes pendant toutes les étapes de la hiérarchie des mesures d'atténuation.

7. Hiérarchie des mesures d'atténuation et planification à l'échelle du paysage terrestre et marin

La hiérarchie des mesures d'atténuation doit être appliquée à l'échelle du paysage terrestre ou marin avec des mesures d'atténuation conçues et mises en œuvre *in situ* ou au niveau du projet. Les gouvernements doivent garantir que la hiérarchie des mesures d'atténuation est intégrée dans le cadre de la planification à l'échelle du paysage terrestre et marin et de la législation et qu'elle est liée à des plans de développement stratégiques existants et futurs.

Les gouvernements et les institutions multilatérales doivent donner la priorité à la planification spatiale intégrée au niveau du paysage terrestre et marin. Cela inclut des priorités relatives à la conservation de la biodiversité, des décisions raisonnables quant à l'utilisation des sols et des paysages marins et des cartes de sensibilité.

La planification à l'échelle du paysage terrestre et marin doit prendre en compte les principaux lieux et valeurs pour réaliser les objectifs de conservation, y compris les zones où les impacts doivent tous être évités, ainsi que les zones où l'agrégation des compensations pourrait mieux répondre aux objectifs de conservation. La planification à l'échelle du paysage terrestre et marin doit inclure la hiérarchie des mesures d'atténuation en étant renseignée par une compréhension des priorités de la conservation et des impacts cumulatifs potentiels

directs et indirects. Des évaluations de risque précoces doivent également être réalisées et étudiées avant toute décision de développement et d'investissement.

La hiérarchie des mesures d'atténuation doit en premier lieu être appliquée à l'échelle du paysage terrestre ou marin puis au niveau du site ou du projet. Ce point est essentiel pour aller au-delà d'une approche réactive projet par projet, et adopter une approche qui est proactive dans son application de la hiérarchie des mesures d'atténuation, qui soutient les actions d'atténuation à la bonne échelle écologique, reconnaît les effets cumulatifs et produit de meilleurs résultats pour la conservation et le développement durable. Une application au niveau du site est alors nécessaire pour garantir que les pertes et les bénéfices en termes de biodiversité sont évalués en détail, afin que les mesures d'atténuation, y compris les compensations, puissent être conçues et mises en œuvre en fonction du contexte spécifique.

8. Objectif des compensations relatives à la biodiversité

Ce n'est qu'après avoir appliqué les premières étapes de la hiérarchie des mesures d'atténuation que les compensations relatives à la biodiversité peuvent être utilisées pour lutter contre les impacts résiduels, afin d'avoir au minimum aucune perte nette et si possible un bénéfice net au niveau du projet. Les termes « Aucune perte nette » ou « Bénéfice net » font référence au résultat atteint par rapport à un scénario de référence. Ce scénario de référence peut être ce qui se serait probablement passé en l'absence du projet et de la compensation, ou un scénario offrant un meilleur résultat pour la conservation de la biodiversité. Les valeurs sociétales doivent également être comptabilisées et utilisées pour renseigner la conception et la mise en œuvre des compensations relatives à la biodiversité.

L'objectif des compensations relatives à la biodiversité est d'avoir aucune perte nette et si possible un bénéfice net pour la biodiversité. Les actions en faveur de la conservation destinées à atteindre des résultats en matière de compensations doivent avoir des bénéfices directs sur la biodiversité mesurables et équivalents à la perte résiduelle issue des impacts sur la biodiversité associés à un projet, afin d'être considérées comme des compensations relatives à la biodiversité. Les actions en faveur de la conservation qui ne sont pas conçues pour avoir aucune perte nette et si possible un bénéfice net ne sont pas des compensations relatives à la biodiversité.

Les objectifs d'aucune perte nette et de bénéfice net au niveau du projet doivent contribuer à la réalisation des objectifs et priorités existants de conservation de la biodiversité au niveau international et national, y compris les obligations internationales, conformément aux conditions présentées ci-dessous et en particulier dans la section 10.2.

9. Les limites des compensations relatives à la biodiversité

Dans certaines circonstances, les impacts résiduels sur la biodiversité (après avoir réalisé les étapes d'évitement, de minimisation et de réhabilitation de la hiérarchie des mesures d'atténuation) ne peuvent pas être compensés. En outre, pour certaines composantes de la biodiversité, les impacts peuvent en théorie être compensés, mais avec un risque d'échec élevé. Dans ces circonstances, les compensations relatives à la biodiversité ne sont pas appropriées, ce qui signifie que le projet tel qu'il est conçu ne peut continuer.

Au minimum, les compensations ne doivent pas être utilisées lorsque :

- Les impacts sont hautement susceptibles de faire passer une ou plusieurs espèces et/ou écosystèmes auparavant non-menacés dans la catégorie Vulnérable, En danger, En danger critique, Éteint à l'état sauvage ou Éteint de la Liste rouge de l'UICN, ou de faire passer une ou plusieurs espèces et/ou écosystèmes auparavant

déjà menacés dans des catégories de menace supérieures au sein de la Liste rouge de l'UICN;

- Le succès de l'action de compensation est hautement incertain du fait d'un manque de connaissances ;
- Il existe un risque substantiel que les investissements générés par les compensations se substituent, plutôt que s'ajoutent, aux autres investissements pour la conservation (par ex. transfert des coûts) ;
- Les échanges impliqués dans les pertes résiduelles du projet et les gains de compensations prévus sont considérés comme socialement ou culturellement inacceptables pour les parties prenantes concernées ;
- Les valeurs qui seront perdues sont spécifiques à un lieu particulier, et ne peuvent être trouvées nulle part ailleurs et correctement protégées ou recrées ;
- La période entre la perte résiduelle de la biodiversité causée par le projet et les bénéfices tirés de la compensation cause des dommages ne pouvant être restaurés et/ou place certaines composantes de la biodiversité face à un risque inacceptable ;
- Les impacts se produisent dans des zones interdites et reconnues comme telles au niveau national et international¹ ;
- Une telle action est considérée comme incompatible avec les Résolutions et la Politique de l'UICN.

Les paramètres ci-dessus correspondent aux Résolutions de l'UICN suivantes, entre autres :

- [Recommandation 2.82 Protection et conservation de la diversité biologique dans les aires protégées contre les effets dommageables des activités de prospection et d'exploitation minières, adoptée par le Congrès mondial de la nature à sa 2e session \(Amman, 2000\)](#) ;
- [Recommandation 3.082 La Revue des industries extractives, adoptée par le Congrès mondial de la nature à sa 3e session \(Bangkok, 2004\)](#) ;
- [Résolution 4.087 Incidence des infrastructures et des industries extractives sur les aires protégées, et la Recommandation 4.136 La diversité biologique, les aires protégées, les populations autochtones et les activités minières, adoptées par le Congrès mondial de la nature à sa 4e session \(Barcelone, 2008\)](#) ;

10. Principaux éléments des compensations relatives à la biodiversité

Les principaux éléments et problématiques suivants mentionnés dans la présente Politique peuvent être soumis à des lignes directrices supplémentaires.

10.1 Mesure et échange de la biodiversité

La plupart des actions d'atténuation doivent aborder plus d'une seule espèce ou d'un seul habitat affecté par un projet, et être destinées à soutenir les objectifs à l'échelle du paysage terrestre ou marin. En conséquence, il n'est pas toujours possible ou pratique d'établir des quantités et des qualités fiables de chaque composante de la biodiversité affectée. Des mesures défendables et reproductibles et des unités d'échange sont souvent nécessaires comme base pour évaluer la biodiversité affectée et quantifier les pertes et bénéfices. Ceux-ci doivent inclure une gamme de substituts ou indicateurs qui représentent la biodiversité dans son ensemble, ainsi que des mesures qui prennent séparément en compte les composantes

¹ Aux fins de la présente politique, la définition du terme « zones interdites » correspond à celle figurant dans la [Motion 026] du Congrès mondial de la nature réuni à Hawaï, aux États-Unis d'Amérique, du 1^{er} au 10 septembre 2016, à savoir : « RECONNAISSANT que la notion de zones « interdites » ou « fermées » à des activités industrielles portant préjudice à l'environnement, telles que l'exploitation minière, l'exploitation gazière et pétrolière ou l'agriculture, ainsi qu'au développement d'infrastructures portant préjudice à l'environnement, tels que les barrages, les routes et les oléoducs et gazoducs, fait partie intégrante des politiques de conservation applicables aux aires protégées et autres sites d'importance notoire pour la biodiversité et les services écosystémiques ».

rare, menacées, idiosyncratiques ou particulièrement importantes de la biodiversité. Selon la biodiversité affectée, différents substituts peuvent requérir différentes mesures permettant un décompte transparent des pertes et bénéfices de la biodiversité en rapport.

La biodiversité affectée par le projet doit normalement être conservée par une compensation écologiquement équivalente. Dans certaines circonstances, lorsqu'il existe une solide justification scientifique, il peut s'avérer approprié que la compensation conserve un type différent de biodiversité, dont la priorité en termes de conservation est plus élevée que le type affecté (on appelle cela une base comparable ou supérieure).

Outre les mesures en faveur de la conservation qui améliorent les conditions ou l'état de la biodiversité ciblée, par exemple par le biais de la restauration, les activités empêchant la perte de la biodiversité peuvent également être utilisées pour compenser les pertes de la biodiversité. Le choix d'utiliser ou non les compensations de pertes évitées se fera en fonction du contexte.²

Les compensations doivent éviter de simplement déplacer des impacts préjudiciables pour la biodiversité vers d'autres lieux. Ce genre de « fuites » est un problème qui doit être résolu par le biais de politiques et de lignes directrices sur la compensation, et surtout par une planification de l'utilisation des sols intégrée à l'échelle du paysage.

10.2 Additionnalité

Une compensation relative à la biodiversité doit fournir une nouvelle contribution à la conservation, additionnelle à celle qui aurait eu lieu si la compensation ne s'était pas produite.

Le développement des aires protégées existantes et la création de nouvelles aires protégées peuvent être des compensations relatives à la biodiversité valides, du moment que ces projets ne déplacent pas ou ne réduisent pas d'autres financements du secteur public futurs ou existants. L'utilisation des compensations pour financer les engagements en faveur de la conservation de la biodiversité, comme la gestion des aires protégées, pourrait entraîner un transfert des coûts et une érosion du financement de la conservation, y compris une réduction des budgets publics pour la conservation et la gestion des aires protégées. En conséquence, les programmes de compensations doivent être conçus de façon à minimiser ce risque. Dans les pays où l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les engagements pour de nouvelles désignations d'aires protégées et pour une meilleure gestion des aires protégées existantes soient respectés et correctement financés sans la contribution des compensations relatives à la biodiversité, il doit exister un engagement qu'aucun transfert de coûts ou déplacement budgétaire n'aura lieu. Cela s'applique à tous les pays ayant la capacité de désigner, gérer et financer les aires protégées. Alors que les compensations sont parfois utilisées pour faire progresser la réalisation d'engagements relatifs à la conservation de la biodiversité existants ou proposés, les politiques nationales doivent être conçues pour se distancier de l'utilisation de ces compensations. Le financement à destination de la conservation ne doit pas dépendre de la destruction de la biodiversité ailleurs.

10.3 Durée

Les bénéfices des compensations doivent durer au minimum aussi longtemps que les impacts qu'ils cherchent à compenser. La plupart du temps, cela signifie à perpétuité.

² Ces choix peuvent dépendre, pour la biodiversité en question, de sa portée restante, de ses taux de perte/dégradation, de son potentiel de restauration, entre autres. Les choix peuvent également dépendre du contexte réglementaire de la juridiction en question.

Les délais entre la réalisation d'un impact et la réalisation d'un bénéfice de compensation doivent être minimisés, et tous les délais doivent être comptabilisés dans les mesures et la conception de la compensation. En outre, les compensations doivent être évitées si la durée en elle-même peut causer des dommages ne pouvant être restaurés, ou si une telle durée place les composantes de la biodiversité face à un risque inacceptable. Lorsque possible, la compensation doit être en place avant la réalisation de l'impact.

10.4 Incertitude

Les compensations relatives à la biodiversité doivent prendre en compte l'incertitude, en renseignant clairement les sources des données, les hypothèses de départ et les lacunes de connaissances (et comment celles-ci peuvent être comblées grâce à un suivi supplémentaire). Il y a toujours une certaine incertitude sur la taille et la nature de la perte sur le site où a lieu l'impact, et sur la taille et la nature du bénéfice sur le site où a lieu la compensation. Lorsque possible, l'incertitude doit être minimisée en demandant la démonstration des bénéfices de la compensation avant la réalisation de l'impact.

Une autre source importante d'incertitude concerne la probabilité de la réussite sur le long terme de la mise en œuvre, du suivi et de l'application des compensations relatives à la biodiversité. Les impacts (et les bénéfices de la compensation) doivent être suivis et gérés dans le temps, afin de garantir la réalisation des objectifs de la compensation.

10.5 Suivi et évaluation

Pour évaluer correctement l'objectif d'aucune perte nette et de bénéfice net, il doit y avoir suffisamment d'études de référence réalisées avant que ne se produisent les impacts spécifiques au projet et les compensations. De même, des études régulières sont nécessaires après les impacts et les activités de compensation, afin de mesurer les pertes et les bénéfices réalisés dans les faits.

La nature des outils juridiques utilisés dans le système de compensation définira en partie les organisations et parties prenantes concernées ayant des responsabilités pour garantir l'application et la conformité.

Les systèmes de suivi et d'évaluation actuels doivent être évalués et vérifiés de façon indépendante et publique, ce qui entraînera la gestion adaptative des actions d'atténuation.

10.6 Gouvernance

Il incombe à diverses entités, y compris des gouvernements, des organisations de la société civile, des entreprises et des institutions financières, de créer ou d'administrer les politiques de compensations.

Les mesures légales, institutionnelles et financières nécessaires pour garantir que les activités de compensations relatives à la biodiversité sont mises en œuvre avec succès pour une durée au moins aussi longue que les impacts du projet doivent être identifiées et mises en place. Parmi les outils pouvant être utilisés pour sécuriser le succès à long terme des compensations, citons les plans de gestion des compensations relatives à la biodiversité, les accords de gestion basés sur la performance, les engagements, les Fonds fiduciaires pour la conservation et les garanties d'exécution.

Il existe une gamme d'options réglementaires pour les objectifs d'aucune perte nette et de bénéfice net, depuis les cadres juridiques exhaustifs jusqu'aux simples exigences accompagnées de lignes directrices volontaires. Les programmes de compensation réglementaires ont démontré qu'ils étaient plus efficaces que les programmes volontaires. Toute politique de compensation créée doit établir des exigences minimum pour l'objectif d'aucune perte nette et si possible pour le bénéfice net.

Des conflits d'intérêts peuvent apparaître lorsque la même institution établit des cadres généraux et/ou met en œuvre des compensations, tout en cherchant des compensations pour les projets du secteur public et en bénéficiant éventuellement des programmes de compensation. Ces conflits d'intérêts doivent être clairement identifiés et résolus.

Les gouvernements doivent s'assurer que des fonds et une expertise suffisants sont disponibles pour gérer efficacement les projets Aucune perte nette et Bénéfice net, en incluant le suivi et l'application. En conséquence, les concepteurs du projet doivent démontrer qu'ils ont engagé et mis de côté des fonds suffisants pour couvrir l'exécution et le suivi efficaces sur le long terme des projets Aucune perte nette/Bénéfice net.

Cette politique pourra être adaptée à l'avenir, et sera complétée de conseils détaillés.

11. Glossaire

Des définitions supplémentaires pourront être ajoutées. Vous trouverez plus de détails et les citations dans leur intégralité dans les documents suivants :

- [Biodiversity Offsets Technical Study Paper](#) (Document d'étude technique sur les compensations relatives à la biodiversité)
- [Biodiversity Offsets: Policy options for governments](#) (Compensations relatives à la biodiversité: Options politiques pour les gouvernements)
- [Technical conditions for positive outcomes from biodiversity offsets - an input paper](#) (Conditions techniques pour des résultats positifs pour les compensations relatives à la biodiversité – document de contribution)

Actions d'atténuation

L'ensemble des activités couvrant l'intégralité de la hiérarchie des mesures d'atténuation.

Additionnalité

Besoin pour une mesure de compensation d'offrir une nouvelle contribution à la conservation en plus de toutes les valeurs existantes, c'est à dire que les résultats pour la conservation qu'elle offre n'auraient pas eu lieu sans elle. Source : McKenney & Kiesecker (2010).

Amélioration (ou « Base comparable ou meilleur »)

C'est la conservation par le biais de la compensation de composantes de la biodiversité qui possèdent une priorité de conservation plus élevée (parce qu'elles sont davantage irremplaçables ou vulnérables par exemple) que celles qui sont affectées par le projet de développement pour lequel les compensations sont envisagées. Source : BBOP (2012c).

Aucune perte nette et Bénéfice net

Objectif pour un projet de développement dans lequel les impacts sur la biodiversité causés par le projet sont contrebalancés ou dépassés par des mesures prises pour éviter et minimiser les impacts du projet, réaliser la restauration du site et enfin compenser les impacts résiduels, afin qu'il n'y ait aucune perte. Lorsque les bénéfices dépassent les pertes, le terme « bénéfice net » peut être utilisé au lieu d'aucune perte nette. Source : BBOP (2012c).

Base comparable ou meilleur (voir « Équivalence écologique » et « Amélioration »)

Biodiversité

On entend par diversité biologique ou biodiversité « la variabilité des organismes vivants de toute origine y compris, entre autres, les écosystèmes terrestres, marins et autres écosystèmes aquatiques et les complexes écologiques dont ils font partie ; cela comprend la

diversité au sein des espèces et entre espèces ainsi que celle des écosystèmes. » Source : CDB.

Compensations relatives à la biodiversité

Résultats mesurables sur la conservation provenant de mesures destinées à compenser des impacts négatifs résiduels significatifs sur la biodiversité issus du développement d'un projet, après que des mesures appropriées de prévention et d'atténuation ont été prises. L'objectif des compensations relatives à la biodiversité est d'avoir aucune perte nette et de préférence un bénéfice net sur la biodiversité sur le terrain, en respectant la composition des espèces, la structure de l'habitat, les fonctions écosystémiques et l'utilisation des populations et les valeurs culturelles associées à la biodiversité. Source : BBOP (2012a).

Compensation

Mesure destinée à récompenser les effets positifs sur la biodiversité, ou à faire payer les dommages pour la perte de la biodiversité causés par un projet. La compensation est un terme général, dont les compensations relatives à la biodiversité ne sont qu'un sous-ensemble. La compensation peut permettre d'avoir une absence de perte nette ou un bénéfice net, mais dans d'autres cas plus généraux elle peut inclure une réparation qui ne permet pas d'absence de perte nette. Cela s'explique par diverses raisons, par exemple lorsque les mesures en faveur de la conservation n'ont pas été prévues pour atteindre aucune perte nette ; lorsque les pertes résiduelles de la biodiversité causées par le projet et les bénéfices atteignables par la compensation ne sont pas quantifiés ; lorsqu'aucun mécanisme pour une mise en œuvre à long terme n'a été créé ; lorsqu'il est impossible de compenser les impacts (par exemple, s'ils sont trop importants, ou si les données avant l'impact sont inexistantes, et qu'il est donc impossible de savoir ce qui a été perdu à cause du projet) ; lorsque la compensation se fait en payant des formations, du renforcement de capacités, de la recherche ou d'autres résultats qui ne permettront pas d'avoir des résultats mesurables sur le terrain en termes de conservation. Source : BBOP (2012a).

Équivalence écologique

Dans le contexte des compensations relatives à la biodiversité, ce terme est synonyme du concept de « base comparable » et fait référence à des zones ayant des composantes de la biodiversité hautement comparables. Cette similarité peut être observée en termes de diversité des espèces, de diversité et composition fonctionnelles, d'intégrité ou de condition écologique, du contexte à l'échelle du paysage (par ex. connectivité, position du paysage, utilisation ou condition des terres adjacentes, taille des parcelles, etc.) et des services écosystémiques (y compris l'utilisation des populations et les valeurs culturelles). Source : BBOP (2012c).

Hiérarchie des mesures d'atténuation

La hiérarchie des mesures d'atténuation comprend :

- a. **L'évitement** : mesures prises pour éviter la création d'impacts dès le début, comme le placement spatial ou temporel attentif d'éléments d'infrastructures, afin d'éviter complètement les impacts sur certaines composantes de la biodiversité. Cela change de l'approche traditionnelle.
- b. **La minimisation** : mesures prises pour réduire la durée, l'intensité et/ou la portée des impacts ne pouvant être totalement évités, dans la mesure du possible.
- c. **La réhabilitation/ restauration** : mesures prises pour réhabiliter des écosystèmes dégradés ou restaurer des écosystèmes déboisés suite à l'exposition à des impacts ne pouvant être totalement évités et/ou minimisés.
- d. **La compensation** : mesures prises pour compenser tout impact résiduel significatif et négatif, ne pouvant être évité, minimisé et/ou réhabilité ou restauré. Les mesures pour avoir aucune perte nette ou un bénéfice net sur la biodiversité pour une durée au moins aussi longue que les impacts du projet sont des compensations relatives à la biodiversité. Les compensations peuvent prendre la forme d'interventions de gestion

positives, comme la restauration des habitats dégradés, l'arrêt de la dégradation ou l'évitement du risque, lorsqu'il existe une perte imminente ou prévue de perte de la biodiversité. Les mesures pour lutter contre les impacts résiduels non-quantifiés pour avoir aucune perte nette, ou non-sécurisés sur le long terme sont également des compensations, que l'on appelle également atténuation compensatoire. Source : BBOP (2012a).

Indicateurs

Ensemble d'indicateurs qui quantifie les résultats. Voir également « Unités de mesure ».

Perte évitée

Une compensation de perte évitée produit des bénéfices pour la biodiversité (par rapport à un scénario de référence crédible) en conservant ou en maintenant la biodiversité qui existe déjà sur un site, mais qui sera probablement perdue ou dégradée sans les activités de protection ou de maintenance de la compensation.

Règles d'échange

Ensemble de règles établies par les décideurs politiques ou les planificateurs des compensations pour définir quelles composantes de la biodiversité peuvent et ne peuvent pas être substituées par d'autres dans une compensation relative à la biodiversité, et comment ces substitutions peuvent avoir lieu. Ces règles peuvent être explicites ou implicites dans les définitions adoptées des compensations relatives à la biodiversité et exigences associées, comme « la base comparable » et « l'amélioration ». Source : BBOP (2012c).

Scénario de référence

Description des conditions existantes afin de fournir un point de départ (par ex. les conditions de la biodiversité avant le projet) et d'autoriser la comparaison (par ex. les conditions de la biodiversité après l'impact), permettant ainsi de quantifier le changement. Source : BBOP (2012c).

Seuil non-compensable / Impacts non-compensables

Niveau d'importance au-delà duquel les impacts d'un projet de développement sur la biodiversité ne peuvent plus être compensés. Par exemple, il n'est pas possible de compenser l'extinction d'une espèce à l'échelle mondiale. Les niveaux d'irremplaçabilité et de vulnérabilité des composantes de la biodiversité affectées par le projet, et le degré d'incertitude quant à l'importance des impacts et la probabilité de succès d'une compensation relative à la biodiversité sont tous susceptibles d'être des facteurs matériels pour déterminer si les impacts sur la biodiversité peuvent être compensés ou non. Source : BBOP (2012c). Voir aussi BBOP (2012d) et Pilgrim et al. (2013a).

Unités de mesure

Les définitions des unités de mesure, ratios de compensations et multiplicateurs sont très variées et souvent confondues dans la littérature scientifique. Dans le présent document, nous désignons comme indicateurs les mesures unitaires de la biodiversité perdue, gagnée ou échangée. Cela peut aller de mesures très basiques comme l'aire jusqu'à des indices quantitatifs sophistiqués de composantes multiples de la biodiversité, qui peuvent être pondérées différemment. Source : Adapté de BBOP (2012c).

Appendice 1

WCC-2012-Res-110-FR

Compensations relatives à la biodiversité et autres approches compensatoires

CONSIDÉRANT que les méthodes d'exploitation minière et forestière, la construction d'infrastructures et la croissance de la production primaire d'aliments, de fibres et de combustibles modifient l'utilisation des terres et sont souvent l'une des principales causes de la perte de la biodiversité, du fait de la destruction et de la dégradation des habitats ;

RECONNAISSANT que ces pratiques occupent une place centrale dans les stratégies de développement économique et de réduction de la pauvreté de nombreux pays, et qu'il est crucial que les gouvernements apprennent comment ajuster leur développement économique avec l'utilisation durable et la conservation de la biodiversité et des services fournis par les écosystèmes ;

RECONNAISSANT PAR AILLEURS l'utilisation croissante des compensations de la biodiversité par les gouvernements, par des entreprises les utilisant volontairement pour des raisons commerciales, par les banques et les investisseurs qui en ont besoin comme condition pour accéder au crédit, et par la société civile, qui encourage les développeurs à agir en ce sens ;

SACHANT que les meilleures pratiques en matière de compensation pour la biodiversité consistent à ne traiter les impacts résiduels qu'après application de toute la hiérarchie des méthodes d'atténuation ;

RECONNAISSANT EN OUTRE que, bien que les compensations relatives à la biodiversité fassent déjà partie du cadre juridique de plusieurs pays, avec par exemple des systèmes de banques pour les zones humides et la conservation aux États-Unis d'Amérique et des obligations de compensation pour les habitats en Australie, au Canada et dans l'Union européenne, des directives mondiales et régionales applicables au secteur privé sont encore en phase d'élaboration ;

RECONNAISSANT que ces systèmes diffèrent dans leurs caractéristiques et dans leur mise en œuvre à l'échelle mondiale mais qu'ils partagent néanmoins le même objectif : atténuer la perte de la biodiversité – en permettant que des activités qui détruisent ou dégradent la biodiversité à un endroit puissent être compensées par des activités de conservation ailleurs ;

TENANT COMPTE des travaux et des produits mis au point par le Programme de compensation « Entreprises et biodiversité », dont une norme proposée sur les compensations relatives à la biodiversité ;

TENANT COMPTE également du concours apporté par le secteur privé à l'élaboration et à la mise en œuvre de méthodes de compensation de la biodiversité ;

NOTANT que la décision X/21 de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique *Engagement du secteur privé* demande au Secrétaire exécutif de la Convention sur la diversité biologique « d'encourager le développement et l'application d'outils et de mécanismes qui peuvent faciliter l'engagement des entreprises à intégrer les enjeux de la biodiversité dans leurs travaux », y compris les compensations de la biodiversité ;

NOTANT PAR AILLEURS que les mécanismes compensatoires de la biodiversité sont l'un des six objectifs identifiés qu'il convient d'encourager davantage car ils représentent des moyens innovants de mobilisation des ressources pour la mise en œuvre de la décision IX/11 de la Convention sur la diversité biologique ;

NOTANT EN OUTRE la Résolution X.12 de la Conférence des Parties à la Convention de Ramsar, qui « encourage les décideurs, en particulier les chefs d'entreprises, à élaborer et adopter des politiques, stratégies et méthodes opérationnelles » qui évitent, remédient ou en

dernier recours compensent « les impacts négatifs sur les écosystèmes de zones humides, en examinant notamment les avantages éventuels du Programme de compensation pour les entreprises et la biodiversité » ;

NOTANT le nombre croissant d'interrogations scientifiques et politiques sur la validité écologique et l'efficacité pratique des systèmes de compensation de la biodiversité et de leurs mécanismes, en particulier pour les habitats d'importance vitale, et le travail croissant mené à ce sujet par le Secrétariat et les Membres de l'UICN, ainsi que la demande croissante, émanant de tous les secteurs, de conseils de l'UICN sur les compensations de la biodiversité et les mécanismes y afférents ; et

RECONNAISSANT qu'en pratique, l'efficacité des compensations pour la biodiversité dépend d'un milieu politique porteur, y compris, entre autres, d'une bonne gouvernance, d'un état de droit, d'un gouvernement et d'entreprises responsables ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

APPELLE la Directrice générale à :

- a. créer un groupe de travail afin de mettre au point une politique générale de l'UICN sur les compensations de la biodiversité. Le groupe de travail se demandera également s'il est souhaitable que l'UICN mette au point des lignes directrices sur les compensations de la biodiversité à l'échelle mondiale. La composition du groupe de travail et son mode opératoire se baseront sur l'approche Un seul Programme, impliquant les experts concernés, y compris du Secrétariat, des Membres et des Commissions. Ses recommandations seront prises en considérant les éléments suivants :
 - i. une analyse des normes et des systèmes de compensation existants, basée sur des éléments probants, afin d'identifier les faiblesses et les forces conceptuelles, ainsi que les opportunités et les risques liés à la mise en œuvre pratique des compensations de la biodiversité ;
 - ii. la documentation et les compétences scientifiques nécessaires afin que les politiques soient fondées sur des principes écologiques solides ;
 - iii. les modes de mise en œuvre en fonction de contextes nationaux et régionaux différents, en reconnaissant que les systèmes de compensation doivent préciser, entre autres : (i) un ou des cadres conceptuels appropriés ; (ii) des indicateurs et autres méthodologies ; et (iii) des mécanismes de gouvernance et de financement incluant des moyens de vérification afin qu'il n'y ait aucune perte nette, ou de préférence un résultat positif net pour la biodiversité ;
 - iv. la signification théorique et pratique et l'utilité des termes « aucune perte nette » et « impact positif net » dans le contexte de la conservation de la biodiversité ; et
 - v. les défis particuliers, scientifiques et pratiques, que pose l'application de toute la hiérarchie de méthodes d'atténuation afin de remédier aux impacts des activités dans les habitats d'importance critique ;
- b. le groupe de travail devrait accélérer l'élaboration des recommandations, afin qu'elles soient soumises au Conseil de l'UICN fin 2014 au plus tard; et
- c. continuer parallèlement à améliorer l'état actuel des connaissances sur la mise en œuvre pratique des compensations de la biodiversité a) en réalisant des projets avec

des partenaires, des Membres et des Commissions de l'UICN et b) en partageant les expériences.

WCC-2016-Res-060-FR
Améliorer les normes en matière d'écotourisme

OBSERVANT qu'en 2014, le tourisme a contribué à l'économie mondiale à hauteur de 1'200 milliards de dollars US (près de 10% du produit intérieur brut mondial), soit un emploi sur onze dans le monde, et représente l'un des secteurs économiques les plus importants et les plus dynamiques qui soient ;

RECONNAISSANT que le tourisme a été mis en évidence dans les Objectifs 8, 12 et 14 de développement durable des Nations Unies en tant que moyen de parvenir à une croissance économique durable, à des pratiques de consommation et de production durables, ainsi qu'à la conservation et à l'utilisation durable de la nature et du patrimoine naturel ;

OBSERVANT EN OUTRE que le tourisme axé sur la nature est un secteur touristique majeur et représente plus de 25% du marché mondial du voyage ;

CONSTATANT que le terme 'écotourisme' est souvent appliqué à ce type de tourisme mais que les gouvernements, les ONG et l'industrie du tourisme utilisent des définitions et des interprétations qui se recoupent et sont néanmoins différentes, et appliquent peu de normes précises pour l'écotourisme, le tourisme de nature ou le géotourisme (fondé sur la géodiversité et le patrimoine géologique) ;

CONSCIENT que l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté une résolution intitulée *Promotion de l'écotourisme aux fins de l'élimination de la pauvreté et de la protection de l'environnement* et qu'elle constate que « l'écotourisme crée de vastes possibilités pour la préservation, la protection et l'utilisation durable de la biodiversité et des aires naturelles » ;

RECONNAISSANT AUSSI que l'UICN convient que « l'écotourisme peut être un facteur clé pour le développement durable... s'il est soigneusement conçu, bien géré et rigoureusement contrôlé » et qu'elle a accompli un travail considérable (par ex., des lignes directrices et des ateliers) pour contribuer à améliorer le développement et l'exploitation des entreprises touristiques ;

ALARMÉ DE CONSTATER que les efforts déployés n'ont pas encore abouti à des pratiques améliorées au niveau mondial, et que l'écotourisme peut souvent être associé à des entreprises et activités touristiques qui ont de graves incidences négatives sur les communautés, la biodiversité et la géodiversité, le patrimoine géologique, les lieux d'intérêt géologique, les espèces sauvages et le milieu naturel ; et

RAPPELANT les Résolutions 11.8 *Tourisme équilibré* (Banff, 1972), 1.32 *L'écotourisme et la conservation des aires protégées* (Montréal, 1996) et 5.114 *Promotion du tourisme durable, du développement rural et de la valeur du patrimoine naturel* (Jeju, 2012), qui jettent un éclairage nouveau sur les avantages du tourisme tout en nous rappelant ses effets négatifs sur l'homme et sur la nature en raison du manque de suivi, de contrôle et de gestion des pratiques de cette industrie ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. PRIE la Directrice générale, les Commissions et les Membres de soutenir une initiative, dans l'esprit de *Un seul Programme*, afin :

a. de veiller à ce que le Programme de l'UICN tienne suffisamment compte des effets et opportunités environnementaux, économiques et sociaux de l'écotourisme ;

b. d'enrichir les lignes directrices sur le tourisme durable pour inclure des bonnes pratiques explicites en matière d'écotourisme, y compris une définition à jour de l'écotourisme, énoncée par l'UICN, des normes et indicateurs pertinents applicables à l'engagement communautaire

culturellement sensible et au bien-être humain, à l'apprentissage de l'environnement, à une infrastructure et à un comportement touristiques appropriés, pour essayer de prévenir les pressions anthropiques négatives sur les espèces et les écosystèmes, entre autres ;

c. d'appliquer les systèmes de certification nationaux, régionaux et internationaux en vigueur, les normes et lignes directrices relatives à l'écotourisme afin d'améliorer les résultats en matière de conservation, notamment en encourageant le recours aux meilleures pratiques et l'adhésion aux normes mondialement acceptées, ainsi que le renforcement de ces normes ; et

d. de créer et d'offrir des possibilités de formation en matière de gouvernance, d'audit et de certification pour l'écotourisme, et de mise en œuvre des meilleures pratiques de développement et de gestion écotouristiques.

2. APPELLE les Membres de l'UICN et ENCOURAGE les autres gouvernements, les organismes parapublics, les chercheurs, les promoteurs et les professionnels du tourisme à :

a. mener des évaluations d'impact transparentes et un suivi périodique de l'écotourisme, et diffuser largement les données utiles à la recherche et à l'évolution des meilleures pratiques écotouristiques ;

b. appliquer les systèmes de certification nationaux, régionaux et internationaux en vigueur, les normes et lignes directrices relatives à l'écotourisme pour encourager l'adoption de normes garantissant que les termes qui affirment, ou pourraient suggérer, des résultats positifs pour la conservation (comme 'écotourisme', ou d'autres termes en mesure de susciter des attentes semblables des consommateurs) ne soient utilisés et encouragés que lorsqu'ils sont conformes aux définitions et lignes directrices les plus récentes de l'UICN ; et

c. inciter et s'attacher à faire vérifier et certifier l'écotourisme dans les paysages terrestres et marins ayant une haute valeur pour la conservation.

WCC-2016-Res-061-FR

Atténuer les effets de l'expansion des plantations et de l'exploitation de palmiers à huile sur la biodiversité

RECONNAISSANT que le palmier à huile est un des oléagineux dont la culture commerciale est la plus productive au monde ;

RECONNAISSANT ÉGALEMENT le rôle de cette industrie dans le développement économique ;

CONSCIENT que la demande devrait se maintenir et que le développement et l'expansion des petites exploitations comme des entreprises agro-industrielles peuvent avoir des effets négatifs et coûteux sur l'environnement, notamment en termes de déforestation, de fragmentation des forêts, de dégradation des tourbières, de pollution de l'eau, de perte de biodiversité, d'incendies de forêt et d'émissions de gaz à effet de serre, et peuvent aussi avoir des effets négatifs sur les moyens d'existence des communautés et entraîner toute une série de problèmes sociaux ;

CONSCIENT des efforts entrepris par de grands acteurs de l'industrie et d'autres initiatives dans la volonté affichée de mettre en place un système de production d'huile de palme qui réduise au minimum ces effets néfastes ;

INQUIET de constater que l'essor des plantations industrielles de palmiers à huile se produit souvent en l'absence de toute planification stratégique et juridictionnelle de l'utilisation des sols et sans tenir compte de manière adéquate de ses incidences négatives sur la biodiversité et sur le plan social, et dans ce dernier cas en impliquant parfois des violations des droits de l'homme ;

ÉGALEMENT INQUIET de constater que le palmier à huile se cultive exclusivement dans les régions tropicales humides, ce qui signifie que toute expansion ou mauvaise gestion peut entraîner la perte ou la dégradation de l'habitat pour d'innombrables espèces animales et végétales, dont plusieurs sont menacées ;

RAPPELANT les engagements internationaux pris par différents gouvernements pour enrayer la perte de biodiversité grâce à l'adoption du Plan stratégique pour la biodiversité 2011-2020 de la Convention sur la diversité biologique (CDB), y compris les Objectifs d'Aichi pour la biodiversité, et du Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies, assorti de ses 17 Objectifs de développement durable (ODD) ; et

CONSCIENT qu'une grande partie des effets négatifs liés à l'expansion de la culture du palmier à huile peuvent être évités ou pourraient être atténués grâce à un système d'octroi de permis et de planification stratégique de l'utilisation des sols, à des réformes juridiques propres à sécuriser les droits des peuples autochtones et des communautés locales, à l'application effective des règlements sur l'environnement, à des plantations conçues de manière adéquate, à la restauration écologique, à l'engagement de l'industrie à appliquer les meilleures pratiques et en aidant le secteur des petits exploitants à améliorer sa performance environnementale ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawai'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. DEMANDE à la Directrice générale, en collaboration avec la Commission de la sauvegarde des espèces (CSE), la Commission de la gestion des écosystèmes (CGE) et la Commission des politiques environnementales, économiques et sociales (CPEES), d'effectuer une analyse de la situation quant aux incidences de l'expansion de la culture du palmier à huile sur la conservation de la biodiversité et d'examiner et définir les meilleures pratiques de l'industrie.

2. APPELLE la Directrice générale et les Commissions à créer un Groupe de travail sur le palmier à huile et la biodiversité qui, en s'appuyant sur les études actuelles axées sur les impacts de l'expansion

des plantations de palmiers à huile et des exploitations sur la biodiversité, les plans d'occupation des sols et les meilleures pratiques, sera chargé de :

- a. soutenir les gouvernements et d'autres acteurs dans les régions où la culture du palmier à huile progresse afin d'identifier d'importantes zones de forêts intactes et d'autres écosystèmes d'importance critique comme les tourbières où il conviendrait d'éviter toute culture du palmier à huile, et d'autres zones où les palmiers à huile pourraient être cultivés en appliquant les meilleures pratiques convenues ;
- b. promouvoir des processus décisionnels inclusifs, avec la participation pleine et entière des peuples autochtones, des communautés locales et autres acteurs et de fournir une contribution technique à l'élaboration de stratégies réalistes, dans le cadre ou non d'initiatives entreprises par l'industrie, visant à favoriser une planification appropriée de l'utilisation des sols aux niveaux du paysage, du pays et de la région, tout en tenant compte des questions environnementales, réglementaires et de droits au niveau local ;
- c. déterminer les conditions d'une production durable et responsable d'huile de palme pour informer les gouvernements, entre autres, sur les meilleures pratiques ;
- d. déterminer la disponibilité de cartes de concessions pour les plantations de palmiers à huile et autres données spatiales et faire des recommandations en vue de les rendre plus accessibles et de renforcer leur valeur dans un but de conservation ; et
- e. évaluer les politiques et les mesures d'incitation qui encouragent l'expansion des plantations de palmiers à huile, notamment pour la production de biodiesel et de bioénergie, et fournir des recommandations sur des sources durables de substitution.

3. PRIE INSTAMMENT les Membres, notamment les États et les organismes gouvernementaux Membres, et le secteur privé :

- a. de veiller à ce que l'aménagement du territoire relatif aux plantations de palmiers à huile évite les espaces de forêts intactes, les Zones clés pour la biodiversité, les forêts qui sont d'importants réservoirs de carbone, les tourbières, les biens du patrimoine mondial et les aires et territoires autochtones et communautaires de façon à garantir une conservation optimale de la biodiversité, la préservation de l'intégrité écologique, la protection des moyens d'existence et à éviter les conflits ;
- b. d'atténuer les effets négatifs des plantations de palmiers à huile dans les zones de production actuelles en exigeant le respect des lois par la mise en œuvre de mesures de contrôle effectives et de systèmes de sanction ;
- c. de promouvoir les performances des entreprises sur le terrain par des normes volontaires de qualité assorties de critères solides relatifs à l'huile de palme et une amélioration continue de ces normes conformément aux recommandations que fera le Groupe d'étude comme indiqué sous paragraphe 2c ci-dessus ;
- d. de créer des mécanismes destinés à aider les petits exploitants à améliorer leur performance environnementale, notamment par l'accès à des systèmes de certification ; et
- e. de respecter des normes sur l'environnement et les droits de l'homme reconnues au plan international et des mesures de sauvegarde concernant les peuples autochtones et les communautés locales, notamment en reconnaissant leurs droits formels et coutumiers sur la terre et les ressources, le consentement libre, préalable et en connaissance de cause et les mécanismes transparents et impartiaux de règlement des différends pour résoudre les conflits fonciers et autres.

WCC-2016-Res-062-FR

Programme de développement durable à l'horizon 2030 : l'intégration de la conservation dans le développement

RECONNAISSANT l'adoption du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et ses Objectifs de développement durable (ODD) par l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre 2015 ;

RAPPELANT la Recommandation 17.31 *Institutions d'aide au développement et conservation* (San José, 1988), la Résolution 1.46 *Utilisation du concept de développement durable* (Montréal, 1996), la Résolution 3.014 *Réduction de la pauvreté, sécurité alimentaire et conservation* et la Recommandation 3.083 *Améliorer les capacités pour réaliser le développement durable et faire face aux effets de la mondialisation* (Bangkok, 2004), et la Résolution 4.058 *Conservation de la nature et réduction de la pauvreté* (Barcelone, 2008) ;

PRENANT NOTE des tendances mondiales concernant la croissance démographique, la consommation croissante et fréquemment non durable des ressources naturelles, l'urbanisation rapide et la conversion de zones naturelles, et les effets des changements climatiques sur la géodiversité, la biodiversité et les écosystèmes – qui peuvent affecter toutes les trajectoires actuelles de développement ;

PRENANT ÉGALEMENT NOTE de la diversité des visions, approches, modèles et outils adoptés pour parvenir à un environnement durable dans le contexte du capital naturel qui s'amenuise et se dégrade, au développement durable et à l'élimination de la pauvreté ;

SOULIGNANT le rôle essentiel que peut jouer la conservation en fournissant des solutions aux enjeux actuels du développement ;

SOULIGNANT ÉGALEMENT la valeur intrinsèque de la nature ;

ENCOURAGÉ par les preuves fournies par le processus des Objectifs du Millénaire pour le développement, selon lesquelles l'établissement d'objectifs et de buts mondiaux encourage l'action collective vers un programme, déclenche des financements et encourage des moyens de mise en œuvre ;

RECONNAISSANT le rôle des Objectifs d'Aichi pour la biodiversité du Plan stratégique pour la biodiversité 2011-2020 de la Convention sur la diversité biologique pour le développement durable ; et

SE RÉJOUISSANT que le Programme de développement durable à l'horizon 2030 présente un cadre qui intègre les dimensions hiérarchiques et indissociables, sociales, économiques et environnementales, du développement durable ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawai'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. SOULIGNE l'importance d'intégrer le Programme de développement durable à l'horizon 2030 dans le Programme de l'UICN 2017-2020.
2. ENCOURAGE FORTEMENT les Commissions, les Membres et les Comités nationaux et régionaux de l'UICN à continuer à se concentrer fortement sur leur contribution à la réalisation des ODD, et sur le suivi de leurs progrès à cet égard.
3. APPELLE les Membres, les Commissions et les Comités nationaux et régionaux de l'UICN à encourager une action coordonnée, cohérente et intégrée vers la réalisation des ODD et des Objectifs d'Aichi pour la biodiversité, qui sont l'autre cadre sous-jacent actuel du Programme de l'UICN,

conformément à la Recommandation 5.180 *Participation de l'UICN à la mise en œuvre du Plan stratégique pour la biodiversité 2011-2020* (Jeju, 2012).

4. ENCOURAGE tous les Membres, États ou non, à inclure le cadre des ODD dans leurs politiques, activités et plans de travail, selon que de besoin.

5. ENCOURAGE tous les Membres, les gouvernements, d'autres institutions pertinentes comme les banques de développement, et les organisations à poursuivre leurs travaux sur les questions de développement et à examiner leurs politiques, législations et pratiques de coopération au développement à la lumière de la nature exhaustive et intégrante du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

6. INVITE les gouvernements et tous les acteurs à envisager d'élaborer, le cas échéant, des mécanismes de gouvernance, politiques et législations, inscrits dans chaque contexte national, qui reflètent la nature exhaustive et intégrante du Programme de développement durable à l'horizon 2030, et à établir des mécanismes d'examen et de suivi annuels du Programme de développement durable à l'horizon 2030 incluant la société civile et le secteur privé, ainsi que tous les secteurs du développement.

7. ENCOURAGE les États membres à partager leurs bonnes pratiques et expériences pour réaliser les actions décrites dans le paragraphe 6 ci-dessus.

WCC-2016-Res-063-FR

Éviter l'extinction de la biodiversité dans les karsts des reliefs calcaires

RAPPELANT le document publié conjointement par BirdLife International, Fauna & Flora International (FFI), l'UICN et le WWF intitulé *Extraction and Biodiversity in Limestone Areas* (Extraction et biodiversité dans les zones calcaires) (2014), assorti de six recommandations sur la manière dont l'extraction peut être rendue plus compatible avec la conservation de la biodiversité dans les zones calcaires ;

RECONNAISSANT que de nombreuses zones calcaires sont appelées paysages karstiques qui, dans la majorité des cas, contiennent de grandes quantités d'eau dans des nappes phréatiques situées à l'intérieur d'une matrice calcaire; que plusieurs de ces aquifères contiennent des écosystèmes uniques, qui sont très sensibles à la qualité de l'eau et aux fluctuations de la quantité d'eau, par exemple, à la contamination par les métaux lourds dans les sédiments ou par des produits chimiques, ou encore aux dégâts et à la destruction provoqués par les opérations d'extraction, par la déforestation, et plusieurs autres utilisations extractives des ressources ; et que la garantie que les ressources en eau ne sont pas contaminées dans ces zones calcaires est un facteur important pour la survie et la préservation de leur biodiversité unique ;

RECONNAISSANT ÉGALEMENT qu'il a été prouvé scientifiquement que les karsts des reliefs calcaires affichent couramment une biodiversité restreinte que ce soit à l'intérieur des karsts (dans les grottes) ou en surface ;

CONSIDÉRANT l'importance d'exploiter l'expertise limitée concernant les taxons le plus fréquemment rencontrés dans ces zones ;

CONSIDÉRANT ÉGALEMENT le risque d'extinction d'espèces pouvant résulter de certaines activités, par exemple d'une planification médiocre de l'extraction de calcaire ou du tourisme spéléologique, dans ces zones ;

CONSIDÉRANT EN OUTRE que les grottes karstiques sont des sites d'une importance critique pour comprendre le patrimoine culturel préhistorique et les phénomènes antérieurs de changement climatique, et, en outre, considérant la situation géographique des réserves minérales de calcaire et des grottes ;

RECONNAISSANT que le fait de provoquer l'extinction d'espèces au niveau mondial, ou de mener des actions qui pourraient accroître le risque d'extinction d'une biodiversité restreinte, serait en opposition directe avec les objectifs du Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020 de la Convention sur la diversité biologique, en particulier l'Objectif 12 d'Aichi pour la biodiversité, et avec l'Objectif 15 du Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies ;

CONSCIENT des niveaux élevés d'endémisme spécifique au site constatés fréquemment dans les grottes karstiques ;

NOTANT la sous-représentation des systèmes karstiques dans les aires protégées ; et

RECONNAISSANT les impacts sur l'environnement provoqués par les industries extractives, notamment les menaces que représente une demande accrue de ciment dans plusieurs pays en développement ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. PRIE l'État, les membres d'organismes gouvernementaux et d'ONG, les universités et les entreprises de s'assurer que la meilleure expertise disponible est utilisée pour trouver, identifier et

gérer la biodiversité très restreinte des karsts des reliefs calcaires touchés par l'utilisation des sols et d'autres activités qui modifient les milieux karstiques (tels que l'extraction du calcaire pour la production de matériaux de construction, y compris les cimenteries ou le tourisme spéléologique), de mener à bien toutes les opérations compte tenu de la sensibilité des sites concernés, et de s'assurer que les résultats de cette attention sont rendus publics pour favoriser la participation des parties prenantes à la gestion de ces sites.

2. DEMANDE aux États Membres de l'UICN d'élaborer des mesures dans leurs propres juridictions visant à promouvoir les connaissances sur la géodiversité et la biodiversité des karsts des reliefs calcaires et sur leurs processus naturels, de préparer un inventaire de leur patrimoine naturel et culturel, et d'évaluer les impacts potentiels résultant de leur utilisation de façon à s'assurer que ces reliefs sont gérés de manière durable pour le bien des générations futures.

3. PRIE l'État, les membres d'organismes gouvernementaux et d'ONG, les universités et les entreprises de travailler de concert à l'identification et à la protection des endémismes sensibles et de la diversité des karsts des reliefs calcaires.

4. ENCOURAGE la recherche sur la gestion durable des zones karstiques au sein de la matrice écosystémique, et encourage les cimenteries et les industries extractives du calcaire à jouer le rôle de chefs de file dans la protection des grottes.

5. PRIE l'UICN et les institutions liées à la spéléologie (telles que l'Union internationale de spéléologie) de diriger le processus d'élaboration de lignes directrices claires pour l'utilisation durable des paysages karstiques afin d'en conserver la diversité biologique.

WCC-2016-Res-064-FR

Renforcer les partenariats intersectoriels afin de reconnaître les bienfaits de la nature sur la santé, le bien-être et la qualité de vie

RAPPELANT la Résolution 5.039 *Parcs sains – populations saines* (Jeju, 2012), qui recommande à l’UICN et à ses Membres d’adopter la philosophie « Parcs sains – Populations saines » et de travailler en étroite coopération avec l’Organisation mondiale de la santé (OMS) et d’autres organismes mondiaux en faveur d’une planète saine et d’une humanité saine ;

CONSCIENT que le Programme de développement durable à l’horizon 2030 comprend des cibles relatives aux maladies non transmissibles (MNT), à la santé mentale et à l’accès à des espaces verts publics, sûrs et ouverts à tous, et reconnaît dans l’Objectif de développement durable 3 qu’il est essentiel de permettre à tous de vivre en bonne santé et de promouvoir le bien-être de tous à tout âge ;

RECONNAISSANT que la « Promesse de Sydney », adoptée au Congrès mondial des parcs de l’UICN (2014), affirme que « la nature est essentielle et que les écosystèmes, avec toute la diversité de la vie qu’ils abritent, soutiennent notre existence, notre identité culturelle et spirituelle, nos économies et notre bien-être » ;

RAPPELANT que le Courant 3 « Améliorer la santé et le bien-être : parcs sains, populations saines » du Congrès mondial des parcs de l’UICN (2014) a mis en évidence de multiples preuves de l’existence et de la diversité croissante de politiques et de pratiques établissant un lien entre des écosystèmes sains et la santé et le bien-être humains ;

PROFONDÉMENT PRÉOCCUPÉ par l’augmentation de la prévalence des MNT dans le monde, notamment les maladies cardiovasculaires, le cancer, le diabète et les maladies mentales, l’OMS estimant à 50 millions le nombre de personnes atteintes de démence en 2015 et à 14 millions le nombre de décès annuels dus à des MNT chez des patients âgés de 30 à 70 ans ;

RECONNAISSANT que de récents articles scientifiques rendant compte de l’état actuel des connaissances sur les liens entre la nature et la santé humaine, et entre le changement climatique et la santé humaine, mettent tous l’accent sur le fait que des politiques encourageant l’adoption de solutions fondées sur la nature peuvent jouer un rôle majeur dans la réduction de la progression des MNT à l’échelle mondiale, des maladies liées à l’évolution du climat et des risques de transmission de maladies entre l’homme et l’animal ;

NOTANT que le Défi de Salzbourg pour la nature, la santé et une nouvelle génération appelle tous les secteurs et parties prenantes à accélérer l’action menée au niveau national et international pour trouver des solutions fondées sur la nature capables d’aider les communautés et les villes à prospérer et à promouvoir la santé et la dignité pour tous ;

CONSCIENT que certains lieux dotés d’un riche patrimoine naturel, y compris en milieu urbain, ont un effet bénéfique sur la santé physique et mentale ainsi que sur le bien-être spirituel et peuvent contribuer à faire mieux apprécier la nature, notamment chez les personnes âgées ;

RECONNAISSANT que nous disposons de suffisamment d’éléments probants pour piloter un changement, sachant que la nature peut jouer un rôle majeur dans la réduction de l’augmentation du nombre de MNT dans le monde (comme les maladies cardiaques, le cancer ou le diabète), et du nombre de maladies mentales (comme la démence, la dépression, ou l’anxiété) ;

CONSTATANT PAR AILLEURS une nette progression de l’état des connaissances sur la biodiversité et les services écosystémiques, par exemple au moyen de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES), ou grâce à l’élaboration de normes et de cadres sur la comptabilisation du capital naturel et l’évaluation de ses avantages, à l’image du système international de comptabilité économique et environnementale des Nations Unies ; et

NOTANT qu'il n'existe à l'heure actuelle qu'un nombre limité d'indicateurs et de mesures cohérents pour évaluer les bienfaits de la nature sur la santé et le bien-être ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. DEMANDE à la Directrice générale de travailler en collaboration avec l'Organisation mondiale de la santé en vue d'élaborer des programmes mondiaux et régionaux pour promouvoir la valeur de la nature, notamment des parcs et des aires protégées, en termes de santé et de bien-être.
2. PRIE INSTAMMENT la Directrice générale de mettre en place des mécanismes appropriés pour réunir les Membres, les Commissions et le Secrétariat afin d'élaborer des politiques, des programmes et des partenariats intersectoriels sur le lien entre la bonne santé des écosystèmes et du patrimoine naturel et la santé et le bien-être humains, notamment sur les plans économique, social et culturel.
3. APPELLE les Membres à étudier plus avant la possibilité de reconnaître et de quantifier l'étendue des bienfaits sur la santé et le bien-être humains que procure la nature et d'utiliser ces informations pour étayer des évaluations coûts-avantages en vue d'investissements accrus dans la gestion des écosystèmes et du patrimoine naturel, notamment les parcs, les aires protégées et les espaces naturels en milieu urbain.
4. APPELLE ÉGALEMENT les Membres à contribuer à l'amélioration des méthodes permettant des quantifier les bienfaits de la nature sur la santé et le bien-être humains (notamment les parcs, les aires protégées et les espaces naturels en milieu urbain), y compris en élaborant à cet effet des normes comptables plus cohérentes à l'échelle internationale.
5. RECOMMANDE aux Membres de s'employer activement à établir des partenariats et des alliances interdisciplinaires avec le secteur de la santé et les communautés locales et régionales afin d'élaborer des programmes prévoyant des solutions fondées sur la nature destinés à prévenir et traiter différentes maladies non transmissibles comme le diabète, les maladies mentales ou la démence, et d'encourager une utilisation adaptée des parcs et des aires protégées dans le but d'améliorer le bien-être culturel et spirituel et de renforcer le lien social.
6. APPELLE les Membres à continuer de rassembler des données probantes en vue de quantifier les bienfaits de la nature sur la santé et le bien-être humains et les encourage à établir des partenariats intersectoriels afin d'évaluer l'efficacité des programmes de santé fondés sur la nature.
7. SE FÉLICITE du rôle de chef de file joué par l'UICN dans la reconnaissance et la diffusion des initiatives et des avantages additionnels découlant de l'établissement d'un lien entre la nature, la santé et le bien-être humains, et dans l'intégration de ces initiatives dans les politiques nationales et internationales relatives à la santé publique et aux « solutions fondées sur la nature ».

WCC-2016-Res-065-FR

Gestion communautaire des ressources naturelles dans l'État d'Hawaï

NOTANT qu'une gestion décentralisée permet aux populations locales de s'attaquer à des problèmes sociaux, politiques et écologiques qui leur sont propres et de trouver des solutions parfaitement adaptées à leur situation ;

NOTANT ÉGALEMENT que les projets de gestion communautaire des ressources naturelles (GCRN) ont des avantages pour l'environnement et pour les partenariats entre la faune et la flore sauvages et les communautés ;

RECONNAISSANT l'importance actuelle des valeurs autochtones hawaïennes comme le kuleana (l'indivisibilité des droits et des responsabilités) et l'aloha 'āina (l'amour de la terre nourricière) pour le bien-être d'Hawaï et de la planète ;

RECONNAISSANT EN OUTRE que les peuples autochtones d'Hawaï ont instauré une culture d'interdépendance environnementale, caractérisée par une abondance de ressources capable de faire vivre une population proche des niveaux actuels ;

CONSTATANT que l'adoption par l'État d'Hawaï des projets de GCRN et des connaissances, principes et pratiques autochtones de gestion des ressources est propice au climat de réconciliation exprimé dans la résolution de 1993 adoptée par les États-Unis, par laquelle ils présentaient des excuses officielles aux natifs d'Hawaï au nom du peuple américain pour avoir renversé le royaume d'Hawaï le 17 janvier 1893 avec la participation d'agents et de ressortissants américains, privant ainsi les natifs d'Hawaï de leurs droits à l'autodétermination ;

RECONNAISSANT que l'Article XII Section 7 de la Constitution hawaïenne protège les droits traditionnels et coutumiers des natifs d'Hawaï, et soutient les lois et programmes fonciers et maritimes qui favorisent les apports communautaires et la GCRN ;

CONSCIENT que la pirogue hawaïenne Hōkūle'a sillonne le globe pour diffuser partout dans le monde le message de Mālama Honua (Prenez soin de la Terre) envoyé par Hawaï ;

RAPPELANT que les Résolutions de l'UICN 5.077 *Promotion des aires marines protégées gérées localement comme mesure sociale globale permettant d'atteindre les objectifs de la conservation au niveau des sites et des aires marines protégées* et 5.092 *Promouvoir et soutenir la gestion et la conservation communautaires des ressources comme fondement du développement durable* (Jeu, 2012) soutiennent la participation des peuples autochtones à la gouvernance et la GCRN comme fondement du développement durable ;

FÉLICITANT l'État d'Hawaï pour son adoption en 2015 des règles historiques relatives aux zones communautaires de pêche de subsistance pour Hā'ena, Kaua'i ; et

SALUANT l'application par Hawaï des principes de GCRN qui sont un exemple à suivre pour les États-Unis et le reste du monde ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawai'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. PRIE l'UICN, ses Commissions et ses Membres, de reconnaître et promouvoir les principes de GCRN en soutien à la conservation et à l'utilisation durable des ressources naturelles par les communautés locales, grâce à l'adoption et à l'application des connaissances locales et traditionnelles, et par l'intermédiaire des institutions et réglementations coutumières.

2. DEMANDE à la Directrice générale d'envoyer une déclaration de soutien à la GCRN au Gouverneur de l'État d'Hawaï, à son Ministère du territoire et des ressources naturelles, aux législateurs et à la délégation du Congrès hawaïen, au Bureau des affaires hawaïennes, et à tous les maires and conseils de Comtés.
3. EXHORTE la Directrice générale, les Commissions et les Membres à encourager et soutenir les communautés de l'État d'Hawaï désireuses d'appliquer les désignations et les règles relatives aux zones communautaires de pêche de subsistance.
4. PRIE l'UICN, ses Commissions et ses Membres d'encourager l'État d'Hawaï à renforcer son soutien à la GCRN et aux principes autochtones de conservation hawaïens en affectant des ressources administratives et des fonds suffisants aux communautés qui cherchent à mettre en œuvre la GCRN.
5. RECOMMANDE que l'UICN, ses Commissions et ses Membres renforcent considérablement les cadres institutionnels afin de promouvoir la collaboration et la gouvernance partagée ou la cogestion dans un esprit de partenariat avec les communautés au sein du gouvernement à tous les niveaux de l'État d'Hawaï.

WCC-2016-Res-066-FR

Renforcer l'évaluation, l'estimation et l'élaboration de rapports sur la biodiversité par les entreprises

RECONNAISSANT l'intérêt de la société civile à mieux comprendre la manière dont les entreprises prennent en compte la conservation de la biodiversité et agissent pour la promouvoir ;

RAPPELANT que la 12^e réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (COP12 de la CDB, Pyeongchang, République de Corée, 2014) a adopté la décision XII/10 *Engagement des entreprises*, encourageant les entreprises à intégrer les questions relatives à la biodiversité dans leur rapports ;

RECONNAISSANT que de plus en plus d'agences de notation extra-financières intègrent des éléments sur la biodiversité dans leurs rapports ;

ACCUEILLANT AVEC SATISFACTION le document final de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable de 2012 *L'Avenir que nous voulons* (2012), qui demande au secteur privé d'adopter des pratiques commerciales responsables, et accueillant favorablement également le document de l'Assemblée Générale des Nations Unies *Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030* ;

RAPPELANT l'intérêt du cadre commun proposé par l'Initiative Global Reporting afin de mesurer l'avancement des programmes de développement durable des entreprises, et son jeu d'indicateurs dont quatre d'entre eux concernent directement la biodiversité ;

FÉLICITANT la France d'avoir inscrit en 2001 l'obligation pour les grandes entreprises de communiquer des informations extra-financières et d'avoir identifié en 2012 la biodiversité parmi les sujets à aborder ;

SALUANT les initiatives sur le sujet portées par le Comité français de l'UICN, le Conseil mondial des entreprises pour le développement durable et le Secrétariat de la CDB ;

SALUANT les efforts accomplis par certaines entreprises qui ont collaboré avec des experts pour mettre au point des méthodologies permettant de mesurer, d'estimer et d'élaborer des rapports sur la biodiversité, ainsi que celles qui se sont engagées à communiquer davantage autour de la biodiversité ;

RECONNAISSANT l'importance de disposer de rapports d'entreprises cohérents sur la biodiversité pour la société civile et que des efforts peuvent encore être faits; et

RECONNAISSANT ÉGALEMENT les difficultés associées à l'élaboration d'une approche généralement acceptée et à l'établissement d'indicateurs permettant aux entreprises de mesurer, d'estimer et enfin d'élaborer des rapports sur la biodiversité ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. ENCOURAGE les entreprises, quels que soient leur taille ou leur secteur d'activité, à améliorer l'évaluation, l'estimation et l'élaboration de rapports sur leurs impacts sur la biodiversité, et en particulier, lorsque la biodiversité est considérée comme essentielle pour leurs activités (que les impacts et les rapports de dépendance vis-à-vis de la biodiversité soient directs ou indirects)¹[1], à fournir des renseignements sur les thématiques suivantes :

¹ On entend par "essentiels" les éléments qui décrivent les impacts économiques, environnementaux et sociaux les plus importants ou qui influent de manière substantielle sur les évaluations et les décisions des parties prenantes. Pour établir si un élément est essentiel, il convient d'effectuer une analyse qualitative, une

- a. les rapports de dépendance directe et indirecte entre leurs activités, la conservation de la biodiversité et les services écosystémiques ;
 - b. les impacts négatifs directs et indirects de leurs activités sur la conservation de la biodiversité et les services écosystémiques ;
 - c. leur engagement et leurs plans d'actions afin de promouvoir, améliorer et protéger la biodiversité, p. ex. les corridors écologiques à des fins de connectivité des paysages ;
 - d. les sites présentant les enjeux les plus forts en termes de conservation de la biodiversité et requérant de ce fait une attention particulière de la part des entreprises, l'objectif étant de s'efforcer de fournir des cartes géoréférencées de ces sites et d'en décrire les valeurs en termes de conservation pour remédier aux impacts des activités de ces entreprises sur la biodiversité ;
 - e. les mécanismes appliqués pour répondre aux obligations juridiques dans la juridiction appropriée ;
 - f. les mesures volontaires allant au-delà des obligations juridiques ; et
 - g. les changements obtenus en matière de conservation de la biodiversité suite à la mise en place de leurs engagements et plans d'action.
2. ENCOURAGE les entreprises à fournir des informations et à publier régulièrement, pour chaque thématique, les indicateurs s'y rapportant, en expliquant la méthode utilisée, et à les conserver sur le long terme pour identifier les progrès réalisés.
 3. ENCOURAGE les gouvernements, conformément aux lois nationales et internationales et dans la mesure de leurs compétences, à créer des cadres juridiques ou apparentés demandant aux entreprises de présenter des rapports sur la biodiversité conformément aux thématiques mentionnées ci-dessus.
 4. INVITE la Directrice générale à aider les Membres à allier leurs forces et collaborer avec les entreprises afin d'élaborer un cadre commun et un ensemble de principes sur la manière d'évaluer, d'estimer et d'élaborer des rapports sur la biodiversité, de façon à améliorer, normaliser et promouvoir l'élaboration de rapports sur la biodiversité par les entreprises.

évaluation quantitative et d'en débattre. GRI (2013). G4 - Lignes directrices pour le reporting développement durable.

WCC-2016-Res-067-FR

Bonnes pratiques pour les projets de développement à échelle industrielle

RAPPELANT que la mission de l'UICN est : « Influencer sur les sociétés du monde entier, les encourager et les aider pour qu'elles conservent l'intégrité et la diversité de la nature et veillent à ce que toute utilisation des ressources naturelles soit équitable et écologiquement durable » ;

CONSCIENT que l'UICN soutient la recherche d'un équilibre entre le développement et la conservation des écosystèmes et des communautés qu'ils font vivre pour garantir un avenir équitable pour l'économie, l'homme et la nature ;

RECONNAISSANT que les investissements dans l'infrastructure sont nécessaires pour soutenir un avenir prospère et la réalisation des Objectifs de développement durable des Nations Unies ;

RECONNAISSANT EN OUTRE que de tels investissements ont souvent des effets directs, indirects et cumulatifs sur l'environnement ;

SACHANT que de nombreux pays ont adopté des législations guidant les projets de ce type, que plusieurs institutions financières ont adopté des mesures de sauvegarde pour guider ce développement et que plusieurs entreprises appliquent volontairement des mesures d'atténuation des effets dommageables sur l'environnement ;

PRÉOCCUPÉ de constater que tous les pays n'ont pas ou n'appliquent pas de législation limitant les effets défavorables du développement à échelle industrielle, que toutes les institutions financières n'ont pas adopté de mesures de sauvegarde assurant une protection adéquate et que toutes les entreprises n'appliquent pas de normes volontaires ;

RAPPELANT le Programme de développement durable des Nations Unies à l'horizon 2030 et en particulier l'Objectif 9 sur l'infrastructure résiliente et l'industrialisation durable et qui profite à tous, l'Objectif 11 sur les villes et les établissements humains ouverts à tous, sûrs, résilients et durables, l'Objectif 12 sur les modes de production et de consommation durables et l'Objectif 15 qui demande de mettre un terme à l'appauvrissement de la biodiversité ;

RAPPELANT le Plan stratégique pour la diversité biologique 2011–2020 de la Convention sur la diversité biologique et en particulier l'Objectif 2 d'Aichi pour la biodiversité sur l'intégration des valeurs de la diversité biologique dans la planification, l'Objectif 4 sur la production durable, l'Objectif 5 sur le déboisement, l'Objectif 8 sur la pollution et l'Objectif 12 sur les actions en vue de mettre un terme à l'appauvrissement de la biodiversité ; et

RAPPELANT les résolutions adoptées sur l'aménagement du territoire, l'infrastructure et les aires protégées, notamment 1.51 *Les populations autochtones, l'exploitation des minerais et des hydrocarbures, et les travaux d'infrastructure et de développement* (Montréal, 1996), 2.34 *Les institutions financières multilatérales et bilatérales et les projets qui ont des incidences sur la diversité biologique et les caractéristiques naturelles* (Amman, 2000), 4.087 *Incidence des infrastructures et des industries extractives sur les aires protégées* (Barcelone, 2008), 4.088 *Lancer l'Initiative de l'UICN sur la responsabilité de l'industrie extractive* (Barcelone, 2008) et 5.037 *Intégration des critères de conservation de la nature dans les politiques de planification territoriale* (Jeju, 2012), ainsi que la Recommandation 2.82 *Protection et conservation de la diversité biologique dans les aires protégées contre les effets dommageables des activités de prospection et d'exploitation minières* (Amman, 2000) ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawai'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. PRIE INSTAMMENT la Directrice générale et les Commissions de continuer d'intervenir sur les questions préoccupantes concernant les projets de développement, de fournir des solutions à base scientifique, une expertise technique et des avis et de promouvoir la transparence et la participation du public à l'analyse et à la prise de décisions relatives au développement de projets.

2. APPELLE les Membres et les gouvernements à promouvoir de bonnes pratiques pour tous les projets de développement à échelle industrielle pour limiter les impacts environnementaux et sociaux en faisant en sorte :

a. que les projets s'inscrivent dans le contexte d'un plan intégré, durable, intersectoriel et transparent à l'échelle du paysage ;

b. que l'on évite les zones importantes pour la biodiversité et les services écosystémiques, en particulier les biens du patrimoine mondial et autres aires de conservation prioritaires ;

c. que les études d'impacts environnementaux et sociaux soient légalement obligatoires et approuvées durant la phase de conception du projet lorsque l'autorisation du projet est requise, selon les meilleures pratiques internationales ;

d. que la responsabilité pleine et entière soit assumée pour tous les impacts environnementaux et sociaux identifiés à travers toute la chaîne de valeur, quel que soit le climat économique ;

e. que l'on applique une hiérarchie d'atténuation pour éviter, minimiser, restaurer et, en dernier recours, compenser les impacts résiduels, le cas échéant ;

f. que le projet ait un processus de rapport et un processus décisionnel transparents et responsables ; et

g. que l'on garantisse le respect des droits juridiques et coutumiers des communautés locales sur les terres et les ressources et que l'on obtienne leur consentement préalable, libre et en connaissance de cause pour tout projet qui affecterait ces droits ; et

h. que l'on sanctionne rigoureusement le non-respect des règlements et que l'on reconnaisse les projets qui font plus que les respecter.

3. APPELLE les institutions financières internationales et leurs actionnaires à reconnaître leur rôle et leur responsabilité en matière de meilleures pratiques et à élaborer, appliquer et coordonner des mesures de sauvegarde soutenant les points décrits ci-dessus.

L'État Membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis ont voté contre cette motion avec l'amendement 3, qui a été adoptée par le Congrès mondial de la nature.

WCC-2016-Res-068-FR

Prévenir, gérer et résoudre les conflits sociaux : la clé du succès de la conservation et de la gestion des écosystèmes

CONSCIENT DU FAIT que diverses formes de conflits sociaux éclatent lorsque des groupes sociaux différents ont des intérêts concurrents en matière d'accès aux ressources naturelles et d'utilisation de ces ressources ;

INQUIET de constater que les conflits sociaux impliquant des peuples autochtones et des communautés locales se manifestent également dans le contexte des interventions de conservation qui ont une incidence sur leurs intérêts, leurs droits, leurs connaissances, leurs traditions et leurs moyens d'existence ;

COMPRENANT que l'utilisation des ressources naturelles est souvent à l'origine de conflits impliquant des organismes de conservation, des peuples autochtones et des communautés locales, des organisations de la société civile, des groupes syndicaux et d'autres acteurs sociaux, lorsque les enjeux portent sur l'environnement et la conservation ;

CONSCIENT que la conservation de la nature dans certains contextes et conditions peut être à l'origine de conflits avec les communautés locales, en particulier lorsque les mesures de conservation visant à protéger des espèces ont un impact sur les communautés locales dans une perspective sociale, économique et culturelle ;

ÉGALEMENT INQUIET que des facteurs tels que le recul de la frontière des activités fondées sur des ressources naturelles, la pression démographique sur des ressources locales limitées, les modifications de l'habitat et de la disponibilité de l'eau induites par le changement climatique, les tensions accrues entre des opposants politiques pour le contrôle des ressources, des terres et des territoires, et les conflits politiques et militaires qui en découlent, ne feront qu'empirer partout dans le monde avec des conséquences directes pour l'environnement et la sécurité des moyens d'existence des communautés vulnérables ;

RAPPELANT les Résolutions 2.040 *Sécurité des ressources naturelles en situations de conflit* (Amman, 2000) et 3.043 *Les conflits pour les ressources au Darfour, Soudan* (Bangkok, 2004) concernant la résolution des conflits comme condition préalable à une conservation couronnée de succès, les Résolutions 3.015 *Établir des liens entre les droits de l'homme et l'environnement pour conserver la nature et réduire la pauvreté* (Bangkok, 2004) et 4.056 *Stratégies de conservation fondée sur les droits* (Barcelone, 2008), ainsi que les nombreux efforts déployés dans le cadre des Programmes de l'UICN pour satisfaire ces demandes dans la limite des ressources disponibles ;

RAPPELANT la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones qui traite des droits des peuples autochtones aux terres, territoires et ressources qu'ils possèdent parce qu'ils leur appartiennent, ou qu'ils les occupent ou utilisent traditionnellement, ainsi que ceux qu'ils ont acquis ;

CONSCIENT de la position unique occupée par l'UICN comme facilitrice et médiatrice dans la résolution des conflits, dans la mesure où elle peut réunir de manière crédible les acteurs qui tendent vers les mêmes résultats à divers niveaux ; et

CONVAINCU que le renforcement de ce rôle et des capacités de l'UICN aura des avantages notables pour la conservation, tout en consolidant l'UICN ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. PRIE la Directrice générale et les Commissions, en collaboration avec les Membres et les partenaires de l'UICN de :

- a. établir un mécanisme pour explorer les possibilités de soutien à la prévention, à l'atténuation et à la résolution des conflits sociaux à tous les niveaux et pour en faire bénéficier les Programmes et la Direction de l'UICN ;
- b. soutenir la création de plateformes multipartites ouvertes, comprenant des experts de la gestion et de l'atténuation des conflits, regroupant des connaissances scientifiques et locales, dans le but de s'intéresser aux conflits sociaux liés à la conservation et à l'utilisation des ressources, ainsi qu'aux activités qui portent atteinte aux environnements et aux écosystèmes ;
- c. renforcer les capacités et la reconnaissance de la capacité des peuples autochtones et des communautés locales de prévenir et régler les conflits liés à la conservation, l'utilisation, l'appauvrissement et la dégradation des ressources naturelles ;
- d. se rapprocher de l'Initiative de conservation et droits humains, des experts confirmés en résolution des conflits et d'autres entités similaires pour minimiser les conflits sociaux et renforcer les mécanismes de gestion des conflits ;
- e. fournir des directives technique aux organismes, donateurs et autres parties afin qu'ils élaborent et soutiennent les interventions qui réduisent les risques de conflit ; et
- f. proposer un cadre politique pour l'UICN, en s'appuyant sur les Résolutions existantes et l'expérience accumulée dans le cadre des Programmes, ainsi que par les Commissions et les Membres de l'UICN, définissant une stratégie de prévention et de résolution des conflits à examiner lors de la prochaine session du Congrès mondial pour la nature de l'UICN.

2. EXHORTE les États membres et les États non membres à :

- a. mettre en place des mesures permettant de reconnaître les conflits sociaux qui ont trait à la conservation, permettre à toutes les parties concernées, en particulier aux peuples autochtones et aux communautés locales, de s'exprimer, et faciliter le dialogue et l'aboutissement à un consensus multipartites et ouvert ; et
- b. demander conseil à l'UICN et à ses Membres pour soutenir l'application à la fois des approches de la conservation fondées sur les droits et la responsabilité, et des principes de bonne gouvernance, conformément à la résolution 3.012 de l'UICN *La gouvernance des ressources naturelles pour la conservation et le développement durable*.

WCC-2016-Res-069-FR

Définition des solutions fondées sur la nature

RECONNAISSANT que le concept de solutions fondées sur la nature (SfN) élaboré durant les négociations de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) en 2009 a été introduit dans le Programme mondial de l'UICN 2013–2016 et considéré comme un jalon pour l'UICN, représentant un tiers de son Programme mondial ;

NOTANT que le concept de SfN s'appuie sur des décennies de travaux entrepris par toutes les composantes de l'UICN, en particulier la Commission de la gestion des écosystèmes (CGE) et sur les principes et cadres existants tels que l'approche par écosystème de la Convention sur la diversité biologique et ses 12 Principes du Malawi, et que ce concept est particulièrement pertinent pour la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) ;

RECONNAISSANT EN OUTRE que l'importance et la pertinence des SfN sont reflétées dans les Résolutions 5.083 *Faire progresser le rôle des solutions basées sur la nature pour l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets, et leur potentiel de contribution à une réglementation mondiale sur les changements climatiques* ; 5.084 *Promouvoir l'adaptation fondée sur les écosystèmes* et 5.058 *La gestion des écosystèmes pour la réduction des risques de catastrophe* (Jeju, 2012) ;

RECONNAISSANT ENFIN que la conservation de la nature est au cœur de la Mission et de la Vision de l'UICN et qu'elle est donc incarnée dans le concept de SfN qui ne remplace pas les actions de conservation classiques visant à sauvegarder les espèces ou à protéger les écosystèmes contre les risques ;

CONSIDÉRANT que de nombreux Membres, le Secrétariat et autres composantes de l'Union utilisent le concept de SfN et qu'il est nécessaire d'établir une définition commune de SfN ainsi qu'une série de principes dans le but d'orienter son application efficace et appropriée ; et

NOTANT l'importance des SfN en tant qu'éléments sous-tendant le Programme de l'UICN 2017-2020 ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawai'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. ADOPTE le Cadre de définition des solutions fondées sur la nature figurant en annexe 1.
2. DEMANDE à la Directrice générale de veiller à ce que les SfN soient soutenues au sein du Programme de l'UICN 2017-2020.
3. APPELLE la Directrice générale et les Commissions à finaliser les principes et paramètres des SfN, à élaborer des lignes directrices pour leur application, et à faire rapport au Conseil sur les progrès, comme il convient.
4. APPELLE les gouvernements et la société civile, avec les Membres de l'UICN prenant la tête de cette initiative, à intégrer les SfN dans les stratégies et mesures qui encouragent les innovations et l'apprentissage à partir d'activités pratiques.
5. APPELLE les gouvernements, les pays donateurs et les institutions financières, les bailleurs de fonds privés et le secteur privé à reconnaître les SfN comme un outil permettant de réaliser le développement durable.

Annexe 1 : Cadre de définition des solutions fondées sur la nature

1. Définition des solutions fondées sur la nature

On entend par solutions fondées sur la nature « des actions visant à protéger, gérer de manière durable et restaurer des écosystèmes naturels ou modifiés, pour relever directement les enjeux de société de manière efficace et adaptative tout en assurant le bien-être humain et des avantages pour la biodiversité. »

2. But général des solutions fondées sur la nature

Le but général des solutions fondées sur la nature est le suivant : « soutenir la réalisation des objectifs de développement de la société et sauvegarder le bien-être humain de manière à refléter les valeurs culturelles et sociales et à renforcer la résilience des écosystèmes, leur capacité de renouvellement et la fourniture de services ; les solutions fondées sur la nature sont conçues pour relever les principaux enjeux de société tels que la sécurité alimentaire, le changement climatique, la sécurité de l'eau, la santé humaine, les risques de catastrophe, le développement économique et social. »

3. Principes préliminaires des solutions fondées sur la nature

Les principes préliminaires suivants doivent être examinés conjointement avec la définition des solutions fondées sur la nature (SfN) :

- i. Les SfN englobent les normes (et principes) de conservation de la nature ;
- ii. Les SfN peuvent être appliquées seules ou intégrées à d'autres solutions aux enjeux de société (c.-à-d. des solutions techniques et d'ingénierie) ;
- iii. Les SfN sont déterminées par le contexte naturel et culturel d'un site particulier comprenant le savoir traditionnel et les connaissances locales et scientifiques ;
- iv. Les SfN produisent des avantages pour la société, de façon juste et équitable, encourageant la transparence et une large participation ;
- v. Les SfN maintiennent la diversité biologique et culturelle et la capacité des écosystèmes d'évoluer avec le temps ;
- vi. Les SfN s'appliquent à l'échelle du paysage ;
- vii. Les SfN reconnaissent et traitent la question des compromis entre la production de quelques avantages économiques immédiats pour le développement et les options futures de production de toute la gamme des services écosystémiques ; et
- viii. Les SfN font partie intégrante de la conception générale des politiques et mesures ou actions visant à relever un enjeu particulier.

WCC-2016-Res-070-FR
Criminalité environnementale

PRENANT NOTE de la Déclaration de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement humain reconnaissent le droit fondamental à la liberté, à l'égalité et à des conditions de vie adéquates dans un environnement de qualité permettant à toute personne de vivre dans la dignité et le bien-être, et que la responsabilité solennelle lui incombe de protéger et de mettre en valeur l'environnement pour les générations présentes et futures ;

NOTANT la résolution A/HRC/RES/28/11 du Conseil des droits de l'homme '*Les droits de l'homme et l'environnement*' selon laquelle « les atteintes à l'environnement peuvent avoir des effets négatifs, directs et indirects, sur l'exercice effectif de tous les droits de l'homme » ;

NOTANT ÉGALEMENT la Résolution 70/1 de l'Assemblée générale de Nations Unies (AG) sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030 ;

NOTANT EN OUTRE que la Déclaration universelle des droits de l'homme reconnaît que toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement et le logement, et que des écosystèmes en bonne santé et leurs services sont nécessaires à la survie des être humains et de tout ce qui est vivant ;

PRENANT ÉGALEMENT NOTE de la Décision 27/9 du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) selon laquelle le droit est essentiel au développement durable et à la protection de l'environnement ;

NOTANT ÉGALEMENT que dans son rapport de 2004, document de l'AG A/59/565, le Groupe de personnalités de haut niveau sur les menaces, les défis et le changement, désigné par le Secrétaire général de l'époque, reconnaît que la dégradation de l'environnement et la criminalité organisée constituent des menaces pour la paix et la sécurité ;

NOTANT EN OUTRE la Résolution d'INTERPOL AG-2014-RES-03 sur les impacts de la criminalité de l'environnement sur la stabilité politique d'une nation, la qualité de son environnement, ses ressources naturelles, sa biodiversité, son économie et la vie humaine ;

CONSIDÉRANT la Résolution 69/314 de l'AG des Nations Unies sur la lutte contre le trafic des espèces sauvages ;

CONSIDÉRANT ÉGALEMENT la Déclaration de Doha adoptée lors du 13^e Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale (2015), qui reconnaît les incidences de la criminalité sur l'environnement ;

NOTANT le droit souverain des États aux termes de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer d'exploiter les ressources naturelles, leur obligation de protéger l'environnement marin et leur devoir d'exercer effectivement leur juridiction et leur contrôle dans les domaines administratif, technique et social sur les navires battant leur pavillon ;

CONSIDÉRANT la Décision 27/9 du PNUE sur les mesures appropriées en cas de non-respect du droit de l'environnement en appliquant les lois au plan administratif, civil et/ou pénal, tout en évitant la sur-criminalisation ;

SE FÉLICITANT de la Directive 2008/99/CE de l'Union européenne relative à la protection de l'environnement par le droit pénal ;

SE FÉLICITANT ÉGALEMENT de la proposition du Groupe de travail de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sur la lutte contre la pêche illicite, non

déclarée et non réglementée en faveur de l'adoption, par les pays, d'une législation similaire à celle du Lacey Act aux États-Unis ;

NOTANT l'importance de la Convention des Nations Unies contre la corruption, et de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, dans la lutte contre la criminalité ;

NOTANT ÉGALEMENT le rapport de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale (CCPCJ), à l'issue de sa 22^e Session, document E/CN.15/2013/27, en particulier le par. 31 *et seq.* ;

CONSCIENT de la nécessité d'engager des acteurs non-étatiques pour définir et mettre en œuvre des stratégies visant à lutter contre les atteintes à l'environnement ;

NOTANT l'importance de garantir l'intégrité de tous les écosystèmes, en particulier des océans, et la protection de la diversité biologique, que certaines cultures nomment Terre nourricière, et notant l'importance du concept de 'justice climatique' ;

NOTANT ÉGALEMENT que la Charte de la Terre lance un appel en faveur d'une société mondiale durable, fondée sur le respect de la nature, les droits universels de l'être humain, la justice économique et une culture de la paix, et que la résolution 5.100 de l'UICN *Intégrer les droits de la nature comme pierre angulaire du processus décisionnel de l'UICN* (Jeju 2012) demande que les droits de la nature soient considérés « comme la pierre angulaire absolue » dans tous les domaines d'intervention et de prises de décisions de l'UICN et propose l'élaboration d'une Déclaration universelle des droits de la nature ;

NOTANT EN OUTRE que la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones souligne les droits des peuples autochtones de conserver leurs propres cultures et traditions, et de se développer conformément à leurs propres besoins et aspirations ;

RAPPELANT que le commerce illégal de biens qui font partie du patrimoine naturel, tels que les espèces menacées, les fossiles, les minéraux, les météorites et les roches, détruit la diversité biologique et la géodiversité des lieux où il se produit et entraîne la perte d'une ressource culturelle, éducationnelle et touristique pour les habitants ; et

RAPPELANT la résolution 4.040 *Conservation de la géodiversité et du patrimoine géologique* (Barcelone, 2008) qui rappelle que le patrimoine géologique constitue un patrimoine naturel dont les valeurs culturelles, esthétiques, paysagères, économiques et/ou intrinsèques doivent être préservées et transmises aux générations futures ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. PRIE la Directrice générale d'encourager INTERPOL, en collaboration avec ses partenaires du Consortium international de lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages (ICCWC) et avec d'autres acteurs pertinents, d'examiner les tendances en termes de criminalité environnementale et de criminalisation, d'apporter des réponses juridiques et politiques, et d'établir l'ordre de priorité des actions.

2. EXHORTE la Commission mondiale du droit de l'environnement (WCEL) et le Centre du droit de l'environnement (ELC) de l'IUCN, en s'appuyant sur les travaux, notamment, du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice (UNICRI), de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC), de Global Legislators Organization for a Balanced Environment (GLOBE International), de l'International Network for Environmental Compliance and Enforcement (INECE), sur l'Action de l'Union européenne contre la criminalité environnementale (EFFACE), le Réseau

européen contre la criminalité environnementale (ENEC), le Réseau européen de l'Union pour la mise en œuvre et l'application de la législation environnementale (IMPEL) et sur l'Organisation des États américains (OEA), en consultation avec les secrétariats des conventions pertinentes, ainsi qu'avec les organes contrôlant la mise en œuvre des politiques, accords et textes de loi nationaux, régionaux et internationaux pertinents à :

- a. engager les partenaires pertinents ;
 - b. examiner la signification de l'expression « criminalité environnementale » ;
 - c. examiner les lois, cadres et approches en vigueur ; et
 - d. élaborer des interventions globales pour lutter contre la criminalité environnementale.
3. PRIE la WCEL et l'ELC de présenter des rapports sur la contribution des activités à appliquer dans le cadre de cette résolution à la réalisation des Objectifs de développement durable de l'ONU lors du prochain Congrès mondial de la nature et entre les sessions, si possible.
4. DEMANDE à tous les acteurs, y compris à la communauté des donateurs, de rechercher des fonds pour soutenir ces activités.

L'État Membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis ont voté contre cette motion.

WCC-2016-Res-071-FR

Création d'un Institut judiciaire mondial pour l'environnement

RECONNAISSANT le leadership de l'UICN dans le domaine du droit de l'environnement pour construire des alliances, renforcer les capacités et développer des réseaux d'experts et des systèmes d'information pour soutenir la conservation et l'utilisation durable de la nature et des ressources naturelles ;

AFFIRMANT que les législations environnementales continuent à être complétées et renforcées, et que les juges, procureurs généraux, auditeurs et procureurs jouent un rôle essentiel en assurant leur application effective et leur respect ;

NOTANT les Principes de Johannesburg relatifs au rôle du droit et au développement durable (2002) et la Déclaration de Rio+20 sur la justice, la gouvernance et le droit au service de la durabilité de l'environnement (2012) ;

SALUANT les progrès de la Commission mondiale du droit de l'environnement (CMDE) depuis le 5^e Congrès mondial de la nature de l'UICN (Jeju, 2012) pour faire avancer la coopération parmi les institutions judiciaires et soutenir la création de systèmes d'arbitrage améliorés traitant des questions environnementales au niveau mondial ;

RECONNAISSANT l'existence de plus de 800 tribunaux environnementaux dans plus de 50 pays, en plus de tribunaux de juridiction générale également saisis pour des questions environnementales, et le besoin croissant de partager les expériences, les décisions et les bonnes pratiques ;

RECONNAISSANT EN OUTRE que les professionnels du droit ont exprimé leur volonté d'aider les tribunaux nationaux et sous-nationaux à appliquer et à faire respecter les lois sur l'environnement ;

CONSCIENT de la Résolution 5.129 *Les tribunaux et l'accès à la justice* adoptée par le Congrès mondial de la nature à sa 5^e session (Jeju, 2012), lequel a approuvé le mandat de la Commission mondiale du droit de l'environnement pour étudier la création d'une institution, organisée pour et dirigée par des juristes, avec la coopération des systèmes judiciaires nationaux, leurs bureaux administratifs et instituts judiciaires, et pour réaliser les activités désirées tout en garantissant l'indépendance et l'autonomie des institutions nationales et sous-nationales respectives ;

NOTANT AVEC SATISFACTION que le Conseil de l'UICN, lors de sa 86^e réunion en mai 2015, a approuvé la proposition de création d'un Institut judiciaire mondial pour l'environnement ;

CONSCIENT de la contribution qu'un tel institut pourrait apporter dans la réalisation de l'Objectif 16.3 de développement durable des Nations Unies : *Promouvoir l'état de droit aux niveaux national et international et donner à tous accès à la justice dans des conditions d'égalité* ; et

SE RÉJOUISSANT que le 1^{er} Congrès mondial du droit de l'environnement de l'UICN (Rio de Janeiro, 2016) ait conclu trois ans de dialogue mené par la CMDE avec des juristes de chaque état et des organisations partenaires, en organisant la première réunion de l'Institut judiciaire mondial pour l'environnement le 30 avril 2016 ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1^{er} au 10 septembre 2016 :

1. FÉLICITE la CMDE, en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), l'Organisation des États américains (OEA), la Banque asiatique de développement, l'Association internationale des juges, l'Association brésilienne des juges,

l'Association des juges de Rio de Janeiro, et la Cour suprême de l'état de Rio de Janeiro, pour leur initiative de créer l'Institut judiciaire mondial pour l'environnement.

2. DEMANDE à la Directrice générale et à la CMDE à maintenir leur engagement exceptionnel vis-à-vis de l'Institut judiciaire mondial pour l'environnement, et à inciter toutes les composantes de l'UICN à contribuer à la réalisation de ses objectifs.

3. INVITE tous les Membres de l'UICN à porter à l'attention de leurs systèmes judiciaires nationaux et sous-nationaux, de leurs bureaux administratifs et de leurs instituts judiciaires, l'existence de l'Institut judiciaire mondial pour l'environnement afin de renforcer la capacité des institutions judiciaires et d'encourager des pratiques contribuant à la promotion de l'état de droit dans la communauté internationale et en particulier pour les questions environnementales.

4. INVITE tous les partenaires actuels et futurs à saisir cette occasion de collaborer avec l'Institut judiciaire mondial pour l'environnement et de bénéficier pleinement des expériences judiciaires de toutes les nations et régions.

WCC-2016-Res-072-FR

Activer le mécanisme de Whakatane pour contribuer à la conservation tout en garantissant les droits des communautés

NOTANT que, selon les estimations, la majorité des aires protégées abritent des terres ou des territoires et des ressources appartenant à des peuples autochtones et des communautés rurales ;

NOTANT EN OUTRE que le Mécanisme de Whakatane a été créé en réponse à la demande faite au Directeur général et aux Commissions par le Congrès mondial de la nature lors de sa Session de Barcelone, Espagne (2008) d'identifier et de proposer des « mécanismes pour prendre en compte et remédier aux effets des injustices historiques et actuelles dont sont victimes les peuples autochtones au nom de la conservation de la nature et des ressources naturelles » (Résolution 4.052 *Mise en œuvre de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones*) ;

RECONNAISSANT qu'il est important de respecter totalement les droits des peuples autochtones et des communautés locales qui dépendent des aires protégées ;

NOTANT les efforts déployés dans le cadre de l'Initiative de conservation et droits humains afin d'élaborer des outils et des approches pour soutenir les points précités ;

ACCUEILLANT AVEC SATISFACTION la création du Système de gestion environnementale et sociale de l'UICN et en particulier le rôle potentiel de ses normes sur les restrictions d'accès et les peuples autochtones pour garantir le respect total des droits des peuples autochtones et des communautés rurales dans les projets de conservation mis en œuvre par l'UICN ;

SE FÉLICITANT des normes de la Liste verte des aires protégées et conservées de l'UICN, et de leur approche et utilité potentielle pour la sauvegarde des droits de l'homme dans les aires protégées ;

ACCUEILLANT ÉGALEMENT AVEC SATISFACTION le soutien apporté par la douzième réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique, (CDB, décision XXII/12 – Pyeongchang, 2014) au Plan d'action sur l'utilisation coutumière durable de la diversité biologique, qui comprend des lignes directrices pour que les Parties et autres acteurs pertinents puissent tirer parti des outils existants en identifiant les meilleures pratiques en relation avec les aires protégées et l'utilisation coutumière de la diversité biologique, notamment le Mécanisme de Whakatane ;

NOTANT que le Congrès mondial de la nature de l'UICN, lors de sa Session de Jeju, République de Corée (2012) a salué les travaux entrepris dans le cadre du Mécanisme de Whakatane dans sa Résolution 5.097 *Mise en œuvre de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones*, et leur apport significatif aux activités du Programme relatives à la « conservation équitable et fondée sur les droits » et à l'approche Un seul Programme ;

NOTANT que trois applications pilotes du Mécanismes ont été entreprises à ce jour : en République démocratique du Congo, au Kenya et en Thaïlande ; et

SOULIGNANT qu'une reconnaissance et un soutien appropriés aux territoires et aires conservés par les peuples autochtones et communautés locales (ICCA) au sein des aires protégées administrées par l'État permettrait la restitution de tout droit et responsabilité collectifs de gouvernance aux peuples et communautés concernés, tout en soutenant et sauvegardant la conservation ; et NOTANT ÉGALEMENT que l'établissement de mécanismes de gouvernance partagés pourrait être un moyen de soutenir la reconnaissance et la protection des droits des peuples autochtones et des communautés locales dans les aires protégées ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. PRIE la Directrice générale, après avoir demandé conseil au Comité directeur du Mécanisme de Whakatane, au Conseil de l'UICN, aux Commissions, aux Membres, et aux partenaires pertinent, selon le cas, de :
 - a. collaborer avec le Fonds pour l'environnement mondial afin d'identifier des possibilités de financement pour des projets englobant les approches figurant dans le Mécanisme de Whakatane, conformément aux orientations du Programme du FEM-6 et de la phase du FEM-7 à venir, et d'explorer également d'autres sources potentielles de financement ; et
 - b. d'inclure les progrès du Mécanisme de Whakatane dans les rapports réguliers soumis par l'UICN au Forum permanent de l'ONU sur les questions autochtones.
2. INVITE la CDB à tenir compte du Mécanisme de Whakatane, en particulier lors de la mise en œuvre des Articles 8(j) et 10(c) et de son Programme de travail sur les aires protégées.
3. INVITE ÉGALEMENT les Membres, ainsi que les États non membres et les autres acteurs à :
 - a. faire connaître le Mécanisme de Whakatane, notamment par la documentation et la diffusion d'informations relatives à sa mise en œuvre et sur les avantages qu'il représente pour la conservation de la biodiversité ; et
 - b. de prendre des mesures, si nécessaire, pour mettre en œuvre le Plan d'action de la CDB sur l'utilisation coutumière durable, particulièrement la tâche 3, "promouvoir conformément à la législation nationale et aux obligations internationales applicables la participation entière et effective des communautés autochtones et locales et leur consentement libre, préalable et donné en connaissance de cause ou leur approbation et participation à la création, à l'expansion, à la gouvernance et à la gestion des aires protégées, y compris les aires marines protégées qui peuvent affecter les communautés autochtones et locales".
4. ENCOURAGE les Parties aux processus du Mécanisme de Whakatane dans lesquelles ces processus sont en cours à partager les informations et les enseignements tirés avec la Commission des politiques environnementales, économiques et sociales (CEESP) et avec le Comité directeur du Mécanisme de Whakatane, afin de soutenir le Mécanisme et son application.

WCC-2016-Res-073-FR

Investissements des institutions financières pour le développement : impacts socio-environnementaux et respect des droits

CONSIDÉRANT que les institutions financières pour le développement (IFD), notamment les institutions financières internationales et les nouvelles banques nationales de développement de pays émergents, sont des acteurs importants du développement des pays, apportant des ressources financières sous forme de prêts, donations, assistance technique aux gouvernements, ainsi que de crédits aux entreprises privées qui investissent dans les pays en développement ;

RECONNAISSANT que le financement pour le développement peut aider les personnes et les communautés à améliorer leur qualité de vie et les États à réduire la pauvreté, préserver l'environnement et parvenir au développement durable ;

OBSERVANT néanmoins que bien des investissements des IFD sont consacrés à des ouvrages d'infrastructure et d'énergie de grande envergure, ayant un impact majeur, environnemental et social, sur les communautés locales et contribuant, dans des régions comme l'Amérique latine et l'Afrique, à ancrer des modèles de développement extractif ;

PRÉOCCUPÉ de constater que même si certaines IFD ont fait de grands progrès en matière de développement de politiques et de mécanismes de protection de l'environnement et des communautés locales, d'autres n'ont pas les normes suffisantes pour garantir la protection des droits ;

CONSIDÉRANT qu'il est urgent que les IFD disposent de mécanismes et de réglementations fondées sur l'affirmation de droits garantis pour permettre aux communautés touchées et à la société civile de jouer un rôle digne de ce nom dans la création de politiques et de projets et dans la définition des priorités de développement durable ;

SACHANT que la Société financière internationale et d'autres IFD ont recours à des informations fondées sur les normes de l'UICN comme la Liste rouge, les Zones clés pour la biodiversité et Planète protégée ; et

FAISANT OBSERVER que l'UICN a mis au point un Système de normes environnementales et sociales (SNES) s'appuyant sur une approche fondée sur les droits et intégrant des concepts et des méthodologies de pointe pour sauvegarder les droits des personnes et des communautés ainsi que l'intégrité de la biodiversité dans le cadre des projets exécutés ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. DEMANDE à la Directrice générale et aux Commissions de l'UICN, sous réserve des ressources disponibles :

- a. d'apporter un appui technique et de renforcement des capacités aux Membres de l'UICN qui surveillent des projets de grande envergure financés par des IFD et leurs impacts socio-environnementaux ;
- b. d'identifier des bailleurs de fonds qui souhaiteraient appuyer le développement des capacités des Membres de l'UICN sur des thèmes tels que : les normes nationales et internationales applicables ; les impacts possibles des projets dont il est question à l'alinéa a) ; et les meilleures pratiques d'atténuation pour soutenir les processus de consultation et d'évaluation/approbation des projets ; les contenus clés et les fondements des études d'impact environnemental et social (EIES) et des évaluations environnementales stratégiques (EES), entre autres outils de gestion des risques ;

c. de partager avec les IFD et de mettre à la disposition des Membres de l'UICN le matériel préparé par l'UICN sur les mesures de sauvegarde socio-environnementales dans le cadre du SNES, en encourageant largement son utilisation et son application ; et

d. de continuer de fournir des informations basées sur les normes et sources de données de l'UICN comme La liste rouge de l'UICN des espèces menacées, les listes rouges nationales, les Zones clés pour la biodiversité et Protected Planet afin d'aider les IFD à appliquer les normes et mesures de sauvegarde.

2. EXHORTE les IFD qui n'ont pas leur propre système de mesures de sauvegarde de procéder, rapidement, avec la participation pleine et entière de toutes les personnes intéressées, à l'élaboration de tels systèmes comprenant comme principes de base des EES, des EIES, l'approche par écosystème, la sauvegarde des aires protégées, des mesures de compensation et/ou d'atténuation, l'analyse de solutions de substitution, l'accès à l'information, des mécanismes de participation citoyenne, la consultation préalable et le consentement libre, préalable, donné en connaissance de cause, l'économie de ressources et la prévention de la pollution, entre autres.

3. PRIE INSTAMMENT les IFD qui sont en train d'élaborer des systèmes de sauvegarde, de poursuivre leur développement avec la participation pleine et entière de tous les intéressés et en tenant compte des éléments fondamentaux décrits dans le paragraphe 2 ci-dessus.

WCC-2016-Res-074-FR

Renforcer le principe de non-régression dans le droit et les politiques de l'environnement

CONSCIENT que la crise écologique nécessite la mise en place de mesures politiques et juridiques pour empêcher la perte de la biodiversité et l'augmentation des risques de pollution ;

CONVAINCU que le principe de non-régression peut aider à limiter les multiples menaces qui pèsent sur les politiques environnementales au niveau local, national, régional et international ;

CONSTATANT que le principe de non-régression figure au paragraphe 20 de la déclaration *L'avenir que nous voulons*, adoptée par la Conférence des Nations Unies pour le développement durable Rio+20 (Brésil, 2012) ;

PRENANT NOTE du paragraphe 97 de la *Résolution du Parlement européen du 29 septembre 2011 sur l'élaboration d'une Position européenne commune dans la perspective de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20)* qui appelle à reconnaître le principe de non-régression dans le contexte de la protection de l'environnement et des droits fondamentaux ;

PRENANT NOTE ÉGALEMENT de la *Déclaration sur la justice, la gouvernance et le droit pour la durabilité de l'environnement* adoptée lors de la Conférence Rio+20, et reconnaissant que le droit de l'environnement ne devrait pas être régressif ;

OBSERVANT que le principe de non-régression fait désormais partie du droit constitutionnel et des règlements internes de plusieurs pays, et a notamment été inscrit dans la Constitution de l'Équateur ;

CONSTATANT que le principe de non-régression peut être fondé sur une disposition expresse de la Constitution ou de la législation, ou sur la jurisprudence ;

OBSERVANT l'existence d'un consensus international sur l'importance du principe de non-régression dans la politique environnementale ;

CONVAINCU que ce principe est un outil fondamental pour la conservation de la nature et les droits fondamentaux des générations présentes et futures pour ne pas revenir en arrière par rapport aux niveaux de protection environnementale existants ; et

GARDANT À L'ESPRIT la reconnaissance de l'importance de ce principe dans la politique et le droit de l'environnement conformément à la Résolution 5.128 *Intégrer le principe de non-régression dans le droit et la politique de l'environnement* (Jeju, 2012) ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. DEMANDE à la Commission mondiale du droit de l'environnement (CMDE) d'approfondir ses recherches sur le principe de non-régression dans la politique et le droit de l'environnement à l'échelle locale, nationale, régionale et internationale et de communiquer les résultats à tous les membres.
2. INVITE la CMDE à encourager la création de formations en matière d'application du principe de non-régression dans la politique et le droit de l'environnement, destinées aux juges, avocats, législateurs, autorités publiques et organisations non gouvernementales.
3. DEMANDE à la CMDE et à ses membres de soutenir le fonctionnement de l'Observatoire juridique mondial sur la non-régression (site Internet : <https://legalobservatorynonregression.wordpress.com>) qui a comme objectif d'identifier et de rendre publiques les régressions juridiques environnementales.

4. INVITE le Programme de l'UICN sur le droit de l'environnement à intégrer le principe de non-régression comme une exigence fondamentale pour la conservation et l'utilisation durable de la nature et des ressources naturelles.

5. PRIE INSTAMMENT tous les gouvernements de prendre des mesures pour mettre en œuvre effectivement et renforcer le principe de non-régression dans les domaines de la politique et du droit de l'environnement, en tenant dûment compte des dispositions constitutionnelles de chaque pays, avec la participation pleine et entière, informée et effective des détenteurs de droits et acteurs pertinents et dans le respect des droits des peuples autochtones et des communautés locales.

L'État Membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis ont voté contre cette motion.

WCC-2016-Res-075-FR

Affirmation du rôle des cultures autochtones dans les efforts de conservation déployés à l'échelle mondiale

NOTANT que tandis que le monde cherche des solutions innovantes en matière de développement durable, les peuples autochtones et les communautés locales donnent des exemples de pratiques durables susceptibles de servir de modèle à l'échelle mondiale, notamment par le truchement de leurs savoirs traditionnels ;

RECONNAISSANT que les peuples autochtones disposent d'un très vaste champ de connaissances, notamment en ce qui concerne la diversité des espèces indigènes et les processus et les régimes écologiques, ainsi que de pratiques en matière de gestion des terres et des eaux immédiatement applicables ;

RECONNAISSANT EN OUTRE qu'avant d'entrer en contact avec l'Occident, la population autochtone d'Hawaï assurait la subsistance de près d'un million de personnes grâce au système « ahupua'a » de gestion des terres, lequel intégrait des écosystèmes terrestres et marins ainsi que les rapports entretenus à l'intérieur d'un contexte géographique, social, culturel et politique commun ;

TENANT COMPTE de la Résolution 5.095 *Les connaissances traditionnelles des peuples autochtones et des communautés locales paysannes des Andes et de l'Amazonie comme mécanisme d'adaptation au changement climatique* (Jeju, 2012) ;

TENANT COMPTE également des Résolutions 4.055 *Intégrer la culture et la diversité culturelle dans la politique et le Programme de l'UICN* et 4.099 *Reconnaissance de la diversité des concepts et valeurs de la nature* (Barcelone, 2008) ;

TENANT COMPTE en outre de la Résolution 4.052 *Mise en œuvre de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones* (DNUDPA) (Barcelone, 2008) ; et

RECONNAISSANT que l'intégration des approches et des systèmes de connaissances des peuples autochtones et des communautés locales dans d'autres efforts de conservation est essentielle pour assurer un développement durable ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. INVITE la Directrice générale et le Conseil à reconnaître l'utilité des approches et des systèmes de connaissances des peuples autochtones et des communautés locales dans la lutte contre les problèmes auxquels se heurtent les écosystèmes de la planète, et le fait que collaborer avec les détenteurs de connaissances autochtones afin d'intégrer de manière appropriée leurs valeurs et leurs approches dans les efforts de conservation actuels peut contribuer de manière considérable au succès à long terme des mesures de conservation.
2. DEMANDE à la Directrice générale et à la Commission des politiques environnementales, économiques et sociales (CPEES) d'élaborer des lignes directrices facultatives concernant la participation appropriée des peuples autochtones à l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation de projets, programmes et mesures de conservation.
3. INVITE le Conseil et les Membres à reconnaître et respecter les valeurs autochtones permettant de sensibiliser et d'agir de manière responsable vis-à-vis des ressources naturelles en s'informant quant à l'histoire régionale des relations qu'entretenaient les peuples autochtones et les communautés locales avec les terres et les eaux importantes pour la conservation et en s'efforçant de rétablir et de préserver les liens avec les peuples autochtones et les communautés locales.

WCC-2016-Res-076-FR

Améliorer les outils de lutte contre les crimes environnementaux

RECONNAISSANT que la criminalité liée à l'environnement est un problème international grave et de plus en plus préoccupant, ayant des effets dévastateurs sur l'environnement, la société et l'économie, et que ces crimes sont souvent liés à des mafias et groupes armés qui menacent la sécurité des pays ;

RECONNAISSANT PAR AILLEURS que la criminalité liée à l'environnement englobe une large gamme d'actions illégales, comme l'abattage d'espèces sauvages, l'utilisation d'appâts empoisonnés, la destruction illégale d'habitats, le commerce illégal d'espèces sauvages, le commerce illégal d'éléments du patrimoine géologique (fossiles, minéraux, roches et météorites), la destruction de lieux d'intérêt géologique, l'émission ou le déversement de substances dans l'air, l'eau ou les sols, le commerce illégal de substances appauvrissant l'ozone, ou le transport ou le déversement illégal de déchets, parfois réalisés par des organisations criminelles dans différents territoires ;

RECONNAISSANT que la loi 42/2007 de l'Espagne sur le patrimoine naturel et la biodiversité fait œuvre de pionnier en matière de protection de la géodiversité de ce pays et a servi d'exemple pour d'autres mais que ni cette loi, ni l'amendement récent, n'aborde les effets sur la géodiversité et le patrimoine géologique dans le Chapitre VI sur les infractions et les sanctions ;

RAPPELANT que la Résolution de l'UICN 4.040 *Conservation de la géodiversité et du patrimoine géologique* (2008, Barcelone) déclare que le patrimoine géologique constitue un patrimoine naturel dont les valeurs scientifiques, culturelles, esthétiques, paysagères, économiques et/ou intrinsèques doivent être préservées et transmises aux générations futures ;

RAPPELANT AUSSI la tendance pionnière établie en 2004 avec l'approbation, par le Conseil de l'Europe, de la Recommandation Rec(2004)3 concernant la *Conservation du patrimoine géologique et des zones d'intérêt spécial pour la géologie*, et son appel au renforcement de la coopération entre les organisations internationales, les institutions scientifiques et les ONG dans le domaine de la conservation du patrimoine géologique et de la participation à des programmes de conservation géologique ;

TRÈS PRÉOCCUPÉS par le fait que les crimes environnementaux sont devenus l'une des activités illégales les plus importantes selon le rapport d'INTERPOL et du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), et qu'ils sont réalisés à une échelle mondiale sans précédent, aux côtés du trafic d'êtres humains, de drogues ou de contrefaçons, et que les profits de ce secteur sont estimés entre 70 et 213 milliards USD par an ;

INQUIETS que ces actions n'entraînent que rarement des poursuites en justice sérieuses ou la condamnation des coupables, et que les sanctions soient aussi peu fréquentes et dissuasives, ce qui entraîne un sentiment général d'impunité de la part des contrevenants et aussi du grand public ;

RAPPELANT que les sanctions pénales permettent, si elles sont bien définies, proportionnées et mises en œuvre efficacement, de prévenir les atteintes portées à la nature ;

CONSIDÉRANT la Résolution 69/314 de l'Assemblée générale des Nations Unies, *Lutte contre le trafic des espèces sauvages*, adoptée le 30 juillet 2015, qui incite les États Membres à prendre des mesures efficaces pour prévenir et combattre le grave problème des crimes qui ont une incidence sur l'environnement ;

CONSIDÉRANT ÉGALEMENT l'initiative de l'Espagne, qui a abouti à la création d'un tribunal national dédié aux infractions environnementales, l'initiative du Parlement italien qui a intégré au sein du code pénal italien les atteintes à l'environnement, et l'engagement de la France à renforcer les sanctions pénales en matière d'environnement et à intégrer le préjudice écologique dans le code civil ;

ACCUEILLANT AVEC SATISFACTION la Directive 2008/99/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative à la *Protection de l'environnement par le droit pénal* qui constitue un premier niveau d'harmonisation des protections pénales européennes ;

SALUANT la reconnaissance explicite du crime d'écocide par plusieurs États, dont les États- Unis d'Amérique, la Russie et la Colombie ;

SALUANT ÉGALEMENT la Résolution 5.129 *Les tribunaux et l'accès à la justice* (Jeju, 2012), qui appelle au renforcement des liens entre les tribunaux, l'accès à la justice et l'environnement ;

NOTANT que beaucoup d'institutions, d'organisations non gouvernementales (ONG), de juges, de procureurs et de forces de l'ordre ont consacré des efforts significatifs pour coopérer entre eux au niveau sous-national, national, régional ou mondial, et que ces initiatives ont permis de créer divers réseaux de lutte contre les crimes environnementaux ;

RECONNAISSANT que la mise en réseau pour lutter contre les crimes environnementaux contribue à la coopération et à la coordination entre les différentes parties prenantes impliquées dans l'application de la législation environnementale, afin d'atteindre un niveau de protection environnementale plus élevé et plus cohérent, en développant et en maintenant la capacité de détecter, d'enquêter et de poursuivre en justice les crimes environnementaux, et que cette mise en réseau contribue également à une approche cohérente dans la mise en œuvre de la législation environnementale, en offrant un mécanisme de remontée d'informations aux décideurs politiques et aux législateurs sur la mise en œuvre pratique des politiques et de la législation ;

RECONNAISSANT PAR AILLEURS que les réseaux environnementaux contribuent à l'échange d'informations, de pratiques, de procédures, de législations, de formation et de diverses ressources, afin qu'elles soient harmonisées ou améliorées ;

SACHANT que, pour de nombreuses infractions, certaines tierces parties affectées peuvent, au-delà de l'accusation publique possible, avoir un intérêt particulier à poursuivre en justice le contrevenant, et que, dans le cas des crimes environnementaux, les ONG environnementales et les communautés locales peuvent avoir un intérêt à mener une action en justice et à apporter une expertise ;

INQUIETS que dans de nombreux États, le statut juridique des ONG et des communautés locales leur permettant de mener une action en justice contre des crimes environnementaux ne soit pas officiellement ou légalement reconnu ; et

CONSIDÉRANT que dans de nombreux États l'entière responsabilité des poursuites pour crimes environnementaux incombe exclusivement aux ministères chargés de l'impôt ou des questions fiscales, et que ces organismes sont souvent débordés de travail et n'ont pas nécessairement les connaissances ou les compétences nécessaires en ce qui concerne les questions environnementales ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. DEMANDE à la Directrice générale de presser les États Membres de l'UICN de mettre tous les moyens nécessaires pour réduire l'impunité avec laquelle sont commis les crimes et délits contre la faune et la flore sauvages et le patrimoine géologique, et notamment :

a. de reconnaître légalement le rôle que peuvent jouer les ONG environnementales et les communautés locales devant les tribunaux, dans les affaires de crimes contre l'environnement, et notamment de crimes impliquant des dommages contre la faune et la flore sauvages et le patrimoine géologique ;

- b. de promouvoir activement le rôle légal des ONG environnementales et des communautés locales, dans les affaires de crimes contre l'environnement, et notamment de crimes impliquant des dommages contre la faune et la flore sauvages et le patrimoine géologique ;
 - c. d'adopter des systèmes de formation continue et si possible de spécialisation pour leurs ministères du budget dans le domaine de l'environnement, et concrètement dans le domaine des crimes contre la faune et la flore sauvages et le patrimoine géologique ;
 - d. de garantir la collaboration de l'UICN avec les réseaux existants de lutte contre les crimes environnementaux ; et
 - e. d'encourager la mise en réseau entre les différents organismes et parties prenantes impliqués dans la lutte contre les crimes environnementaux, en attribuant les moyens et les capacités suffisantes pour que ces réseaux fonctionnent de façon optimale.
2. DEMANDE ÉGALEMENT à la Commission mondiale du droit de l'environnement de continuer ses travaux et d'apporter son expertise dans ce domaine auprès des organisations gouvernementales et non gouvernementales afin de faciliter la mise en place de sanctions pénales dissuasives, efficaces et proportionnées.
3. APPELLE les Membres de l'UICN à soutenir le renforcement du droit pénal de l'environnement et sa mise en œuvre effective au niveau international et national.
4. DEMANDE ENFIN aux gouvernements et législateurs de chaque pays :
- a. de définir, adopter et mettre en œuvre des sanctions pénales adaptées et proportionnelles aux différentes formes de dommages à l'environnement ;
 - b. d'adapter les pouvoirs d'enquête judiciaire aux spécificités de la délinquance environnementale, et de renforcer les compétences des juridictions pénales chargées de mettre en œuvre le droit pénal relatif à l'environnement, de façon transparente et responsable ;
 - c. de renforcer les actions de sensibilisation auprès des potentiels auteurs de dommages à l'environnement ainsi que les effectifs, les moyens matériels, la formation et la coordination des différents acteurs publics ou même privés amenés à intervenir dans la répression des dommages à l'environnement ; et
 - d. d'intégrer dans la législation locale, à travers les traités internationaux, bilatéraux ou multilatéraux, des mesures punitives destinées à sanctionner les crimes contre l'environnement commis par des sociétés transnationales.

L'État Membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis se sont abstenus lors du vote de cette motion pour les raisons données dans la déclaration générale des États-Unis sur le processus des résolutions de l'UICN.

WCC-2016-Res-077-FR
Cours et tribunaux pour l'environnement

NOTANT que les cours et tribunaux pour l'environnement sont en mesure de garantir un règlement équitable, cohérent et efficace des cas qui ont trait à l'environnement ;

NOTANT ÉGALEMENT que les cours et tribunaux pour l'environnement peuvent être en bonne position pour protéger les milieux naturels les plus précieux du monde, grâce à des travaux qui ont pour but de mener à une application éclairée, efficace et cohérente des lois environnementales ;

NOTANT EN OUTRE qu'une formation supplémentaire des juristes qui officient à la tête des cours et des tribunaux pour l'environnement renforce l'efficacité des prises de décisions en offrant une spécialisation dans cette branche du droit qui est à la fois technique et complexe ;

ACCUEILLANT AVEC SATISFACTION l'augmentation spectaculaire du nombre de cours et tribunaux pour l'environnement créés de par le monde au cours des dernières années, qui sont plus de 1 000 aujourd'hui, dans 44 pays ;

SE FÉLICITANT du début des activités du Tribunal pour l'environnement de l'État d'Hawaï en 2015, qui établit le deuxième tribunal d'État pour l'environnement des États-Unis ;

RECONNAISSANT que pendant le Sommet de la Terre de 1992, 178 gouvernements ont signé la Déclaration de Rio, affirmant le principe selon lequel la meilleure manière de traiter les questions liées à l'environnement requiert la participation de tous les citoyens concernés ;

NOTANT que la Résolution 5.129 *Les tribunaux et l'accès à la justice* (Jeju, 2012) appelle les États à établir un institut judiciaire international autonome pour l'environnement, afin de coordonner les efforts et de garantir les principes des systèmes judiciaires nationaux et des autres autorités administratives concernant les questions environnementales ; et

PREND ACTE de la crise environnementale que nous traversons à tous les niveaux : mondial, régional, national et local, et de la nécessité accrue de pouvoir compter sur une gouvernance environnementale vigoureuse dans tous les pays ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawai'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. PRIE la Directrice générale de l'UICN de travailler en coordination avec la Commission mondiale du droit de l'environnement (WCEL) afin de compiler un cadre des meilleures pratiques permettant de créer les cours et les tribunaux pour l'environnement qui peuvent s'avérer utiles dans certaines cultures juridiques et situations politiques, et de soumettre ce cadre à l'examen des États membres.
2. INVITE les États membres à envisager d'établir, si nécessaires et conforme à leurs systèmes juridiques nationaux, leurs propres tribunaux pour l'environnement et de leur conférer une autorité suffisante pour promouvoir la transparence, l'inclusion et la responsabilité permettant d'aboutir à une application plus efficace et cohérente du droit de l'environnement.
3. INVITE EN OUTRE les États membres à prendre les mesures appropriées pour faciliter l'accès à leurs cours et tribunaux pour l'environnement, le but étant de promouvoir la justice environnementale.

WCC-2016-Res-078-FR

Soutenir l'application de la Convention africaine sur la conservation de la nature et des ressources naturelles et l'Agenda africain 2063

RAPPELANT la Convention africaine sur la conservation de la nature et des ressources naturelles (ci-après dénommée la Convention) adoptée à Alger en 1968 par l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et amendée à Maputo en 2003 par le Sommet de l'Union africaine (UA) qui appelait à « la conservation, l'utilisation et le développement des sols, des eaux, de la flore et des ressources en faune en se fondant sur des principes scientifiques » et cherchait à intégrer la conservation et les stratégies de gestion durable des terres et de l'environnement dans les plans et politiques de développement économique et social ;

NOTANT que la biodiversité est une caractéristique déterminante de l'histoire, de la culture, de l'économie et de l'organisation sociale de l'Afrique et que l'UICN recherche des solutions basées sur la nature ;

RAPPELANT l'appui technique accordé par l'UICN à la Convention en 2004, qui a été assumé par les Directeurs régionaux de l'UICN en Afrique ;

RECONNAISSANT que, dans les conditions africaines, la conservation des espèces, des écosystèmes et des gènes (variabilité, diversité et intégrité) n'est pas seulement une tâche de conservation mais aussi de sécurité alimentaire, d'amélioration des moyens d'existence, de réduction de la pauvreté et un impératif social et politique ;

PRÉOCCUPÉ par les pressions que la forte dépendance de l'Afrique sur les exportations de matières premières exerce sur l'environnement, la résilience climatique et les moyens d'existence tandis qu'environ « la moitié des écorégions terrestres africaines a perdu plus de 50 pour cent de sa superficie en raison des cultures, de la dégradation ou de l'urbanisation » (*L'Avenir de l'environnement en Afrique 2*, PNUE, 2006) ;

RECONNAISSANT le but premier de l'Agenda africain 2063 adopté au Sommet de l'UA, à Addis-Abeba, en janvier 2015, à savoir construire une Afrique prospère et pacifique fondée sur une croissance inclusive et le développement durable, qui nécessite, entre autres, la réduction de l'appauvrissement de la biodiversité, le respect des droits des communautés locales, la garantie d'un partage équitable des avantages issus des ressources génétiques et la gestion efficace des aires protégées terrestres et marines ; et

RAPPELANT que l'Éthiopie, où se trouve la Commission de l'Union africaine (CUA) est un membre fondateur de l'UICN ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawai'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. ENCOURAGE les Parties à la Convention à mettre en œuvre la Convention :
 - a. en encourageant les futurs signataires à ratifier la Convention ;
 - b. en créant un Secrétariat et en lui fournissant des ressources ; et
 - c. en habilitant le personnel du Secrétariat à travailler dans un environnement diplomatique, transfrontière.
2. DEMANDE à la Directrice générale, avec l'appui des Commissions et des Membres :
 - a. d'élaborer un accord de partenariat exhaustif et des relations de travail avec la Commission de l'Union africaine pour appliquer la présente motion ;

- b. de fournir un appui technique pour appliquer l'Agenda africain 2063 relatif à la conservation de la biodiversité, à l'utilisation durable et au partage équitable des avantages, à la construction d'économies résilientes aux risques climatiques, ainsi que les sections pertinentes des Objectifs de développement durable des Nations Unies ;
- c. d'établir un mécanisme institutionnel approprié à Addis-Abeba, Éthiopie, pour faciliter l'application de cette motion ; et
- d. de renforcer les relations de travail entre les bureaux régionaux de l'UICN et les organes de l'UA et des communautés économiques régionales dans leurs régions respectives.

L'État Membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis se sont abstenus lors du vote de cette motion pour les raisons données dans la déclaration générale des États-Unis sur le processus des résolutions de l'UICN.

WCC-2016-Res-079-FR

Demande d'avis consultatif auprès de la Cour internationale de Justice sur le principe de développement durable compte tenu des besoins des générations futures

SACHANT que le développement durable se définit généralement comme un type de développement fondé sur un équilibre entre préoccupations d'ordre social, économique et environnemental dans le but de répondre aux besoins des générations actuelles sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins ;

AFFLIGÉ à l'idée que, si elle n'est pas stoppée, la dégradation de l'environnement à l'échelle mondiale, qui se manifeste notamment par la crise du climat et la disparition désastreuse d'espèces animales et végétales, empêchera les générations futures de bénéficier du développement durable ;

SALUANT les efforts déployés en faveur du développement durable aux niveaux national et international, notamment par des Membres de l'UICN et le Programme pour le droit de l'environnement de l'UICN ;

CONSTATANT qu'au titre de différentes interprétations de textes juridiques et de la mise en application du principe de développement durable on cherche généralement à répondre aux besoins des générations actuelles plutôt qu'à prendre en compte les besoins des générations futures ;

NOTANT que de nombreux textes juridiques adoptés à l'échelle nationale et internationale peuvent être interprétés comme faisant du développement durable un principe général du droit correspondant à une règle contraignante du droit international ;

CONVAINCU qu'un rappel officiel du principe du développement durable plus particulièrement axé sur les besoins des générations futures renforcera la détermination des États et des organisations internationales à mettre en œuvre les accords internationaux sur l'environnement existants et à en créer de nouveaux ;

SACHANT que l'article 96 de la Charte des Nations Unies autorise l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU) à demander à la Cour internationale de Justice (CIJ) un avis consultatif sur toute question juridique, et que de précédents avis consultatifs de la CIJ rendus au titre de l'article 65 du Statut de la CIJ ont permis d'apporter des précisions sur des règles du droit international, de faire progresser la coopération internationale et de protéger l'environnement, à l'image de l'avis consultatif rendu par la CIJ en 1996 sur la « Licéité de l'utilisation des armes nucléaires » en réponse à la résolution 49/75K de l'Assemblée générale des Nations Unies, lequel avait initialement été demandé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ; et

PERSUADÉ que le Congrès mondial de la nature de l'UICN, bien qu'il n'ait pas le statut d'agence spécialisée des Nations Unies, est en droit de proposer à l'AGNU de demander un avis consultatif à la CIJ et qu'il devrait le faire ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. APPELLE l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU) à demander un avis consultatif à la CIJ sur le statut juridique et le contenu du principe du développement durable plus particulièrement axé sur les besoins des générations futures.
2. DEMANDE à la Directrice générale de l'UICN de transmettre cet appel à l'AGNU par le biais de la Mission permanente d'observation de l'UICN auprès de l'Organisation des Nations Unies.
3. DEMANDE EN OUTRE à la Commission mondiale du droit de l'environnement d'apporter son expertise juridique afin d'informer les Membres de l'UICN sur le statut juridique et le

contenu du principe du développement durable compte tenu des besoins des générations futures, et sur le rôle de la CIJ s'agissant de l'explication de ce principe.

L'État Membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis ont voté contre cette motion.

WCC-2016-Res-080-FR

Système de catégories concernant les aires de gestion collective par les populations autochtones d'Amérique centrale

RECONNAISSANT que les peuples autochtones ont énormément contribué à la gestion et à la conservation des ressources naturelles, réussissant à préserver de vastes étendues à couvert forestier, des sources d'eau et des espèces endémiques, sachant que ces espaces font partie intégrante de leurs territoires et de leurs stratégies de subsistance, et que les forêts comptent parmi les espaces naturels les plus importants pour les populations autochtones, et que leur conservation et leur gestion revêtent un caractère essentiel, aussi bien en ce qui concerne les stratégies de développement des populations que pour relever les défis liés au modèle de développement actuel, au changement climatique et à d'autres incidences auxquelles la planète se heurte ; et

SACHANT qu'il a été démontré que les populations autochtones entretiennent des relations étroites de respect et d'équilibre avec la nature, notamment la terre et les ressources naturelles, et que dans le cadre des efforts qu'elles déploient pour gérer et protéger les forêts, elles utilisent leurs propres indicateurs (ou signaux) afin d'établir si les forêts ou les ressources naturelles en général connaissent des changements majeurs ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. INVITE la Directrice générale à envisager la création d'un groupe de travail composé de spécialistes chargé de proposer l'instauration d'un système de catégories d'aires de gestion collective par les populations autochtones qui fasse écho à la reconnaissance, au respect et à l'exercice des droits collectifs des populations autochtones, notamment en ce qui concerne l'utilisation, la gestion et la conservation des ressources naturelles.
2. DEMANDE à la Commission des politiques environnementales, économiques et sociales (CPEES) et à la Commission mondiale des aires protégées (CMAP) de réaliser une étude et d'organiser des débats sur le thème de la reconnaissance des droits collectifs des populations autochtones dans le but de favoriser et respecter leurs modes de vie et de gestion communautaire des espaces naturels.
3. DEMANDE ÉGALEMENT à la CPEES et à la CMAP de soutenir pleinement la reconnaissance et l'officialisation, dans le cadre des catégories de l'UICN, du système de catégories concernant les aires de gestion collective par les populations autochtones, lequel vise à reconnaître l'interaction et la contribution historique des populations autochtones en matière de conservation.
4. DEMANDE EN OUTRE à la CPEES et à la CMAP d'élaborer des stratégies globales depuis la conception, les besoins et les potentialités des populations autochtones en ce qui concerne l'élaboration de cette catégorie.
5. DEMANDE ENFIN à la CPEES et à la CMAP de réglementer l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation de projets à l'intérieur de territoires autochtones relevant de cette catégorie, en mettant en place des garde-fous sur les plans écologique, social et culturel, en organisant des consultations, et en impliquant les populations autochtones dans la mise en œuvre, l'évaluation et le partage juste et équitable des avantages, dans le respect de leurs propres systèmes de gestion collective.

L'État Membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis se sont abstenus lors du vote de cette motion pour les raisons données dans la déclaration générale des États-Unis sur le processus des résolutions de l'UICN.

WCC-2016-Res-081-FR

Droit de l'humanité à un environnement sain

CONVAINCU que l'avenir et l'existence même de l'humanité sont indissociables de son milieu naturel ;

ESTIMANT que l'humanité et l'ensemble du monde vivant sont en péril écologique ;

CONSIDÉRANT que l'humanité est constituée par l'ensemble des générations passées, présentes et à venir, que leurs liens intergénérationnels sont des héritages, des constructions, des promesses ;

RAPPELANT que l'humanité fait partie intégrante du droit international public (crimes contre l'humanité, patrimoine commun de l'humanité, droit humanitaire) et du droit international de l'environnement (les déclarations et conventions environnementales se réfèrent souvent aux générations présentes et futures) ;

RAPPELANT ÉGALEMENT que « *l'homme a un droit fondamental à la liberté, à l'égalité et à des conditions de vie satisfaisantes, dans un environnement dont la qualité lui permette de vivre dans la dignité et le bien-être. Il a le devoir solennel de protéger et d'améliorer l'environnement pour les générations présentes et futures (...)* » (Principe 1 de la Déclaration de Stockholm de 1972) ;

RAPPELANT la Résolution 5.100 *Intégrer les droits de la nature comme pierre angulaire du processus décisionnel de l'UICN* (Jeju, 2012), qui appelle à l'examen des droits de la nature comme élément clé, fondamental et absolu dans tous les domaines d'intervention de l'UICN et la prise de décision, et qui invite au développement d'une Déclaration universelle des droits de la nature ;

RAPPELANT ENFIN que « *la Terre, foyer de l'humanité, constitue un tout marqué par l'interdépendance* » (Préambule de la Déclaration de Rio de 1992) ;

CONVAINCU que les droits humains, les droits des peuples, les droits de l'humanité sont interdépendants ;

CONVAINCU ÉGALEMENT que les droits de l'humanité constituent une forme de garantie des autres droits et que le droit de l'humanité à un environnement sain et équilibré est indissociable des autres droits notamment des droits à la vie, à la dignité, à la liberté, à l'égalité, à la démocratie, à la paix et à la justice ; et

PERSUADÉ que le droit de l'humanité à l'environnement doit être démocratique, juste et pacifique ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. PROCLAME que l'humanité et tout organisme vivant ont droit à la conservation, à la protection et au rétablissement de la santé et de l'intégrité des écosystèmes.
2. AFFIRME que chaque génération humaine est garante des ressources de la Terre pour les générations futures et qu'elle a le devoir de faire en sorte que ce legs soit préservé et utilisé avec prudence pour prévenir des effets intergénérationnels graves ou irréversibles.
3. DÉCLARE que l'humanité et les organismes vivants ont l'obligation de préserver, de protéger et de rétablir la santé et l'intégrité des écosystèmes parce qu'ils ont droit au respect, à la protection et à la mise en valeur du patrimoine culturel et naturel hérité des générations passées et qui doit être transmis par les générations actuelles aux générations futures.
4. ESTIME que les générations actuelles et futures ont droit à la non-discrimination environnementale.

5. INVITE les États et l'ensemble des acteurs de la communauté internationale à soutenir l'adoption de déclarations et de conventions internationales et régionales qui contribueront à la consécration du droit de l'humanité et des organismes vivants à l'environnement, et des droits de la nature.
6. CHARGE en particulier la Commission mondiale du droit de l'environnement (CMDE) de l'UICN du suivi et du soutien de telles initiatives.

L'État Membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis ont voté contre cette motion.

WCC-2016-Res-082-FR

Vers la résolution des préoccupations relatives à l'utilisation de munitions au plomb pour la chasse

NOTANT que le plomb peut constituer un poison violent et chronique pour tous les vertébrés et provoquer une mortalité et une morbidité directes et indirectes ;

NOTANT EN OUTRE que l'ingestion de munitions au plomb directement depuis l'environnement ou à partir de proies peut provoquer des souffrances et une mortalité évitables qui affectent l'état de la population de certaines espèces (comme on a pu le constater chez certaines espèces d'oiseaux sauvages, de rapaces et de charognards) ;

RECONNAISSANT que les décisions en matière de gestion des espèces sauvages devraient reposer sur la volonté de s'assurer que les populations d'espèces sauvages soient autonomes ;

RAPPELANT que des preuves d'empoisonnement au plomb provoqué par des munitions ont été relevées dans au moins une vingtaine de pays, bien qu'un empoisonnement au plomb puisse survenir partout où l'on utilise des munitions au plomb pour le tir ;

INQUIET de constater que la consommation de gibier tué par des munitions au plomb présente des risques pour la santé humaine (notamment celle des enfants, des femmes enceintes et des personnes pratiquant la chasse de subsistance) ;

CONSTATANT que des solutions permettant de remplacer la plupart des munitions au plomb, y compris les balles, sont proposées dans certains pays et SALUANT les nouvelles études en cours sur l'efficacité et le coût des solutions de remplacement des munitions au plomb dans le cadre d'activités de chasse et de tir ; et

RAPPELANT de précédents engagements pris par les parties à de multiples accords multilatéraux sur l'environnement (AME) visant à trouver des solutions appropriées pour remplacer les munitions au plomb, notamment la Résolution 11.15 *Prévenir les risques d'empoisonnement des oiseaux migrateurs* adoptée à la 11^e réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur les espèces migratrices du PNUE (PNUE/CMS COP11 – Quito, 2014), qui recommandait l'élimination progressive de l'utilisation des munitions au plomb dans tous les habitats et l'adoption de solutions de remplacement appropriées avant 2017, convenant qu'il est du ressort de chaque Partie de décider si, et par quels moyens, elle entend donner suite à ces recommandations ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. DEMANDE à la Directrice générale et aux Commissions :

a. de promouvoir et soutenir la mise en œuvre de la Résolution 11.15 de la Convention sur les espèces migratrices du PNUE dans les pays qui sont Parties à cette Convention, et plus spécifiquement les recommandations visant à prévenir les risques d'empoisonnement lié aux munitions au plomb, convenant qu'il est du ressort de chaque Partie de décider si, et par quels moyens, elle entend donner suite à ces recommandations, considérant l'ampleur et le type du risque d'empoisonnement, tout en tenant compte de ses obligations et de ses engagements internationaux, y compris ceux qui découlent de la Convention ; et

b. de promouvoir, dans la mesure du possible, l'élimination progressive de la grenaille de plomb utilisée pour la chasse dans les zones humides et des munitions au plomb utilisées pour la chasse dans les régions où les charognards sont particulièrement vulnérables aux munitions au plomb et d'adopter des solutions de remplacement appropriées.

2. ENCOURAGE les gouvernements :

- a. qui sont Parties à la Convention sur les espèces migratrices, à mettre en œuvre la Résolution PNUE/CMS 11.15 concernant les munitions au plomb et à mobiliser les chasseurs, l'industrie et ses associations connexes, les groupes de conservation et d'autres parties prenantes, convenant qu'il est du ressort de chaque Partie de décider si, et par quels moyens, elle entend donner suite à ces recommandations, considérant l'ampleur et le type du risque d'empoisonnement, tout en tenant compte de ses obligations et de ses engagements internationaux, y compris ceux qui découlent de la Convention ; et
- b. qui ne sont pas Parties à la Convention sur les espèces migratrices, à éliminer, dans la mesure du possible, l'utilisation de la grenaille de plomb pour la chasse dans les zones humides et des munitions au plomb pour la chasse dans les régions où les charognards sont particulièrement vulnérables aux munitions au plomb, selon les preuves scientifiques, et à adopter des solutions de remplacement appropriées.

3. ENCOURAGE les Membres de l'UICN :

- a. à collaborer avec toutes les parties prenantes afin d'évaluer la faisabilité de l'élimination progressive du plomb dans les munitions utilisées pour la chasse, pour trouver ensemble des solutions de remplacement appropriées, en tenant compte du fait que les difficultés techniques et commerciales associées à certaines formes de munitions doivent être surmontées ; et
- b. en particulier, à collaborer avec l'industrie et ses associations, les groupes de conservation et d'autres parties prenantes et groupes d'intérêt pour élaborer des plans de communication sur les munitions au plomb et les solutions de remplacement.

WCC-2016-Res-083-FR

Conservation du patrimoine géologique ex situ

CONSCIENT de la nécessité de promouvoir une conservation et une gestion appropriées du patrimoine géologique *ex situ*, qui comprend les fossiles, les météorites et les roches présentant un intérêt particulier ;

CONSCIENT ÉGALEMENT de l'intérêt et de l'engagement croissants des États, des organisations non gouvernementales et des communautés vis-à-vis de la préservation, de la valorisation, de l'étude et de l'utilisation durable de la géodiversité et du patrimoine géologique ;

RAPPELANT que le patrimoine géologique *ex situ* est inséparable et fait partie intégrante du patrimoine naturel, et qu'il possède des valeurs scientifiques, éducationnelles, culturelles et esthétiques qui doivent être préservées et transmises aux générations futures ;

RAPPELANT ÉGALEMENT que les événements, périodes et processus importants de l'histoire géologique de la terre, qui sont cruciaux pour comprendre l'évolution du climat et de la vie sur notre planète, sont fréquemment gravés dans l'héritage géologique *ex situ* ;

CONSTATANT les impacts de plus en plus profonds du développement économique et du commerce international, qui sont souvent non durables et non conformes aux réglementations nationales et/ou internationales, sur le patrimoine géologique mondial *ex situ* ;

CONSTATANT ÉGALEMENT que ce développement et ce commerce sous-estiment, voire ignorent, la valeur scientifique et pédagogique de l'héritage géologique *ex situ* ;

CONSCIENT que la majeure partie du patrimoine géologique n'est pas intégré dans des aires naturelles protégées, et que le patrimoine géologique *ex situ* est souvent exposé au pillage et à la destruction ;

RECONNAISSANT que la conservation et la gestion de l'héritage géologique *ex situ* exige que tous les gouvernements et organisations intègrent la géoconservation dans leurs objectifs et leurs plans d'action ;

RAPPELANT que les Résolutions 4.040 *Conservation de la géodiversité et du patrimoine géologique* (Barcelona, 2008) et 5.048 *Valoriser et conserver le patrimoine géologique par le biais du Programme de l'UICN 2013-2016* (Jeju, 2012) encouragent la conservation et une gestion éclairée de la géodiversité et du patrimoine géologique ; et

GARDANT À L'ESPRIT que des informations scientifiques cruciales sur l'évolution climatique, la vie et les êtres humains sur terre, risquent d'être perdues à tout jamais si ce type de patrimoine naturel n'est pas pris en compte dans la planification et les politiques de développement, ainsi que dans les réglementations internationales ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawai'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

PRIE les Commissions, en particulier la Commission mondiale du droit de l'environnement (WCEL) et la Commission mondiale des aires protégées (WCPA), de :

a. promouvoir et soutenir les initiatives nationales et internationales orientées vers une conservation et une utilisation durables du patrimoine géologique *ex situ*, y compris sa gestion appropriée dans les aires protégées ;

- b. préparer des lignes directrices relatives à la protection, à la conservation et à la gestion du patrimoine géologique *ex situ*, et de promouvoir ces lignes directrices de l'UICN au niveau international ; et
- c. promouvoir et soutenir, en collaboration avec les acteurs internationaux (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture – UNESCO, Union internationale des sciences géologiques – IUGS), le débat sur la conservation et la gestion du patrimoine géologique *ex situ*, conformément aux réglementations nationales et internationales de son commerce.

WCC-2016-Res-084-FR

Éducation à l'environnement et création d'espaces naturels dans les établissements scolaires pour favoriser un développement sain et un renforcement des liens entre l'enfance et la nature

SOULIGNANT que pour conserver notre environnement naturel, il est indispensable de connaître ce qu'il importe de protéger, en tenant compte du fait que l'homme fait partie intégrante et est fortement tributaire de la nature qui l'entoure et qu'il est indissociablement lié à son évolution et à son fonctionnement ;

CONSCIENT que les mutations sociales dans le sens du développement durable nécessitent des processus plus complexes que la simple fourniture d'informations et de connaissances ;

SACHANT que de nombreuses études scientifiques ont démontré que le fait de grandir au contact de la nature apporte d'innombrables bienfaits indispensables à la santé et à un bien-être physique et mental optimal, notamment dans le cadre du développement des jeunes enfants, stimulant les sens, augmentant les capacités d'observation, de réflexion et d'analyse, et réduisant les risques de surpoids chez l'enfant, certaines maladies pulmonaires et d'autres pathologies touchant plus particulièrement les enfants ;

SACHANT EN OUTRE que le lien émotionnel que les enfants entretiennent avec l'environnement naturel favorise le respect et la sensibilisation à la nature, ce qui a un effet positif sur la conservation et offre la possibilité de développer une conscience écologique ;

CONSTATANT que dans de nombreux pays, la croissance urbaine semble inexorable et que les établissements scolaires en milieu urbain consistent souvent en des bâtiments dotés de cours et d'installations sportives en béton ;

NOTANT que les cours de récréation, destinées à permettre aux enfants de libérer l'énergie accumulée en classe, devraient être des espaces ouverts où les élèves poursuivraient leur apprentissage grâce à l'échange et à l'expérimentation et devraient donc être équipées à cet effet ;

ESTIMANT que l'éducation à l'environnement, qui comprend un solide apprentissage des sciences, constitue l'une des piliers de la conservation de la nature et devrait représenter un courant de pensée et d'action au niveau international, de sorte que les générations à venir comprennent et prennent en charge la gestion durable des ressources naturelles ;

CONSTATANT que bien que la plupart des systèmes d'enseignement nationaux comprennent une matière transversale traitant des concepts de l'éducation à l'environnement, les faits montrent que dans la réalité, elle n'est pas enseignée, raison pour laquelle il conviendrait de mettre en place un projet éducatif, à savoir un programme solide et efficace qui prévoie, entre autres, la découverte de l'environnement naturel le plus proche ;

RAPPELANT la Résolution 5.101 *Le droit des enfants à être en contact avec la nature et à un environnement sain* et la Résolution 5.039 *Des parcs en bonne santé, des populations en bonne santé* (Jeju, 2012), ainsi que la Résolution 3.025 *Éducation et communication dans le Programme de l'UICN* (Bangkok, 2004) ;

CONSIDÉRANT que le « Programme d'action mondial pour l'éducation au développement durable » (EDD) constitue un cadre mondial destiné à favoriser et multiplier la prise de mesures concrètes en matière d'EDD et à contribué de manière substantielle à la réalisation du programme post-2015 ;

CONSIDÉRANT ÉGALEMENT que la meilleure façon de résoudre les questions d'environnement est d'assurer la participation de tous les citoyens, au niveau qui convient ; qu'au niveau national, chaque individu doit avoir dûment accès aux informations relatives à l'environnement que détiennent

les autorités publiques, y compris les informations sur les substances et activités dangereuses au sein de leurs communautés, et la possibilité de participer aux processus décisionnels ; que les États doivent faciliter et encourager la sensibilisation et la participation du public en mettant toutes les informations disponibles à sa disposition ; et qu'un accès concret à des actions judiciaires et administratives, notamment des réparations et des recours, doit être assuré ; et

RAPPELANT la Résolution 4.040 de l'UICN *Conservation de la géodiversité et du patrimoine géologique* (Barcelone, 2008) indiquant que le patrimoine géologique constitue un patrimoine naturel dont les valeurs scientifiques, culturelles, esthétiques, paysagères, économiques et/ou intrinsèques doivent être préservées et transmises aux générations futures ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. DEMANDE à la Directrice générale et à la Commission de l'éducation et de la communication de prier les États membres de tout mettre en œuvre pour rendre l'environnement quotidien des enfants le plus naturel possible, notamment au sein des établissements scolaires, dans le but de favoriser un rétablissement du lien avec la nature, en particulier en milieu urbain, de sorte que les enfants grandissent au contact de la nature et aient conscience des bienfaits de la nature et de la conservation dans le cadre de leur épanouissement personnel.

2. PRIE INSTAMMENT les Membres de l'UICN de :

- a. reconnaître la valeur éducative du milieu naturel et les possibilités qu'offre la nature en tant qu'environnement pédagogique de premier plan ;
- b. reconnaître l'importance pour les enfants d'entretenir un lien avec la nature en dotant les établissements d'enseignement des outils nécessaires pour comprendre dans leur enceinte des éléments naturels qui permettent et favorisent leur interaction avec le milieu naturel ;
- c. promouvoir l'élaboration de programmes scolaires les plus proches possibles de milieux naturels ;
- d. restaurer et créer des espaces naturels sous forme de lieux indispensables au jeu et à l'apprentissage des enfants et à la conservation de la nature ;
- e. dans le cadre des systèmes d'enseignement, faire de l'éducation à l'environnement une matière non transversale qui offre aux enfants la possibilité d'entrer en contact avec des milieux, des espèces et des espaces naturels et d'étudier la science relative aux principales menaces qui pèsent sur la biodiversité et la géodiversité, ainsi que les solutions possibles pour sensibiliser à la conservation intégrale de la nature et du patrimoine naturel ;
- f. adopter des systèmes de formation des enseignants permettant d'accroître les capacités des établissements scolaires et de favoriser l'enseignement des valeurs écologiques ainsi que la culture scientifique, de façon à favoriser la croissance et à ratifier le droit des enfants à grandir dans un environnement sain ; et
- g. prévoir des activités à l'intérieur et à proximité des établissements scolaires, par exemple des excursions, afin de faire mieux connaître la biodiversité et la géodiversité ; se servir de matériaux de construction disponibles dans les écoles pour enseigner la géologie ; et, en plein air, créer des jardins botaniques et minéraux.

3. ENCOURAGE tous les Membres de l'UICN à :

- a. collaborer de manière active de sorte que l'éducation à l'environnement occupe une place de premier plan dans l'éducation des enfants ;

- b. doter les établissements d'enseignement de mécanismes permettant d'élaborer des lignes directrices et des axes de travail visant à faire de la connaissance de la nature un objectif pédagogique ;
et
- c. exiger, le cas échéant, que les professeurs chargés de l'éducation à l'environnement jouissent d'une formation et de moyens spécifiques leur permettant de dispenser leur enseignement sans entrave du fait d'une privation de droits ou d'un chevauchement avec d'autres obligations professionnelles découlant d'une incompatibilité ou d'un cumul excessif de fonctions.

WCC-2016-Res-085-FR

Connecter les populations avec la nature partout dans le monde

PRÉOCCUPÉ de constater que l'ampleur des menaces dépasse largement le niveau actuel d'action visant à prévenir la perte de biodiversité, de géodiversité et de patrimoine naturel ;

CONSCIENT qu'il convient d'adopter de nouvelles stratégies pour élargir le soutien sociétal à la conservation, mobiliser des fonds pour mener des actions en faveur de la réalisation du Programme de l'UICN 2017-2020, atteindre les Objectifs d'Aichi pour la biodiversité, et mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030 ;

NOTANT que la pertinence des aires protégées et le respect qu'on leur porte dépendent du soutien public qu'accordent les habitants des pays à qui incombent leur protection et leur gestion, et que cette pertinence et ce respect peut être encouragés par une connection ininterrompue avec les habitants grâce à des visites et à des activités de sensibilisation ;

RECONNAISSANT que des expériences mémorables avec la nature, à tout âge mais surtout à un jeune âge, que ce soit dans des villes ou des parcs nationaux, sont sources de plaisir et suscitent une passion pour la nature, génèrent un comportement favorable à l'environnement et encouragent un soutien pour la conservation et la protection de la nature ;

RECONNAISSANT EN OUTRE que la recherche confirme de plus en plus que le fait de passer du temps dans la nature est vital pour la santé physique, affective, intellectuelle, comportementale et spirituelle ;

RECONNAISSANT ÉGALEMENT que la technologie est un outil puissant pour engager les êtres humains, surtout les jeunes, à apprendre à connaître la nature et à dialoguer avec elle, et pour partager leurs expériences ;

ACCUEILLANT AVEC SATISFACTION la Vision de la « Promesse de Sydney » et les recommandations qui s'y rapportent, ainsi que la diversité des solutions et des engagements exaltants qui sont les résultats importants issus du VI^e Congrès mondial sur les parcs de l'UICN (Sydney, 2014) ;

RAPPELANT que le Courant 8 (Inspirer une nouvelle génération) du Congrès est un point de départ prometteur pour trouver des solutions novatrices et obtenir des promesses d'engagement à agir afin de connecter les jeunes et d'autres nouveaux groupes de population avec la nature ;

RAPPELANT ÉGALEMENT les Résolutions 4.105 *Communication, éducation et sensibilisation du public (CESP) à la conservation* (Barcelone, 2008), 5.008 *Accroître la participation des jeunes et le partenariat intergénérationnel au sein de l'Union et par son intermédiaire*, 5.039 *Parcs sains – populations saines*, 5.045 *Accroître la sensibilisation aux avantages et à l'utilité des aires protégées* (Jeju 2012), 4.040 *Conservation de la géodiversité et du patrimoine géologique* (Barcelone, 2008), et la nécessité d'accélérer la mise en œuvre des mesures demandées en faveur de l'engagement de la jeunesse et pour relier les êtres humains avec la nature ;

NOTANT la Décision XII/2C *Communication, éducation et sensibilisation du public et Décennie des Nations Unies pour la diversité biologique* de la Convention sur la diversité biologique (CDB) ; et

NOTANT ÉGALEMENT le Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020 de la CDB et les Objectifs d'Aichi 1 et 11 pour la biodiversité ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawai'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. PRIE la Directrice générale de travailler en collaboration étroite avec toutes les Commissions, en particulier la Commission de l'éducation et de la communication (CEC) et la Commission mondiale des aires protégées (CMA), avec les Membres et les partenaires de l'UICN pour mettre en œuvre les recommandations de la « Promesse de Sydney » visant à inspirer une nouvelle génération, ainsi que les Résolutions 4.105, 5.008, 5.039 et 5.045 du Congrès mondial de la nature en lançant et soutenant #NatureForAll, dans le Programme de l'UICN 2017-2020, qui permettra de :

- a. sensibiliser et motiver les gouvernements, les ministères de l'éducation, de la santé et de l'environnement, les institutions d'enseignement, les organisations civiles, les personnes de tous les secteurs, notamment les jeunes, afin de multiplier et de promouvoir les occasions d'apprendre à connaître la nature et de tisser des liens avec elle, et de les encourager à prendre des mesures concrètes et utiles en faveur de la nature ;
- b. élaborer et lancer une campagne mondiale pour relier les êtres humains avec la nature, les aires protégées et sauvages, ainsi que les parcs ;
- c. partager des connaissances, des cadres et autres outils pour reproduire et élargir les domaines du programme #NatureForAll couronnés de succès et accélérer le plaidoyer en faveur de la conservation de la nature et du bien-être lié à la nature ;
- d. mener des études démontrant les bienfaits des contacts avec la nature et pour s'assurer que les domaines de programme sont bien ciblés, efficaces et tiennent compte des nouvelles menaces et possibilités ;
- e. garantir la pertinence future des aires protégées et de la conservation de la nature ;
- f. établir une coalition, en mettant en lumière les nouveaux partenaires et les partenaires non traditionnels pour soutenir #NatureForAll; et
- g. faire participer activement tous les membres et secteurs à sa conception et à sa mise en œuvre.

2. PRIE tous les services de l'UICN de soutenir les gouvernements et autres acteurs à des fins de mise en œuvre de la Décision XII/2C de la CDB.

3. DEMANDE aux Parties à la CDB de prendre des mesures supplémentaires et de coordonner la mise en œuvre de la Décision XII/2C.

WCC-2016-Res-086-FR

Élaboration d'une politique de l'UICN sur la conservation de la biodiversité et la biologie de synthèse

CONSCIENT de la nécessité de donner une définition de la biologie de synthèse qui soit acceptée à l'échelle internationale ;

CONSCIENT que le champ très large de la « biologie de synthèse » connaît un développement rapide, généralement en faible corrélation avec le domaine de la conservation de la biodiversité et que, en fonction de ses applications, il peut avoir d'importantes répercussions sur de nombreux aspects de la conservation de la biodiversité et de la nature, notamment en termes d'utilisation durable et de partage équitable des avantages découlant de l'exploitation de ressources génétiques ;

NOTANT que certaines applications de la biologie de synthèse peuvent présenter un intérêt pour la conservation de la diversité biologique et de la nature tandis que d'autres peuvent présenter des risques ;

SACHANT que le thème de la biologie de synthèse est actuellement étudié de près par la Convention sur la diversité biologique (CDB), par son Groupe spécial d'experts technique sur la biologie de synthèse, par son Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques, et par le Groupe spécial d'experts technique sur l'évaluation des risques réuni au titre du Protocole de Carthagène sur la biosécurité ; que les Parties à la Convention ont exhorté à l'adoption du principe de précaution, conformément aux dispositions prévues dans le préambule de la Convention, à la réalisation par les Parties d'évaluations scientifiques des risques relatifs aux effets possibles sur la santé humaine, et à la prise en compte, selon qu'il conviendra et dans le respect des législations nationales et/ou régionales, de questions d'ordre socioéconomique et en lien avec la sécurité alimentaire avec, le cas échéant, la pleine participation des communautés locales et autochtones ;

TENANT COMPTE du travail considérable d'ores et déjà réalisé par le Secrétariat de la CDB dans le but de dresser une synthèse des connaissances, points de vue et expériences des gouvernements, de la société civile, des populations autochtones et des communautés locales et d'autres parties prenantes afin d'évaluer les incidences des organismes, composantes et produits issus de techniques de biologie de synthèse sur la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité, ces résultats ayant été publiés dans le numéro 82 de la Série technique de la CDB consacré à la biologie de synthèse ;

TENANT COMPTE ÉGALEMENT de l'existence des « Principes à appliquer pour la surveillance de la biologie de synthèse » élaborés et approuvés par 111 organisations de la société civile dont plusieurs organismes de conservation et de préservation de l'environnement et de la biodiversité, ainsi que des travaux du Groupe de travail international de la société civile sur la biologie de synthèse ;

SACHANT que plusieurs réunions se sont récemment tenues entre des écologistes et des experts en biologie de synthèse en vue d'étudier ces synergies et conflits potentiels ;

SALUANT, entre autres, l'initiative des Commissions de l'UICN, lesquelles ont organisé un atelier sur ce thème en décembre 2015 à Bellagio, en Italie, avec l'appui de la Fondation Rockefeller ;

CONSCIENT que la conservation de la biodiversité et la biologie de synthèse peuvent tirer parti de la mobilisation constante et constructive de ces deux communautés ; et

INQUIET à l'idée que, faute de nouveaux éclaircissements et de nouvelles orientations sur l'interdépendance entre les communautés en charge de la conservation et de la biologie de synthèse, ces deux domaines pourraient continuer d'évoluer séparément, peut-être au détriment de la conservation de la biodiversité et de la nature ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. APPELLE la Directrice générale et les Commissions à réaliser une évaluation, qui devra être achevée en 2020, en s'appuyant sur les ressources et les compétences utiles au sein comme en dehors de l'UICN, en vue d'examiner les organismes, composantes et produits issus de techniques de biologie de synthèse ainsi que les incidences de leur production et de leur exploitation, lesquelles pourront avoir des effets positifs ou négatifs sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, ainsi que différentes questions connexes d'ordre social, économique, culturel et éthique, et à formuler des recommandations sur la façon dont l'UICN, y compris ses Commissions et ses Membres, pourraient aborder la question de la biologie de synthèse et engager un dialogue et des pourparlers constants avec le secteur de la biologie de synthèse.
2. APPELLE la Directrice générale et les Commissions à évaluer de toute urgence les incidences des techniques de forçage génétique et d'autres techniques apparentées et leurs effets possibles sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, ainsi que le partage équitable des avantages découlant des ressources génétiques, afin que l'UICN élabore des orientations sur ce thème, tout en s'abstenant de soutenir ou d'approuver des activités de recherche, y compris des essais sur le terrain, portant sur l'utilisation de techniques de forçage génétique à des fins de conservation ou autres tant que cette évaluation n'aura pas été réalisée.
3. DEMANDE à la Directrice générale et aux Commissions de mobiliser l'appui et les ressources nécessaires, y compris en termes d'assistance technique et de renforcement des capacités, pour réaliser cette évaluation.
4. DEMANDE que cette évaluation repose sur des données scientifiques et empiriques et fasse l'objet d'un examen par des pairs, à savoir un groupe d'experts indépendant qui sera nommé par la Directrice générale.
5. APPELLE le Conseil, sur la base des recommandations formulées à l'issue de l'évaluation, à élaborer une politique de l'UICN destinée à donner des orientations à la Directrice générale, aux Commissions et aux Membres quant à la conservation de la biodiversité et de la nature en lien avec la biologie de synthèse.

State and agency Members of the United States voted against this motion (and amendments).

WCC-2016-Res-087-FR

Sensibilisation à la définition et aux lignes directrices relatives à la conservation de la connectivité

NOTANT que la connectivité écologique est essentielle aux processus et aux réponses écologiques aux changements ;

NOTANT PAR AILLEURS que les Zones de conservation de la connectivité (ZCC) sont des réseaux écologiques, stratégiquement conçus pour connecter les aires protégées entre elles et les connecter plus globalement au paysage terrestre et marin ;

CONSCIENT que dans l'Objectif 11 du Plan stratégique pour la diversité biologique de la Convention sur la diversité biologique, les Parties ont accepté d'établir des systèmes bien connectés d'aires protégées intégrés dans l'ensemble du paysage terrestre et marin ;

RAPPELANT la Recommandation 1.38 *Réseaux et corridors écologiques de sites naturels et semi-naturels* (Montréal, 1996), laquelle appelait les Membres de l'UICN à développer davantage les réseaux écologiques au niveau national, régional et intercontinental ;

RAPPELANT ÉGALEMENT la Résolution 5.056 *Améliorer la conservation assurant la connectivité par des réseaux internationaux des meilleures pratiques de gestion* (Jeju, 2012), laquelle appelait les États à continuer à créer des réseaux écologiques nationaux et des Zones de conservation de la connectivité pour renforcer la protection de la biodiversité ; et

NOTANT que les 'Areas of Connectivity Conservation Guidelines' (Lignes directrices sur les Zones de conservation de la connectivité) de l'UICN 2016, rédigées suite à une consultation et étude internationale, fournissent la base théorique de la conservation de la connectivité, une définition des Zones de conservation de la connectivité, et une définition des huit types de Zones de conservation de la connectivité ainsi que leurs critères de sélection et de gouvernance ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. DEMANDE à la Directrice générale de veiller à la sensibilisation, dans le cadre d'Un Seul Programme de l'UICN, au projet avancé de 'Areas of Connectivity Conservation Guidelines: Definition, Areas of Connectivity Conservation Types, Criteria for Establishment, and Governance Types' (Lignes directrices sur les Zones de conservation de la connectivité: définition, types de zones de conservation de la connectivité, critères d'établissement et types de gouvernance) et de solliciter des commentaires sur le document.
2. INVITE les Membres de l'UICN à prendre connaissance du projet avancé de 'Areas of Connectivity Conservation Guidelines: Definition, Areas of Connectivity Conservation Types, Criteria for Establishment, and Governance Types', à commenter le projet et à appliquer les lignes directrices, le cas échéant.
3. INVITE les gouvernements à commenter le projet avancé de 'Areas of Connectivity Conservation Guidelines'.
4. ENCOURAGE les gouvernements à prendre connaissance du projet avancé de 'Areas of Connectivity Conservation Guidelines' et à collaborer avec les collectivités locales, les communautés et les propriétaires privés pour développer, inscrire, planifier et gérer des Zones de conservation de la connectivité et des réseaux de Zones de conservation de la connectivité.

WCC-2016-Res-088-FR

Protéger les terres, territoires et ressources autochtones contre les activités de développement non durables

SACHANT que les aires protégées sont l'un des outils les plus importants pour la conservation de la biodiversité et que les forêts non protégées et autres écosystèmes non protégés pourraient être détruits ou gravement dégradés si la déforestation et la dégradation se poursuivent au rythme actuel ;

SOULIGNANT l'importance des services écologiques fournis par les écosystèmes ;

SACHANT que les terres et territoires des peuples autochtones coïncident avec des espaces qui possèdent 80% de la biodiversité de la planète et qu'ils sont, par conséquent, des contributeurs fondamentaux au maintien de ces services écologiques ;

NOTANT qu'un des principaux défis, si l'on veut maintenir ces contributions, réside dans le fait que les droits fonciers des peuples autochtones sur leurs terres et territoires restent peu clairs et ne sont pas légalement reconnus dans de nombreuses régions du monde ;

CONSCIENT du fait que l'UICN a entériné la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones dans les Résolutions 4.052 *Mise en œuvre de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones* (Barcelone, 2008) et 5.097 *Mise en œuvre de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones* (Jeju, 2012) ;

RAPPELANT les dispositions de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, en particulier les Articles 23, 29 et 8 qui déclarent, respectivement, que « Les peuples autochtones ont le droit de définir et d'élaborer des priorités et des stratégies en vue d'exercer leur droit au développement », « Les peuples autochtones ont droit à la préservation et à la protection de leur environnement et de la capacité de production de leurs terres ou territoires et ressources » et que les États ont la responsabilité de prévenir et réparer « Tout acte ayant pour but ou pour effet de les déposséder de leurs terres, territoires ou ressources » ;

NOTANT les nombreux exemples de méthodes d'aménagement du territoire terrestre ou marin des peuples autochtones, notamment les 'Indigenous Life Plans', appliquant des notions d'auto-développement autochtone et englobant des aires protégées créées par les peuples autochtones, des sites naturels sacrés, des aires et territoires du patrimoine autochtone et communautaire et d'autres mesures de protection des terres et des mers ;

NOTANT AUSSI que les territoires et ressources traditionnellement possédés, occupés ou exploités par les peuples autochtones sont parfois considérés « non développés » ou « sous-développés » par les gouvernements et peuvent, en conséquence, être exposés aux pressions externes en faveur d'un développement non durable, notamment l'exploitation commerciale, qui ne tient pas compte de tous les droits et besoins, ni du contexte culturel, des peuples autochtones ; et

PRÉOCCUPÉ par le fait qu'imposer des changements d'affectation aux terres et territoires traditionnellement possédés, occupés ou exploités par les peuples autochtones peut avoir des effets négatifs, notamment sur la sécurité alimentaire, la biodiversité, le climat et la sauvegarde de la culture ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. DEMANDE à la Directrice générale de l'UICN :

a. d'envisager de créer un groupe de travail coordonné par la Commission des politiques environnementales, économiques et sociales (CPEES) et chargé de consulter des équipes de recherche,

des organisations de peuples autochtones, des organisations de la société civile, des gouvernements et des industries du développement pour évaluer la mesure dans laquelle les droits des peuples autochtones relatifs à la prise de décisions concernant leurs terres, leurs territoires et leurs ressources sont respectés et les approches adoptées à cet égard, ainsi que pour émettre des recommandations sur la multiplication des efforts de renforcement des droits fonciers, de réduction de la dégradation de l'environnement et de renforcement de la conservation ; et

b. de profiter de l'expertise des Commissions, des Membres et du Secrétariat de l'UICN, dans le cadre de la déclaration Un Seul Programme, pour promouvoir l'établissement d'approches adéquates, notamment l'accès juste et équitable à l'information et la participation réelle des peuples autochtones aux processus décisionnels, afin d'éviter les effets négatifs, en particulier d'activités de développement imposées de l'extérieur ainsi que d'autres formes de dégradation des terres et des écosystèmes.

2. RECOMMANDE que les gouvernements collaborent avec les peuples autochtones pour créer, instituer et appliquer des régimes juridiques et de gestion, s'il y a lieu et si c'est nécessaire, reconnaissant les droits des peuples autochtones et protégeant les terres, les territoires et les ressources autochtones, tout en réduisant toute nouvelle perte de biodiversité et la dégradation des écosystèmes.

3. ENCOURAGE les gouvernements à renforcer la responsabilité et à améliorer la gouvernance afin d'éviter des interventions ayant un effet négatif sur les droits des peuples autochtones relatifs au développement de leurs terres, territoires et ressources.

WCC-2016-Res-089-FR

Efficacité énergétique et énergies renouvelables afin de promouvoir la conservation de la nature

GUIDÉ par la mission de l'UICN, à savoir 'Influer sur les sociétés du monde entier, les encourager et les aider pour qu'elles conservent l'intégrité et la diversité de la nature et veillent à ce que toute utilisation des ressources naturelles soit équitable et écologiquement durable';

PRENANT ACTE des résolutions adoptées par les Congrès mondiaux de la nature, notamment la Résolution 12.12 *Energie et conservation* (Kinshasa, 1975), la Résolution 3.059 *Activités de l'UICN dans le domaine de l'énergie qui concernent la conservation de la diversité biologique* (Bangkok, 2004) et la Recommandation 3.086 *Coordination des programmes de développement durable pour l'énergie* (Bangkok, 2004) qui reconnaissent l'importance de l'énergie pour la mission de l'UICN, laquelle s'intègre dans l'Objectif 7 du Programme des Nations Unies de développement durable à l'horizon 2030, sont des encouragements à agir ;

OBSERVANT que l'Objectif 7 du Programme des Unies de développement durable à l'horizon 2030 et le programme des Nations Unies 'Énergie durable pour tous' sont le résultat de plusieurs décennies de coopération internationale et intergouvernementale, notamment le Programme d'action de Nairobi adopté par les Nations Unies en 1981, le Rapport Brundtland, Action 21, le Plan d'action de Johannesburg, l'Avenir que nous voulons, le Comité sur le développement et l'utilisation des sources d'énergie nouvelles et renouvelables, la Commission du développement durable et la Conférence internationale des énergies renouvelables ;

RECONNAISSANT le rôle du droit international et des organisations internationales qui facilitent et encouragent l'augmentation des niveaux de production d'énergies renouvelables, d'accès à ces énergies et d'utilisation de ces énergies ;

NOTANT le rôle substantiel que peuvent jouer l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables pour la réalisation de l'objectif de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et des objectifs tels qu'ils sont énoncés à l'Article 2 de l'Accord de Paris adopté lors de la 21^e session de la Conférence des Parties en décembre 2015 ;

SOULIGNANT que la promotion, la conception, l'adoption et la mise en oeuvre de programmes d'efficacité énergétique et d'énergies renouvelables dans le but d'atténuer le changement du climat mondial sont des mécanismes clés à la disposition des États pour s'acquitter de leurs responsabilités et de leurs obligations aux termes du droit international visant à prévenir et minimiser le risque d'effets négatifs sur l'environnement et à mettre fin aux activités ayant des effets transfrontaliers importants sur l'environnement, tout en gérant les systèmes naturels comme des unités écologiques uniques, en dépit des frontières nationales, sur la base de l'équité et de la réciprocité, par l'intermédiaire de politiques et de stratégies harmonisées applicables à l'ensemble des systèmes et des écosystèmes qui les constituent;

NOTANT ÉGALEMENT les avantages supplémentaires de l'efficacité énergétique, tels qu'ils ont été identifiés dans le rapport intitulé *Capturing the Multiple Benefits of Energy Efficiency* (IEA 2014) ;

ACCUEILLANT AVEC SATISFACTION le fait que Groupe de haut niveau de personnalités éminentes chargé du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et la Conférence Rio+20 sur le développement durable de 2012 ont prié les gouvernements de conclure un accord mondial sur la suppression progressive de toutes les subventions dont font l'objet les combustibles fossiles ;

FÉLICITANT les États qui ont inclus la suppression des subventions dont font l'objet les combustibles fossiles dans leurs promesses relatives à l'Accord de la COP21 de Paris ;

SATISFAIT de la rapidité avec laquelle l'Agence internationale pour les énergies renouvelables transfère les technologies énergétiques alternatives vers les pays en développement, et de la recommandation en faveur de la suppression totale des subventions dont font l'objet les combustibles fossiles dans l'édition de 2015 du *World Energy Outlook* (Perspectives énergétiques mondiales) ; et

RECONNAISSANT que l'Objectif 12.c du Programme de développement durable à l'horizon 2030 indique qu'il est nécessaire de « [r]ationaliser les subventions aux combustibles fossiles qui sont source de gaspillage [...] par l'élimination progressive des subventions nuisibles » ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. PRIE la Directrice générale d'associer l'UICN aux travaux de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA).
2. INVITE EN OUTRE la Directrice générale à collaborer avec tous les Membres intéressés, en particulier le Pace Energy and Climate Center, afin d'assurer de nouveaux financements extérieurs permettant aux Commissions et au Secrétariat de l'UICN d'aider les gouvernements à atteindre leurs objectifs en matière d'énergie propre.
3. PRIE la Commission mondiale du droit de l'environnement (CMDE) de renforcer sa collaboration avec l'IRENA pour faire progresser les cadres juridiques relatifs aux systèmes d'efficacité énergétique et d'énergie renouvelable.
4. PRIE EN OUTRE les États Membres de l'UICN de concevoir, adopter et mettre en œuvre des programmes relatifs à l'efficacité énergétique et aux énergies renouvelables, notamment les technologies de pointe et la participation du public, et tous les autres Membres de promouvoir ces programmes.
5. INVITE les États Membres à annuler toutes les subventions et incitations fiscales encourageant l'utilisation de combustibles fossiles et de les remplacer par des incitations fiscales et la facilitation de l'obtention de permis, de processus administratifs et autres leur permettant de faire évoluer leurs portefeuilles énergétiques vers les énergies renouvelables.
6. INVITE ENFIN les États Membres à amender, modifier ou abroger les lois et politiques en vigueur qui font obstacle à l'adoption et à la distribution de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables.

L'État Membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis se sont abstenus lors du vote de cette motion pour les raisons données dans la déclaration générale des États-Unis sur le processus des résolutions de l'UICN.

WCC-2016-Res-090-FR

Construction de deux barrages sur le fleuve Santa Cruz, en Argentine : impact sur un écosystème irremplaçable et sur la population de grèbes mitrés (*Podiceps gallardoi*), une espèce endémique d'Argentine en danger critique d'extinction

CONSTATANT qu'un projet en date de 2012 prévoyant la construction de deux barrages sur le fleuve Santa Cruz fait l'objet de critiques en raison de lacunes en matière d'informations cruciales pour la prise de décisions ainsi qu'au niveau du processus de participation populaire et de l'Évaluation d'impact sur l'environnement (EIE), lesquelles ont été portées par des organisations de la société civile devant la Cour suprême d'Argentine qui, en avril 2016, a exhorté l'État à présenter les études d'impact correspondantes ;

SACHANT que le nouveau Gouvernement argentin, après avoir indiqué en décembre 2015 qu'il reverrait l'initiative et le processus d'EIE élaboré par l'administration précédente, a convenu en mai 2016 d'une nouvelle version du projet prévoyant de ramener de 11 à 8 le nombre de turbines et de réduire le coût des travaux afin d'éviter des incidences sur l'environnement ;

INQUIET à l'idée que l'absence d'incidences sur l'environnement soit considérée comme acquise dans le cadre de la nouvelle version et que le projet et les travaux suivent leur cours sans qu'une nouvelle EIE et une Évaluation environnementale stratégique (EES) du bassin n'aient été réalisées, d'où une méconnaissance des incidences ;

SACHANT que l'estuaire du fleuve Santa Cruz est un site essentiel pour le grèbe mitré (*Podiceps gallardoi*), un oiseau endémique d'Argentine classé En danger critique d'extinction (Liste rouge des espèces menacées de l'UICN) ;

INQUIET à l'idée que les barrages entraînent la perte de l'habitat fluvial, la modification de communautés aquatiques et des incidences sur les écosystèmes de l'estuaire susceptibles de contribuer à la disparition du grèbe mitré en le privant de l'une de ses principales zones d'hivernage, entre autres impacts sur l'environnement irréversibles ; et

SALUANT la désignation par Birdlife International du fleuve Santa Cruz en tant que Zone importante pour la conservation des oiseaux (ZICO) afin de préserver une population importante de grèbes mitrés hors période de reproduction et d'autres espèces comme le manchot de Magellan (*Spheniscus magellanicus*), la création du Parc national Patagonia visant à protéger le grèbe mitré et la désignation de l'espèce en tant que Monument naturel provincial ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. PRIE INSTAMMENT la République argentine de suspendre toute activité en lien avec le projet de construction de barrages sur le fleuve Santa Cruz tant que n'auront pas été menés à bien les processus requis d'EIE et d'EES, conformément à la législation en vigueur, avec la participation pleine et entière de tous les acteurs intéressés et des organismes compétents, dans le cadre d'un débat éclairé et stratégique sur les décisions nationales en matière d'énergie, de manière à s'assurer que l'écosystème du bassin du fleuve Santa Cruz et les populations de grèbes mitrés sur le territoire argentin ne soient pas affectés.

2. DEMANDE à la Directrice générale :

a. d'envoyer de manière urgente une note au Président de la République argentine pour l'informer de l'exhortation mentionnée au paragraphe 1 sur l'importance de se conformer aux obligations légales en vigueur dans le cadre de projets à fort impact environnemental tels que les barrages sur le fleuve Santa Cruz, et lui remettre des documents élaborés par l'UICN sur les processus relatifs aux EIE et aux EES,

le principe de précaution, les impacts de projets hydroélectriques et les sources d'énergie renouvelable de substitution, ainsi que sur d'autres thèmes connexes qu'elle jugera pertinents ; et

b. d'offrir, dans la mesure du possible, un soutien technique aux ONG argentines Membres de l'UICN dans le cadre de ce projet et de ses incidences sur l'environnement.

3. DEMANDE à la Commission de la sauvegarde des espèces d'envoyer de manière urgente une note au Président de la République argentine contenant toutes les informations disponibles sur l'état du grèbe mitré et sur les conséquences du classement d'une espèce dans la catégorie En danger critique d'extinction.

L'État Membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis se sont abstenus lors du vote de cette motion pour les raisons données dans la déclaration générale des États-Unis sur le processus des résolutions de l'UICN.

WCC-2016-Res-091-FR
Sanctuaire de baleines de l'Atlantique Sud

RAPPELANT que, conformément à l'Article 65 de la Convention sur le droit de la mer, les États côtiers ont le droit et le devoir d'assurer la protection des espèces de Cétacés sur leur territoire ;

NOTANT le soutien que l'UICN a déjà apporté aux sanctuaires de l'océan Indien et de l'océan Austral (Recommandations 18.34 *Conservation des Cétacés et moratoire de la Commission baleinière internationale* (Perth, 1990) et 19.64 *Sanctuaire des cétacés de l'océan Austral* (Buenos Aires, 1994)) ;

CONSIDÉRANT que le tourisme d'observation des baleines est une source d'avantages économiques et sociaux pour de nombreuses communautés côtières et de nombreux pays ;

SOULIGNANT que des populations de Cétacés en bonne santé aident à maintenir l'équilibre nécessaire des océans pour fournir des services écologiques tels que le maintien de stocks de poissons en bonne santé, le cycle des matières nutritives et l'élimination du dioxyde de carbone, atténuant ainsi les effets du changement climatique ;

SACHANT que l'Afrique du Sud, l'Argentine, le Brésil, le Gabon et l'Uruguay ont soumis une proposition et un plan de gestion pour examen à la 66^e session de la Commission baleinière internationale (CBI) en vue d'établir un sanctuaire de baleines dans l'Atlantique Sud ;

AYANT À L'ESPRIT que l'Afrique du Sud, l'Argentine, le Brésil, le Gabon et l'Uruguay ont déjà pris des mesures, au plan national, pour protéger les baleines de leurs Zones économiques exclusives (ZEE) respectives ;

NOTANT que le Comité scientifique de la CBI, à sa réunion de juin 2016, a estimé que l'information contenue dans la proposition est exhaustive et que l'aspect scientifique de la proposition a été dûment examiné ; et

CONSCIENT que l'adoption de ce sanctuaire répondra, au moins en partie, à la demande formulée dans le paragraphe 6 du dispositif de la Recommandation 18.34 de l'UICN qui invitait « la CBI à envisager la création d'autres sanctuaires, dans le cadre d'un réseau complet de conservation des Cétacés » ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. SOUTIENT la création d'un Sanctuaire de baleines de l'Atlantique Sud, sous les auspices de la Commission baleinière internationale (CBI) comme le proposent l'Afrique du Sud, l'Argentine, le Brésil, le Gabon et l'Uruguay.
2. APPELLE tous les membres de la CBI à soutenir la proposition de création d'un Sanctuaire de baleines de l'Atlantique Sud à la 66^e session de la CBI, en Slovénie, en octobre 2016.
3. DEMANDE à la Directrice générale de l'UICN de transmettre cette recommandation au Secrétaire exécutif de la CBI et demande, en particulier, que le représentant de l'UICN à la 66^e session de la CBI en Slovénie, en octobre 2016, fasse connaître l'appui de l'UICN à cette proposition.

WCC-2016-Res-092-FR

Demander au Congrès de la République du Pérou de classer de manière définitive le projet de loi relatif à la construction d'une route qui aurait une incidence sur le Parque Nacional Alto Purús et d'autres zones

CONSTATANT que, le 19 août 2016, le Congrès de la République du Pérou a été saisi du projet de loi 75-2016/CR visant à déclarer "... d'utilité publique et d'intérêt national supérieur le développement durable de la province de Purús, dans la région d'Ucayali, où relier par voie terrestre Puerto Esperanza et Iñapari est une priorité..." ;

INQUIET à l'idée que cette route traverse le Parque Nacional Alto Purús, l'un des lieux les plus riches en biodiversité au monde qui abrite des espèces endémiques et menacées ; la Reserva Comunal Purús, un lieu présentant une grande biodiversité géré de manière conjointe par les communautés autochtones et le gouvernement péruvien ; et la Reserva Territorial Madre de Dios, créée en faveur de populations autochtones en situation d'isolement, ce qui pourrait avoir des incidences graves et irréversibles sur les plans social et environnemental et nuire gravement aux populations autochtones en situation d'isolement vivant dans ces régions ;

CONSCIENT que bien que le projet de loi indique qu'il veillera "... au respect des aires naturelles protégées et des droits des communautés autochtones, des communautés rurales et des peuples autochtones, conformément à la législation en vigueur ...", le fait est que selon la législation péruvienne, les routes en elles-mêmes ne sont pas compatibles, sur le plan juridique, avec les parcs nationaux, ce qui explique en partie pourquoi ce même projet de loi, soumis en 2012, n'avait pas été examiné par le Congrès précédent. À l'époque, ce projet de loi avait reçu un avis défavorable motivé de la part du Ministère de l'environnement, du Ministère de la culture, du Service national des aires naturelles protégées par l'État et du Bureau du médiateur ; et

SALUANT l'article 8(a) de la Convention sur la diversité biologique et l'alinéa 1) de l'article 4 de la Convention 169 de l'OIT ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. PRIE INSTAMMENT le Congrès de la République du Pérou d'envisager de classer de manière définitive le projet de loi 75-2016/CR, sachant qu'il est contraire à la législation péruvienne et qu'il porterait atteinte de manière grave et irréversible à la biodiversité de la région, en particulier au Parque Nacional Alto Purús, ainsi qu'à la vie et à l'intégrité des populations autochtones en situation d'isolement vivant dans la Reserva Territorial Madre de Dios.

2. DEMANDE à la Directrice générale de l'UICN d'envoyer dans les meilleurs délais une note officielle à la présidence du Congrès de la République du Pérou pour l'informer de l'exhortation figurant au paragraphe 1 concernant la nécessité de classer de manière définitive le projet de loi 75-2016/CR compte tenu des motifs exposés et du risque de compromettre les engagements pris par l'État péruvien aux termes de la Convention sur la diversité biologique et en matière de climat dans le cadre de l'Accord de Paris.

3. DEMANDE à la Commission mondiale des aires protégées de l'UICN de transmettre une communication à la présidence du Congrès de la République du Pérou contenant toutes les informations disponibles sur les valeurs et les besoins en matière de protection du Parque Nacional Alto Purús, un des lieux les plus riches en biodiversité au monde présentant un caractère intangible et abritant des espèces endémiques et menacées, ainsi que des informations sur l'état de vulnérabilité des populations autochtones en situation d'isolement au sein de la Reserva Territorial Madre de Dios, et sur les engagements pris par le Pérou au niveau international en matière de protection de la biodiversité.

L'État Membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis se sont abstenus lors du vote de cette motion pour les raisons données dans la déclaration générale des États-Unis sur le processus des résolutions de l'UICN.

WCC-2016-Res-093-FR

Conservation des vigognes (*Vicugna vicugna*) et commerce illégal de leur laine

RAPPELANT que l'UICN a alerté les pays présents à la Conférence sur l'environnement de Stockholm à la menace que le commerce international non contrôlé exerce sur de nombreuses espèces de faune et de flore sauvages, ce qui a donné lieu à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) qui compte, aujourd'hui, 182 Parties ;

CONSCIENT de l'importance de la vigogne comme modèle réussi de rétablissement d'une espèce qui était au bord de l'extinction, grâce aux efforts déployés par les États de son aire de répartition, la CITES et d'autres organisations internationales ;

RECONNAISSANT l'importance de l'utilisation durable de la vigogne qui s'appuie sur la tonte d'animaux vivants dont bénéficient les communautés des hautes Andes qui utilisent le produit de cette tonte, et compte tenu de la valeur culturelle et économique de cette espèce pour ces communautés ;

RAPPELANT que les populations de vigognes du Pérou, de l'État plurinational de Bolivie, de l'Équateur, de la Première région du Chili et, en Argentine, les populations sauvages des provinces de Jujuy et de Catamarca, et les populations captives des provinces de Jujuy, Salta, Catamarca, La Rioja et San Juan, sont actuellement inscrites à l'Annexe II de la CITES ;

PRÉOCCUPÉ par la recrudescence alarmante du braconnage des vigognes, comme le montre le rapport du Groupe de spécialistes des Camélidés sud-américains (GSCS) de la Commission de la sauvegarde des espèces de l'UICN (CSE UICN) et les résolutions adoptées lors de la dernière session de la Convention sur la conservation et la gestion de la vigogne (Chili 2015) ;

SALUANT les mesures et les efforts déployés par les États de l'aire de répartition de l'espèce pour contrôler et juguler le braconnage et le commerce illégal de la laine ;

SACHANT que la traçabilité de la laine de vigogne est quasi inexistante dans les exportations/importations primaires et successives, étant donné qu'elle est transformée en tissus et produits manufacturés ; et

RECONNAISSANT que les États de l'aire de répartition de l'espèce ont besoin de toute urgence d'un soutien international pour les aider à assurer la protection de la vigogne et de son habitat, et à garantir que les communautés des hautes Andes bénéficient de son utilisation durable ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawai'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. DEMANDE à la Directrice générale, aux Commissions et aux Membres de soutenir, dans la mesure du possible, les efforts suivants :

- a. que les Parties à la CITES qui ont des stocks de laine de vigogne et de produits de cette laine les identifient, les marquent et les enregistrent de manière appropriée à des fins de traçabilité, en adoptant et en appliquant la législation pertinente comprenant des contrôles rigoureux de façon à prévenir le commerce illégal de ces produits ; et
- b. que les États de l'aire de répartition, les pays importateurs et de consommation renforcent leur collaboration en recherchant des mécanismes d'échange des informations pour appliquer effectivement les réglementations en vigueur, qui englobent des mécanismes internationaux, régionaux et nationaux.

2. RECOMMANDE au Secrétariat de la CITES :

a. d'après les observations reçues des États de l'aire de répartition, de formuler des recommandations et des projets de décisions et de les communiquer pour examen au Comité pour les animaux, au Comité permanent et à la Conférence des Parties, s'il y a lieu ; et

b. de faciliter l'accès à une assistance financière pour les États de l'aire de répartition de la vigogne, ainsi que pour le GSCS de la CSE/UICN à des fins d'élaboration et d'application de plans de conservation et de gestion nationaux et régionaux, et de mesures visant à éliminer le commerce illégal et à promouvoir l'utilisation durable de l'espèce.

3. EXHORTE les États de l'aire de répartition de la vigogne et les pays d'importation de vêtements et de laine de vigogne à organiser des activités de communication, sensibilisation et formation, entre autres, dans tous les secteurs, pour mettre fin au commerce illégal.

4. APPELLE les signataires de la Convention pour la conservation et la gestion de la vigogne, le Consortium international de lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages, et le GSCS de la CSE UICN à collaborer pour garantir l'utilisation durable et la conservation de l'espèce, ainsi que le suivi de la présente motion.

WCC-2016-Res-094-FR

Soutien à des mesures de conservation plus vigoureuses pour les oiseaux menacés d'Hawaï

RECONNAISSANT que la mission de l'UICN consiste à promouvoir la conservation de la diversité biologique ;

CONSCIENT que les espèces des îles sont vulnérables aux prédateurs envahissants et aux maladies et que les oiseaux indigènes d'Hawaï sont parmi les plus difficiles à conserver compte tenu de la gravité des menaces auxquelles ils sont confrontés et de la diversité des espèces envahissantes et des agents pathogènes présents à Hawaï ;

ÉGALEMENT CONSCIENT des effets du changement climatique sur de nombreux oiseaux indigènes d'Hawaï et notamment, avec l'élévation des températures, de l'apparition de moustiques vecteurs de maladies à des altitudes précédemment indemnes de maladies, ce qui a des incidences sur l'habitat viable pour les oiseaux ;

PRÉOCCUPÉ de constater que ces facteurs ont contribué à placer les États-Unis parmi les pays affichant les reculs les plus rapides en termes d'abondance des espèces aviaires et de position dans l'Indice de la Liste rouge ;

SACHANT que la technologie de la conservation progresse de manière à relever les défis, et que la conservation, la restauration et le rétablissement des oiseaux d'Hawaï bénéficient déjà de plusieurs techniques spécifiques – restauration de l'habitat, clôtures, transfert et contrôle ou éradication des prédateurs, par exemple ; NOTANT que les ressources disponibles pour le rétablissement des oiseaux menacés d'Hawaï sont actuellement insuffisantes ;

RECONNAISSANT AUSSI le rôle d'importance critique que jouent les oiseaux indigènes dans la culture hawaïenne, et l'importance des oiseaux indigènes pour l'écologie des forêts hawaïennes, des zones humides et autres écosystèmes pour la pollinisation, la dispersion des graines et en tant que maillons de toute la chaîne trophique ;

ALARMÉ par les déclin continus récents que connaissent les oiseaux d'Hawaï, malgré les efforts de conservation actuels, en particulier les oiseaux des forêts de Kaua'i où il se pourrait que l'extinction de deux espèces soit imminente sans que des mesures d'urgence d'envergure ne soient prises, et notant la publication récente de nouveaux faits probants confirmant le déclin rapide des oiseaux des forêts de Kaua'i; et

SE FÉLICITANT des nombreuses initiatives publiques et sans but lucratif qui visent à enrayer le déclin des oiseaux d'Hawaï et de l'intérêt manifesté par la Commission de la sauvegarde des espèces (CSE) de l'UICN pour la question, ainsi que de l'initiative récente prise par l'État d'Hawaï pour renforcer la biosécurité ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. DEMANDE à la Directrice générale de soutenir la collaboration entre la CSE et les initiatives existantes pour aider à faire progresser la conservation des oiseaux d'Hawaï et de constituer un nouveau groupe de travail composé de parties prenantes pour rehausser l'importance de la question, soutenir la mise en œuvre de la conservation, et faire rapport sur les progrès – notamment au Congrès mondial de la nature de l'UICN 2020.

2. APPELLE les Gouvernements des États-Unis et de l'État d'Hawaï à mettre en œuvre de toute urgence le Plan d'action pour la conservation des oiseaux d'Hawaï, le Plan de redressement des oiseaux forestiers d'Hawaï et les autres plans de redressement des oiseaux d'Hawaï, de rechercher les

ressources supplémentaires nécessaires auprès de leurs partenaires pour éviter toute extinction et déclin supplémentaires des oiseaux dans les Îles hawaïennes, et accélérer l'examen, l'exploration et l'élaboration de toutes les techniques appropriées pour contrôler ou éradiquer les moustiques exotiques envahissants et les autres espèces exotiques envahissantes.

3. RECOMMANDE de reconnaître officiellement les oiseaux d'Hawaï dans l'avifaune des États-Unis et de les inclure dans les listes d'oiseaux appropriées tenues par les institutions pertinentes, telles que les organisations en faveur de la conservation et les organisations ornithologiques, de manière à focaliser l'attention des groupes concernés sur ces oiseaux et leur conservation.

4. RECOMMANDE la mise en œuvre complète du plan interinstitutions d'Hawaï sur la biosécurité publié par l'État d'Hawaï à l'occasion du Congrès mondial de la nature de 2016.

WCC-2016-Res-095-FR

Appui à la paix et à la nature en Colombie

SACHANT que le 24 août 2016, la Colombie a conclu un accord de paix avec la guérilla des FARC qui sera bénéfique au pays, au continent et au monde entier ;

CONSCIENT que la Colombie fait partie des pays les plus riches en biodiversité au monde et que le conflit armé, du fait de nombreuses attaques contre des infrastructures et de la déforestation, a eu de graves conséquences sur les ressources naturelles et a provoqué une dégradation des écosystèmes ;

TENANT COMPTE de la formidable opportunité qu'offre la signature de cet accord de paix pour la société colombienne et la gestion durable de ses ressources naturelles, ce qui permettra de trouver des solutions fondées sur la nature, sa conservation et l'équité sociale dans un contexte de paix ; et

CONSCIENT également de la menace qui pèse sur les écosystèmes de la Colombie à l'intérieur comme à l'extérieur des aires protégées si, au cours du processus de mise en œuvre des accords, l'économie, l'intégration et la réconciliation sociale ne se fondent pas sur la mise en valeur des services écosystémiques et sur un aménagement intégré du territoire, ainsi que sur le respect des droits des communautés ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. RECOMMANDE à l'État colombien de veiller à ce que, pendant le processus de mise en œuvre des accords, une attention particulière soit accordée à la gestion durable, à la protection de la biodiversité et des écosystèmes et au renforcement des capacités au niveau local, de façon à garantir l'équité et la pérennité du processus.
2. DEMANDE à la Directrice générale d'offrir au gouvernement colombien un soutien spécial de la part de l'UICN afin de l'aider à planifier de manière appropriée et concertée le développement des régions, en s'employant à construire des territoires durables, à respecter les droits des communautés et à renforcer les mécanismes de mise en œuvre et de suivi de façon à ce que ce processus se concrétise.
3. INVITE la Directrice générale et le Bureau régional pour l'Amérique du Sud à obtenir de l'aide, en collaboration avec les Membres de l'UICN, afin de présenter des propositions novatrices utiles pendant la période de transition dans le but de protéger et de valoriser les ressources naturelles au bénéfice des générations actuelles et futures, et de favoriser une gouvernance ouverte à tous en faveur d'une véritable réconciliation de la société avec le milieu naturel qui l'entoure.
4. DEMANDE à tous les Membres de l'UICN, forts de leurs compétences techniques et scientifiques, de contribuer à l'instauration d'une paix stable et durable en Colombie, dans le respect de l'équité sociale et de la nature.

L'État Membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis se sont abstenus lors du vote de cette motion pour les raisons données dans la déclaration générale des États-Unis sur le processus des résolutions de l'UICN.

WCC-2016-Res-096-FR

Garder de la place pour la nature et assurer notre avenir : élaboration d'une stratégie pour l'après-2020

PRÉOCCUPÉ de constater qu'avec la croissance démographique et la demande de ressources naturelles qui ne cesse d'augmenter, nous voyons disparaître les dernières espèces et les derniers espaces sauvages de la Terre ;

RAPPELANT l'Objectif d'Aichi 11 pour la biodiversité, de la Convention sur la diversité biologique (CDB), qui demande de conserver, avant 2020, au moins 17% de la superficie de la planète et 10% de la superficie marine, en particulier dans des régions d'importance particulière pour la biodiversité et les services écosystémiques, grâce à un réseau d'aires protégées bien connecté et à d'autres mesures de conservation efficaces basées sur les sites dans l'ensemble des paysages terrestres et marins ;

CONSCIENT qu'à ce jour, selon la base de données Protected Planet, 15% seulement de la superficie émergée de la planète et 3% de la superficie marine sont protégées mais que ces aires protégées ne sont pas toujours dirigées équitablement, gérées efficacement ou situées judicieusement de manière à conserver (c.-à-d. protéger, utiliser de manière durable et restaurer/enrichir) un maximum de diversité biologique ou de services écosystémiques ;

RAPPELANT les Objectifs de développement durable qui comprennent les Objectifs 14 et 15 sur la conservation marine et terrestre et la nécessité de « s'attacher à ce que la croissance économique n'entraîne plus la dégradation de l'environnement » (Objectif 8.4), « Mettre en place une infrastructure ... durable » (9.1), « Renforcer les efforts de protection et de préservation du patrimoine culturel et naturel mondial » (11.4) et « Renforcer, dans tous les pays, la résilience et les capacités d'adaptation face aux aléas climatiques et aux catastrophes naturelles liées au climat » (13.1) ;

RAPPELANT l'Accord de Paris et reconnaissant le rôle critique que des écosystèmes intacts jouent dans la lutte contre le changement climatique, le soutien à d'autres services écosystémiques et la protection de la biodiversité ;

PRÉOCCUPÉ par la menace croissante qui pèse sur les écosystèmes intacts, les aires protégées, les forêts primaires et autres zones clés en raison de l'infrastructure, des entreprises extractives et des entreprises agricoles ;

RAPPELANT les résolutions de l'UICN 2.34 *Les institutions financières multilatérales et bilatérales et les projets qui ont des incidences sur la diversité biologique et les caractéristiques naturelles* (Amman, 2000), 3.050 *Intégrer les réseaux d'aires protégées dans l'ensemble du paysage* (Bangkok, 2004), 3.087 *Institutions financières et recommandations de la Commission mondiale des barrages* (Bangkok, 2004), 4.062 *Améliorer les réseaux écologiques et les aires de conservation assurant la connectivité* (Barcelone, 2008), 4.087 *Incidence des infrastructures et des industries extractives sur les aires protégées* (Barcelone, 2008), 5.046 *Renforcer la Convention du patrimoine mondial* (Jeju, 2012) et 5.089 *Les barrages et les infrastructures hydrauliques* (Jeju, 2012) ; et

NOTANT que le rapport du Courant 1 du Congrès mondial des parcs de l'UICN (2014) déclare que de nombreux délégués ont plaidé en faveur d'une couverture des aires protégées d'environ « 30% de la planète pour les réserves non exploitables, 50% pour la protection globale et 100% pour les terres et les eaux gérées de manière durable » ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. INVITE les Parties à la CDB et autres acteurs à lancer un processus d'élaboration d'une stratégie ambitieuse de l'après-2020, comprenant des objectifs concrets pour garder de la place pour la nature, s'appuyant sur une compréhension améliorée des systèmes entretenant la vie sur la planète et du rôle

de la biodiversité et de la connectivité qui les sous-tendent, et sur des seuils pour maintenir la biodiversité, qui pourrait inclure :

- a. une étude et des réunions d'experts définissant les objectifs fondés sur la science pour une conservation effective de régions ayant la plus grande importance pour la biodiversité et les services écosystémiques, du point de vue de la couverture en pourcentage, notamment des aires protégées reconnues par l'UICN et d'autres mesures de conservation efficaces fondées sur les sites, dans l'ensemble des paysages terrestres et marins, gérés de manière durable et écologiquement fonctionnels, en tenant compte de la localisation, des dimensions, de la connectivité, du caractère équitable et de l'efficacité ;
 - b. des consultations avec la société civile, les gouvernements, les institutions financières et l'industrie pour renforcer :
 - i. la planification transparente et durable, à l'échelle du paysage, de la localisation de l'infrastructure, des concessions et autres activités industrielles potentiellement dommageables, financées par le secteur public ou le secteur privé ;
 - ii. la reconnaissance généralisée du fait que des zones clés comme les biens du patrimoine mondial et autres aires protégées devraient être intégralement protégées et ne subir aucun impact d'activités industrielles dommageables ; et
 - iii. la reconnaissance de la diversité, de la qualité et de la vitalité de la gouvernance des aires protégées et des aires conservées ; et
 - c. le développement d'un mécanisme pour l'application conjointe de la stratégie soutenant les ODD et des conventions telles que la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), la Convention du patrimoine mondial et d'autres accords multilatéraux sur l'environnement (AME).
2. APPELLE la Directrice générale et toutes les composantes de l'UICN à promouvoir et soutenir l'élaboration de cette nouvelle stratégie de l'après-2020.

L'État Membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis se sont abstenus lors du vote de cette motion pour les raisons données dans la déclaration générale des États-Unis sur le processus des résolutions de l'UICN.

WCC-2016-Rec-097-FR

Plan d'action pour assurer la résilience climatique de la région du Pacifique

RECONNAISSANT que la région du Pacifique, y compris les îles et les zones continentales, constitue une région à part, partageant des défis et des opportunités semblables du point de vue environnemental, social, économique et culturel ;

NOTANT AVEC PRÉOCCUPATION que le changement climatique menace les moyens d'existence des États insulaires du Pacifique ainsi que de nombreuses communautés côtières d'Amérique, d'Asie et d'Australie ;

AYANT CONNAISSANCE des Déclarations sur le changement climatique prononcées par les dirigeants du Forum des îles du Pacifique, à savoir : la Déclaration de Niue sur le changement climatique en 2008, la Déclaration de Majuro pour un leadership dans le domaine du climat en 2013 et la Déclaration des dirigeants du Forum des îles du Pacifique sur l'action contre le changement climatique en 2015 ;

AYANT ÉGALEMENT CONNAISSANCE du « Cadre d'action contre le changement climatique des îles du Pacifique 2006-2015 » (PIFACC) et du projet de « Stratégie pour un développement résilient aux risques climatiques et aux catastrophes dans le Pacifique » (SRDP) ;

RECONNAISSANT la tradition de navigation des cultures des îles du Pacifique, que le voyage autour du monde de la Polynesian Voyaging Society a démontrée au monde entier, ainsi que les liens qui unissent les êtres humains à travers l'océan Pacifique, le plus grand océan de la planète ;

RECONNAISSANT AUSSI le rôle important que jouent des organisations et instances telles que le Secrétariat général de la Communauté du Pacifique (CPS), le Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement (PROE), le Secrétariat du Forum des îles du Pacifique (FIP) et la plateforme d'action des petits États insulaires en développement (PEID), ainsi que leurs initiatives respectives, pour encourager, au niveau régional, la coopération et l'action en matière de changement climatique ;

PRENANT NOTE du « scénario de SAMOA » pour des « modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement » (SIDS Accelerated Modalities of Action - SAMOA) ;

NOTANT que le Congrès mondial de la nature offre une occasion aux pays de la région du Pacifique de décider de travailler ensemble pour améliorer les efforts de résilience climatique du Pacifique afin de lutter contre des menaces communes telles que l'élévation du niveau de la mer, l'acidification de l'océan, la pollution, le déplacement des cultures autochtones, l'appauvrissement de la biodiversité, la surpêche et les catastrophes naturelles ; et

CONSCIENT que le Congrès mondial de la nature peut devenir un grand forum mondial unissant les communautés du Pacifique et les engageant à examiner un modèle d'accord sur la résilience climatique pour la région du Pacifique lors de manifestations futures telles que le Sommet des océans des Nations Unies 2017 qui sera axé sur les actions à prendre d'ici à 2030 concernant l'Objectif de développement durable 14 (ODD 14 – l'« Objectif océan ») ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawai'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. INVITE les Membres des îles du Pacifique à élaborer un plan d'action pour la résilience climatique de la région du Pacifique comme contribution à l'application de l'Accord de Paris conclu à la 21^e session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC COP21 – Paris, 2015) pour affronter le changement climatique dans la région du Pacifique.

2. ENCOURAGE les Membres des îles du Pacifique de recourir à l'ODD 14, pour « Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable », à l'ODD 13 pour « Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions » et à d'autres cibles des ODD relatives aux changements climatiques, comme base de l'élaboration d'un plan d'action pour la résilience climatique de la région du Pacifique.

L'État Membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis se sont abstenus lors du vote de cette motion (et l'amendement) pour les raisons données dans la déclaration générale des États-Unis sur le processus des résolutions de l'UICN.

WCC-2016-Rec-098-FR

Prévenir l'impact de l'électrocution et des collisions avec les infrastructures électriques sur les oiseaux

ALARMÉ par le nombre grandissant de preuves montrant qu'une épidémie silencieuse d'électrocution et de collisions d'une grande diversité d'oiseaux et de chauves-souris résulte de la conception et de l'emplacement inappropriés des infrastructures de distribution de l'électricité, accompagnée d'impacts négatifs considérables sur certaines populations aviaires ;

PRÉOCCUPÉ par le fait que les effets seraient être particulièrement graves pour les prédateurs supérieurs et les charognards importants, y compris certaines espèces de rapaces protégées au plan mondial, telles que le faucon sacre (*Falco cherrug*), l'aigle des steppes (*Aquila nipalensis*), l'aigle ibérique (*Aquila adalberti*), le vautour percnoptère (*Neophron percnopterus*), le vautour africain (*Gyps africanus*) et le vautour chasseur (*Gyps coprotheres*) ;

SACHANT que la mortalité des oiseaux par électrocution et collision est documentée dans toutes les régions du globe et que, selon la 'Synthèse des conflits entre oiseaux migrateurs et lignes électriques dans la région Afrique-Eurasie', adoptée par la Dixième session de la Conférence des Parties à la Convention sur les espèces migratrices (CMS COP10), la Cinquième Réunion des Parties à l'Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie (AEWA MOP5) et la Première Réunion des signataires du Mémoire d'Entente de la CMS sur la conservation des oiseaux de proie migrateurs d'Afrique et d'Eurasie (CMS MdE Rapaces MoS1), jusqu'à 10 000 électrocutions et 100 000 collisions peuvent se produire par pays chaque année dans la région d'Afrique-Eurasie ;

SACHANT EN OUTRE les impacts cumulatifs des infrastructures électriques mal gérées ou mal situées peuvent être particulièrement graves pour les espèces d'oiseaux migrateurs ;

CONSIDÉRANT que les risques d'électrocution et de collision vont augmenter avec la multiplication des nouvelles infrastructures dangereuses et mal situées ;

CONSTATANT que les électrocutions et les collisions d'oiseaux peuvent aussi avoir des répercussions financières et sociales directes et indirectes en raison des dommages causés aux structures et des perturbations de l'approvisionnement électrique ;

SALUANT les études scientifiques visant à identifier, à combattre et à résoudre ce problème qui ont été réalisées dans de nombreux pays, y compris l'Afrique du Sud, l'Espagne, les États-Unis d'Amérique, la Hongrie et la Mongolie, ainsi que les initiatives régionales portant sur la même question, telles que le 'Migratory Soaring Birds Project' (Projet pour les oiseaux migrateurs planeurs) du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)/Fonds pour l'environnement mondial (FEM), dirigé par BirdLife International ; et

RECONNAISSANT qu'il existe des orientations pour une planification avisée, des modèles simples et efficaces d'infrastructures sans danger pour les oiseaux et utilisant un outil de cartographie de la sensibilité, ainsi que des méthodes d'atténuation pour les infrastructures existantes, qui permettent de prévenir efficacement les risques d'électrocution et de collisions des oiseaux, tout en contribuant à la stabilité de l'approvisionnement en électricité ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. DEMANDE aux organes gouvernementaux et aux compagnies d'électricité de travailler de concert pour veiller à ce que toutes les nouvelles infrastructures électriques et dans la mesure du possible, les infrastructures existantes, se conforment aux mesures visant à éviter les risques d'électrocution et de collision pour les oiseaux.

2. RECOMMANDE l'utilisation des orientations multilingues disponibles, adoptées par la CMS COP 10, AEWa MOP5 et CMS MdE Rapaces MoS1, ainsi que la cartographie de la sensibilité et les orientations y relatives publiées par BirdLife International.

3. DEMANDE EN OUTRE des évaluations environnementales adéquates (Évaluation environnementale stratégique – EES, Étude d'impact sur l'environnement – EIE) pour tout nouveau projet d'infrastructure électrique, afin d'éviter les zones sensibles et d'identifier et de réduire le plus possible les risques d'électrocution et de collision pour les oiseaux, grâce à des mesures portant sur l'emplacement, la conception sans danger pour les oiseaux et la construction.

4. INVITE les institutions financières compétentes d'adopter les politiques nécessaires pour que leurs conditions de financement exigent des compagnies d'électricité qu'elles réduisent au minimum leur impact sur les oiseaux grâce à la planification en vue d'une sélection judicieuse des emplacements, qu'elles procèdent à des évaluations adéquates de leur impact sur l'environnement, qu'elles utilisent des modèles sûrs et qu'elles assurent un suivi efficace.

5. INVITE EN OUTRE les instituts de recherche à élaborer des méthodes et des concepts visant à atténuer l'impact de tels incidents sur les oiseaux migrateurs, et d'évaluer de manière appropriée ces méthodes et ces concepts.

6. PRIE INSTAMMENT les organes gouvernementaux, les compagnies d'électricité, les institutions financières et les autres acteurs concernés d'agir de concert, entre eux et avec le Secrétariat et le Groupe de travail pour l'énergie de la CMS, afin d'identifier les infrastructures existantes et prévues présentant un danger pour les oiseaux, et de prendre, de toute urgence, des mesures correctives, sans ramifications négatives pour d'autres espèces sauvages, assorties d'un suivi, y compris la surveillance continue des espèces vulnérables aux niveaux national et international, afin d'évaluer l'efficacité de leur action.

7. FÉLICITE les pays et les organisations, y compris les services d'électricité, qui financent la recherche et mettent en œuvre des mesures correctrices.

Promouvoir les anguillidés comme espèces phares pour la conservation aquatique

PRÉOCCUPÉ d'une part, par le déclin du recrutement, des populations et de l'échappement des espèces d'anguillidés de la zone septentrionale tempérée, d'une ampleur telle depuis 40 ans que ces espèces ont atteint des niveaux dangereusement faibles, et d'autre part, par le manque de connaissances sur toutes les espèces d'anguillidés, en particulier celles qui vivent dans les tropiques ;

RECONNAISSANT la nature panmictique du cycle de vie complexe et catadrome de ces espèces, qui peut comporter de vastes migrations à travers des juridictions multiples, dans les milieux aussi bien marins que d'eau douce, et une exposition aux menaces anthropiques associées à ces écosystèmes ;

RECONNAISSANT EN OUTRE que des menaces telles que les changements climatiques, les obstacles à la migration, la pollution, le développement et l'exploitation non durables, et le commerce illégal pèsent sur les espèces d'anguillidés au niveau mondial, et que des menaces similaires ont des répercussions importantes sur des milliers d'autres espèces aquatiques qui résident dans les écosystème marins et d'eau douce ;

CONSCIENT que la conservation orientée vers les anguillidés apportera d'énormes avantages aux écosystème aquatiques à une échelle appropriée, y compris d'autres espèces de faune et de flore aquatiques dont bon nombre sont encore plus mal connues que les anguillidés, et potentiellement menacées ;

RECONNAISSANT que la promotion des anguillidés en tant qu'espèces phares pour la conservation aquatique et la conservation de la connectivité, et l'élimination des menaces qui pèsent sur elles, permettraient de progresser vers la mise en œuvre des Objectifs 1, 4, 5, 6, 8, 12, 14 et 19 d'Aichi, des objectifs de la Convention sur les espèces migratrices (CMS) et de la Convention des Nations Unies sur les cours d'eau, ainsi que des Résolutions 4.062 de l'UICN *Améliorer les réseaux écologiques et les aires de conservation assurant la connectivité* (Barcelone, 2008) et 5.056 *Améliorer la conservation assurant la connectivité par des réseaux internationaux de meilleures pratiques de gestion* (Jeju, 2012) ; et

SALUANT les efforts déployés par les membres de l'UICN pour s'attaquer aux menaces pesant sur le milieu aquatique, en particulier les habitats d'eau douce qui, malgré les systèmes écosystémiques essentiels qu'ils fournissent, sont insuffisamment étudiés et font l'objet de mesures de conservation insuffisantes et sous-financées ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. PRIE INSTAMMENT les États des aires de répartition de ces espèces et les signataires de la Convention sur la diversité biologique (CDB), de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), de la Convention sur les espèces migratrices (CMS) et de la Convention des Nations Unies sur les cours d'eau (UNWC) de reconnaître et de promouvoir les anguillidés en tant qu'espèces phares pour la conservation aquatique, dans l'intérêt de ce taxon, des milieux aquatiques et des espèces de faune et de flore qui y vivent.

2. INVITE les États des aires de répartition de ces espèces et les signataires de la CDB, de la CMS et de l'UNWC à soutenir activement et à faciliter de manière coordonnée la collecte de fonds, le plaidoyer, la recherche et les plans d'action sur ces espèces des scientifiques gestionnaires et des décideurs engagés dans la conservation des anguillidés, du niveau local au niveau mondial, dans l'intérêt des espèces et des écosystèmes connexes critiques, allant de la haute mer aux sources d'eaux intérieures.

3. ENGAGE à favoriser un climat susceptible de renforcer les efforts déployés au sein de la Commission UICN de la sauvegarde des espèces (CSE) et de son vaste réseau de collaborateurs, et à faciliter encore davantage la réalisation des objectifs de la Stratégie de la CSE pour 2017-2020, en identifiant et en exploitant toutes les possibilités d’agir pour le bien des anguillidés.

L’État Membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis se sont abstenus lors du vote de cette motion pour les raisons données dans la déclaration générale des États-Unis sur le processus des résolutions de l’UICN.

WCC-2016-Rec-100-FR

Gestion et réglementation de l'élevage sélectif intensif de grands mammifères sauvages¹ à des fins commerciales

CONSCIENT que l'exploitation responsable des espèces sauvages est un élément du développement socioéconomique durable, notamment au sein des écosystèmes arides de pays en développement, et que l'exploitation responsable et la conservation des espèces sauvages sont interdépendantes ;

CONSTATANT que parmi les différents modes d'exploitation actuels de la vie sauvage indigène figure l'élevage sélectif intensif, combiné à une manipulation intentionnelle du processus de reproduction dans le but de produire des animaux présentant des caractéristiques particulières, et que ce procédé peut se traduire par une hybridation entre espèces ou sous-espèces, un franchissement des limites reconnues de l'évolution ;

CONSTATANT ÉGALEMENT que l'élevage sélectif est actuellement mené à grande échelle dans certains endroits et que certains animaux peuvent s'échapper ou être relâchés dans la nature ;

CONSTATANT EN OUTRE que cet élevage sélectif et l'intensification de la gestion peuvent, en définitive, accroître la domestication de la vie sauvage ;

PRÉOCCUPÉ à l'idée que l'élevage intensif et sélectif pratiqué à grande échelle puisse avoir, directement et indirectement, des conséquences néfastes sur la biodiversité ;

ÉGALEMENT PRÉOCCUPÉ à l'idée que ces effets préjudiciables entravent la capacité de l'écotourisme et de la chasse à contribuer durablement à l'économie et au bien-être humain ; et

RAPPELANT la *Déclaration de principes sur la manipulation génétique intentionnelle d'antilopes* du Groupe de spécialistes des antilopes de la Commission de la sauvegarde des espèces (CSE) de l'UICN ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. INVITE les pays où des activités d'élevage intensif ou sélectif d'espèces sauvages sont ou pourraient être pratiquées à :
 - a. adopter une stratégie axée sur la réduction des risques au moment d'autoriser ce type de pratique ou son développement ;
 - b. interdire l'hybridation intentionnelle de grands mammifères sauvages entre espèces ou sous-espèces ou le franchissement des limites reconnues de l'évolution ;
 - c. interdire que des animaux issus de l'élevage sélectif soient relâchés dans la nature tant que les risques n'auront pas été entièrement cernés et ne pourront pas faire l'objet d'une gestion appropriée ;
 - d. évaluer la nécessité d'instaurer des cadres juridiques nationaux permettant de réglementer, de suivre et d'atténuer les effets de ces pratiques ;

¹ Pour les besoins de cette motion, on entend par « grands mammifères sauvages » les spécimens d'espèces sauvages, quel que soit le nombre de générations nées en captivité. Cette définition exclut les spécimens élevés en captivité principalement pour être domestiqués. Les animaux élevés pour être domestiqués ne sont pas considérés comme des « animaux sauvages » et ne doivent pas être utilisés pour repeupler, réintroduire ou introduire des populations sauvages.

e. exiger que des évaluations des effets propres à des projets donnés et des effets cumulatifs soient réalisées avant d'établir si des activités de ce type peuvent être autorisées ;

f. élaborer et faire appliquer des normes et réglementations en matière d'élevage intensif d'espèces ;

g. renforcer les capacités en matière de suivi, d'éducation et d'application des normes et réglementations ;

h. mettre en place des systèmes de suivi pour déterminer l'étendue et l'incidence de ces activités et appuyer la recherche afin de fournir davantage d'informations en matière de prévention et de gestion des risques ; et

i. élaborer et mettre en œuvre des systèmes de certification pour les établissements d'élevage d'espèces sauvages dans un souci de transparence, de sorte que les utilisateurs finaux connaissent l'origine des animaux qu'ils utilisent et/ou achètent.

2. ENCOURAGE l'industrie de l'élevage d'espèces sauvages à :

a. reconnaître les risques potentiels associés à ces pratiques ; et

b. collaborer avec les gouvernements et d'autres parties prenantes, le cas échéant, pour gérer et atténuer les risques liés à ces activités.

WCC-2016-Rec-101-FR

Améliorer la conservation et la gestion des requins soyeux, des requins renards et des raies Mobula

ALARMÉ de constater que le Groupe UICN de spécialistes des requins estime que 25% des espèces de requins (requins, raies blanches, raies, chimères) sont Menacées d'extinction, essentiellement en raison de la surpêche ;

SACHANT que les requins jouent un rôle intégral dans les écosystèmes marins, et que de nombreux requins ont des caractéristiques de leur cycle biologique qui les exposent intrinsèquement à la surpêche ;

RAPPELANT la Recommandation 5.144 *Conservation et gestion des requins menacés* (Jeju, 2012), qui recommande que les Parties à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) envisagent d'inscrire aux annexes de la CITES les espèces de requins qui font l'objet d'un commerce international ;

CONSTATANT AVEC PRÉOCCUPATION que le requin soyeux (*Carcharhinus falciformis*), les requins renards (*Alopias* spp.) et les raies Mobula (*Mobula* spp.) sont intrinsèquement exposés à la surpêche, au commerce international et à un grand risque de déclin de leur population dus à des contrôles insuffisants de leur exploitation ;

RAPPELANT que l'inscription d'espèces à l'Annexe II n'interdit pas leur commerce, mais garantit que le commerce est contrôlé afin d'éviter toute utilisation incompatible avec la survie de ces espèces ;

SALUANT les Parties à la CITES pour avoir parrainé et soutenu l'inscription des requins taupes communs (*Lamna nasus*), du requin longimane océanique (*Carcharhinus longimanus*), du requin-marteau halicorne (*Sphyrna lewini*), du requin-marteau lisse (*Sphyrna zygaena*) et du grand requin-marteau (*Sphyrna mokarran*), et des deux espèces de raies manta (*Manta* spp.) à l'Annexe II de la CITES lors de la 16^e session de la Conférence des Parties (CoP16 de la CITES, Bangkok, 2013) ;

SOULIGNANT l'action concertée et mondiale menée par les Parties et le Secrétariat de la CITES, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et plusieurs organisations à but non lucratif, afin que les pays concernés disposent des outils nécessaires à la mise en œuvre effective des inscriptions, et que seul un commerce durable de ces espèces se poursuive ; et

SE FÉLICITANT que les gouvernements du Sri Lanka, des Maldives et de Fidji aient proposé d'inscrire à l'Annexe II de la CITES les requins taupes communs (*Lamna nasus*), le requin longimane océanique (*Carcharhinus longimanus*), le requin-marteau halicorne (*Sphyrna lewini*), le requin-marteau lisse (*Sphyrna zygaena*) et le grand requin-marteau (*Sphyrna mokarran*), ainsi que les deux espèces de raies manta (*Manta* spp.), lors de la 17^e session de la Conférence des Parties contractantes à la CITES (CoP17 de la CITES, Johannesburg, septembre 2016) ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï, États-Unis d'Amérique, du 1^{er} au 10 septembre 2016 :

1. DEMANDE à toutes les Parties à la CITES de soutenir l'inscription du requin soyeux (*Carcharhinus falciformis*), du requin-renard à gros yeux (*Alopias superciliosus*), du requin-renard commun (*Alopias vulpinus*), du requin-renard pélagique (*Alopias pelagicus*), et de neuf espèces de raies Mobula (*Mobula* spp.) à l'Annexe II de la CITES pour s'assurer que le commerce international de leurs produits ne menace pas leur survie et leur viabilité et, si nécessaire, permettre la reconstitution des populations de ces espèces, en tenant compte de l'état de conservation des espèces dans la Liste

rouge UICN des espèces menacées et d'autres informations pertinentes¹.

2. **PRIE INSTAMMENT** l'ensemble des États des aires de répartition des requins et des raies, les États du marché, les États pratiquant la pêche, les autres entités et les organisations régionales de gestion des pêches concernées de tenir compte de toutes les sources de données, avis et évaluations scientifiques disponibles, y compris la Liste rouge UICN des espèces menacées ; d'adopter des mesures de gestion reposant sur des bases scientifiques et sur le principe de précaution à des fins de protection de l'environnement, assorties de mesures rigoureuses de surveillance et d'application, afin de prévenir la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN) ; et de veiller à ce que les populations de requins soyeux, de requins-renards et de raies *Mobula* soient à l'abri de la surpêche et puissent se reconstituer à des niveaux durables.

¹ Voir fin du premier paragraphe du dispositif : il est affirmé par la présente que le soutien du Congrès à l'inscription de ces espèces à l'Annexe II de la CITES ne porte pas préjudice de quelle que manière que ce soit à l'indépendance, ou ne détermine pas les conclusions des analyses des propositions UICN/TRAFFIC d'amendement des annexes de la CITES.

WCC-2016-Rec-102-FR

Les aires protégées et autres zones importantes pour la biodiversité dans le contexte d'activités industrielles et du développement d'infrastructures portant préjudice à l'environnement

NOTANT que nous partageons la responsabilité universelle de protéger la vitalité, la diversité et la beauté de la Terre ;

RAPPELANT les résolutions et recommandations suivantes qui traitent des effets négatifs des activités industrielles et des projets de développement d'infrastructures portant préjudice à l'environnement à l'intérieur, sur ou touchant des aires protégées : la Résolution 1.51 *Les populations autochtones, l'exploitation des minerais et des hydrocarbures, et les travaux d'infrastructure et de développement* (Montréal, 1996), la Résolution 2.34 *Les institutions financières multilatérales et bilatérales et les projets qui ont des incidences sur la diversité biologique et les caractéristiques naturelles* (Amman, 2000), la Recommandation 2.82 *Protection et conservation de la diversité biologique dans les aires protégées contre les effets dommageables des activités de prospection et d'exploitation minières* (Amman, 2000), la Recommandation 3.087 *Institutions financières et recommandations de la Commission mondiale des barrages* (Bangkok, 2004), la Recommandation 4.087 *Incidence des infrastructures et des industries extractives sur les aires protégées* (Barcelone, 2008), la Résolution 4.088 *Lancer l'Initiative de l'UICN sur la responsabilité de l'industrie extractive* (Barcelone, 2008) et la Recommandation 4.136 *La diversité biologique, les aires protégées, les populations autochtones et les activités minières* (Barcelone, 2008) ;

RAPPELANT les recommandations pertinentes du Congrès mondial des parcs de l'UICN 2014, y compris l'appel à appliquer, à des sites prioritaires pour la conservation, des politiques de « zones interdites » aux activités industrielles et au développement d'infrastructures portant préjudice à l'environnement, la recommandation selon laquelle les aires protégées devraient progresser et non régresser, et la nécessité d'augmenter considérablement l'échelle des investissements en faveur des aires protégées pour atteindre les objectifs de la conservation ;

RAPPELANT la demande faite par les Membres de l'UICN de mettre en place des zones interdites pour les industries minières et autres activités extractives et destructrices menaçant les biens du patrimoine mondial, et les aires protégées, y compris les APAC et les sites et territoires naturels sacrés (Résolution n°12, 10^e World Wilderness Congress, 2013) ;

RECONNAISSANT qu'il existe six catégories de gestion des aires protégées et quatre types de gouvernance définis par l'UICN¹, lesquels présentent les activités et infrastructures compatibles avec les Lignes directrices pour l'application des catégories de gestion aux aires protégées de l'UICN ;

RECONNAISSANT que la notion de zones « interdites » ou « fermées » à des activités industrielles portant préjudice à l'environnement, telles que l'exploitation minière, l'exploitation gazière et pétrolière ou l'agriculture, ainsi qu'au développement d'infrastructures portant préjudice à l'environnement, tels que les barrages, les routes et les oléoducs et gazoducs, fait partie intégrante des politiques de conservation applicables aux aires protégées et autres sites d'importance notoire pour la biodiversité et les services écosystémiques ;

RECONNAISSANT l'adoption du Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020 et ses Objectifs d'Aichi pour la biodiversité, ainsi que les conclusions de la 4^e édition des Perspectives mondiales de la diversité biologique, selon lesquelles la biodiversité continue de disparaître malgré tous les efforts déployés ;

¹ Dudley, N. (Éditeur) (2008). Lignes directrices pour l'application des catégories de gestion aux aires protégées. Gland, Suisse : UICN. x +96pp. <https://portals.iucn.org/library/efiles/edocs/PAPS-016-Fr.pdf>

RECONNAISSANT AUSSI l'adoption par les Nations Unies, en 2015, des Objectifs de développement durable, et le rôle essentiel que les aires protégées et autres sites d'importance particulière pour la biodiversité continuent de jouer dans la réalisation de nombre de ces objectifs ;

RECONNAISSANT EN OUTRE l'Accord de Paris sur le climat de 2015 et le rôle essentiel joué par les aires protégées et d'autres mesures de conservation efficaces fondées sur les sites pour réaliser les objectifs d'atténuation des changements climatiques et d'adaptation à leurs effets ;

SE FÉLICITANT des décisions du Comité du patrimoine mondial selon lesquelles les activités industrielles et le développement d'infrastructures portant préjudice à l'environnement sont incompatibles avec le statut de patrimoine mondial, et du fait qu'il incombe aux États Parties d'éviter les effets négatifs, sur les biens du patrimoine mondial, de telles activités réalisées en dehors du périmètre de ces biens (c.-à-d. Décisions 39COM7A.4 et 34COM7A.2) ;

PRÉOCCUPÉ par la croissance rapide et continue d'activités industrielles et d'infrastructures portant préjudice à l'environnement, à l'origine de dommages irréparables et d'effets directs ou indirects sur les aires protégées et autres sites d'importance particulière pour la conservation de la biodiversité identifiés comme essentiels pour la réalisation des Objectifs d'Aichi pour la biodiversité ;

RECONNAISSANT la mise au point de pratiques d'affaires respectueuses de la conservation, notamment la Norme de performance 6 de la Société financière internationale sur la conservation de la biodiversité et la gestion durable des ressources naturelles vivantes; et

SOULIGNANT que de nombreux gouvernements n'ont toujours pas de lois, politiques et mesures adéquates en vigueur pour garantir l'intégrité des aires protégées et d'autres zones d'importance particulière pour la conservation de la biodiversité ou des services écosystémiques essentiels pour atteindre les Objectifs d'Aichi pour la biodiversité, de telle sorte qu'ils ne soient pas mis en péril par des activités industrielles et le développement d'infrastructures portant préjudice à l'environnement ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. RÉAFFIRME les six catégories de gestion des aires protégées et quatre types de gouvernance définis par l'UICN (Résolution 5.035 *Assurer la conservation grâce à la création d'aires protégées, comme base pour atteindre l'Objectif 11 du Plan stratégique pour la diversité biologique 2011–2020* (Jeju, 2012)), ainsi que l'importance et la pertinence des résolutions et recommandations de l'UICN concernant les activités industrielles et les projets d'infrastructures portant préjudice à l'environnement situés à l'intérieur ou à proximité d'aires protégées ou les touchant d'une autre manière.

2. RECONNAÎT que les activités industrielles et les infrastructures portant préjudice à l'environnement entravent la réalisation du Plan stratégique pour la diversité biologique 2011- 2020 et les Objectifs d'Aichi pour la biodiversité, ainsi que les Objectifs de développement durable des Nations Unies.

3. APPELLE les gouvernements à interdire les activités industrielles et le développement d'infrastructures portant préjudice à l'environnement dans toutes les catégories d'aires protégées définies par l'UICN et de prendre des mesures pour s'assurer que toutes les activités soient compatibles avec les objectifs de conservation de ces sites, au moyen de processus d'évaluation préventive appropriés, transparents et rigoureux, à l'image d'évaluations de l'impact environnemental et social des meilleures pratiques internationales, d'évaluations environnementales stratégiques et d'autres réglementations pertinentes.

4. APPELLE AUSSI les gouvernements, décideurs, propriétaires fonciers individuels ou communautaires à s'efforcer d'éviter toute activité industrielle ou tout développement d'infrastructures portant préjudice à l'environnement ayant des impacts sur les sites naturels sacrés et

les aires et territoires du patrimoine autochtone et communautaire (APAC), en prenant note du registre d'APAC tenu par le Centre mondial de surveillance continue de la conservation de la nature du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE- WCMC). L'objectif est de veiller à ce que toutes les activités soient compatibles avec les objectifs de conservation de ces sites au moyen de processus d'évaluation préventive appropriés, transparents et rigoureux, comme les évaluations de l'impact environnemental et social des meilleures pratiques internationales et grâce à un consentement libre, préalable et en connaissance de cause, conformément à la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.

5. APPELLE EN OUTRE les gouvernements à ne pas supprimer, diminuer ou modifier les limites des aires protégées de toutes les catégories pour faciliter des activités industrielles et le développement d'infrastructures portant préjudice à l'environnement.

6. APPELLE ENFIN les gouvernements et autorités compétentes, lorsqu'ils préparent des plans de développement et des plans relatifs aux infrastructures, à adopter et appliquer des politiques qui limitent les activités industrielles et le développement d'infrastructures portant préjudice à l'environnement pouvant avoir des effets négatifs sur les aires protégées ou sur toute zone d'importance particulière pour la biodiversité et les services écosystémiques que les gouvernements ont jugés essentiels pour atteindre les Objectifs d'Aichi pour la biodiversité.

7. APPELLE le secteur privé à respecter toutes les catégories d'aires protégées définies par l'UICN en tant que zones « interdites » aux activités industrielles et au développement d'infrastructures portant préjudice à l'environnement, à renoncer aux activités menées dans ces régions et, dans le futur, à ne mener aucune activité dans des aires protégées.

8. PRIE INSTAMMENT les entreprises, les organismes du secteur public, les institutions financières (y compris les banques de développement), les organismes de certification compétents et les groupes industriels concernés de ne pas mener, investir ou financer des activités industrielles et de développement d'infrastructures portant préjudice à l'environnement à l'intérieur d'aires protégées ou ayant un effet négatif sur des aires protégées et sur toute zone d'importance particulière pour la biodiversité et les services écosystémiques que les gouvernements ont jugés essentiels pour réaliser les Objectifs d'Aichi pour la biodiversité, et de prendre publiquement un engagement à cet effet.

L'État Membre et les organismes gouvernementaux Membres d'Australie ont voté contre cette résolution. N'autoriser aucune industrie extractive dans toutes les catégories d'aires protégées de l'UICN aurait un effet négatif sur le vaste réseau d'aires protégées autochtones de l'Australie. Elles sont créées par les propriétaires autochtones traditionnels qui ont pris des décisions concernant leur alignement sur les catégories de l'UICN – dans la plupart des cas, les catégories V et VI – c'est-à-dire soumises à une gestion principalement axée sur la conservation tout en réservant des zones relativement petites au développement économique. Il est rare qu'il y ait des activités à échelle industrielle dans les aires protégées autochtones mais, en rétrospective, supprimer cette possibilité reviendrait à rompre la confiance avec les propriétaires autochtones traditionnels qui ont choisi, de façon réfléchie, de dédier leurs terres et de les gérer à des fins de conservation.

L'Australie estime que les industries extractives doivent être examinées au cas par cas, dans un cadre d'atténuation rigoureux, hiérarchisé et réglementé. Les principes du développement écologiquement durable inscrits dans la législation australienne sur l'environnement exigent que les processus décisionnels applicables à l'approbation des projets comprennent des résultats économiques, environnementaux, sociaux et équitables aussi bien à long terme qu'à court terme. Cette résolution ne reconnaît pas les avantages obtenus par l'application d'une approche au cas par cas de la gestion environnementale, reposant sur un cadre réglementaire et politique solide.

L'État Membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis se sont abstenus

lors du vote de cette motion pour les raisons données dans la déclaration générale des États-Unis sur le processus des résolutions de l'UICN.

WCC-2016-Rec-103-FR

Création, reconnaissance et réglementation de la carrière de garde-parc

CONSIDÉRANT que la conservation de la nature, par la création et le maintien d'aires protégées, est un des moyens les plus répandus et les plus efficaces de conserver effectivement la biodiversité et les services écosystémiques ;

CONSIDÉRANT ÉGALEMENT que sans agents des parcs suffisamment professionnels pour mettre en œuvre efficacement les plans d'aménagement et de gestion, les aires protégées rempliront difficilement leur rôle ;

CONSIDÉRANT que le terme « garde-parc » tel qu'il est utilisé ci-après s'applique à tout le personnel de protection posté en première ligne, quel que soit sa fonction, laquelle varie selon les territoires et peut communément comprendre, sans s'y limiter, les gardes-chasse, gardes forestiers, forestiers, éclaireurs, gardiens, guetteurs et gardes ; et

NOTANT que:

- a. les Parties à la Convention sur la diversité biologique (CDB) doivent étendre, autant que possible et de la manière la plus appropriée, leur propre réseau d'aires protégées, y compris en prenant des mesures spéciales pour la conservation de la biodiversité (comme reflété dans l'Article 8 de la Convention – Conservation *in situ*) ;
- b. les performances des gardes-parcs contribuent à l'atteinte de plusieurs cibles des Objectifs d'Aichi pour la biodiversité dont la finalité est de promouvoir les valeurs de la durabilité dans la société et leur intégration dans les programmes régionaux, nationaux et locaux (cibles 1 et 2), en mettant en œuvre des stratégies de réduction des pertes d'habitats naturels et de contrôle de la surpêche et de l'exploitation des ressources naturelles (Objectifs 5 et 6) ainsi que de protection efficace des zones naturelles et des espèces en danger (Objectifs 11 et 12) ;
- c. les gardes-parcs sont des agents indispensables pour l'aménagement et la gestion de toute aire protégée et, au niveau du terrain, ils assurent l'effectivité de la protection de l'environnement et maintiennent les relations entre les politiques publiques et les communautés locales où ils exercent ;
- d. il est essentiel que tous les États accordent une priorité au recrutement, à la formation, à l'équipement et au bien-être des gardes-parcs ;
- e. les 264 délégués de 40 pays qui ont assisté au 7^e Congrès mondial des gardes-parcs (Arusha, 2012), les 1262 participants de 15 pays qui ont assisté au 8^e Congrès brésilien sur les aires protégées (Curitiba, 2015) et les 321 délégués des 71 pays qui ont assisté au 8^e Congrès mondial des gardes-parcs (Estes Park, 2016), ainsi que les recommandations du Congrès mondial des parcs de Sidney (2014), ont officiellement souligné que les actions des gardes-parcs en matière de conservation des aires protégées sont reconnues comme fondamentales ;
- f. beaucoup de pays ne reconnaissent pas le métier de garde-parc comme un métier à haut risque, ce qui ne les fait pas bénéficier du minimum de mesures de protection contre les éventuelles blessures liées aux activités de suivi écologique, à l'éducation à l'environnement, à l'entretien des ouvrages ou aux programmes de visite, etc. ; et
- g. un des aspects de la stratégie de l'UICN comprend le renforcement de la carrière de garde-parc, qui comprend entre autres l'allocation des ressources et l'échange professionnel ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawai'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

APPELLE les États membres et organisations membres de l'UICN, ainsi que les gouvernements et organisations des autres pays, qui n'ont pas de système d'avancement professionnel du personnel des aires protégées se trouvant en première ligne :

- a. à initier, définir et officialiser dans un cadre réglementaire les profils de carrière du personnel des aires protégées, afin que celle-ci soit attractive et stimulante ;
- b. à établir, encourager et maintenir la formation et le perfectionnement du personnel de terrain des aires protégées, y compris par des cours techniques et universitaires spécialisés, des formations et programmes en adéquation avec leur travail ;
- c. à lancer des appels publics ou à recruter des effectifs appropriés de personnel de terrain des aires protégées, suivant le ratio de 1 garde pour 5 km² pour les aires protégées publiques ;
- d. à appliquer des mesures d'incitation pour le maintien d'un nombre adéquat de personnel d'aires protégées se trouvant en première ligne pour les aires protégées privées, afin de compléter les efforts des aires de conservation publiques ; et
- e. à faciliter ou promouvoir la formation d'un groupe de travail (ou d'un groupe d'assistance technique) pour contribuer au développement de la carrière de garde-parc dans les pays dont l'expérience en la matière est limitée.

WCC-2016-Rec-104-FR

Intégrer la diversité génétique forestière autochtone aux objectifs de conservation des aires protégées

RAPPELANT les trois composantes interdépendantes de la biodiversité : la diversité des gènes, la diversité des espèces et la diversité des écosystèmes ;

CONSTATANT que la conservation de la diversité des gènes est insuffisamment prise en compte dans les programmes de conservation des milieux forestiers ;

REGRETTANT que dans de nombreux pays les programmes de conservation à long terme concernent plutôt les seules ressources génétiques forestières d'espèces d'intérêt économique ;

RAPPELANT ÉGALEMENT les priorités du *Plan d'action mondial pour la conservation, l'utilisation durable et le développement des ressources génétiques forestières*, adopté par la Conférence de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) à sa 38^e session en juin 2013, notamment sur les objectifs de conservation *in situ* des ressources génétiques forestières ;

RECONNAISSANT l'importance, pour le moyen et le long terme, d'une conservation dynamique de la diversité génétique qui favorise les capacités adaptatives et d'évolution des forêts face aux bouleversements environnementaux ;

RECONNAISSANT ÉGALEMENT que la diversité génétique des arbres est une composante clef de la biodiversité forestière et qu'elle détermine en partie le fonctionnement et les autres composantes de la biodiversité des écosystèmes forestiers ;

RECONNAISSANT le rôle de la diversité génétique des arbres dans la résilience et l'adaptation des écosystèmes forestiers aux effets directs et indirects des changements climatiques ; et

RECONNAISSANT ENFIN la nécessité d'établir des réseaux d'organismes et d'institutions qui se concentreront sur des espèces forestières importantes qui ont une valeur ajoutée pour l'alimentation, le commerce, les retombées industrielles (médecine, aromatique... etc), les caractéristiques environnementales et le contrôle des changements climatiques aux niveaux national, régional et international ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

DEMANDE aux États, organisations gouvernementales et non-gouvernementales impliqués dans la conservation de la nature de :

- a. promouvoir la prise en compte de la conservation de la diversité génétique forestière autochtone à tous les niveaux d'action (local, national, mondial) ;
- b. mieux intégrer la conservation de la diversité génétique forestière autochtone aux objectifs de conservation des aires protégées, afin de :
 - i. prendre pleinement en compte cette composante clef de la biodiversité forestière ; et
 - ii. renforcer la résilience et l'adaptation des écosystèmes forestiers aux effets directs et indirects des changements climatiques ;
- c. reconnaître un statut de protection d'aire protégée (catégorie IV) correspondant aux unités de conservation de la diversité génétique forestière sélectionnées dans le cadre de programmes nationaux et/ou internationaux, du fait de :

- i. leur contribution à un réseau conservatoire *in situ* représentatif de la variabilité génétique des espèces forestières ; et
- ii. l'existence de mesures de gestion *in situ*, établies dans un document de gestion, dont l'objectif est de maintenir la diversité génétique des espèces concernées et de favoriser leur adaptation aux bouleversements environnementaux ;
- d. encourager et faciliter la création, l'expansion, la surveillance et la documentation de ressources génétiques forestières ex- situ et à proximité des sites via des banques de semences, des vergers, des essais de provenances et autres collections vivantes de divers arbres ; et
- e. travailler en coordination avec le Plan d'Action mondial pour les ressources génétiques forestières (GPA-FGR) de l'organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

WCC-2016-Rec-105-FR

Coopération entre les aires protégées du Plateau des Guyanes et du Nord- est de l'Amazonie

CONSIDÉRANT que le Nord-est de l'Amazonie comprenant le plateau des Guyanes (Brésil, France, Surinam, Guyana) forme l'un des plus grands blocs de forêt tropicale protégée au monde, quasi intact à plus de 90% et qu'il contient plus de 15% de l'eau douce de la planète ;

CONSIDÉRANT que cette région séquestre plus de 4 milliards de tonnes de carbone ;

NOTANT que cette région héberge plus de 30 millions d'hectares protégés et que plus de 40% des écosystèmes bénéficient d'un statut de protection ;

SALUANT les progrès réalisés depuis l'adoption de la Résolution 2.53 *Conservation de la nature sur le plateau des Guyanes* (Amman, 2000), laquelle appelait à la poursuite de la mise en œuvre de mesures de conservation et à la constitution d'un réseau cohérent d'aires protégées ;

SALUANT l'engagement volontariste des États du plateau des Guyanes en faveur de la conservation, avec la création d'aires protégées connectées telles que la Réserve naturelle du Surinam central en 1998, classée au Patrimoine mondial en 2000, le Parc national des Monts Tumucumaque en 2002, le Parc Amazonien de Guyane en 2007, le réseau des réserves naturelles et forestières de Guyane et le couloir de conservation du Sud Suriname en 2015 ;

TRÈS INQUIET par le maintien de pratiques d'exploitation minière illégale, à l'origine de destructions irréversibles d'écosystèmes terrestres et aquatiques et d'importantes pollutions notamment au mercure, qui affectent non seulement l'environnement mais également la santé et le mode de vie des populations ; et

CONSCIENT de l'importance d'assurer aux populations locales la garantie d'un développement socioéconomique durable et leur bien-être ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. DEMANDE aux gestionnaires des aires protégées du plateau des Guyanes et des autres terres forestières, comme les terres autochtones et les zones à droit d'usage, de mettre en place un groupe d'échange et de travail afin de renforcer leurs capacités, d'assurer la protection de leurs écosystèmes et des modes de vie associés et de contribuer à l'élaboration d'une stratégie cohérente et intégrée pour les aires protégées et autres terres forestières.
2. DEMANDE aux États concernés (Brésil, France, Surinam) de faciliter la mise en place dudit groupe d'échange et de travail, en mobilisant notamment des moyens techniques et financiers.
3. DEMANDE aux autres parties prenantes (autorités locales, représentants des communautés d'habitants, organisations nationales, régionales et internationales de conservation, organisations scientifiques, plateformes et réseaux régionaux tels que le REDPARQUES et le Guiana Shield Facility) de contribuer techniquement et financièrement à la mise en place de ce groupe d'échange et de travail, ainsi qu'à l'élaboration et à la mise en œuvre de son programme 2017-2025.
4. DEMANDE aux États brésilien, français et surinamais de coopérer plus largement avec le Guyana, le Venezuela et la Colombie pour la protection des forêts et des populations locales du nord de l'Amazonie et de poursuivre leurs efforts de lutte contre les pratiques d'exploitation minière illégale et informelle, ainsi que contre l'ensemble des trafics issus de cette activité.

L'État Membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis se sont abstenus lors du vote de cette motion pour les raisons données dans la déclaration générale des États-Unis sur le processus des résolutions de l'UICN.

WCC-2016-Rec-106-FR

Coopération pour la conservation et la protection des récifs coralliens dans le monde

RAPPELANT que les récifs coralliens et les lagons du monde couvrent 600 000 km² dans plus de 100 pays et territoires et abritent environ 25% de toutes les espèces marines connues sur seulement 0.2% des surfaces marines au niveau mondial ;

SOULIGNANT l'importance des services rendus par les écosystèmes coralliens en ce qui concerne le bien-être socio-économique, culturel et identitaire des populations et rappelant qu'un demi-milliard de personnes sont concernées et que la prospérité économique de certains secteurs économiques majeurs dépend quotidiennement de leur bon fonctionnement ;

CONSTATANT que les épisodes de blanchissement des coraux ont été plus fréquents, plus sévères et plus étendus au cours des dernières décennies, y compris ceux associés aux phénomènes d'El Nino et de la Nina, et que les modèles laissent prévoir que cela continuera dans le futur ;

RAPPELANT la décision VII/5 de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (CDB) à sa septième réunion (COP7, Kuala Lumpur, Malaisie, 2004) qui décrit la difficulté de sauvegarder les récifs coralliens et les écosystèmes marins, et l'Objectif 10 d'Aichi qui fixe que « *D'ici à 2015, les nombreuses pressions anthropiques exercées sur les récifs coralliens et les autres écosystèmes vulnérables marins et côtiers affectés par les changements climatiques ou l'acidification des océans sont réduites au minimum, afin de préserver leur intégrité et leur fonctionnement* » ;

NOTANT que, selon le rapport *Perspectives mondiales de la diversité biologique 4*, l'Objectif 10 d'Aichi n'est pas atteint et que la situation des récifs coralliens continue de se dégrader dans le monde ;

NOTANT aussi que, dans le document de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, intitulé « L'avenir que nous voulons » (2012, paragraphe 176), qui rappelle : « Nous sommes également conscients des importants avantages qu'offrent les récifs coralliens sur les plans économique, social et environnemental, en particulier pour les îles et les États côtiers, ainsi que de la grande vulnérabilité des récifs coralliens et des mangroves face aux conséquences du changement climatique, de l'acidification des océans, de la surpêche, des pratiques de pêche destructrices et de la pollution » ;

GARDANT A L'ESPRIT le document du Sommet des Nations Unies pour le Développement Durable de 2015, intitulé « Transformer notre monde : le programme de développement durable à l'horizon 2030 », en particulier son paragraphe 14 qui, entre autres, reconnaît que les effets négatifs du changement climatique ont de graves répercussions sur les zones côtières et les pays côtiers de basse altitude, y compris nombre de pays parmi les moins avancés et de petits États insulaires en développement ; ainsi que l'objectif de développement durable 14 : « Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable » ;

SALUANT l'existence de l'initiative internationale pour les récifs coralliens (ICRI) et de plusieurs initiatives régionales et nationales ;

S'APPUYANT sur la reconnaissance par la communauté scientifique de la nécessité de renforcer le suivi et la surveillance des récifs coralliens dans le monde, notamment pour mieux comprendre leurs mécanismes de résilience ; et

SOULIGNANT la nécessité de renforcer la coopération régionale pour la conservation, la protection, la surveillance et la gestion durable des récifs coralliens et des écosystèmes associés dans la perspective d'une vision régionale et mondiale ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawai‘i, États-Unis d’Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

DEMANDE aux États et aux organisations internationales et régionales en charge des questions de durabilité environnementale et économique de renforcer la coopération régionale sur la conservation des récifs coralliens et des écosystèmes associés pour atteindre l’Objectif 10 d’Aïchi, et plus particulièrement de :

- a. établir régulièrement, à partir des rapports régionaux, une synthèse mondiale de l’état des récifs coralliens sur la base d’outils méthodologiques harmonisés ; et
- b. développer et renforcer des initiatives internationales, régionales et nationales en :
 - i. adoptant des approches de gestion intégrée et de planification spatiale pour la conservation des récifs coralliens et des écosystèmes associés ;
 - ii. mettant en œuvre des projets de conservation des récifs coralliens et des espèces patrimoniales, en particulier visant à réduire les menaces anthropogéniques ;
 - iii. renforçant les capacités des acteurs en matière de gestion intégrée des récifs coralliens et des écosystèmes associés ;
 - iv. favorisant la mise en œuvre et la diffusion des bonnes pratiques pour améliorer la gestion, la protection et la conservation des récifs coralliens ; et
 - v. favorisant la coopération scientifique et le développement d’actions de sensibilisation, notamment les démarches de sciences participatives.

WCC-2016-Rec-107-FR

Intégrer les solutions fondées sur la nature dans les stratégies de lutte contre les changements climatiques

RAPPELANT les engagements pris par les Parties lors de la 21^e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) (Paris, 2015) pour lutter contre les changements climatiques ;

SOULIGNANT la reconnaissance accordée, dans l'Accord de Paris, au rôle des écosystèmes dans la régulation du climat et dans l'adaptation à la réglementation sur les changements climatiques ;

RAPPELANT que la Convention sur la diversité biologique (CDB) et la CCNUCC reconnaissent l'importance d'intégrer des approches écosystémiques dans les réponses apportées aux changements climatiques, et demandent de les considérer comme partie intégrante des stratégies locales et nationales de lutte contre les changements climatiques ;

RAPPELANT ÉGALEMENT l'Objectif 15 d'Aichi pour la biodiversité qui stipule : « *d'ici à 2020, la résilience des écosystèmes et la contribution de la diversité biologique aux stocks de carbone sont améliorées, grâce aux mesures de conservation et de restauration, y compris la restauration d'au moins 15% des écosystèmes dégradés, contribuant ainsi à l'atténuation des changements climatiques et l'adaptation à ceux-ci, ainsi qu'à la lutte contre la désertification* » ;

SALUANT l'intégration de l'importance du rôle des écosystèmes au sein du Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe, adopté par la troisième Conférence mondiale des Nations Unies sur la réduction des risques de catastrophe (Sendai, Japon, 2015) ;

SALUANT et ENCOURAGEANT les initiatives déjà existantes, dans de nombreux pays du monde, de solutions fondées sur la nature mises en œuvre par les organisations gouvernementales, les autorités locales, les gestionnaires d'espaces naturels ou les citoyens ;

CONSTATANT avec grande préoccupation que les niveaux des émissions globales de gaz à effet de serre en 2025 et 2030, estimés sur la base des Contributions prévues déterminées au niveau national, ne sont pas compatibles avec des scénarios au moindre coût prévoyant une hausse de la température de 2°C ; et

RAPPELANT la Résolution 5.083 *Faire progresser le rôle des solutions basées sur la nature pour l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets, et leur potentiel de contribution à une réglementation mondiale sur les changements climatiques* (Jeju, 2012) ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. INVITE les États à :
 - a. intégrer les solutions fondées sur la nature dans leur politiques et stratégies nationales d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques ;
 - b. inclure ces solutions dans leurs contributions prévues déterminées au niveau national et autres documents le cas échéant ;
 - c. mettre en œuvre ces solutions par des actions visant à protéger les écosystèmes intacts et ceux qui ont un bon état écologique, y compris les zones terrestres et marines protégées ; des actions visant à améliorer la gestion durable des écosystèmes utilisés pour les activités humaines ; et des actions de restauration des écosystèmes dégradés et de recréation de milieux naturels contribuant à ces objectifs ;

- d. intégrer ces solutions dans les politiques et projets de réduction des risques et catastrophes naturels ; et
 - e. trouver les moyens financiers nécessaires pour mettre en œuvre ces solutions, en mobilisant l'ensemble des fonds de financement du climat des mécanismes financiers de la CCNUCC et d'autres sources y inclus le Fonds vert pour le climat.
2. ENCOURAGE les autorités régionales et locales à intégrer ces solutions dans leurs politiques et stratégies territoriales d'adaptation aux changements climatiques, d'atténuation de ces changements, d'énergie, et d'aménagement du territoire ainsi que dans leurs budgets selon le cas.
 3. INVITE ET ENCOURAGE les organisations non gouvernementales à promouvoir et accompagner la mise en œuvre de ces solutions et initiatives citoyennes dans les pays et territoires.
 4. DEMANDE aux entreprises de déployer ces solutions dans leurs projets et innovations.

L'État Membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis se sont abstenus lors du vote de cette motion pour les raisons données dans la déclaration générale des États-Unis sur le processus des résolutions de l'UICN.

WCC-2016-Rec-108-FR

Financements des projets sur la biodiversité dans les outre-mer européens

RAPPELANT que les outre-mer européens abritent plus de 70% de la biodiversité européenne ;

CONSTATANT que les financements pour protéger la biodiversité des outre-mer restent insuffisants ;

SOULIGNANT qu'il n'existe pas encore de mécanisme financier dédié mais des dispositifs de financement différents et difficilement accessibles à l'ensemble des acteurs locaux ;

INQUIET du niveau insuffisant de mobilisation des financements en faveur de la biodiversité dans les maquettes financières des Fonds structurels et d'investissement européens 2014- 2020 ;

S'APPUYANT sur la décision du Parlement européen et sur l'engagement de la Commission européenne et de sa Direction générale Environnement pour le financement de l'action préparatoire BEST (Régime volontaire pour la biodiversité et les services écosystémiques dans les territoires des régions ultrapériphériques et les pays et territoires d'outre-mer de l'Union européenne) ;

FELICITANT la Commission européenne et sa Direction générale Développement et Coopération d'avoir mis en place le Programme BEST 2.0 pour prolonger l'initiative BEST pour les pays et territoires d'outre-mer (PTOM), en attendant la création d'un dispositif de financement pérenne pour la biodiversité et les changements climatiques dans les outre-mer européens ;

SOULIGNANT l'importance d'un portage partagé du Programme BEST 2.0 avec la Direction générale de la politique régionale de la Commission européenne afin que les régions ultrapériphériques (RUP) bénéficient des mêmes opportunités de financements ;

S'APPUYANT sur l'engagement du 'Message de la Guadeloupe' de la Conférence internationale sur la biodiversité et le changement climatique (Guadeloupe, 2014), de constituer un groupe rassemblant les acteurs concernés pour établir un partenariat pérenne sur ces enjeux dans les outre-mer ;

S'APPUYANT sur les conclusions du Conseil de l'Union européenne sur le bilan à mi-parcours de la Stratégie européenne pour la biodiversité qui invite la Commission européenne et les États membres à progresser dans la mobilisation des ressources pour la biodiversité des RUP et PTOM ; et

RAPPELANT les propositions de l'UICN sur le financement du futur dispositif européen ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

DEMANDE à la Commission européenne, aux États-membres et au Groupe issu de la Conférence de Guadeloupe chargé de mettre en place le partenariat volontaire de :

- a. étudier toutes les modalités et options pour le financement, la gouvernance et le pilotage d'un partenariat européen pérenne pour la biodiversité et le changement climatique, commun à toutes les régions ultrapériphériques et pays et territoires d'outre-mer ;
- b. mettre en place dans les meilleurs délais ce partenariat pérenne pour la biodiversité et le changement climatique dans les outre-mer, en le dotant des financements suffisants et en capitalisant les expériences de l'action préparatoire BEST et du Programme BEST 2.0 ;
- c. mettre en place un système de suivi et d'évaluation des progrès réalisés par le partenariat pérenne pour la biodiversité et le changement climatique dans les outre-mer ;

- d. réviser les critères et les conditions de candidature pour favoriser l'accès de tous les outre-mer aux financements européens pour la biodiversité, dont LIFE+ et Horizon 2020 ;
- e. prendre en compte la biodiversité dans les révisions à mi-parcours des maquettes financières des Fonds structurels et d'investissement européens 2014-2020 ; et
- f. faciliter, de manière plus générale, l'émergence de partenariats et de financements innovants pour la biodiversité des outre-mer.

L'État Membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis se sont abstenus lors du vote de cette motion pour les raisons données dans la déclaration générale des États-Unis sur le processus des résolutions de l'UICN.

WCC-2016-Rec-109-FR

Modèle Aloha+ Challenge de développement durable

NOTANT que la planète est confrontée à des problèmes urgents, tels que le changement climatique, la croissance urbaine, le manque d'eau, la perte de la biodiversité et la pauvreté, qui exigent des solutions fondées sur la collaboration ;

PRENANT ACTE du Programme de développement durable à l'horizon 2030 comme plan d'action pour les hommes, la planète et la prospérité, dans le but ultime d'éradiquer la pauvreté sous toutes ses formes et dimensions, y compris l'extrême pauvreté, ce qui est une condition indispensable pour atteindre le développement durable ;

PRENANT ÉGALEMENT ACTE de l'Accord de Paris adopté lors de la vingt et unième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC COP21 – Paris, 2015) ;

CONSCIENT du fait que les îles sont particulièrement exposées au changement climatique, et qu'elles peuvent apporter des solutions à des défis mondiaux complexes ;

NOTANT qu'avant le contact avec les Européens, les îles Hawaï faisaient vivre une population ayant atteint jusqu'à un million d'habitants en appliquant des pratiques de gestion durable ;

NOTANT ÉGALEMENT que l'État d'Hawaï est membre du Global Island Partnership, qui propose des « défis » faisant appel au leadership et catalysant les engagements pour édifier des communautés résilientes dans le cadre de partenariats novateurs et de l'application des meilleures pratiques ;

RECONNAISSANT que l'*Aloha+ Challenge: A Culture of Sustainability* (Défi Aloha+ : Une culture de durabilité), He Nohona 'Ae' oia, est un engagement partagé par l'État d'Hawaï, signé par le Gouverneur, tous les maires de Comtés et le Bureau des affaires hawaïennes en 2014, adopté à l'unanimité par l'Assemblée législative de l'État, et soutenu par un réseau de partenaires secteur public-secteur privé ;

NOTANT que l'*Aloha+ Challenge* présente six objectifs de durabilité assortis de cibles spécifiques à atteindre d'ici à 2030, à savoir : énergie propre, production locale de nourriture, gestion des ressources naturelles, réduction des déchets solides, communautés durables et ingénieuses, main-d'œuvre et éducation vertes ;

NOTANT ÉGALEMENT que l'État d'Hawaï est de longue date le chef de file du développement durable aux États-Unis, en privilégiant les énergies renouvelables, la conservation marine, la protection des bassins hydrographiques, la biosécurité et la durabilité des initiatives communautaires ;

RECONNAISSANT ÉGALEMENT que lors de la troisième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement (Conférence PEID – Samoa, 2014), le Département d'État des États-Unis a présenté l'*Aloha+ Challenge* comme étant un modèle de croissance verte susceptible d'être reproduit aux niveaux régional et mondial ; et

CONSTATANT que le modèle *Aloha+ Challenge* est conforme aux Objectifs de développement durable (ODD) adoptés récemment par les Nations Unies ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. NOTE que le modèle *Aloha+ Challenge* peut être adapté pour faire siens les valeurs, cultures et contextes locaux à des fins de mise en œuvre des ODD.

2. PRIE les Membres de soutenir les initiatives faisant appel à la collaboration pour adapter le cadre *Aloha+ Challenge* à des fins de mise en œuvre appropriée au niveau local du Programme de développement durable à l'horizon 2030, favorisant une culture mondiale de durabilité pour les générations futures.

WCC-2016-Rec-110-FR

Renforcer l'engagement des entreprises pour la préservation de la biodiversité

RECONNAISSANT que les entreprises ont une responsabilité sociale et environnementale importante, et doivent s'inscrire dans une démarche éthique fondée sur le respect des droits de l'homme, de la biodiversité, la diversité de la vie et la diversité culturelle des peuples, et ainsi jouer un rôle actif pour le développement durable ;

SOULIGNANT la mission d'influence de l'UICN sur l'ensemble des sociétés, y compris sur les entreprises, pour conserver la biodiversité et assurer une utilisation durable et équitable des ressources naturelles ;

NOTANT que la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (CDB) à sa huitième réunion (COP8, Curitiba, Brésil, 2006) puis à sa neuvième réunion (COP9, Bonn, Allemagne, 2008) a invité les Parties à améliorer les actions et la coopération pour l'engagement des entreprises pour la conservation de la biodiversité ;

NOTANT ÉGALEMENT que la Conférence des Parties à la CDB à sa dixième réunion (COP10, Nagoya, Japon, 2010) a adopté une décision importante (décision X/21) afin de renforcer l'engagement du secteur privé, de l'impliquer dans la mise en œuvre des objectifs de conservation de la biodiversité et de l'engager dans un dialogue à travers la mise en place d'une plateforme mondiale ;

NOTANT ENCORE que les décisions adoptées lors de la Conférence des Parties à la CDB à sa onzième réunion (COP11, Hyderabad, Inde, 2012) puis à sa douzième réunion (COP12, Pyeongchang, République de Corée, 2014) sur l'engagement des entreprises (décisions XI/7, XII/3 et XII/10) ont renforcé les décisions précédentes ;

RECONNAISSANT et SALUANT les contributions apportées par la Plateforme mondiale pour les entreprises et la biodiversité et les travaux effectués par certains acteurs pour inciter les entreprises à diminuer leurs impacts sur la biodiversité et à utiliser plus durablement les ressources naturelles, comme le montre le nombre croissant d'initiatives nationales, régionales ou mondiales sur les entreprises et la biodiversité (groupe de travail de l'UICN France, Leaders for Nature, la plateforme européenne Business et Biodiversité (B@B) ...) ; et

SALUANT les initiatives de plus en plus nombreuses d'entreprises ou de leurs réseaux ayant élaboré des plans d'actions volontaires (adhésion volontaire des entreprises à la Stratégie nationale pour la biodiversité de la France, programmes d'actions du Conseil mondial des affaires pour le développement durable, etc.) ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. APPELLE les entreprises à contribuer activement à la mise en œuvre du Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020 de la CDB et à la réalisation des Objectifs d'Aichi, et à intégrer la biodiversité dans leurs stratégies et activités en visant, à terme, une transformation de leur modèle économique.
2. APPELLE également pour ce faire les entreprises à élaborer dès à présent des plans d'actions concrets et ambitieux largement publiés et promus, proportionnels à leurs capacités, comprenant des mesures de :
 - a. sensibilisation des administrateurs, actionnaires, investisseurs, financiers et membres du personnel afin d'améliorer leur compréhension des enjeux de la biodiversité ;
 - b. formation du personnel opérationnel permettant une montée en compétences en interne ;

- c. réduction de leurs impacts directs et indirects sur la biodiversité prenant en compte l'ensemble de leurs chaînes d'approvisionnement et de production, y compris en utilisant des systèmes de certification pertinents et efficaces, le cycle de vie des produits et la publication de cartes géo référencées de leurs sites d'approvisionnement et des valeurs de conservation associées à leurs chaînes d'approvisionnement ;
 - d. protection et restauration de la biodiversité et des écosystèmes, supérieures à leurs seules obligations légales et réglementaires ;
 - e. gestion durable de la biodiversité sur leurs sites en s'appuyant sur des partenariats locaux ;
 - f. investissements dans les infrastructures naturelles durables et dans le génie écologique ;
 - g. mobilisation des ressources humaines, financières et techniques nécessaires, y compris le renforcement des capacités visant à protéger et restaurer les écosystèmes et la biodiversité ;
 - h. coopération avec leurs fournisseurs et clients, y compris à travers des campagnes d'éducation des consommateurs ; et
 - i. reporting robuste et transparent de leurs actions sur la biodiversité par le biais d'indicateurs pertinents et de suivi des rapports d'entreprises tel que ceux décrits entre autre, dans le Global Reporting Initiative et le Reporting biodiversité des entreprises et ses indicateurs du comité français de l'UICN.
3. INVITE les gouvernements à mettre en place des cadres de mesures techniques, politiques et fiscales incitatives et contraignantes pour que les entreprises s'engagent dans cette voie.
4. ENCOURAGE les membres de l'UICN à coopérer avec les entreprises volontaires pour l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies pour la biodiversité, quelle que soit leur taille et leur domaine d'activités.

L'État Membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis se sont abstenus lors du vote de cette motion pour les raisons données dans la déclaration générale des États-Unis sur le processus des résolutions de l'UICN.

WCC-2016-Rec-111-FR

Augmenter les ressources pour la recherche sur la conservation de la diversité biologique

CONSIDÉRANT les Objectifs de développement durable (ODD) et le Plan stratégique de la Convention sur la diversité biologique et ses Objectifs d'Aichi pour la biodiversité, nous demandons la mise en place de politiques publiques - ou le renforcement des politiques existantes - pour permettre la recherche scientifique sur la conservation de la diversité biologique et des ressources naturelles ;

CONSIDÉRANT EN OUTRE, dans le contexte des ODD et du rôle des connaissances scientifiques sur la diversité biologique et des actions de conservation qui en découlent, que les travaux de recherche susmentionnés pourraient contribuer à la prise de décisions fondées sur la science et, en fin de compte, aider à favoriser la pérennité de l'environnement (ODD 15) et l'intégration des principes de durabilité dans les politiques et programmes publics qui mettent un terme à l'appauvrissement des ressources naturelles et contribuent, à long terme, à réduire la proportion de personnes n'ayant pas d'accès durable à l'eau propre et à un assainissement de base (ODD 6) ;

CONSIDÉRANT AUSSI que, pour réaliser les Objectifs d'Aichi pour la biodiversité, il importe de rassembler et publier des informations scientifiques exactes pour fournir des orientations en matière de planification efficace et de gestion des aires protégées, y compris une gestion équilibrée des divers réseaux d'aires protégées écologiquement représentatifs et connectés (Objectif 11), la prévention des extinctions d'espèces menacées avant 2020 – en particulier celles dont le déclin est reconnu (Objectif 12) ainsi que l'élaboration et l'application de technologies associées à la conservation de la diversité biologique (Objectif 19) ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawai'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

1. ENCOURAGE les gouvernements nationaux, conformément au droit national et international, à établir - ou renforcer - des politiques publiques et des mesures d'incitation favorisant et stimulant la recherche scientifique sur la diversité biologique et la conservation des ressources naturelles, en soulignant leurs avantages pour la société.
2. ENCOURAGE les gouvernements à tenir compte des conclusions et recommandations issues de travaux de recherche pour contribuer aux stratégies de gestion et de conservation relatives à la protection des sites naturels, y compris pour la création de nouvelles aires protégées, les plans de gestion et l'élaboration de plans d'action pour les espèces menacées, ainsi qu'une mise à jour périodique de la liste officielle des espèces menacées.

WCC-2016-Rec-112-FR

Développement des énergies offshore renouvelables et conservation de la biodiversité

RAPPELANT que la lutte contre les changements climatiques implique une réforme profonde des politiques énergétiques au niveau mondial ;

RAPPELANT que ces politiques énergétiques doivent être en premier lieu fondées sur les économies d'énergie, l'efficacité énergétique et le développement des énergies renouvelables ;

CONSIDÉRANT que les projets basés sur le développement d'énergies renouvelables présentent moins de risques pour l'environnement que les autres modes de production basés sur les énergies fossiles, mais qu'ils peuvent aussi engendrer des impacts importants sur les écosystèmes ; et

CONSIDÉRANT que les différents types d'énergies *offshore* renouvelables (énergies éolienne, des vagues, du gradient de salinité, thermique et marémotrice et excluant explicitement l'extraction de combustibles fossiles) ont besoin d'un appui plus déterminé pour être prêtes pour la production commerciale afin d'apporter une réponse adaptée aux enjeux économiques, sociaux et environnementaux ;

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawai'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

DEMANDE aux États et aux autorités compétentes :

- a. de s'efforcer d'atténuer au maximum l'impact de ces technologies sur les écosystèmes marins et côtiers et les paysages ;
- b. d'intégrer la conservation de la biodiversité dans tous les plans et programmes énergétiques ;
- c. de favoriser une gouvernance efficace pour la mise en place des projets de production d'énergies *offshore* renouvelables en :
 - i. planifiant et intégrant ces projets au sein d'approches régionales ;
 - ii. associant étroitement l'ensemble des acteurs de la société civile, notamment les organisations de protection de la nature et les gestionnaires d'espaces naturels ;
 - iii. améliorant la gouvernance de l'espace océanique en parallèle avec le développement de la planification stratégique des espaces marins et côtiers ; et
 - iv. développant une réglementation adaptée aux spécificités des énergies *offshore* renouvelables pour permettre leur développement rapide dans le respect des principes du développement durable ;
- d. améliorer la connaissance sur les effets cumulés des énergies *offshore* renouvelables et d'autres activités sur les milieux naturels et sur le potentiel énergétique techniquement et économiquement exploitable ; et
- e. mettre en place une stratégie de développement des énergies *offshore* renouvelables (y compris, par exemple, des mécanismes de financement adéquats) qui prenne en compte les enjeux environnementaux tout au long du cycle de vie du projet, et soumettre cette stratégie à une évaluation environnementale stratégique rigoureuse.

L'État Membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis se sont abstenus lors du vote de cette motion pour les raisons données dans la déclaration générale des États-Unis sur le processus des résolutions de l'UICN.

WCC-2016-Dec-113-FR**Enregistrement de l'adoption des motions par vote électronique avant le Congrès**

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

ENREGISTRE l'adoption des motions énumérées dans le document WCC-2016-1.6/3, par vote électronique, avant le Congrès ; et

DEMANDE au prochain Conseil de l'UICN :

- d'offrir, aux Membres de l'UICN, la possibilité de communiquer leurs commentaires sur la discussion en ligne et le vote électronique des motions avant le Congrès, afin d'améliorer, à l'avenir, le processus des motions, et
- si nécessaire, de préparer des amendements aux Règles de procédure (ces amendements devront être soumis à un vote électronique des Membres de l'UICN avant le lancement du processus des motions du Congrès de 2020).

WCC-2016-Dec-114-FR**Approbation des mandats des Commissions pour la période 2017-2020**

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

APPROUVE les [mandats des Commissions de l'UICN](#) pour la période 2017-2020.

WCC-2016-Dec-115-FR**Programme de l'UICN 2017-2020**

Le Congrès mondial de la nature de l'UICN de 2016, sur proposition de la Directrice générale de l'UICN et avec l'approbation du Conseil de l'UICN, conformément à l'Article 88 (e) des Statuts,

APPROUVE le [Programme de l'UICN 2017-2020](#) avec les amendements recommandés par le Comité du Programme du Congrès ;

DEMANDE à la Directrice générale d'intégrer les amendements recommandés par le Comité du Programme du Congrès et en conséquence, de publier le document final du Programme dans les plus brefs délais.

WCC-2016-Dec-116-FR**Approbation des États financiers consolidés pour les années 2012-2015**

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

PREND NOTE du rapport, présenté conjointement par la Directrice générale et le Trésorier, sur les finances de l'UICN pour la période 2012-2016 ; et

APPROUVE les [États financiers consolidés](#) pour les années 2012-2015.

WCC-2016-Dec-117-FR**Nomination des vérificateurs aux comptes pour la période 2017-2020**

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

NOMME PricewaterhouseCoopers vérificateurs aux comptes pour la période 2017-2020.

WCC-2016-Dec-118-FR**Approbation du Plan financier 2017-2020**

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

APPROUVE le [Plan financier de l'UICN 2017-2020](#).

WCC-2016-Dec-119-FR**Cotisations des Membres 2017-2020**

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

ADOpte la proposition relative au montant des [cotisations des Membres pour 2017-2020](#) conformément à l'article 20(f) des Statuts de l'UICN.

WCC-2016-Dec-120-FR**Liste des abrogations des droits de Membres**

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

ABROGE les derniers droits des 161 Membres dont les cotisations sont arriérées depuis deux ans ou plus.

WCC-2016-Dec-121-FR**Élection des Conseillers régionaux, Présidents des Commissions, Trésorier and Président 2016-2020**

Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

ÉLIT, pour la période de 2016 à 2020, les personnes suivantes aux postes respectifs de :

Conseillers régionaux :

Afrique

- M. Mamadou Diallo, Sénégal
- Mme Jesca Eriyo Osuna, Ouganda
- M. Ali Kaka, Kenya

- Mme Jennifer Mohamed-Katerere, Afrique du Sud

Meso-Amérique et Amérique du Sud

- M. Marco Vinicio Cerezo Blandón, Guatemala
- M. Carlos César Durigan, Brésil
- Mme Jenny Gruenberger, Bolivie
- M. Lider Sucre, Panama

Amérique du Nord et Caraïbes

- M. Rick Bates, Canada
- M. Sixto J. Incháustegui, République dominicaine
- M. John Robinson, États-Unis d'Amérique

Asie du Sud et de l'Est

- M. Amran Hamzah, Malaisie
- M. Masahiko Horie, Japon
- M. Malik Amin Aslam Khan, Pakistan
- M. Mangal Man Shakya, Népal
- M. Youngbae Suh, République de Corée

Asie de l'Ouest

- Mme Shaikha Salem Al Dhaheri, EAU
- M. Said Ahmad Damhoureyeh, Jordanie
- M. Ayman Rabi, Palestine

Océanie

- M. Andrew Bignell, Nouvelle-Zélande
- M. Peter Michael Cochrane, Australie
- Mme Anna Elizabeth Tiraa, Îles Cook

Europe de l'Est, Asie centrale et Asie du nord

- M. Michael Hošek, République tchèque
- Mme Tamar Pataridze, Géorgie
- M. Rustam Sagitov, Fédération de Russie

Europe de l'Ouest

- Mme Hilde Eggermont, Belgique
- M. Jonathan Hughes, Royaume Uni
- M. Jan Olov Westerberg, Suède

Présidents des Commissions :

Commission de la gestion des écosystèmes

- Mme Angela Andrade, Colombie

Commission de l'éducation et de la communication

- M. Sean Southey, Canada/Afrique du Sud

Commission des politiques environnementales, économiques et sociales

- Mme Kristen Walker Painemilla, États-Unis d'Amérique

Commission de la sauvegarde des espèces

- M. Jon Paul Rodriguez, Venezuela

Commission mondiale du droit de l'environnement

- M. Antonio Herman Benjamin, Brésil

Commission mondiale des aires protégées

- Mme Kathy S. MacKinnon, Royaume Uni

Trésorier :

- M. Patrick de Heney, Suisse/Royaume Uni

Président :

- M. ZHANG Xinsheng, Chine

Membre	Pays	Cote des Résolutions	Explication des votes
Actions pour les Droits, l'Environnement et la Vie	Rép. Dém. du Congo	WCC-2016-Res-068	L'homme étant l'espèce primordiale à préserver, la conservation doit être avant tout et en tout temps HUMAINE. C'est l'unique gage de sa réussite Motion 076 (Res 068) .
Asia-Pacific Centre for Environmental Law	Singapour	WCC-2016-Res-001 WCC-2016-Res-002 WCC-2016-Res-009 WCC-2016-Res-009 WCC-2016-Res-010 WCC-2016-Res-012 WCC-2016-Res-013 WCC-2016-Res-014 WCC-2016-Res-015 WCC-2016-Res-016 WCC-2016-Res-017 WCC-2016-Res-018 WCC-2016-Res-019 WCC-2016-Res-100 WCC-2016-Res-020 WCC-2016-Res-021 WCC-2016-Res-022 WCC-2016-Res-023 WCC-2016-Res-024 WCC-2016-Res-025 WCC-2016-Res-101 WCC-2016-Res-026 WCC-2016-Res-027 WCC-2016-Res-028 WCC-2016-Res-029 WCC-2016-Res-030 WCC-2016-Res-031 WCC-2016-Res-032 WCC-2016-Res-103 WCC-2016-Res-096 WCC-2016-Res-033 WCC-2016-Res-034 WCC-2016-Res-035	APCEL a voté 'oui' aux motions suivantes, voir ci-dessous la liste des motions. 1 (Res 001) , 2 (Res 002) , 3 (Res 009) , 4 (avec l'amendement 1) (Res 009) , 5 (Res 009) , 6 (avec l'amendement 1) (Res 010) , 8 (Res 012) , 9 (avec l'amendement 1) (Res 013) , 10 (avec l'amendement 1) (Res 014) , 11 (avec l'amendement 1) (Res 015) , 12 (Res 016) , 13 (avec l'amendement 1) (Res 017) , 13 (avec l'amendement 2) (Res 017) , 14 (Res 018) , 15 (Res 019) , 16 (Res 100) , 17 (Res 020) , 18 (Res 021) , 19 (Res 022) , 20 (Res 023) , 21 (Res 024) , 22 (Res 025) , 23 (Res 101) , 24 (Res 026) , 25 (Res 027) , 27 (Res 028) , 28 (Res 029) , 29 (Res 030) , 30 (Res 031) , 31 (Res 032) , 32 (Res 103) , 33 (Res 096) , 34 (Res 033) , 35 (Res 034) , 36 (Res 035) , 38 (avec l'amendement 1) (Res 037) , 39 (Res 038) , 40 (Res 104) , 41 (Res 105) , 42 (Res 039) , 43 (Res 040) , 44 (Res 041) , 45 (Res 042) , 46 (Res 043) , 47 (Res 044) , 50 (Res 106) , 51 (Res 048) , 52 (Res 049) , 54 (Res 051) , 56 (Res 053) , 57 (Res 054) , 58 (Res 040) , 60 (sans amendement) (Res 097) , 62 (Res 107) , 67 (Res 062) , 68 (Res 063) , 69 (Res 064) , 70 (Res 108) , 72 (Res 109) , 73 (Res 110) , 75 (avec l'amendement 2) (Res 067) , 75 (avec l'amendement 2) (Res 067) , 76 (Res 068) , 77 (Res 069) , 78 (Res 070) , 79 (Res 071) , 80 (Res 072) , 81 (Res 073) , 82 (Res 074) , 83 (Res 075) (avec l'amendement 2), 85 (Res 077) , 86 (Res 078) , 87 (Res 079) , 88 (Res 080) , 89 (Res 081) , 91 (Res 083) , 92 (Res 084) , 93 (Res 085) , 94 (Res 111) , 95 (avec l'amendement 1A) (Res 086) , 95 (avec l'amendement 1B) (Res 086) , 96 (Res 087) , 97 (avec l'amendement 1) (Res 088) , 97 (avec l'amendement 2) (Res 088) , 98 (Res 089) & 99 (Res 112) . Le vote s'appuyait sur la pertinence pour (1) la région Asie et (2) les incidences mondiales et l'alignement sur les programmes de travail de l'UICN. Beaucoup ont aussi le potentiel pour être appliquées.

		WCC-2016-Res-037 WCC-2016-Res-038 WCC-2016-Rec-104 WCC-2016-Rec-105 WCC-2016-Res-039 WCC-2016-Res-040 WCC-2016-Res-041 WCC-2016-Res-042 WCC-2016-Res-043 WCC-2016-Res-044 WCC-2016-Rec-106 WCC-2016-Res-048 WCC-2016-Res-049 WCC-2016-Res-051 WCC-2016-Res-053 WCC-2016-Res-054 WCC-2016-Res-055 WCC-2016-Rec-097 WCC-2016-Rec-107 WCC-2016-Res-062 WCC-2016-Res-063 WCC-2016-Res-064 WCC-2016-Rec-108 WCC-2016-Rec-109 WCC-2016-Rec-110 WCC-2016-Res-067 WCC-2016-Res-068 WCC-2016-Res-069 WCC-2016-Res-070 WCC-2016-Res-071 WCC-2016-Res-072 WCC-2016-Res-073 WCC-2016-Res-074 WCC-2016-Res-075 WCC-2016-Res-077 WCC-2016-Res-078 WCC-2016-Res-079 WCC-2016-Res-080 WCC-2016-Res-081 WCC-2016-Res-083 WCC-2016-Res-084	
--	--	--	--

		WCC-2016-Res-085 WCC-2016-Rec-111 WCC-2016-Res-086 WCC-2016-Res-087 WCC-2016-Res-088 WCC-2016-Res-089 WCC-2016-Rec-112	
Center for Environmental Legal Studies	États-Unis d'Amérique	WCC-2016-Res-009 WCC-2016-Res-010 WCC-2016-Res-013 WCC-2016-Res-014 WCC-2016-Res-015 WCC-2016-Res-017 WCC-2016-Res-037 WCC-2016-Rec-097 WCC-2016-Res-067 WCC-2016-Res-075 WCC-2016-Res-086 WCC-2016-Res-088	<p>L'explication de vote suivante est donnée pour chaque motion énumérée ci-dessous:</p> <p>MOTION 004 (Res 009) avec l'amendement 1; MOTION 006 (Res 010) avec l'amendement 1; MOTION 009 (Res 013) avec l'amendement 1; MOTION 010 (Res 014) avec l'amendement 1; MOTION 011 (Res 015) avec l'amendement 1; MOTION 011 (Res 015) avec l'amendement 2; MOTION 011 (Res 015) avec l'amendement 3; MOTION 013 (Res 017) avec l'amendement 1; MOTION 013 (Res 017) avec l'amendement 2; MOTION 038 (Res 037) avec l'amendement 1; MOTION 060 (Rec 097) avec l'amendement 1; MOTION 075 (Res 067) avec l'amendement 1; MOTION 075 (Res 067) avec l'amendement 2; MOTION 083 (Res 075) avec l'amendement 1; MOTION 083 (Res 075) avec l'amendement 2; MOTION 095 (Res 086) avec l'amendement 1a; MOTION 095 (Res 086) avec l'amendement 1b; MOTION 097 (Res 088) avec l'amendement 1; et MOTION 097 (Res 088) avec l'amendement 2.</p> <p>Déclaration écrite dans l'explication des votes - Le Center for Environmental Legal Studies observe que si une motion est si contestée qu'elle ait besoin d'un amendement avant le vote, il faut un débat sur les points sur lesquels porte l'amendement et la motion aurait dû être renvoyée à l'Assemblée des Membres pour un débat approprié en séance et non soumise à un scrutin électronique et artificiellement limité. Merci de votre attention.</p>
Centre Africain de Recherches Forestières Appliquées et de Développement	Cameroun	WCC-2016-Res-074	Je ne vote pas pour la Motion 082 (Res 074) intitulée Renforcer le principe de non-régression dans le droit et les politiques de l'environnement, parce que je crains que cette motion puisse permettre aux pays développés qui ont émis tant de CO ₂ , lequel met aujourd'hui en danger l'environnement, d'échapper à leurs responsabilités.
Dallas Safari Club	États-Unis d'Amérique	WCC-2016-Res-013	Le Dallas Safari Club s'abstient à contrecœur de voter la Motion 009 (Res 013) en raison de préoccupations concernant la définition des lions élevés en captivité. Si le « ou » était retiré, le DSC soutiendrait fièrement cette motion. Le DSC estime que l'élevage de lions envisagé dans la première partie de cette définition ne favorise pas la conservation. Le DSC estime que plus de lions, sauvages ou élevés en captivité, sont bénéfiques pour l'espèce.
Department for Environment, Food and Rural Affairs	Royaume-Uni	WCC-2016-Res-023 WCC-2016-Res-051 WCC-2016-Res-083	Motion 20 (Res 023) : Concernant la Motion 20 qui porte sur la protection des serranidés et des syngnathidés présents au large des côtes espagnoles, le Gouvernement du Royaume-Uni et Gibraltar informent l'UICN que ces espèces sont présentes dans les eaux territoriales britanniques de Gibraltar. Le Gouvernement du Royaume-Uni et Gibraltar, en exerçant leur juridiction sur ces eaux territoriales, sont compétents pour gérer les efforts de conservation de ces espèces et les écosystèmes qui les entretiennent. Le Gouvernement de l'Espagne n'a pas compétence pour agir dans les eaux territoriales britanniques de Gibraltar ou sur ou autour du littoral de Gibraltar.

			<p>Motion 54 (Res 051) : Concernant la Motion 54 qui porte sur la compétence de restauration de la connectivité écologique du littoral andalou, des éléments du littoral de la mer d'Alboran font partie des eaux territoriales britanniques de Gibraltar. Le Gouvernement du Royaume-Uni souhaite rappeler à l'UICN que le Royaume-Uni est souverain à Gibraltar, y compris dans ses eaux territoriales. Là où la mer d'Alboran se trouve dans les eaux territoriales britanniques de Gibraltar, seuls le Royaume-Uni et Gibraltar ont compétence pour agir en ce qui concerne la Motion 54. Le Gouvernement de l'Espagne n'a pas compétence pour agir dans les eaux territoriales britanniques de Gibraltar ou sur ou autour du littoral de Gibraltar.</p> <p>Motion 91 (Res 083) : Tout en soutenant le principe de la Motion 91, nous sommes préoccupés, tout comme de nombreuses personnes de la communauté géologique du Royaume-Uni, par la nature de cette motion mal construite, mal définie et mal exprimée, sur sa focalisation étroite et la manière dont elle pourrait être interprétée (ce qui toucherait les collectionneurs, les musées, etc.). Si elle est adoptée, toutefois, nous souhaitons vivement participer à son évolution future, notamment en contribuant à la rédaction de lignes directrices de l'UICN.</p>
Department of Environmental Affairs	Afrique du Sud	WCC-2016-Res-025 WCC-2016-Res-013	<p>Motion 022 (Res 025) . Bien que le Département des affaires environnementales soit d'accord avec la plupart des recommandations de cette motion, le Département n'est pas partie à la Déclaration de Londres (2014) et à la Déclaration de Kasane (2015).</p> <p>Motion 009 (Res 013) : 4. Le Département ne soutient pas cette motion pour les raisons suivantes : a) la législation de l'Afrique du Sud soutient l'utilisation durable, et la chasse actuelle de lions élevés en captivité ne porte pas préjudice à la survie de l'espèce dans la nature. Il est donc difficile d'appliquer cette motion ; b) l'industrie de l'élevage du lion en captivité a poursuivi en justice le Département, avec succès, par le passé, sur cette question particulière. Le Département ne peut pas confirmer légalement les avantages de l'interdiction de la chasse aux lions élevés en captivité en Afrique du Sud ; c) la motion est largement fondée sur l'éthique de la chasse de ces lions et le Département ne peut pas réglementer l'éthique parce qu'il n'a pas mandat juridique de réglementer l'éthique ; d) le Département cherche des preuves scientifiques soutenant la relation entre la chasse aux lions sauvages en Afrique du Sud et la chasse aux lions élevés en captivité. Actuellement, il y a une énorme demande de lions élevés en captivité et le Département est d'avis que cela peut avoir freiné la demande de chasse aux lions sauvages. L'Afrique du Sud chasse 2 à 3 lions sauvages par an. Le Département est également préoccupé par le fait que l'industrie de la chasse aux lions captifs est le premier producteur de revenu dans les statistiques de chasse aux trophées sud-africaines pour 2014 ; interdire cette industrie pourrait causer d'importantes pertes d'emplois.</p>
Department of Environmental Affairs	Afrique du Sud	WCC-2016-Res-013	<p>Le Gouvernement sud-africain (Afrique du Sud) a noté l'adoption de la Motion 009 (Res 013) présentée par sept organisations non gouvernementales appelant à mettre fin à la chasse aux lions élevés en captivité (<i>Panthera leo</i>) et à d'autres prédateurs ainsi qu'à l'élevage en captivité à des fins commerciales, autres que la conservation, en Afrique du Sud.</p> <p>L'Afrique du Sud a voté non à cette motion parce qu'elle n'est pas applicable dans le contexte des dispositions juridiques actuelles du pays.</p>

			<p>Reconnaissant cela, l'Afrique du Sud et les auteurs ont discuté de l'intention de la motion et un consensus a été trouvé sur une motion révisée. Toutefois, compte tenu du paragraphe 62 <i>septimo</i>, la motion n'a pas pu être amendée car la question a été votée et adoptée en ligne.</p> <p>Concernant la motion révisée, l'Afrique du Sud et les auteurs ont convenu de travailler ensemble, dans le cadre du mécanisme du Comité national sud-africain pour examiner les dispositions législatives actuelles et rédiger, promulguer et appliquer une nouvelle législation d'ici à 2020 et, dans un calendrier raisonnable :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Élaborer et appliquer des normes, soutenues par l'autorité scientifique de l'Afrique du Sud, qui définissent les conditions dans lesquelles la chasse aux lions est considérée comme « chasse en enclos » et à interdire légalement la chasse aux lions dans ces conditions. • Réserver l'élevage en captivité de lions pour des zoos enregistrés ou des établissements enregistrés démontrant un avantage clair pour la conservation. • Élaborer des normes pour la gestion des lions élevés en captivité en Afrique du Sud afin de traiter les aspects de bien-être, de biodiversité et d'utilisation (y compris les questions nouvelles émergentes telles que le prélèvement de lions pour le commerce des os et de la viande) en tenant compte des règlements sur les espèces menacées ou protégées, de la législation et des lignes directrices de l'UICN gouvernant cette activité. • Garantir la conformité et l'application de toutes les législations pertinentes. • L'Afrique du Sud et les auteurs appellent la Directrice générale de l'UICN, les Commissions concernées, le Comité national sud-africain ainsi que tous les autres gouvernements d'Afrique australe à soutenir la motion révisée. <p>L'Afrique du Sud souligne son engagement envers la promotion de la conservation, de l'utilisation durable des ressources biologiques et du partage juste et équitable en conséquence, dans le cadre de son modèle de conservation, notant encore qu'une utilisation responsable des espèces sauvages est un moteur clé de la croissance économique, du développement des compétences et de la création d'emplois dans le secteur.</p>
Dogal Hayati Koruma Vakfi - WWF Türkiye	Turquie	WCC-2016-Res-098 WCC-2016-Res-010 WCC-2016-Res-096 WCC-2016-Res-075 WCC-2016-Res-080 WCC-2016-Res-089	<p>Voir ci-dessous, les commentaires sur M3, AMNDT M6, M33, AMDNT M83, M88, M98, M99.</p> <p>MOTION 3 (Rec 098) : Le WWF soutient les technologies de production d'énergie verte, comme les parcs éoliens, qui réduisent les effets négatifs de la production d'énergie sur l'environnement. Tout en soulignant la nécessité de renforcer les énergies renouvelables dans le monde entier comme condition préalable pour limiter le changement climatique, le WWF reconnaît aussi que ces sources d'énergie doivent, dans toute la mesure du possible, chercher à atténuer tous les effets négatifs. En</p>

		WCC-2016-Rec-112	<p>conséquence, tout en soutenant la création de parcs éoliens, le WWF soutient le recours à des mesures d'atténuation des risques d'électrocution / collision pour les oiseaux. Cette résolution contient, dans son dispositif, des éléments positifs et sensés, en particulier : les entreprises de production d'énergie doivent atténuer les effets en entreprenant des évaluations stratégiques de l'environnement et des évaluations d'impact sur l'environnement ; et faire usage des outils et orientations (plurilingues) existants, et les acteurs pertinents doivent maintenir la liaison avec la CMS et mesurer l'efficacité des stratégies d'atténuation.</p> <p>AMENDEMENT À LA MOTION 6 (Res 010) : Les fermes de tigres sont une menace pour les tigres en général, mais cette question n'est pas centrale dans le dispositif de la motion. Maintenir la référence empêchera d'adopter la motion et pourrait aussi empêcher son application. Étant entendu que cela ne signifie pas que le WWF ne considère pas les fermes d'élevage de tigres comme une menace, nous avons voté non à l'amendement.</p> <p>MOTION 33 (Res 096) : Le WWF est d'accord avec le préambule de la motion et l'appel à une analyse approfondie, fondée sur la science, de ce qui est nécessaire pour soutenir la biodiversité et les services écosystémiques. Le WWF soutient les appels à un objectif post-2020 ambitieux pour les aires protégées et à un processus permettant de définir scientifiquement quel doit en être le montant exact. Le WWF apporte aussi un appui scientifique et technique à l'élaboration d'une nouvelle stratégie pour la biodiversité de la CDB post-2020 et son application.</p> <p>AMENDEMENT À LA MOTION 83 (Res 075) : Comme la terminologie amendée n'était pas proposée pour le titre, le titre et le contenu de la motion seraient incohérents si l'amendement est adopté.</p> <p>MOTION 88 (Res 080) : Alors que le WWF soutient l'intention générale de la motion, nous estimons que celle-ci devrait être plus claire sur certains points. Les particularités des territoires autochtones, par exemple, devraient être explicitement identifiées dans toute nouvelle catégorie.</p> <p>MOTION 98 (Res 089) : Promouvoir les énergies renouvelables et les économies d'énergie est cohérent avec la création d'un avenir durable pour les peuples, les lieux et les espèces, dans une société équitable sobre en carbone, résiliente au changement climatique. Le WWF reconnaît aussi que l'énergie hydroélectrique et la bioénergie présentent des risques environnementaux et sociaux qui doivent être atténués et collabore avec les industries de production hydroélectrique et de bioénergie pour atténuer les risques.</p> <p>MOTION 99 (Rec 112) : Le WWF soutient cette motion mais note que tout projet de production d'énergie renouvelable offshore doit figurer dans la planification spatiale marine et être précédé par une évaluation environnementale stratégique des effets cumulatifs ainsi que par une évaluation d'impact sur l'environnement et il convient d'adhérer à leurs recommandations.</p>
Environment and Conservation Organizations of New Zealand	Nouvelle Zélande	WCC-2016-Res-088	<p>Motion 097 (Res 088) : Nous ne pouvons pas accepter que les gouvernements ne puissent imposer des contraintes aux peuples autochtones (ou à qui que ce soit d'autre) concernant les effets environnementaux de leurs activités de développement de leurs terres. Nous ne souscrivons pas à l'opinion qu'un peuple, quel qu'il soit, puisse avoir le droit de détruire l'environnement. Nous sommes d'accord avec la majeure partie de la motion, mais le paragraphe 3 du dispositif va trop loin.</p>
Földművelésügyi	Hongrie	WCC-2016-Res-098	<p>Motion 003 (Rec 098) Prévenir l'impact de l'électrocution et des collisions avec l'infrastructure</p>

Minisztérium		WCC-2016-Res-014 WCC-2016-Res-019 WCC-2016-Res-022 WCC-2016-Res-027 WCC-2016-Res-031 WCC-2016-Res-028 WCC-2016-Rec-103 WCC-2016-Res-096 WCC-2016-Res-062 WCC-2016-Res-064 WCC-2016-Res-075	<p>électrique sur les oiseaux. Ayant reconnu le fait que l'électrocution des oiseaux sur les lignes à haute tension est une grave menace pour son avifaune, la Hongrie a pris de nombreuses mesures pour réduire ce danger. Les espèces les plus concernées sont les espèces de rapaces menacées au plan mondial et protégées au niveau international comme le faucon sacre (<i>Falco cherrug</i>), l'aigle impérial (<i>Aquila heliaca</i>) ou le pygargue à queue blanche (<i>Haliaeetus albicilla</i>), mais d'autres espèces de grande taille pourraient être en danger, par exemple l'outarde barbut (<i>Otis tarda</i>) ou la grue cendrée (<i>Grus grus</i>). Dans le cadre de l'initiative « Ciel accessible », le ministère responsable de la conservation de la nature collabore avec les entreprises de distribution d'électricité et MME/BirdLife Hongrie depuis 2008, introduisant une nouvelle législation, les meilleures orientations technologiques disponibles et trouvant des sources de financement pour les mesures de rénovation. Nous soutenons vivement les efforts visant à empêcher l'impact de l'électrocution et des collisions avec l'infrastructure électrique sur les oiseaux et nous espérons que la motion sera approuvée par le Congrès mondial de la nature de l'UICN à Hawaii. Cette motion permettrait de prolonger nos efforts du plan national à la scène internationale et aiderait ainsi à protéger notre patrimoine naturel commun de façon plus efficace.</p> <p>Motion 010 (Res 014) Lutter contre l'empoisonnement illégal des espèces sauvages. Nous soutenons vivement cette motion. En Hongrie, des mesures ont été prises contre l'empoisonnement illégal des espèces sauvages : la coopération officielle entre le ministère responsable de la conservation de la nature et BirdLife Hongrie pour surveiller conjointement les populations de rapaces ; le recours à une unité spéciale de chiens appartenant à BirdLife Hongrie pour augmenter le taux de détection des carcasses empoisonnées et des stocks de poisons illégaux ; la coopération avec les centres de sauvetage des zoos et de la faune sauvage : la collecte et éventuellement les soins et la libération d'oiseaux empoisonnés, l'éducation des gardes et des volontaires en matière de premiers secours aux oiseaux empoisonnés ; la mise en place d'une base de données et de la cartographie des cas d'empoisonnement ; le projet HELICON LIFE contre l'empoisonnement illégal ; les enquêtes policières et les affaires de justice dans plusieurs cas ; la communication et la sensibilisation du public, notamment des agriculteurs et des chasseurs, la formation des procureurs et des juges.</p> <p>Motion 015 (Res 019) Protection des chauves-souris sauvages contre les programmes d'abattage sélectif : reconnaissant le fait que des groupes en danger de chauves-souris sont souvent la cible d'une attitude négative du public, en Hongrie, dans le cadre du Programme Nature Watch (Vadonleső – www.vadonleso.hu) du Ministère de l'agriculture, Département de la conservation de la nature, nous avons déclaré que les mammifères de l'année, en 2016, sont les espèces de chauves-souris. Des programmes visent à sensibiliser, toute l'année, le public (concours de vidéos pour les jeunes, écriture de contes et concours de travail créatif pour les enfants, activités publiques, etc.), de mesures de conservation (activités ouvertes de baguage des chauves-souris, coopération à l'échelle du pays avec les églises concernant les lieux de repos des chauves-souris dans les tours et les lofts, etc.) et programmes scientifiques (atelier et normalisation des méthodes de suivi).</p> <p>Motion 019 (Res 022) Récemment, l'utilisation du diclofénac a été autorisée dans certains pays de sorte que ce médicament est apparu à nouveau en Europe. C'est un problème grave parce que le</p>
--------------	--	--	---

			<p>diclofénac peut toucher non seulement nos vautours mais aussi d'autres rapaces et en particulier, les aigles.</p> <p>Motion 025 (Res 027) Nous soutenons vivement toutes les activités mentionnées, en particulier la mise en œuvre du Plan d'action de la CMS pour la conservation des oiseaux terrestres migrateurs d'Afrique-Eurasie.</p> <p>Motion 030 (Res 031) Pour avoir des communautés plus saines, nous devons aussi réfléchir et travailler à l'échelle de différents secteurs afin d'obtenir des résultats durables et à plus long terme en matière de bien-être, il convient de maintenir les habitats naturels et en conséquence de fournir un financement approprié à la conservation de la nature. Les paysages, les espèces sauvages et les parcs nationaux reçoivent une attention particulière dans les aires protégées d'un pays. Les parcs nationaux de Hongrie (10) peuvent effacer le bruit et le stress de la société pendant quelques heures ou quelques jours et l'on peut y jouir d'un repos physique et spirituel complet dans le silence de la nature. Que nous parlions de vastes paysages ou seulement de jolies fleurs sauvages, ils ont une chose en commun : leur beauté réside secrètement dans l'âme des visiteurs qui, des années plus tard, se rappellent les véritables trésors rencontrés lors de visites des parcs. Les parcs nationaux de Hongrie relient l'homme à la nature et aux avantages pour le bien-être (« L'approche Parcs en bonne santé, Population en bonne santé »).</p> <p>Motion 027 (Res 028) La Hongrie FÉLICITE aussi le Service américain des parcs nationaux du Département de l'intérieur des États-Unis d'Amérique à l'occasion du centenaire de sa fondation en août 2016. C'est une bonne leçon pour tous les États et les gouvernements locaux qui les engage à soutenir et appliquer « l'idée de parc national » et à offrir une protection permanente et pratique à des zones panoramiques et naturelles d'importance critique.</p> <p>Motion 032 (Rec 103) La mise en place, la reconnaissance de la carrière de garde-parc est accueillie avec satisfaction. En Hongrie, le Service des gardes-parcs a été établi il y a plus de 40 ans. Le Ministère de l'agriculture est la première organisation gouvernementale de conservation de la nature et supervise l'autorité du Service des gardes-parcs de Hongrie. Ce service est intégré dans l'organigramme de la Direction des parcs nationaux. Les gardes-parcs sont responsables : des aires protégées et des ressources naturelles protégées, ainsi que des valeurs culturelles. Actuellement, le Service des gardes emploie 250 personnes. Ils ont un uniforme portant des signes et des écussons spécifiques. Les gardes ont des véhicules tout-terrains, des taser, des menottes, des armes de poing et autre équipement technique (jumelles, caméra digitale, GPS, etc.).</p> <p>Motion 033 (Res 096) Elle reflète l'abondance de ressources naturelles de la Hongrie, à savoir que 22,2% du territoire de la Hongrie (2 067 876 hectares) est protégé par des lois nationales ou de l'UE. La majeure partie de cette superficie (environ 1,9 million d'hectares, 21,39%) est formée de sites Natura 2000, inscrits sur la base de deux Directives de l'Union européenne sur la conservation de la nature, la Directive Oiseaux (2009/147/EC, version recodifiée de 79/409/EEC) et la Directive Habitats (43/92/EEC), et près de la moitié (848 140 hectares, 9,108%) sont des aires de conservation naturelles protégées d'importance nationale.</p> <p>Motion 067 (Res 062) et Motion 069 (Res 064) La Stratégie nationale pour la conservation de la diversité biologique en 2015-2020 a été adoptée par le Parlement hongrois le 9 juin 2015. La Stratégie nationale a été préparée conformément aux objectifs du Plan stratégique pour la diversité</p>
--	--	--	--

			<p>biologique (2011-2020) et des Objectifs d'Aichi. En outre, la Hongrie doit aussi appliquer la Stratégie pour la biodiversité de l'Union européenne en vigueur jusqu'en 2020. La Stratégie souligne l'importance d'intégrer les aspects de la biodiversité dans les politiques, les stratégies et les programmes intersectoriels et dans leur application.</p> <p>Motion 083 (Res 075) En tant qu'État membre de l'IPBES (Plateforme intergouvernementale, scientifique et politique, sur la biodiversité et les services écosystémiques), nous soutenons l'utilisation de la terminologie « peuples autochtones et communautés locales », telle qu'elle est utilisée dans les travaux de l'IPBES afin qu'il y ait cohérence entre deux incitations.</p>
Fondo Mundial Para la Naturaleza (WWF Colombia)	Colombie	WCC-2016-Res-098 WCC-2016-Res-010 WCC-2016-Res-096 WCC-2016-Res-075 WCC-2016-Res-080 WCC-2016-Res-089 WCC-2016-Rec-112	<p>Voir ci-dessous, les commentaires sur M3, AMNDT M6, M33, AMDNT M83, M88, M98, M99.</p> <p>MOTION 3 (Rec 098) : Le WWF soutient les technologies de production d'énergie verte, comme les parcs éoliens, qui réduisent les effets négatifs de la production d'énergie sur l'environnement. Tout en soulignant la nécessité de renforcer les énergies renouvelables dans le monde entier comme condition préalable pour limiter le changement climatique, le WWF reconnaît aussi que ces sources d'énergie doivent, dans toute la mesure du possible, chercher à atténuer tous les effets négatifs. En conséquence, tout en soutenant la création de parcs éoliens, le WWF soutient le recours à des mesures d'atténuation des risques d'électrocution / collision pour les oiseaux. Cette résolution contient, dans son dispositif, des éléments positifs et sensés, en particulier : les entreprises de production d'énergie doivent atténuer les effets en entreprenant des évaluations stratégiques de l'environnement et des évaluations d'impact sur l'environnement ; et faire usage des outils et orientations (plurilingues) existants, et les acteurs pertinents doivent maintenir la liaison avec la CMS et mesurer l'efficacité des stratégies d'atténuation.</p> <p>AMENDEMENT À LA MOTION 6 (Res 010) : Les fermes de tigres sont une menace pour les tigres en général, mais cette question n'est pas centrale dans le dispositif de la motion. Maintenir la référence empêchera d'adopter la motion et pourrait aussi empêcher son application. Étant entendu que cela ne signifie pas que le WWF ne considère pas les fermes d'élevage de tigres comme une menace, nous avons voté non à l'amendement.</p> <p>MOTION 33 (Res 096) : Le WWF est d'accord avec le préambule de la motion et l'appel à une analyse approfondie, fondée sur la science, de ce qui est nécessaire pour soutenir la biodiversité et les services écosystémiques. Le WWF soutient les appels à un objectif post-2020 ambitieux pour les aires protégées et à un processus permettant de définir scientifiquement quel doit en être le montant exact. Le WWF apporte aussi un appui scientifique et technique à l'élaboration d'une nouvelle stratégie pour la biodiversité de la CDB post-2020 et son application.</p> <p>AMENDEMENT À LA MOTION 83 (Res 075) : Comme la terminologie amendée n'était pas proposée pour le titre, le titre et le contenu de la motion seraient incohérents si l'amendement est adopté.</p> <p>MOTION 88 (Res 080) : Alors que le WWF soutient l'intention générale de la motion, nous estimons que celle-ci devrait être plus claire sur certains points. Les particularités des territoires autochtones, par exemple, devraient être explicitement identifiées dans toute nouvelle catégorie.</p> <p>MOTION 98 (Res 089) : Promouvoir les énergies renouvelables et les économies d'énergie est cohérent avec la création d'un avenir durable pour les peuples, les lieux et les espèces, dans une société équitable sobre en carbone, résiliente au changement climatique. Le WWF reconnaît aussi</p>

			<p>que l'énergie hydroélectrique et la bioénergie présentent des risques environnementaux et sociaux qui doivent être atténués et collabore avec les industries de production hydroélectrique et de bioénergie pour atténuer les risques.</p> <p>MOTION 99 (Rec 112) : Le WWF soutient cette motion mais note que tout projet de production d'énergie renouvelable offshore doit figurer dans la planification spatiale marine et être précédé par une évaluation environnementale stratégique des effets cumulatifs ainsi que par une évaluation d'impact sur l'environnement et il convient d'adhérer à leurs recommandations.</p>
International Association for Falconry and Conservation of Birds of Prey		WCC-2016-Res-013	Concernant la Motion 009 (Res 013), nous avons voté oui au texte avec l'amendement mais pas au texte original. Cela ne signifie pas que nous soutenons l'abattage de lions « en boîte » ou d'autres animaux, mais nous ne pouvons accepter que l'on appelle cela de la « chasse ».
Klima- og miljødepartement et	Norvège	WCC-2016-Res-049	Motion 52 (Res 049) : veuillez fournir une mise à jour technique après le commentaire général UNEA2 : en tant qu'État membre, nous estimons qu'il convient de s'abstenir lorsqu'une motion demande une décision dans le cadre d'un instrument juridique dont la Norvège est partie.
Ministère des Affaires étrangères et du Développement international	France	WCC-2016-Res-030 WCC-2016-Res-033 WCC-2016-Res-068 WCC-2016-Res-072 WCC-2016-Res-075 WCC-2016-Res-080 WCC-2016-Res-088 WCC-2016-Res-079	<p>Position française concernant les Motions 29, 34, 76, 80, 83, 88, 97 (peuples autochtones) : La France ne peut apporter son soutien aux Motions 29 (Res 030), 34 (Res 033), 76 (Res 068), 80 (Res 072), 83 (Res 075), 88 (Res 080), 97 (Res 088) (y compris leurs amendements) soumises au vote du Congrès mondial de l'UICN 2016, pour les raisons suivantes : 1. Les principes d'indivisibilité du peuple français, d'égalité et de non-discrimination, qui sont consacrés par la Constitution, ne permettent pas à la France de reconnaître la notion de « peuples autochtones » ou de « droits des peuples autochtones ». Plus précisément, ces principes constitutionnels empêchent :</p> <p>a) la reconnaissance de peuples ou de communautés définies par une origine commune, une appartenance ethnique ou des spécificités culturelles au sein du peuple français qui est une entité indivisible ; b) la reconnaissance de droits collectifs à ces peuples ou ces communautés ; les droits protégés par la France étant garantis sur un fondement individuel et ne peuvent être reconnus sur la base d'une appartenance ethnique ou des spécificités culturelles. 2. Les expressions « indigenous peoples » ou « rights of indigenous peoples », en général traduites par « peuples indigènes » ou « peuples autochtones » et « droits des peuples autochtones », sont donc contraires à la Constitution française et ne peuvent être acceptées. 3. La terminologie « communautés autochtones et locales » est en revanche compatible avec notre Constitution. Aussi est-il nécessaire, a minima, que la mention des « peuples autochtones » soit toujours accompagnée de la notion de « communautés ». En revanche, la reconnaissance de droits spécifiques n'est pas possible pour la France. 4. À noter que la France a souscrit une déclaration interprétative lors de l'adoption de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones à laquelle elle se réfère désormais lorsqu'elle doit soutenir un texte dans lequel les droits des « peuples indigènes ou autochtones » sont discutés. Cette déclaration interprétative précise en effet que cette Déclaration ne remet pas en cause le droit constitutionnel et précise qu'il n'est pas possible de reconnaître des droits spécifiques aux « peuples autochtones ».</p> <p>Position française concernant la Motion 87 (Res 079) (saisine de la CIJ) :</p>

			<p>La France ne peut apporter son soutien à la Motion 87 pour la raison suivante : si la question de la prise en compte des intérêts des générations futures constitue une préoccupation naissante au sein de la communauté internationale, ce thème soulève toutefois de nombreuses interrogations. L'absence de consensus et de pratique concordante des États en la matière invite à la retenue. Aussi la France considère qu'une saisine de la CIJ sur ces questions ne paraît à ce stade pas opportune.</p>
Ministry of Foreign Affairs	Chine	WCC-2016-Res-020 WCC-2016-Res-010 WCC-2016-Res-015 WCC-2016-Res-017 WCC-2016-Rec-101	<p>Motion 017 (Res 020) : L'État et les organismes membres de la République populaire de Chine ont voté contre la Motion 017. L'État membre de la République populaire de Chine a fourni la déclaration suivante pour les procès-verbaux : La Chine estime que le paragraphe 5 de cette motion, c.-à-d. « NOTANT que le Gouvernement du Japon prévoit de recommander à l'UNESCO l'inscription de trois îles de l'archipel de Ryukyu – Amamiyoshima, Tokunoshima et Okinawa – sur la Liste du patrimoine mondial naturel », est au-delà de la portée des attributions de l'UICN. Le contenu de cette motion devrait être strictement limité à la motion elle-même dans les capacités de l'UICN.</p> <p>Motion 006 (Res 010) : L'État membre de République populaire de Chine a voté contre l'amendement 1 mais a voté pour le texte original de la Motion 006 et fournit la déclaration suivante pour les procès-verbaux : L'étude des relations entre les tigres élevés en captivité et les tigres sauvages dans les efforts de conservation a été entreprise par les parties concernées et la CITES est en train de l'étudier. À ce jour, aucune conclusion faisant autorité d'un point de vue scientifique n'a été atteinte confirmant que l'élevage de tigres en ferme a un effet négatif sur la croissance des populations de tigres. Dans ce contexte, des déclarations arbitraires telles que « les tigres captifs feraient courir une menace grave aux tigres sauvages » sont contraires à l'esprit scientifique et objectif de l'UICN.</p> <p>Motion 011 (Res 015) : L'État membre de République populaire de Chine a voté pour les amendements 1, 2 et 3 mais contre le texte original de la Motion 011 et fournit la déclaration suivante pour les procès-verbaux : Pour l'amendement 1 : L'exploitation de pangolins concerne les écailles aussi bien que la viande et le cuir et a lieu au niveau mondial. D'après les informations actuelles, le commerce illégal de pangolins ne va pas seulement de l'Afrique à l'Asie ou de l'Asie à l'Asie, mais il a lieu dans le monde entier, par exemple, l'exploitation de cuir de pangolin en Afrique et en Europe. Pour l'amendement 2 : Durant la première Réunion des États de l'aire de répartition des pangolins, il n'y a pas eu de consensus sur le fait que les huit espèces de pangolins étaient dûment qualifiées sur le plan scientifique pour être inscrites à l'Annexe I de la CITES. Toutefois, dans l'intérêt de renforcer la conservation et dans le respect des États des aires de répartition, il nous serait acceptable que les huit espèces de pangolins soient transférées à l'Annexe I. Pour l'amendement 3 : Dans la situation actuelle, aucune preuve issue des données CITES ne montre que le commerce légal soit non durable. En conséquence, la surexploitation vient principalement du commerce illégal. L'attention devrait donc être concentrée sur les moyens de faire cesser le commerce illégal, et le commerce légal et le commerce illégal devraient être examinés séparément. En outre, il convient de noter que la viande et le cuir des pangolins sont aussi des moyens d'exploitation très importants, en plus des écailles.</p>

			<p>Motion 013 (Res 017) : L'État membre de République populaire de Chine a voté pour l'amendement 1 et contre le texte original de la Motion 013 et fournit la déclaration suivante pour les procès-verbaux : À ce jour, aucune preuve directe ne confirme que la Chine soit la principale destination du commerce illégal d'acoupas de MacDonald. En conséquence, mettre la Chine dans la même position que les États-Unis et le Mexique n'est pas approprié.</p> <p>Motion 023 (Rec 101) : L'État membre de République populaire de Chine a voté contre la Motion 023 et fournit la déclaration suivante pour les procès-verbaux : 1) À ce jour, aucune évaluation réelle des ressources mondiales de requins n'a été menée. L'évaluation écologique manque de statistiques suffisantes. Il serait impossible d'évaluer l'impact de l'inscription de ces espèces à l'Annexe de la Convention de la CITES sans connaître les informations et conditions de base des espèces mentionnées dans la proposition. 2) Actuellement, 9 espèces de requins et 2 espèces de raies ont été inscrites à l'Annexe II de la CITES. En pratique, cependant, les profanes ne peuvent pas facilement différencier les ailerons et produits de requin au niveau des espèces. Si d'autres espèces de requins sont inscrites à l'Annexe II, cela rendra les choses encore plus difficiles pour la supervision des douanes des pays importateurs pertinents. Entre-temps, cela pourrait influencer le commerce habituel d'autres espèces de requins. 3) Les requins sont des espèces capturées accidentellement dans la pêche au thon. La protection des ressources de requins et son développement durable doivent être résolus par le renforcement de la gestion de la pêche réalisée par la FAO et les ORGP plutôt que par une simple inscription à l'Annexe II de la CITES.</p>
Ministry of Foreign Affairs of Japan	Japon	WCC-2016-Res-015 WCC-2016-Res-020 WCC-2016-Res-021 WCC-2016-Res-055	<p>Le Gouvernement du Japon souhaite faire des déclarations sur les quatre motions suivantes :</p> <p>Concernant 011 (Res 015) – Renforcer la protection de toutes les espèces de pangolins, c'est une question qui doit être déterminée à la CoP de la CITES.</p> <p>Concernant 017 (Res 020) – Renforcer la gestion des voies d'introduction des espèces exotiques dans les écosystèmes insulaires, le Gouvernement du Japon reconnaît l'importance de l'aspect de conservation de la biodiversité et du milieu naturel mais il est inapproprié et arbitraire de demander le renforcement de la gestion des voies d'introduction des espèces exotiques en ne faisant référence qu'au projet de remblaiement à Henoko.</p> <p>Concernant 018 (Res 021) – Suivi et gestion des pêcheries non sélectives, non durables et non surveillées (NNN) : Dans cette motion, les pêcheries au chalut de fond sont citées comme exemple de pêcheries NNN, mais les pêcheries au chalut de fond fonctionnent dans le cadre des mesures de conservation appliquées par les ORGP et les règles de pêche des États côtiers ne doivent pas être considérées non sélectives, non durables et non surveillées (NNN). Il se peut que des règlements excessifs contre les pêches soient introduits sans base scientifique si les ORGP et les États côtiers sont priés de prendre des mesures de précaution même si le terme et le concept de « pêche NNN » ne sont pas communs et si l'information scientifique sur la pêche NNN n'a pas encore été rassemblée.</p> <p>Concernant 058 (Res 055) – Préoccupations relatives à la chasse à la baleine en vertu de permis spéciaux : À la lumière des activités de l'UICN en vue d'élaborer et de faciliter des relations de coopération entre les États, les organisations intergouvernementales et les organisations non gouvernementales pour conserver la biodiversité, il est inapproprié, en soi, qu'une motion critiquant</p>

			<p>une politique particulière d'un État particulier soit soumise au vote. Le Japon estime que cette motion comprend des descriptions erronées et/ou des descriptions basées sur une mauvaise compréhension du programme de recherche sous permis spécial du Japon conformément à l'Article VIII de la Convention internationale pour la réglementation de la chasse à la baleine (CIRCB) comme décrit ci-dessous. La motion causerait un malentendu, non seulement sur le programme de recherche scientifique de chasse à la baleine du Japon, mais aussi de la CIRB et des règlements pertinents de la Commission baleinière internationale (CBI) ainsi que du jugement de la Cour internationale de Justice rendu en mars 2014. Il convient aussi de noter que la présentation de cette motion ne remplit pas les obligations de procédure indiquées dans le paragraphe 48 bis et le paragraphe 49 bis des Règles de procédure du Congrès mondial de la nature : Selon le paragraphe 48 bis des Règles de procédure, « l'objectif des motions est de définir la politique générale de l'UICN et d'influencer les politiques ou actions de tierces parties, ou d'aborder les questions de gouvernance de l'UICN, dans la limite des objectifs de l'UICN tels que définis dans les articles 2 et 3 des Statuts. (emphase ajoutée) ». Le paragraphe 49 bis des Règles de procédure énonce : « Les membres qui proposent une motion concernant une situation à l'intérieur d'un état ou de plusieurs états se trouvant en dehors de leur propre Région font de leur mieux pour obtenir des informations justifiant leur proposition, et, sur demande, les présentent a) lorsque la proposition est soumise au Directeur général, et b) lors du Congrès mondial. La motion concernée doit être co-parrainée par au moins un Membre de l'UICN originaire de la Région concernée par cette motion. (emphase ajoutée) ». Toutefois, il semble que ces obligations n'aient pas été satisfaites. Pour les raisons qui précèdent, le Japon a la ferme conviction que cette motion aurait dû être retirée. Comme ce n'est pas le cas, le Japon a voté contre cette motion. Concernant les descriptions incorrectes et erronées de cette motion, nous souhaitons ajouter les commentaires suivants sur chaque paragraphe par souci de clarté, afin de démontrer que cette motion n'a pas tout fait pour communiquer les informations requises dans les Règles de procédure mentionnées ci-dessus. – [PP3] Les travaux scientifiques sur les baleines de l'océan Antarctique que le Japon conduit s'appuient sur l'Article VIII de la CIRCB. Comme reconnu dans le jugement de la Cour internationale de Justice en mars 2014, la chasse à la baleine à des fins de recherche scientifique, conduite au titre de l'Article VIII n'est pas une chasse à la baleine commerciale et n'est donc pas soumise aux obligations concernant l'interdiction de la chasse à la baleine commerciale dans le Sanctuaire de l'océan Austral, entre autres. – [PP4] L'indication selon laquelle « les produits de cette chasse sont vendus » ne tient pas compte de l'obligation faite au paragraphe 2 de l'Article VIII de la CIRCB : « [t]outes baleines capturées en vertu dudit permis devront autant que possible être traitées, et le produit en sera utilisé conformément aux instructions du Gouvernement qui a accordé le permis. » Tout gouvernement signataire a l'obligation, au titre de la CIRCB, de transformer les baleines capturées avec permis spécial. – [PP6] L'arrêt de la Cour internationale de Justice, en mars 2014, a décrété que, tout en confirmant que la deuxième phase du Programme de recherche sur les baleines du Japon sous permis spécial dans l'Antarctique (JARPA II) peut généralement être caractérisée comme recherche scientifique, « le permis spécial accordé au Japon dans le contexte de JARPA II » n'entre pas dans les dispositions de l'Article VIII, paragraphe 1, de la CBI. Le jugement a néanmoins confirmé que la chasse à la baleine à des fins de recherche scientifique au</p>
--	--	--	---

			<p>titre de l'Article VIII, fait « partie intégrante de la CIRCB » et reconnaît que certaines données ne peuvent être obtenues par des moyens non létaux et que la recherche avec permis spécial au titre de l'Article VIII peut appliquer des méthodes létales si les méthodes non létales ne sont pas applicables. Il prévoit aussi la possibilité pour les gouvernements signataires de la CIRCB d'accorder d'autres permis spéciaux au titre de l'Article VIII de la CBI. En outre, le nouveau programme de recherche du Japon (NEWREP-A) a été élaboré en tenant compte du raisonnement et des conclusions de l'arrêt de la Cour internationale de Justice. Le Japon a respecté l'arrêt. – [PP7] La Résolution 2014-5 de la CBI a un contenu qui prétend restreindre les droits des gouvernements signataires, dûment reconnus au titre de la CIRCB, et n'est donc pas approprié. Il convient aussi de noter que la CIRCB n'a pas de dispositions pour rendre les résolutions adoptées par la CBI juridiquement contraignantes. – [PP8] Le Japon est un des 72 pays dans le monde qui déclarent accepter la juridiction obligatoire de la Cour internationale de Justice. Le Japon est aussi une Partie à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer qui contient des dispositions concernant les ressources marines vivantes. Les procédures de règlement des différends au titre de la Convention sur le droit de la mer ont été appliquées aux différends concernant les ressources marines vivantes. La position du Japon reflète son point de vue sur la répartition appropriée du travail entre différentes procédures de règlement des différends et ne nie pas l'importance du règlement pacifique des différends s'appuyant sur le droit international, et le rôle important de la CIJ est encore exercé. – [PP9] Nous sommes préoccupés par le fait que mettre l'accent sur « l'échantillonnage légal est un volet intégral » est source de confusion, parce que les études non létales sont aussi des éléments à part entière du NEWREP-A et de JARPN II. Plus précisément, les études d'observation pour l'estimation d'abondance, l'échantillonnage par biopsie de la peau, les observations océanographiques, d'autres méthodes non létales faisables et pratiques ont été employés par NEWREP-A. En outre, comme noté plus haut, l'arrêt de la Cour internationale de Justice, en mars 2014, reconnaît que certaines données ne peuvent pas être obtenues par des moyens non létaux et que des permis de recherche spéciaux, au titre de l'Article VIII, peuvent employer des méthodes létales, si les solutions non létales ne sont pas applicables. – [PP10] NEWREP-A est appliqué depuis décembre 2015 après avoir accompli un travail additionnel nécessaire, y compris concernant la démonstration du caractère raisonnable de la recherche létale et de la taille des échantillons comme indiqué par le Comité scientifique de la CBI. La citation partielle du rapport du Groupe d'experts prête à confusion et peut entraîner un malentendu concernant le programme de recherche scientifique du Japon sur les baleines. Le rapport du Groupe d'experts contient aussi la partie qui reconnaît que la détermination de certains paramètres biologiques nécessite un échantillonnage légal. – [PP11] Le Commissaire à la CBI du Japon a répondu, dans sa lettre publiée dans Nature, le 3 mars 2016, à la lettre de certains membres du Comité scientifique de la CBI publiée dans Nature en janvier 2016, comme indiqué dans la Motion 058, NEWREP-A a été élaboré dans le cadre du processus requis revu par des pairs établi par la CBI, et il n'est donc pas vrai que le plan de recherche du Japon ne remplit pas les normes raisonnables d'examen par des pairs.</p>
Ministry of the	Japon	WCC-2016-Res-015	Le Gouvernement du Japon souhaite faire des déclarations sur les quatre motions suivantes :

<p>Environment, Japan</p>		<p>WCC-2016-Res-020 WCC-2016-Res-021 WCC-2016-Res-055</p>	<p>Concernant 011 (Res 015) – Renforcer la protection de toutes les espèces de pangolins, c’est une question qui doit être déterminée à la CoP de la CITES.</p> <p>Concernant 017 (Res 020) – Renforcer la gestion des voies d’introduction des espèces exotiques dans les écosystèmes insulaires, le Gouvernement du Japon reconnaît l’importance de l’aspect de conservation de la biodiversité et du milieu naturel mais il est inapproprié et arbitraire de demander le renforcement de la gestion des voies d’introduction des espèces exotiques en ne faisant référence qu’au projet de remblaiement à Henoko.</p> <p>Concernant 018 (Res 021) – Suivi et gestion des pêcheries non sélectives, non durables et non surveillées (NNN) : Dans cette motion, les pêcheries au chalut de fond sont citées comme exemple de pêcheries NNN, mais les pêcheries au chalut de fond fonctionnent dans le cadre des mesures de conservation appliquées par les ORGP et les règles de pêche des États côtiers ne doivent pas être considérées non sélectives, non durables et non surveillées (NNN). Il se peut que des règlements excessifs contre les pêches soient introduits sans base scientifique si les ORGP et les États côtiers sont priés de prendre des mesures de précaution même si le terme et le concept de « pêche NNN » ne sont pas communs et si l’information scientifique sur la pêche NNN n’a pas encore été rassemblée.</p> <p>Concernant 058 (Res 055) – Préoccupations relatives à la chasse à la baleine en vertu de permis spéciaux : À la lumière des activités de l’UICN en vue d’élaborer et de faciliter des relations de coopération entre les États, les organisations intergouvernementales et les organisations non gouvernementales pour conserver la biodiversité, il est inapproprié, en soi, qu’une motion critiquant une politique particulière d’un État particulier soit soumise au vote. Le Japon estime que cette motion comprend des descriptions erronées et/ou des descriptions basées sur une mauvaise compréhension du programme de recherche sous permis spécial du Japon conformément à l’Article VIII de la Convention internationale pour la réglementation de la chasse à la baleine (CIRCB) comme décrit ci-dessous. La motion causerait un malentendu, non seulement sur le programme de recherche scientifique de chasse à la baleine du Japon, mais aussi de la CIRB et des règlements pertinents de la Commission baleinière internationale (CBI) ainsi que du jugement de la Cour internationale de Justice rendu en mars 2014. Il convient aussi de noter que la présentation de cette motion ne remplit pas les obligations de procédure indiquées dans le paragraphe 48 bis et le paragraphe 49 bis des Règles de procédure du Congrès mondial de la nature : Selon le paragraphe 48 bis des Règles de procédure, « l’objectif des motions est de définir la politique générale de l’UICN et d’influencer les politiques ou actions de tierces parties, ou d’aborder les questions de gouvernance de l’UICN, dans la limite des objectifs de l’UICN tels que définis dans les articles 2 et 3 des Statuts. (emphase ajoutée) ». Le paragraphe 49 bis des Règles de procédure énonce : « Les membres qui proposent une motion concernant une situation à l’intérieur d’un état ou de plusieurs états se trouvant en dehors de leur propre Région font de leur mieux pour obtenir des informations justifiant leur proposition, et, sur demande, les présentent a) lorsque la proposition est soumise au Directeur général, et b) lors du Congrès mondial. La motion concernée doit être co-parrainée par au moins un Membre de l’UICN originaire de la Région concernée par cette motion. (emphase ajoutée) ». Toutefois, il semble que ces obligations n’aient pas été satisfaites. Pour les raisons qui précèdent, le Japon a la ferme conviction que cette motion</p>
--------------------------------------	--	---	---

			<p>aurait dû être retirée. Comme ce n'est pas le cas, le Japon a voté contre cette motion. Concernant les descriptions incorrectes et erronées de cette motion, nous souhaitons ajouter les commentaires suivants sur chaque paragraphe par souci de clarté, afin de démontrer que cette motion n'a pas tout fait pour communiquer les informations requises dans les Règles de procédure mentionnées ci-dessus. – [PP3] Les travaux scientifiques sur les baleines de l'océan Antarctique que le Japon conduit s'appuient sur l'Article VIII de la CIRCB. Comme reconnu dans le jugement de la Cour internationale de Justice en mars 2014, la chasse à la baleine à des fins de recherche scientifique, conduite au titre de l'Article VIII n'est pas une chasse à la baleine commerciale et n'est donc pas soumise aux obligations concernant l'interdiction de la chasse à la baleine commerciale dans le Sanctuaire de l'océan Austral, entre autres. – [PP4] L'indication selon laquelle « les produits de cette chasse sont vendus » ne tient pas compte de l'obligation faite au paragraphe 2 de l'Article VIII de la CIRCB : « [t]outes baleines capturées en vertu dudit permis devront autant que possible être traitées, et le produit en sera utilisé conformément aux instructions du Gouvernement qui a accordé le permis. » Tout gouvernement signataire a l'obligation, au titre de la CIRCB, de transformer les baleines capturées avec permis spécial. – [PP6] L'arrêt de la Cour internationale de Justice, en mars 2014, a décrété que, tout en confirmant que la deuxième phase du Programme de recherche sur les baleines du Japon sous permis spécial dans l'Antarctique (JARPA II) peut généralement être caractérisée comme recherche scientifique, « le permis spécial accordé au Japon dans le contexte de JARPA II » n'entre pas dans les dispositions de l'Article VIII, paragraphe 1, de la CBI. Le jugement a néanmoins confirmé que la chasse à la baleine à des fins de recherche scientifique au titre de l'Article VIII, fait « partie intégrante de la CIRCB » et reconnaît que certaines données ne peuvent être obtenues par des moyens non létaux et que la recherche avec permis spécial au titre de l'Article VIII peut appliquer des méthodes létales si les méthodes non létales ne sont pas applicables. Il prévoit aussi la possibilité pour les gouvernements signataires de la CIRCB d'accorder d'autres permis spéciaux au titre de l'Article VIII de la CBI. En outre, le nouveau programme de recherche du Japon (NEWREP-A) a été élaboré en tenant compte du raisonnement et des conclusions de l'arrêt de la Cour internationale de Justice. Le Japon a respecté l'arrêt. – [PP7] La Résolution 2014-5 de la CBI a un contenu qui prétend restreindre les droits des gouvernements signataires, dûment reconnus au titre de la CIRCB, et n'est donc pas approprié. Il convient aussi de noter que la CIRCB n'a pas de dispositions pour rendre les résolutions adoptées par la CBI juridiquement contraignantes. – [PP8] Le Japon est un des 72 pays dans le monde qui déclarent accepter la juridiction obligatoire de la Cour internationale de Justice. Le Japon est aussi une Partie à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer qui contient des dispositions concernant les ressources marines vivantes. Les procédures de règlement des différends au titre de la Convention sur le droit de la mer ont été appliquées aux différends concernant les ressources marines vivantes. La position du Japon reflète son point de vue sur la répartition appropriée du travail entre différentes procédures de règlement des différends et ne nie pas l'importance du règlement pacifique des différends s'appuyant sur le droit international, et le rôle important de la CIJ est encore exercé. – [PP9] Nous sommes préoccupés par le fait que mettre l'accent sur « l'échantillonnage légal est un volet intégral » est source de confusion, parce que les études non létales sont aussi des éléments à part entière du NEWREP-A et de JARPN II. Plus précisément, les</p>
--	--	--	--

			<p>études d'observation pour l'estimation d'abondance, l'échantillonnage par biopsie de la peau, les observations océanographiques, d'autres méthodes non létales faisables et pratiques ont été employés par NEWREP-A. En outre, comme noté plus haut, l'arrêt de la Cour internationale de Justice, en mars 2014, reconnaît que certaines données ne peuvent pas être obtenues par des moyens non létaux et que des permis de recherche spéciaux, au titre de l'Article VIII, peuvent employer des méthodes létales, si les solutions non létales ne sont pas applicables. – [PP10] NEWREP-A est appliqué depuis décembre 2015 après avoir accompli un travail additionnel nécessaire, y compris concernant la démonstration du caractère raisonnable de la recherche létale et de la taille des échantillons comme indiqué par le Comité scientifique de la CBI. La citation partielle du rapport du Groupe d'experts prête à confusion et peut entraîner un malentendu concernant le programme de recherche scientifique du Japon sur les baleines. Le rapport du Groupe d'experts contient aussi la partie qui reconnaît que la détermination de certains paramètres biologiques nécessite un échantillonnage létal. – [PP11] Le Commissaire à la CBI du Japon a répondu, dans sa lettre publiée dans Nature, le 3 mars 2016, à la lettre de certains membres du Comité scientifique de la CBI publiée dans Nature en janvier 2016, comme indiqué dans la Motion 058, NEWREP-A a été élaboré dans le cadre du processus requis revu par des pairs établi par la CBI, et il n'est donc pas vrai que le plan de recherche du Japon ne remplit pas les normes raisonnables d'examen par des pairs.</p>
Nigerian Environmental Study Action Team	Nigeria	WCC-2016-Res-088	097 (Res 088) – Les terres, territoires et ressources respectives autochtones appartiennent aux communautés dont la vie, les moyens d'existence et la culture dépendent entièrement de ces territoires. Les projets d'intervention/développement dans ces régions doivent respecter la volonté et les aspirations des communautés autochtones.
Palau Protected Areas Network Fund	Palau		Le Palau Protected Areas Network Fund soutient la plupart des motions présentées. Les motions votées par abstention n'avaient aucun rapport avec les efforts de conservation du PANFund. Un vote « non » montre les efforts du PANFund de discuter avec les organismes nationaux pertinents et la conclusion que la motion n'est pas pertinente ou située en dehors des priorités nationales.
Politique scientifique fédérale	Belgique	WCC-2016-Res-001 WCC-2016-Res-002 WCC-2016-Rec-098 WCC-2016-Res-009 WCC-2016-Rec-099 WCC-2016-Res-010 WCC-2016-Res-012 WCC-2016-Res-013 WCC-2016-Res-014 WCC-2016-Res-015 WCC-2016-Res-016 WCC-2016-Res-017 WCC-2016-Res-018 WCC-2016-Res-019	<p>001 (Res 001) – OUI : Cette motion fera en sorte que les motions reçues à temps se voient accorder une attention appropriée/soient plus efficaces. // 002 (Res 002) – OUI : Un appui ferme car cela aidera aux meilleures pratiques d'échange ; renforcera le retour sur investissement pour les Membres de l'UICN et la mise en œuvre du Programme de l'UICN. Nous espérons que ces réunions seront aussi ouvertes aux Correspondants nationaux qui explorent les possibilités de devenir Comité national (c.-à-d. pertinent pour la Belgique). // 003 (Rec 098) – OUI : Appui ferme ; de plus en plus de preuves sur la question. // 004 (Res 009) – OUI : Appui ferme. // 005 (Rec 099) – OUI : Cette motion aidera à la réalisation des objectifs de plusieurs groupes et groupes d'étude de l'UICN. Ce sera une recommandation importante pour les nombreux États d'aires de répartition des espèces et signataires des conventions internationales indiquées qui travaillent à la conservation des écosystèmes d'eau douce. // 006 (Res 010) – OUI : Espèces clés, fournissant un point focal charismatique pour l'action de conservation en Asie du Nord-Est. // 008 (Res 012) – ABSTENTION : Il s'agit d'une question locale (et quelles références au parrainage !). // 009 (Res 013) – ABSTENTION : Il s'agit de politique nationale. La motion porte</p>

	WCC-2016-Rec-100 WCC-2016-Res-020 WCC-2016-Res-021 WCC-2016-Res-022 WCC-2016-Res-023 WCC-2016-Res-024 WCC-2016-Res-025 WCC-2016-Rec-101 WCC-2016-Res-026 WCC-2016-Res-027 WCC-2016-Res-028 WCC-2016-Res-029 WCC-2016-Res-030 WCC-2016-Res-031 WCC-2016-Res-032 WCC-2016-Rec-103 WCC-2016-Res-096 WCC-2016-Res-033 WCC-2016-Res-034 WCC-2016-Res-035 WCC-2016-Res-037 WCC-2016-Res-038 WCC-2016-Rec-104 WCC-2016-Rec-105 WCC-2016-Res-039 WCC-2016-Res-040 WCC-2016-Res-041 WCC-2016-Res-042 WCC-2016-Res-043 WCC-2016-Res-044 WCC-2016-Rec-106 WCC-2016-Res-048 WCC-2016-Res-049 WCC-2016-Res-051 WCC-2016-Res-052 WCC-2016-Res-053 WCC-2016-Res-054 WCC-2016-Res-055 WCC-2016-Rec-097 WCC-2016-Rec-107 WCC-2016-Res-062	plus sur le bien-être animal et l'éthique (tuer des lions en captivité ne porte pas, en essence, préjudice à la survie de l'espèce) car la CITES traite de la durabilité du commerce. Le titre semble suggérer que la motion va au-delà des lions mais le texte de la motion se concentre encore essentiellement sur les lions. // 010 (Res 014) – OUI : Malgré ces résolutions existantes, il faut une déclaration ferme des Membres de l'UICN se concentrant en particulier sur l'empoisonnement intentionnel des espèces sauvages en Afrique, l'empoisonnement des oiseaux migrateurs et l'utilisation d'appâts empoisonnés dans l'Union européenne. // 011 (Res 015) – OUI : Appui ferme (cohérent avec la CITES). // 012 (Res 016) – OUI : Excellente motion. // 013 (Res 017) – ABSTENTION : Porte sur des questions locales. // 014 (Res 018) – ABSTENTION : Bien que nous reconnaissons et valorisons grandement le travail qui a été fait, la Belgique ne se sent pas très confortable à l'idée que le protocole EICAT soit proposé comme LE protocole à utiliser alors qu'il comporte aussi des problèmes techniques (p. ex., l'utiliser pour les espèces de plantes est moins pertinent que pour les animaux). En outre, un parallèle avec la Liste rouge est avancé – mais cela n'est pas entièrement clair pour nous. Enfin, le point 4 semble négliger toutes les initiatives scientifiques précieuses passées et présentes, les protocoles et décisions soutiennent les outils par régions, pays et institutions scientifiques. // 015 (Res 019) – OUI : Motion solide. // 016 (Rec 100) – OUI : Motion solide. // 017 (Res 020) – ABSTENTION : Nous reconnaissons l'importance de cette motion qui pourrait aussi être pertinente pour d'autres îles (non japonaises) comme les Galápagos, mais la motion s'adresse aux gouvernements locaux/question locale de sorte que nous préférons nous abstenir. // 018 (Res 021) – OUI : Motion intéressante. Une bonne révision mais nous souhaitons encore soulever trois problèmes : i) il n'y a pas assez de détails sur ce qui est appelé « aspects socioéconomiques à long terme » (par exemple, les conséquences pour les communautés locales qui dépendent des pêcheries NNN, etc.) ; ii) la motion n'a toujours pas de définition appropriée pour les pêcheries NNN, et n'éclaircie pas les ressemblances possibles avec les pêcheries IUU – illégales, non déclarées et non réglementées (c.-à-d. un terme bien défini et largement accepté). Dans ce contexte, des liens appropriés et des consultations avec la FAO pourraient s'imposer ; iii) l'expression « suivi des pêcheries non surveillées » pourrait être améliorée, conformément au règlement de l'UE sur les pêcheries IUU – c.-à-d. en étant libellée comme « prévention et élimination des pêcheries NNN ». // 019 (Res 022) – OUI : Appui solide ; une action concertée et immédiate est extrêmement nécessaire. // 020 (Res 023) – ABSTENTION : Porte sur des questions locales. // 021 (Res 024) – ABSTENTION : Tout en reconnaissant l'importance de cette motion, nous estimons qu'elle concerne essentiellement les acteurs brésiliens (question locale). // 022 (Res 025) – OUI : Motion solide. // 023 (Rec 101) – OUI : Suit essentiellement les vues de la Belgique et de l'UE (voir CITES). // 024 (Res 026) – OUI : Se concentre sur la mer Jaune, mais importance mondiale prééminente de la mer Jaune pour les oiseaux d'eau migrateurs de la voie de migration Asie de l'Est-Australasie. // 025 (Res 027) – OUI : Bien libellée ; la coopération des États de l'aire de répartition et l'appui et l'encouragement des États pauvres en ressources par des pays plus développés sont des éléments importants pour trouver des solutions. // 027 (Res 028) – OUI : Question locale, mais recommandations largement applicables concernant les aires naturelles et panoramiques dans le monde entier. // 028 (Res 029) – OUI : Appui aux appels à l'action qui sous-tendent la motion
--	--	---

	WCC-2016-Res-063 WCC-2016-Res-064 WCC-2016-Rec-108 WCC-2016-Res-065 WCC-2016-Rec-109 WCC-2016-Rec-110 WCC-2016-Res-067 WCC-2016-Res-068 WCC-2016-Res-069 WCC-2016-Res-070 WCC-2016-Res-071 WCC-2016-Res-072 WCC-2016-Res-073 WCC-2016-Res-074 WCC-2016-Res-075 WCC-2016-Res-076 WCC-2016-Res-077 WCC-2016-Res-078 WCC-2016-Res-079 WCC-2016-Res-080 WCC-2016-Res-081 WCC-2016-Res-083 WCC-2016-Res-084 WCC-2016-Res-085 WCC-2016-Rec-111 WCC-2016-Res-086 WCC-2016-Res-087 WCC-2016-Res-088 WCC-2016-Res-089 WCC-2016-Rec-112	et il serait bon de voir l'UICN plus impliquée dans ce domaine. // 029 (Res 030) – OUI : Généralement favorable aux idées présentées. // 030 (Res 031) – OUI : Motion généralement positive, mais toujours générale par nature. Risque de devenir une motion obsolète. // 031 (Res 032) – OUI : Cette motion soutient les travaux que nous encourageons déjà depuis des années. // 032 (Res 103) – OUI : En raison de la révision, la motion a maintenant une importance plus mondiale. // 033 (Res 096) – ABSTENTION : Le libellé n'est toujours pas assez précis bien que certains de nos commentaires aient été pris en compte ; il devrait être clair que l'UICN ne veut pas mettre en place de nouveaux mécanismes. // 034 (Res 033) – OUI : Appui général, bien que certaines sections – comme 2B – soient assez prescriptives. // 035 (Res 034) – ABSTENTION : Concerne des problèmes locaux (concerne essentiellement la gestion de deux parcs spécifiques en Europe centrale) mais semble généralement acceptable. // 036 (Res 035) – OUI : Soutien important à cette motion mais malheureusement des objectifs concrets pour le « centre de documentation juridique » (point 3) ainsi que la reconnaissance d'une base financière manquent encore. // 038 (Res 037) – ABSTENTION : Pourrait ne pas être réaliste/souhaitable car les Parties contractantes de différentes conventions / différents programmes ont leurs propres responsabilités constitutionnelles vis-à-vis de ces sites. Également, les priorités de gestion diffèrent selon les désignations de sorte qu'il n'est peut-être pas particulièrement pertinent de suggérer qu'elles puissent être harmonisées (elles pourraient en fin de compte être diluées). // 039 (Res 038) – OUI : Motion intéressante. // 040 (Res 104) – OUI : Appui important ; bien étayée par les preuves scientifiques. // 041 (Res 105) – ABSTENTION : Concerne une question locale. // 042 (Res 039) – OUI : La motion reconnaît que les aires protégées jouent un rôle critique pour le changement climatique. // 043 (Res 040) – OUI : Touche à des idées importantes. // 044 (Res 041) – OUI : Fort appui, appui total ; nécessaire de renforcer les capacités des membres locaux concernant l'identification de ZCB et de la manière d'utiliser les ZCB pour l'action de conservation pour les espèces et les écosystèmes. // 045 (Res 042) – OUI : Appui général ; bien qu'elle soit particulièrement pertinente pour l'Espagne, il y a aussi des incidences plus vastes pour la région biogéographique atlantique. // 046 (Res 043) – OUI : Excellente motion – reconnaît l'importance des tourbières pour le changement climatique, la conservation de la biodiversité et toute une gamme de services écosystémiques pour les communautés locales. Problème également reconnu par la REDD+, la CDB, la Convention de Ramsar, la CCNUCC et l'Accord de Paris. // 047 (Res 044) – ABSTENTION : Bien que la question présentée semble pertinente, cette motion cible essentiellement des acteurs locaux en Inde (question locale). // 050 (Res 106) – OUI : Soutien fort à cette motion et heureux de voir que les ajouts belges dans la partie du préambule ont été essentiellement conservés. // 051 (Res 048) – OUI : Motion importante car elle encourage l'entrée en vigueur de la Convention importante sur les eaux de ballast qui n'a besoin que de quelques ratifications pour entrer en vigueur. // 052 (Res 049) – OUI : Appui général important pour cette motion et agréable de voir que plusieurs commentaires belges ont été inclus/traités – surtout l'ajout aux références à l'UNEA2 et au WOA dans la section du préambule. Bien que le mot 'déchets' soit maintenant ajouté dans le titre, il reste confus car les débris et les déchets sont présentés comme synonymes, ce qui n'est pas le cas (les débris peuvent être aussi des débris/résidus naturels tandis que les déchets sont d'origine anthropique). Nous n'avons pas de
--	--	--

		<p>notion encourageant les fabricants de produits à envisager les impacts sur le cycle de vie environnemental et à réduire l'utilisation ou à éliminer les microbilles dans les produits. // 054 (Res 051) – OUI : Les actions proposées sont considérées pertinentes pour les écosystèmes côtiers et marins d'Europe et d'Afrique du Nord. // 055 (Res 052) – OUI : Appui général et commentaires bien traités. // 056 (Res 053) – OUI : Bonne motion. // 057 (Res 054) – ABSTENTION : Concerne des questions locales. // 058 (Res 055) – ABSTENTION : En principe, nous soutenons cette motion mais le libellé est trop fort, ce qui pourrait être contreproductif dans l'optique des négociations de la CBI. // 060 (Rec 097) – OUI : Question locale mais pas trop prescriptive. // 062 (Rec 107) – OUI : Soutenons généralement fortement cette idée et le libellé a été amélioré en divers endroits, ce qui répond à certaines de nos préoccupations. // 067 (Res 062) – OUI : Appui généralisé. // 068 (Res 063) – OUI : Bonne motion. // 069 (Res 064) – OUI : Appui fort (mais aucune mention des aspects négatifs de la biodiversité pour la santé, qui existent aussi). // 070 (Rec 108) – ABSTENTION : Concerne essentiellement les pays ayant des PTOM/RU ; nécessite également un financement. // 071 (Res 065) – ABSTENTION : Concerne une question locale. // 072 (Rec 109) – ABSTENTION : Concerne une question locale. // 073 (Rec 110) – OUI : Motion intéressante. // 075 (Res 067) – ABSTENTION : Motion intéressante mais très (trop ?) ambitieuse. // 076 (Res 068) – OUI : Motion importante. // 077 (Res 069) – OUI : Nous soutenons généralement les efforts de définition du concept et en particulier ceux qui mettent la biodiversité au cœur. Cependant (malheureusement), l'UICN semble ignorer quelque peu qu'elle n'est pas le seul acteur travaillant avec les SbN (ce que cette motion a l'air de suggérer) et que différents acteurs ont différents points de vue sur le concept (ce qui n'est pas nécessairement mauvais car la discussion peut aider à affiner le concept). // 078 (Res 070) – OUI : Bonne motion. // 079 (Res 071) – OUI : A l'air généralement bien, et pertinente à soutenir – toutefois, il aurait été utile d'avoir un memorandum explicatif pour comprendre la motivation de cette motion ainsi que le contexte de la proposition. // 080 (Res 072) – ABSTENTION : Complexe, car elle intègre également des aspects du FEM. // 081 (Res 073) – ABSTENTION : Nous sommes généralement positifs vis-à-vis de cette motion mais les incidences pour les ressources ne sont pas claires. // 082 (Res 074) – OUI : Motion intéressante sur un principe important du droit international. // 083 (Res 075) – ABSTENTION : Bien que nous reconnaissons fermement le rôle des cultures autochtones dans les efforts mondiaux de conservation (généralement, l'idée de cette motion est correcte !) – le libellé de cette motion n'est pas toujours adéquat (en particulier le paragraphe 3 du dispositif). // 084 – OUI : Appui ferme. // 085 (Res 077) – OUI : Bonne motion (révision). // 086 (Res 078) – ABSTENTION : Concerne une question locale. // 087 (Res 079) – OUI : Idées intéressantes proposées. // 088 (Res 080) – ABSTENTION : Il n'est pas clair que ce soit réellement la responsabilité de l'UICN. // 089 (Res 081) – OUI : Appui ferme ; reconnaît l'importance de la biodiversité pour la santé et le bien-être. // 091 (Res 083) – OUI : Motion importante. // 092 (Res 084) – ABSTENTION : Idée noble mais plutôt prescriptive et très ambitieuse. // 093 (Res 085) – OUI : Appui ferme ; reconnaît l'importance de la biodiversité pour la santé et le bien-être. // 094 (Rec 111) – OUI : Version révisée moins prescriptive ; bonnes idées. // 095 (Res 086) – OUI : Bonne révision ; appui général. // 096 (Res 087) – OUI : Bonne révision ; appui général. // 097 (Res 088) –</p>
--	--	---

			OUI : Bonne idée. // 098 (Res 089) – OUI : Généralement positif. Nous pouvons soutenir cette motion pour démontrer la position éventuelle de leader de l’UICN dans la promotion de solutions complètes pour la conservation et l’utilisation durable de l’environnement mondial. // 099 (Rec 112) – OUI : Motion importante.//
Regeringskansliet (Sweden)	Suède	WCC-2016-Res-096	Nous avons voté non à la Motion 33 (Res 096) parce qu’elle appelle à la mise en place d’un nouveau mécanisme et l’on ne sait pas clairement le rôle que ce mécanisme devrait avoir. Nous sommes toutefois en faveur du travail de l’UICN sur les questions de fond de cette motion.
Wereld Natuur Fonds - Nederland	Pays-Bas	WCC-2016-Res-098 WCC-2016-Res-010 WCC-2016-Res-096 WCC-2016-Res-075 WCC-2016-Res-080 WCC-2016-Res-089 WCC-2016-Rec-112	Voir ci-dessous, les commentaires sur M3, AMNDT M6, M33, AMDNT M83, M88, M98, M99. MOTION 3 (Rec 098) : Le WWF soutient les technologies de production d’énergie verte, comme les parcs éoliens, qui réduisent les effets négatifs de la production d’énergie sur l’environnement. Tout en soulignant la nécessité de renforcer les énergies renouvelables dans le monde entier comme condition préalable pour limiter le changement climatique, le WWF reconnaît aussi que ces sources d’énergie doivent, dans toute la mesure du possible, chercher à atténuer tous les effets négatifs. En conséquence, tout en soutenant la création de parcs éoliens, le WWF soutient le recours à des mesures d’atténuation des risques d’électrocution / collision pour les oiseaux. Cette résolution contient, dans son dispositif, des éléments positifs et sensés, en particulier : les entreprises de production d’énergie doivent atténuer les effets en entreprenant des évaluations stratégiques de l’environnement et des évaluations d’impact sur l’environnement ; et faire usage des outils et orientations (plurilingues) existants, et les acteurs pertinents doivent maintenir la liaison avec la CMS et mesurer l’efficacité des stratégies d’atténuation. AMENDEMENT À LA MOTION 6 (Res 010) : Les fermes de tigres sont une menace pour les tigres en général, mais cette question n’est pas centrale dans le dispositif de la motion. Maintenir la référence empêchera d’adopter la motion et pourrait aussi empêcher son application. Étant entendu que cela ne signifie pas que le WWF ne considère pas les fermes d’élevage de tigres comme une menace, nous avons voté non à l’amendement. MOTION 33 (Res 096) : Le WWF est d’accord avec le préambule de la motion et l’appel à une analyse approfondie, fondée sur la science, de ce qui est nécessaire pour soutenir la biodiversité et les services écosystémiques. Le WWF soutient les appels à un objectif post-2020 ambitieux pour les aires protégées et à un processus permettant de définir scientifiquement quel doit en être le montant exact. Le WWF apporte aussi un appui scientifique et technique à l’élaboration d’une nouvelle stratégie pour la biodiversité de la CDB post-2020 et son application. AMENDEMENT À LA MOTION 83 (Res 075) : Comme la terminologie amendée n’était pas proposée pour le titre, le titre et le contenu de la motion seraient incohérents si l’amendement est adopté. MOTION 88 (Res 080) : Alors que le WWF soutient l’intention générale de la motion, nous estimons que celle-ci devrait être plus claire sur certains points. Les particularités des territoires autochtones, par exemple, devraient être explicitement identifiées dans toute nouvelle catégorie. MOTION 98 (Res 089) : Promouvoir les énergies renouvelables et les économies d’énergie est cohérent avec la création d’un avenir durable pour les peuples, les lieux et les espèces, dans une société équitable sobre en carbone, résiliente au changement climatique. Le WWF reconnaît aussi que l’énergie hydroélectrique et la bioénergie présentent des risques environnementaux et sociaux

			<p>qui doivent être atténués et collabore avec les industries de production hydroélectrique et de bioénergie pour atténuer les risques.</p> <p>MOTION 99 (Rec 112) : Le WWF soutient cette motion mais note que tout projet de production d'énergie renouvelable offshore doit figurer dans la planification spatiale marine et être précédé par une évaluation environnementale stratégique des effets cumulatifs ainsi que par une évaluation d'impact sur l'environnement et il convient d'adhérer à leurs recommandations.</p>
Western Pacific Regional Fishery Management Council	États-Unis d'Amérique	WCC-2016-Rec-101 WCC-2016-Res-028 WCC-2016-Res-031 WCC-2016-Res-039 WCC-2016-Res-069	<p>023 (Rec 101) – Améliorer la conservation et la gestion des requins et des raies menacés. Le Western Pacific Regional Fishery Management Council (le Conseil) vote non à cette motion. Le Service national des pêcheries marines de la NOAA des États-Unis a récemment déterminé d'après des données scientifiques que le requin-renard à gros yeux et le requin-renard de mer commun ne méritent pas d'être inscrits à la Loi des États-Unis sur les espèces en danger, parce que ces espèces ne sont pas actuellement menacées par le commerce ou la surpêche.</p> <p>027 (Res 028) – Marquer le centenaire du Service américain des parcs nationaux. Cette motion demande à tous les États d'appliquer un système du style du Service des parcs nationaux mais le système qui fonctionne pour les États-Unis ne fonctionnerait peut-être pas dans d'autres pays compte tenu de circonstances géopolitiques, socioéconomiques et culturelles différentes. Le Conseil vote non à cette motion parce que ces questions ne sont pas assez prises en compte.</p> <p>030 (Res 031) – Congrès mondial des parcs 2014 : La Promesse de Sydney. Le Conseil soutient cette motion en partie (rapport annuel sur la mise en œuvre), mais vote non car nous ne soutenons pas certaines parties de la Promesse de Sydney.</p> <p>042 (Res 039) – Les aires protégées : une solution naturelle au changement climatique. Le Conseil n'est pas d'accord avec cette motion qui stipule que les aires protégées sont des solutions au changement climatique, en particulier dans le contexte des grandes aires protégées marines pélagiques.</p> <p>077 (Res 069) – Définition des solutions fondées sur la nature. Le Conseil vote oui à cette motion avec des réserves. La définition proposée est vaste et une amélioration serait nécessaire pour éclaircir le type d'actions considérées comme « fondées sur la nature ».</p>
World Wide Fund - Pakistan	Pakistan	WCC-2016-Res-098 WCC-2016-Res-010 WCC-2016-Res-096 WCC-2016-Res-075 WCC-2016-Res-080 WCC-2016-Res-089 WCC-2016-Rec-112	<p>Voir ci-dessous, les commentaires sur M3, AMNDT M6, M33, AMDNT M83, M88, M98, M99.</p> <p>MOTION 3 (Rec 098) : Le WWF soutient les technologies de production d'énergie verte, comme les parcs éoliens, qui réduisent les effets négatifs de la production d'énergie sur l'environnement. Tout en soulignant la nécessité de renforcer les énergies renouvelables dans le monde entier comme condition préalable pour limiter le changement climatique, le WWF reconnaît aussi que ces sources d'énergie doivent, dans toute la mesure du possible, chercher à atténuer tous les effets négatifs. En conséquence, tout en soutenant la création de parcs éoliens, le WWF soutient le recours à des mesures d'atténuation des risques d'électrocution / collision pour les oiseaux. Cette résolution contient, dans son dispositif, des éléments positifs et sensés, en particulier : les entreprises de production d'énergie doivent atténuer les effets en entreprenant des évaluations stratégiques de l'environnement et des évaluations d'impact sur l'environnement ; et faire usage des outils et orientations (plurilingues) existants, et les acteurs pertinents doivent maintenir la liaison avec la CMS et mesurer l'efficacité des stratégies d'atténuation.</p>

			<p>AMENDEMENT À LA MOTION 6 (Res 010) : Les fermes de tigres sont une menace pour les tigres en général, mais cette question n'est pas centrale dans le dispositif de la motion. Maintenir la référence empêchera d'adopter la motion et pourrait aussi empêcher son application. Étant entendu que cela ne signifie pas que le WWF ne considère pas les fermes d'élevage de tigres comme une menace, nous avons voté non à l'amendement.</p> <p>MOTION 33 (Res 096) : Le WWF est d'accord avec le préambule de la motion et l'appel à une analyse approfondie, fondée sur la science, de ce qui est nécessaire pour soutenir la biodiversité et les services écosystémiques. Le WWF soutient les appels à un objectif post-2020 ambitieux pour les aires protégées et à un processus permettant de définir scientifiquement quel doit en être le montant exact. Le WWF apporte aussi un appui scientifique et technique à l'élaboration d'une nouvelle stratégie pour la biodiversité de la CDB post-2020 et son application.</p> <p>AMENDEMENT À LA MOTION 83 (Res 075) : Comme la terminologie amendée n'était pas proposée pour le titre, le titre et le contenu de la motion seraient incohérents si l'amendement est adopté.</p> <p>MOTION 88 (Res 080) : Alors que le WWF soutient l'intention générale de la motion, nous estimons que celle-ci devrait être plus claire sur certains points. Les particularités des territoires autochtones, par exemple, devraient être explicitement identifiées dans toute nouvelle catégorie.</p> <p>MOTION 98 (Res 089) : Promouvoir les énergies renouvelables et les économies d'énergie est cohérent avec la création d'un avenir durable pour les peuples, les lieux et les espèces, dans une société équitable sobre en carbone, résiliente au changement climatique. Le WWF reconnaît aussi que l'énergie hydroélectrique et la bioénergie présentent des risques environnementaux et sociaux qui doivent être atténués et collabore avec les industries de production hydroélectrique et de bioénergie pour atténuer les risques.</p> <p>MOTION 99 (Rec 112) : Le WWF soutient cette motion mais note que tout projet de production d'énergie renouvelable offshore doit figurer dans la planification spatiale marine et être précédé par une évaluation environnementale stratégique des effets cumulatifs ainsi que par une évaluation d'impact sur l'environnement et il convient d'adhérer à leurs recommandations.</p>
World Wide Fund for Nature - Belgium	Belgique	WCC-2016-Res-098 WCC-2016-Res-010 WCC-2016-Res-096 WCC-2016-Res-075 WCC-2016-Res-080 WCC-2016-Res-089 WCC-2016-Rec-112	<p>Voir ci-dessous, les commentaires sur M3, AMNDT M6, M33, AMDNT M83, M88, M98, M99.</p> <p>MOTION 3 (Rec 098) : Le WWF soutient les technologies de production d'énergie verte, comme les parcs éoliens, qui réduisent les effets négatifs de la production d'énergie sur l'environnement. Tout en soulignant la nécessité de renforcer les énergies renouvelables dans le monde entier comme condition préalable pour limiter le changement climatique, le WWF reconnaît aussi que ces sources d'énergie doivent, dans toute la mesure du possible, chercher à atténuer tous les effets négatifs. En conséquence, tout en soutenant la création de parcs éoliens, le WWF soutient le recours à des mesures d'atténuation des risques d'électrocution / collision pour les oiseaux. Cette résolution contient, dans son dispositif, des éléments positifs et sensés, en particulier : les entreprises de production d'énergie doivent atténuer les effets en entreprenant des évaluations stratégiques de l'environnement et des évaluations d'impact sur l'environnement ; et faire usage des outils et orientations (plurilingues) existants, et les acteurs pertinents doivent maintenir la liaison avec la CMS et mesurer l'efficacité des stratégies d'atténuation.</p> <p>AMENDEMENT À LA MOTION 6 (Res 010) : Les fermes de tigres sont une menace pour les tigres</p>

			<p>en général, mais cette question n'est pas centrale dans le dispositif de la motion. Maintenir la référence empêchera d'adopter la motion et pourrait aussi empêcher son application. Étant entendu que cela ne signifie pas que le WWF ne considère pas les fermes d'élevage de tigres comme une menace, nous avons voté non à l'amendement.</p> <p>MOTION 33 (Res 096) : Le WWF est d'accord avec le préambule de la motion et l'appel à une analyse approfondie, fondée sur la science, de ce qui est nécessaire pour soutenir la biodiversité et les services écosystémiques. Le WWF soutient les appels à un objectif post-2020 ambitieux pour les aires protégées et à un processus permettant de définir scientifiquement quel doit en être le montant exact. Le WWF apporte aussi un appui scientifique et technique à l'élaboration d'une nouvelle stratégie pour la biodiversité de la CDB post-2020 et son application.</p> <p>AMENDEMENT À LA MOTION 83 (Res 075) : Comme la terminologie amendée n'était pas proposée pour le titre, le titre et le contenu de la motion seraient incohérents si l'amendement est adopté.</p> <p>MOTION 88 (Res 080) : Alors que le WWF soutient l'intention générale de la motion, nous estimons que celle-ci devrait être plus claire sur certains points. Les particularités des territoires autochtones, par exemple, devraient être explicitement identifiées dans toute nouvelle catégorie.</p> <p>MOTION 98 (Res 089) : Promouvoir les énergies renouvelables et les économies d'énergie est cohérent avec la création d'un avenir durable pour les peuples, les lieux et les espèces, dans une société équitable sobre en carbone, résiliente au changement climatique. Le WWF reconnaît aussi que l'énergie hydroélectrique et la bioénergie présentent des risques environnementaux et sociaux qui doivent être atténués et collabore avec les industries de production hydroélectrique et de bioénergie pour atténuer les risques.</p> <p>MOTION 99 (Rec 112) : Le WWF soutient cette motion mais note que tout projet de production d'énergie renouvelable offshore doit figurer dans la planification spatiale marine et être précédé par une évaluation environnementale stratégique des effets cumulatifs ainsi que par une évaluation d'impact sur l'environnement et il convient d'adhérer à leurs recommandations.</p>
World Wide Fund for Nature - Finland	Finlande	WCC-2016-Res-098 WCC-2016-Res-010 WCC-2016-Res-096 WCC-2016-Res-075 WCC-2016-Res-080 WCC-2016-Res-089 WCC-2016-Rec-112	<p>Voir ci-dessous, les commentaires sur M3, AMNDT M6, M33, AMDNT M83, M88, M98, M99.</p> <p>MOTION 3 (Rec 098) : Le WWF soutient les technologies de production d'énergie verte, comme les parcs éoliens, qui réduisent les effets négatifs de la production d'énergie sur l'environnement. Tout en soulignant la nécessité de renforcer les énergies renouvelables dans le monde entier comme condition préalable pour limiter le changement climatique, le WWF reconnaît aussi que ces sources d'énergie doivent, dans toute la mesure du possible, chercher à atténuer tous les effets négatifs. En conséquence, tout en soutenant la création de parcs éoliens, le WWF soutient le recours à des mesures d'atténuation des risques d'électrocution / collision pour les oiseaux. Cette résolution contient, dans son dispositif, des éléments positifs et sensés, en particulier : les entreprises de production d'énergie doivent atténuer les effets en entreprenant des évaluations stratégiques de l'environnement et des évaluations d'impact sur l'environnement ; et faire usage des outils et orientations (plurilingues) existants, et les acteurs pertinents doivent maintenir la liaison avec la CMS et mesurer l'efficacité des stratégies d'atténuation.</p> <p>AMENDEMENT À LA MOTION 6 (Res 010) : Les fermes de tigres sont une menace pour les tigres en général, mais cette question n'est pas centrale dans le dispositif de la motion. Maintenir la</p>

			<p>référence empêchera d'adopter la motion et pourrait aussi empêcher son application. Étant entendu que cela ne signifie pas que le WWF ne considère pas les fermes d'élevage de tigres comme une menace, nous avons voté non à l'amendement.</p> <p>MOTION 33 (Res 096) : Le WWF est d'accord avec le préambule de la motion et l'appel à une analyse approfondie, fondée sur la science, de ce qui est nécessaire pour soutenir la biodiversité et les services écosystémiques. Le WWF soutient les appels à un objectif post-2020 ambitieux pour les aires protégées et à un processus permettant de définir scientifiquement quel doit en être le montant exact. Le WWF apporte aussi un appui scientifique et technique à l'élaboration d'une nouvelle stratégie pour la biodiversité de la CDB post-2020 et son application.</p> <p>AMENDEMENT À LA MOTION 83 (Res 075) : Comme la terminologie amendée n'était pas proposée pour le titre, le titre et le contenu de la motion seraient incohérents si l'amendement est adopté.</p> <p>MOTION 88 (Res 080) : Alors que le WWF soutient l'intention générale de la motion, nous estimons que celle-ci devrait être plus claire sur certains points. Les particularités des territoires autochtones, par exemple, devraient être explicitement identifiées dans toute nouvelle catégorie.</p> <p>MOTION 98 (Res 089) : Promouvoir les énergies renouvelables et les économies d'énergie est cohérent avec la création d'un avenir durable pour les peuples, les lieux et les espèces, dans une société équitable sobre en carbone, résiliente au changement climatique. Le WWF reconnaît aussi que l'énergie hydroélectrique et la bioénergie présentent des risques environnementaux et sociaux qui doivent être atténués et collabore avec les industries de production hydroélectrique et de bioénergie pour atténuer les risques.</p> <p>MOTION 99 (Rec 112) : Le WWF soutient cette motion mais note que tout projet de production d'énergie renouvelable offshore doit figurer dans la planification spatiale marine et être précédé par une évaluation environnementale stratégique des effets cumulatifs ainsi que par une évaluation d'impact sur l'environnement et il convient d'adhérer à leurs recommandations.</p>
World Wide Fund for Nature - Hong Kong	Chine	WCC-2016-Res-098 WCC-2016-Res-010 WCC-2016-Res-096 WCC-2016-Res-075 WCC-2016-Res-080 WCC-2016-Res-089 WCC-2016-Rec-112	<p>Voir ci-dessous, les commentaires sur M3, AMNDT M6, M33, AMDNT M83, M88, M98, M99.</p> <p>MOTION 3 (Rec 098) : Le WWF soutient les technologies de production d'énergie verte, comme les parcs éoliens, qui réduisent les effets négatifs de la production d'énergie sur l'environnement. Tout en soulignant la nécessité de renforcer les énergies renouvelables dans le monde entier comme condition préalable pour limiter le changement climatique, le WWF reconnaît aussi que ces sources d'énergie doivent, dans toute la mesure du possible, chercher à atténuer tous les effets négatifs. En conséquence, tout en soutenant la création de parcs éoliens, le WWF soutient le recours à des mesures d'atténuation des risques d'électrocution / collision pour les oiseaux. Cette résolution contient, dans son dispositif, des éléments positifs et sensés, en particulier : les entreprises de production d'énergie doivent atténuer les effets en entreprenant des évaluations stratégiques de l'environnement et des évaluations d'impact sur l'environnement ; et faire usage des outils et orientations (plurilingues) existants, et les acteurs pertinents doivent maintenir la liaison avec la CMS et mesurer l'efficacité des stratégies d'atténuation.</p> <p>AMENDEMENT À LA MOTION 6 (Res 010) : Les fermes de tigres sont une menace pour les tigres en général, mais cette question n'est pas centrale dans le dispositif de la motion. Maintenir la référence empêchera d'adopter la motion et pourrait aussi empêcher son application. Étant entendu</p>

			<p>que cela ne signifie pas que le WWF ne considère pas les fermes d'élevage de tigres comme une menace, nous avons voté non à l'amendement.</p> <p>MOTION 33 (Res 096) : Le WWF est d'accord avec le préambule de la motion et l'appel à une analyse approfondie, fondée sur la science, de ce qui est nécessaire pour soutenir la biodiversité et les services écosystémiques. Le WWF soutient les appels à un objectif post-2020 ambitieux pour les aires protégées et à un processus permettant de définir scientifiquement quel doit en être le montant exact. Le WWF apporte aussi un appui scientifique et technique à l'élaboration d'une nouvelle stratégie pour la biodiversité de la CDB post-2020 et son application.</p> <p>AMENDEMENT À LA MOTION 83 (Res 075) : Comme la terminologie amendée n'était pas proposée pour le titre, le titre et le contenu de la motion seraient incohérents si l'amendement est adopté.</p> <p>MOTION 88 (Res 080) : Alors que le WWF soutient l'intention générale de la motion, nous estimons que celle-ci devrait être plus claire sur certains points. Les particularités des territoires autochtones, par exemple, devraient être explicitement identifiées dans toute nouvelle catégorie.</p> <p>MOTION 98 (Res 089) : Promouvoir les énergies renouvelables et les économies d'énergie est cohérent avec la création d'un avenir durable pour les peuples, les lieux et les espèces, dans une société équitable sobre en carbone, résiliente au changement climatique. Le WWF reconnaît aussi que l'énergie hydroélectrique et la bioénergie présentent des risques environnementaux et sociaux qui doivent être atténués et collabore avec les industries de production hydroélectrique et de bioénergie pour atténuer les risques.</p> <p>MOTION 99 (Rec 112) : Le WWF soutient cette motion mais note que tout projet de production d'énergie renouvelable offshore doit figurer dans la planification spatiale marine et être précédé par une évaluation environnementale stratégique des effets cumulatifs ainsi que par une évaluation d'impact sur l'environnement et il convient d'adhérer à leurs recommandations.</p>
World Wide Fund for Nature - India	Inde	WCC-2016-Res-098 WCC-2016-Res-010 WCC-2016-Res-096 WCC-2016-Res-075 WCC-2016-Res-080 WCC-2016-Res-089 WCC-2016-Rec-112	<p>Voir ci-dessous, les commentaires sur M3, AMNDT M6, M33, AMDNT M83, M88, M98, M99.</p> <p>MOTION 3 (Rec 098) : Le WWF soutient les technologies de production d'énergie verte, comme les parcs éoliens, qui réduisent les effets négatifs de la production d'énergie sur l'environnement. Tout en soulignant la nécessité de renforcer les énergies renouvelables dans le monde entier comme condition préalable pour limiter le changement climatique, le WWF reconnaît aussi que ces sources d'énergie doivent, dans toute la mesure du possible, chercher à atténuer tous les effets négatifs. En conséquence, tout en soutenant la création de parcs éoliens, le WWF soutient le recours à des mesures d'atténuation des risques d'électrocution / collision pour les oiseaux. Cette résolution contient, dans son dispositif, des éléments positifs et sensés, en particulier : les entreprises de production d'énergie doivent atténuer les effets en entreprenant des évaluations stratégiques de l'environnement et des évaluations d'impact sur l'environnement ; et faire usage des outils et orientations (plurilingues) existants, et les acteurs pertinents doivent maintenir la liaison avec la CMS et mesurer l'efficacité des stratégies d'atténuation.</p> <p>AMENDEMENT À LA MOTION 6 (Res 010) : Les fermes de tigres sont une menace pour les tigres en général, mais cette question n'est pas centrale dans le dispositif de la motion. Maintenir la référence empêchera d'adopter la motion et pourrait aussi empêcher son application. Étant entendu que cela ne signifie pas que le WWF ne considère pas les fermes d'élevage de tigres comme une</p>

			<p>menace, nous avons voté non à l'amendement.</p> <p>MOTION 33 (Res 096) : Le WWF est d'accord avec le préambule de la motion et l'appel à une analyse approfondie, fondée sur la science, de ce qui est nécessaire pour soutenir la biodiversité et les services écosystémiques. Le WWF soutient les appels à un objectif post-2020 ambitieux pour les aires protégées et à un processus permettant de définir scientifiquement quel doit en être le montant exact. Le WWF apporte aussi un appui scientifique et technique à l'élaboration d'une nouvelle stratégie pour la biodiversité de la CDB post-2020 et son application.</p> <p>AMENDEMENT À LA MOTION 83 (Res 075) : Comme la terminologie amendée n'était pas proposée pour le titre, le titre et le contenu de la motion seraient incohérents si l'amendement est adopté.</p> <p>MOTION 88 (Res 080) : Alors que le WWF soutient l'intention générale de la motion, nous estimons que celle-ci devrait être plus claire sur certains points. Les particularités des territoires autochtones, par exemple, devraient être explicitement identifiées dans toute nouvelle catégorie.</p> <p>MOTION 98 (Res 089) : Promouvoir les énergies renouvelables et les économies d'énergie est cohérent avec la création d'un avenir durable pour les peuples, les lieux et les espèces, dans une société équitable sobre en carbone, résiliente au changement climatique. Le WWF reconnaît aussi que l'énergie hydroélectrique et la bioénergie présentent des risques environnementaux et sociaux qui doivent être atténués et collabore avec les industries de production hydroélectrique et de bioénergie pour atténuer les risques.</p> <p>MOTION 99 (Rec 112) : Le WWF soutient cette motion mais note que tout projet de production d'énergie renouvelable offshore doit figurer dans la planification spatiale marine et être précédé par une évaluation environnementale stratégique des effets cumulatifs ainsi que par une évaluation d'impact sur l'environnement et il convient d'adhérer à leurs recommandations.</p>
World Wide Fund for Nature - International		WCC-2016-Res-098 WCC-2016-Res-010 WCC-2016-Res-096 WCC-2016-Res-075 WCC-2016-Res-080 WCC-2016-Res-089 WCC-2016-Rec-112	<p>Voir ci-dessous, les commentaires sur M3, AMNDT M6, M33, AMDNT M83, M88, M98, M99.</p> <p>MOTION 3 (Rec 098) : Le WWF soutient les technologies de production d'énergie verte, comme les parcs éoliens, qui réduisent les effets négatifs de la production d'énergie sur l'environnement. Tout en soulignant la nécessité de renforcer les énergies renouvelables dans le monde entier comme condition préalable pour limiter le changement climatique, le WWF reconnaît aussi que ces sources d'énergie doivent, dans toute la mesure du possible, chercher à atténuer tous les effets négatifs. En conséquence, tout en soutenant la création de parcs éoliens, le WWF soutient le recours à des mesures d'atténuation des risques d'électrocution / collision pour les oiseaux. Cette résolution contient, dans son dispositif, des éléments positifs et sensés, en particulier : les entreprises de production d'énergie doivent atténuer les effets en entreprenant des évaluations stratégiques de l'environnement et des évaluations d'impact sur l'environnement ; et faire usage des outils et orientations (plurilingues) existants, et les acteurs pertinents doivent maintenir la liaison avec la CMS et mesurer l'efficacité des stratégies d'atténuation.</p> <p>AMENDEMENT À LA MOTION 6 (Res 010) : Les fermes de tigres sont une menace pour les tigres en général, mais cette question n'est pas centrale dans le dispositif de la motion. Maintenir la référence empêchera d'adopter la motion et pourrait aussi empêcher son application. Étant entendu que cela ne signifie pas que le WWF ne considère pas les fermes d'élevage de tigres comme une menace, nous avons voté non à l'amendement.</p>

			<p>MOTION 33 (Res 096) : Le WWF est d'accord avec le préambule de la motion et l'appel à une analyse approfondie, fondée sur la science, de ce qui est nécessaire pour soutenir la biodiversité et les services écosystémiques. Le WWF soutient les appels à un objectif post-2020 ambitieux pour les aires protégées et à un processus permettant de définir scientifiquement quel doit en être le montant exact. Le WWF apporte aussi un appui scientifique et technique à l'élaboration d'une nouvelle stratégie pour la biodiversité de la CDB post-2020 et son application.</p> <p>AMENDEMENT À LA MOTION 83 (Res 075) : Comme la terminologie amendée n'était pas proposée pour le titre, le titre et le contenu de la motion seraient incohérents si l'amendement est adopté.</p> <p>MOTION 88 (Res 080) : Alors que le WWF soutient l'intention générale de la motion, nous estimons que celle-ci devrait être plus claire sur certains points. Les particularités des territoires autochtones, par exemple, devraient être explicitement identifiées dans toute nouvelle catégorie.</p> <p>MOTION 98 (Res 089) : Promouvoir les énergies renouvelables et les économies d'énergie est cohérent avec la création d'un avenir durable pour les peuples, les lieux et les espèces, dans une société équitable sobre en carbone, résiliente au changement climatique. Le WWF reconnaît aussi que l'énergie hydroélectrique et la bioénergie présentent des risques environnementaux et sociaux qui doivent être atténués et collabore avec les industries de production hydroélectrique et de bioénergie pour atténuer les risques.</p> <p>MOTION 99 (Rec 112) : Le WWF soutient cette motion mais note que tout projet de production d'énergie renouvelable offshore doit figurer dans la planification spatiale marine et être précédé par une évaluation environnementale stratégique des effets cumulatifs ainsi que par une évaluation d'impact sur l'environnement et il convient d'adhérer à leurs recommandations.</p>
World Wide Fund for Nature - Japan	Japon	WCC-2016-Res-098 WCC-2016-Res-010 WCC-2016-Res-096 WCC-2016-Res-075 WCC-2016-Res-080 WCC-2016-Res-089 WCC-2016-Rec-112	<p>Voir ci-dessous, les commentaires sur M3, AMNDT M6, M33, AMDNT M83, M88, M98, M99.</p> <p>MOTION 3 (Rec 098) : Le WWF soutient les technologies de production d'énergie verte, comme les parcs éoliens, qui réduisent les effets négatifs de la production d'énergie sur l'environnement. Tout en soulignant la nécessité de renforcer les énergies renouvelables dans le monde entier comme condition préalable pour limiter le changement climatique, le WWF reconnaît aussi que ces sources d'énergie doivent, dans toute la mesure du possible, chercher à atténuer tous les effets négatifs. En conséquence, tout en soutenant la création de parcs éoliens, le WWF soutient le recours à des mesures d'atténuation des risques d'électrocution / collision pour les oiseaux. Cette résolution contient, dans son dispositif, des éléments positifs et sensés, en particulier : les entreprises de production d'énergie doivent atténuer les effets en entreprenant des évaluations stratégiques de l'environnement et des évaluations d'impact sur l'environnement ; et faire usage des outils et orientations (plurilingues) existants, et les acteurs pertinents doivent maintenir la liaison avec la CMS et mesurer l'efficacité des stratégies d'atténuation.</p> <p>AMENDEMENT À LA MOTION 6 (Res 010) : Les fermes de tigres sont une menace pour les tigres en général, mais cette question n'est pas centrale dans le dispositif de la motion. Maintenir la référence empêchera d'adopter la motion et pourrait aussi empêcher son application. Étant entendu que cela ne signifie pas que le WWF ne considère pas les fermes d'élevage de tigres comme une menace, nous avons voté non à l'amendement.</p> <p>MOTION 33 (Res 096) : Le WWF est d'accord avec le préambule de la motion et l'appel à une</p>

			<p>analyse approfondie, fondée sur la science, de ce qui est nécessaire pour soutenir la biodiversité et les services écosystémiques. Le WWF soutient les appels à un objectif post-2020 ambitieux pour les aires protégées et à un processus permettant de définir scientifiquement quel doit en être le montant exact. Le WWF apporte aussi un appui scientifique et technique à l'élaboration d'une nouvelle stratégie pour la biodiversité de la CDB post-2020 et son application.</p> <p>AMENDEMENT À LA MOTION 83 (Res 075) : Comme la terminologie amendée n'était pas proposée pour le titre, le titre et le contenu de la motion seraient incohérents si l'amendement est adopté.</p> <p>MOTION 88 (Res 080) : Alors que le WWF soutient l'intention générale de la motion, nous estimons que celle-ci devrait être plus claire sur certains points. Les particularités des territoires autochtones, par exemple, devraient être explicitement identifiées dans toute nouvelle catégorie.</p> <p>MOTION 98 (Res 089) : Promouvoir les énergies renouvelables et les économies d'énergie est cohérent avec la création d'un avenir durable pour les peuples, les lieux et les espèces, dans une société équitable sobre en carbone, résiliente au changement climatique. Le WWF reconnaît aussi que l'énergie hydroélectrique et la bioénergie présentent des risques environnementaux et sociaux qui doivent être atténués et collabore avec les industries de production hydroélectrique et de bioénergie pour atténuer les risques.</p> <p>MOTION 99 (Rec 112) : Le WWF soutient cette motion mais note que tout projet de production d'énergie renouvelable offshore doit figurer dans la planification spatiale marine et être précédé par une évaluation environnementale stratégique des effets cumulatifs ainsi que par une évaluation d'impact sur l'environnement et il convient d'adhérer à leurs recommandations.</p>
World Wide Fund for Nature - Malaysia	Malaisie	WCC-2016-Res-098 WCC-2016-Res-010 WCC-2016-Res-096 WCC-2016-Res-075 WCC-2016-Res-080 WCC-2016-Res-089 WCC-2016-Rec-112	<p>Voir ci-dessous, les commentaires sur M3, AMNDT M6, M33, AMDNT M83, M88, M98, M99.</p> <p>MOTION 3 (Rec 098) : Le WWF soutient les technologies de production d'énergie verte, comme les parcs éoliens, qui réduisent les effets négatifs de la production d'énergie sur l'environnement. Tout en soulignant la nécessité de renforcer les énergies renouvelables dans le monde entier comme condition préalable pour limiter le changement climatique, le WWF reconnaît aussi que ces sources d'énergie doivent, dans toute la mesure du possible, chercher à atténuer tous les effets négatifs. En conséquence, tout en soutenant la création de parcs éoliens, le WWF soutient le recours à des mesures d'atténuation des risques d'électrocution / collision pour les oiseaux. Cette résolution contient, dans son dispositif, des éléments positifs et sensés, en particulier : les entreprises de production d'énergie doivent atténuer les effets en entreprenant des évaluations stratégiques de l'environnement et des évaluations d'impact sur l'environnement ; et faire usage des outils et orientations (plurilingues) existants, et les acteurs pertinents doivent maintenir la liaison avec la CMS et mesurer l'efficacité des stratégies d'atténuation.</p> <p>AMENDEMENT À LA MOTION 6 (Res 010) : Les fermes de tigres sont une menace pour les tigres en général, mais cette question n'est pas centrale dans le dispositif de la motion. Maintenir la référence empêchera d'adopter la motion et pourrait aussi empêcher son application. Étant entendu que cela ne signifie pas que le WWF ne considère pas les fermes d'élevage de tigres comme une menace, nous avons voté non à l'amendement.</p> <p>MOTION 33 (Res 096) : Le WWF est d'accord avec le préambule de la motion et l'appel à une analyse approfondie, fondée sur la science, de ce qui est nécessaire pour soutenir la biodiversité et</p>

			<p>les services écosystémiques. Le WWF soutient les appels à un objectif post-2020 ambitieux pour les aires protégées et à un processus permettant de définir scientifiquement quel doit en être le montant exact. Le WWF apporte aussi un appui scientifique et technique à l'élaboration d'une nouvelle stratégie pour la biodiversité de la CDB post-2020 et son application.</p> <p>AMENDEMENT À LA MOTION 83 (Res 075) : Comme la terminologie amendée n'était pas proposée pour le titre, le titre et le contenu de la motion seraient incohérents si l'amendement est adopté.</p> <p>MOTION 88 (Res 080) : Alors que le WWF soutient l'intention générale de la motion, nous estimons que celle-ci devrait être plus claire sur certains points. Les particularités des territoires autochtones, par exemple, devraient être explicitement identifiées dans toute nouvelle catégorie.</p> <p>MOTION 98 (Res 089) : Promouvoir les énergies renouvelables et les économies d'énergie est cohérent avec la création d'un avenir durable pour les peuples, les lieux et les espèces, dans une société équitable sobre en carbone, résiliente au changement climatique. Le WWF reconnaît aussi que l'énergie hydroélectrique et la bioénergie présentent des risques environnementaux et sociaux qui doivent être atténués et collabore avec les industries de production hydroélectrique et de bioénergie pour atténuer les risques.</p> <p>MOTION 99 (Rec 112) : Le WWF soutient cette motion mais note que tout projet de production d'énergie renouvelable offshore doit figurer dans la planification spatiale marine et être précédé par une évaluation environnementale stratégique des effets cumulatifs ainsi que par une évaluation d'impact sur l'environnement et il convient d'adhérer à leurs recommandations.</p>
World Wide Fund for Nature - Norway	Norvège	WCC-2016-Res-098 WCC-2016-Res-010 WCC-2016-Res-096 WCC-2016-Res-075 WCC-2016-Res-080 WCC-2016-Res-089 WCC-2016-Rec-112	<p>Voir ci-dessous, les commentaires sur M3, AMNDT M6, M33, AMDNT M83, M88, M98, M99.</p> <p>MOTION 3 (Rec 098) : Le WWF soutient les technologies de production d'énergie verte, comme les parcs éoliens, qui réduisent les effets négatifs de la production d'énergie sur l'environnement. Tout en soulignant la nécessité de renforcer les énergies renouvelables dans le monde entier comme condition préalable pour limiter le changement climatique, le WWF reconnaît aussi que ces sources d'énergie doivent, dans toute la mesure du possible, chercher à atténuer tous les effets négatifs. En conséquence, tout en soutenant la création de parcs éoliens, le WWF soutient le recours à des mesures d'atténuation des risques d'électrocution / collision pour les oiseaux. Cette résolution contient, dans son dispositif, des éléments positifs et sensés, en particulier : les entreprises de production d'énergie doivent atténuer les effets en entreprenant des évaluations stratégiques de l'environnement et des évaluations d'impact sur l'environnement ; et faire usage des outils et orientations (plurilingues) existants, et les acteurs pertinents doivent maintenir la liaison avec la CMS et mesurer l'efficacité des stratégies d'atténuation.</p> <p>AMENDEMENT À LA MOTION 6 (Res 010) : Les fermes de tigres sont une menace pour les tigres en général, mais cette question n'est pas centrale dans le dispositif de la motion. Maintenir la référence empêchera d'adopter la motion et pourrait aussi empêcher son application. Étant entendu que cela ne signifie pas que le WWF ne considère pas les fermes d'élevage de tigres comme une menace, nous avons voté non à l'amendement.</p> <p>MOTION 33 (Res 096) : Le WWF est d'accord avec le préambule de la motion et l'appel à une analyse approfondie, fondée sur la science, de ce qui est nécessaire pour soutenir la biodiversité et les services écosystémiques. Le WWF soutient les appels à un objectif post-2020 ambitieux pour les</p>

			<p>aires protégées et à un processus permettant de définir scientifiquement quel doit en être le montant exact. Le WWF apporte aussi un appui scientifique et technique à l'élaboration d'une nouvelle stratégie pour la biodiversité de la CDB post-2020 et son application.</p> <p>AMENDEMENT À LA MOTION 83 (Res 075) : Comme la terminologie amendée n'était pas proposée pour le titre, le titre et le contenu de la motion seraient incohérents si l'amendement est adopté.</p> <p>MOTION 88 (Res 080) : Alors que le WWF soutient l'intention générale de la motion, nous estimons que celle-ci devrait être plus claire sur certains points. Les particularités des territoires autochtones, par exemple, devraient être explicitement identifiées dans toute nouvelle catégorie.</p> <p>MOTION 98 (Res 089) : Promouvoir les énergies renouvelables et les économies d'énergie est cohérent avec la création d'un avenir durable pour les peuples, les lieux et les espèces, dans une société équitable sobre en carbone, résiliente au changement climatique. Le WWF reconnaît aussi que l'énergie hydroélectrique et la bioénergie présentent des risques environnementaux et sociaux qui doivent être atténués et collabore avec les industries de production hydroélectrique et de bioénergie pour atténuer les risques.</p> <p>MOTION 99 (Rec 112) : Le WWF soutient cette motion mais note que tout projet de production d'énergie renouvelable offshore doit figurer dans la planification spatiale marine et être précédé par une évaluation environnementale stratégique des effets cumulatifs ainsi que par une évaluation d'impact sur l'environnement et il convient d'adhérer à leurs recommandations.</p>
World Wide Fund for Nature - Russia	Russie	WCC-2016-Res-098 WCC-2016-Res-010 WCC-2016-Res-096 WCC-2016-Res-075 WCC-2016-Res-080 WCC-2016-Res-089 WCC-2016-Rec-112	<p>Voir ci-dessous, les commentaires sur M3, AMNDT M6, M33, AMDNT M83, M88, M98, M99.</p> <p>MOTION 3 (Rec 098) : Le WWF soutient les technologies de production d'énergie verte, comme les parcs éoliens, qui réduisent les effets négatifs de la production d'énergie sur l'environnement. Tout en soulignant la nécessité de renforcer les énergies renouvelables dans le monde entier comme condition préalable pour limiter le changement climatique, le WWF reconnaît aussi que ces sources d'énergie doivent, dans toute la mesure du possible, chercher à atténuer tous les effets négatifs. En conséquence, tout en soutenant la création de parcs éoliens, le WWF soutient le recours à des mesures d'atténuation des risques d'électrocution / collision pour les oiseaux. Cette résolution contient, dans son dispositif, des éléments positifs et sensés, en particulier : les entreprises de production d'énergie doivent atténuer les effets en entreprenant des évaluations stratégiques de l'environnement et des évaluations d'impact sur l'environnement ; et faire usage des outils et orientations (plurilingues) existants, et les acteurs pertinents doivent maintenir la liaison avec la CMS et mesurer l'efficacité des stratégies d'atténuation.</p> <p>AMENDEMENT À LA MOTION 6 (Res 010) : Les fermes de tigres sont une menace pour les tigres en général, mais cette question n'est pas centrale dans le dispositif de la motion. Maintenir la référence empêchera d'adopter la motion et pourrait aussi empêcher son application. Étant entendu que cela ne signifie pas que le WWF ne considère pas les fermes d'élevage de tigres comme une menace, nous avons voté non à l'amendement.</p> <p>MOTION 33 (Res 096) : Le WWF est d'accord avec le préambule de la motion et l'appel à une analyse approfondie, fondée sur la science, de ce qui est nécessaire pour soutenir la biodiversité et les services écosystémiques. Le WWF soutient les appels à un objectif post-2020 ambitieux pour les aires protégées et à un processus permettant de définir scientifiquement quel doit en être le</p>

			<p>montant exact. Le WWF apporte aussi un appui scientifique et technique à l'élaboration d'une nouvelle stratégie pour la biodiversité de la CDB post-2020 et son application.</p> <p>AMENDEMENT À LA MOTION 83 (Res 075) : Comme la terminologie amendée n'était pas proposée pour le titre, le titre et le contenu de la motion seraient incohérents si l'amendement est adopté.</p> <p>MOTION 88 (Res 080) : Alors que le WWF soutient l'intention générale de la motion, nous estimons que celle-ci devrait être plus claire sur certains points. Les particularités des territoires autochtones, par exemple, devraient être explicitement identifiées dans toute nouvelle catégorie.</p> <p>MOTION 98 (Res 089) : Promouvoir les énergies renouvelables et les économies d'énergie est cohérent avec la création d'un avenir durable pour les peuples, les lieux et les espèces, dans une société équitable sobre en carbone, résiliente au changement climatique. Le WWF reconnaît aussi que l'énergie hydroélectrique et la bioénergie présentent des risques environnementaux et sociaux qui doivent être atténués et collabore avec les industries de production hydroélectrique et de bioénergie pour atténuer les risques.</p> <p>MOTION 99 (Rec 112) : Le WWF soutient cette motion mais note que tout projet de production d'énergie renouvelable offshore doit figurer dans la planification spatiale marine et être précédé par une évaluation environnementale stratégique des effets cumulatifs ainsi que par une évaluation d'impact sur l'environnement et il convient d'adhérer à leurs recommandations.</p>
World Wide Fund for Nature - Switzerland	Suisse	WCC-2016-Res-098 WCC-2016-Res-010 WCC-2016-Res-096 WCC-2016-Res-075 WCC-2016-Res-080 WCC-2016-Res-089 WCC-2016-Rec-112	<p>Voir ci-dessous, les commentaires sur M3, AMNDT M6, M33, AMDNT M83, M88, M98, M99.</p> <p>MOTION 3 (Rec 098) : Le WWF soutient les technologies de production d'énergie verte, comme les parcs éoliens, qui réduisent les effets négatifs de la production d'énergie sur l'environnement. Tout en soulignant la nécessité de renforcer les énergies renouvelables dans le monde entier comme condition préalable pour limiter le changement climatique, le WWF reconnaît aussi que ces sources d'énergie doivent, dans toute la mesure du possible, chercher à atténuer tous les effets négatifs. En conséquence, tout en soutenant la création de parcs éoliens, le WWF soutient le recours à des mesures d'atténuation des risques d'électrocution / collision pour les oiseaux. Cette résolution contient, dans son dispositif, des éléments positifs et sensés, en particulier : les entreprises de production d'énergie doivent atténuer les effets en entreprenant des évaluations stratégiques de l'environnement et des évaluations d'impact sur l'environnement ; et faire usage des outils et orientations (plurilingues) existants, et les acteurs pertinents doivent maintenir la liaison avec la CMS et mesurer l'efficacité des stratégies d'atténuation.</p> <p>AMENDEMENT À LA MOTION 6 (Res 010) : Les fermes de tigres sont une menace pour les tigres en général, mais cette question n'est pas centrale dans le dispositif de la motion. Maintenir la référence empêchera d'adopter la motion et pourrait aussi empêcher son application. Étant entendu que cela ne signifie pas que le WWF ne considère pas les fermes d'élevage de tigres comme une menace, nous avons voté non à l'amendement.</p> <p>MOTION 33 (Res 096) : Le WWF est d'accord avec le préambule de la motion et l'appel à une analyse approfondie, fondée sur la science, de ce qui est nécessaire pour soutenir la biodiversité et les services écosystémiques. Le WWF soutient les appels à un objectif post-2020 ambitieux pour les aires protégées et à un processus permettant de définir scientifiquement quel doit en être le montant exact. Le WWF apporte aussi un appui scientifique et technique à l'élaboration d'une</p>

			<p>nouvelle stratégie pour la biodiversité de la CDB post-2020 et son application.</p> <p>AMENDEMENT À LA MOTION 83 (Res 075) : Comme la terminologie amendée n'était pas proposée pour le titre, le titre et le contenu de la motion seraient incohérents si l'amendement est adopté.</p> <p>MOTION 88 (Res 080) : Alors que le WWF soutient l'intention générale de la motion, nous estimons que celle-ci devrait être plus claire sur certains points. Les particularités des territoires autochtones, par exemple, devraient être explicitement identifiées dans toute nouvelle catégorie.</p> <p>MOTION 98 (Res 089) : Promouvoir les énergies renouvelables et les économies d'énergie est cohérent avec la création d'un avenir durable pour les peuples, les lieux et les espèces, dans une société équitable sobre en carbone, résiliente au changement climatique. Le WWF reconnaît aussi que l'énergie hydroélectrique et la bioénergie présentent des risques environnementaux et sociaux qui doivent être atténués et collabore avec les industries de production hydroélectrique et de bioénergie pour atténuer les risques.</p> <p>MOTION 99 (Rec 112) : Le WWF soutient cette motion mais note que tout projet de production d'énergie renouvelable offshore doit figurer dans la planification spatiale marine et être précédé par une évaluation environnementale stratégique des effets cumulatifs ainsi que par une évaluation d'impact sur l'environnement et il convient d'adhérer à leurs recommandations.</p>
World Wide Fund for Nature - U.K.	Royaume-Uni	WCC-2016-Res-098 WCC-2016-Res-010 WCC-2016-Res-096 WCC-2016-Res-075 WCC-2016-Res-080 WCC-2016-Res-089 WCC-2016-Rec-112	<p>Voir ci-dessous, les commentaires sur M3, AMNDT M6, M33, AMDNT M83, M88, M98, M99.</p> <p>MOTION 3 (Rec 098) : Le WWF soutient les technologies de production d'énergie verte, comme les parcs éoliens, qui réduisent les effets négatifs de la production d'énergie sur l'environnement. Tout en soulignant la nécessité de renforcer les énergies renouvelables dans le monde entier comme condition préalable pour limiter le changement climatique, le WWF reconnaît aussi que ces sources d'énergie doivent, dans toute la mesure du possible, chercher à atténuer tous les effets négatifs. En conséquence, tout en soutenant la création de parcs éoliens, le WWF soutient le recours à des mesures d'atténuation des risques d'électrocution / collision pour les oiseaux. Cette résolution contient, dans son dispositif, des éléments positifs et sensés, en particulier : les entreprises de production d'énergie doivent atténuer les effets en entreprenant des évaluations stratégiques de l'environnement et des évaluations d'impact sur l'environnement ; et faire usage des outils et orientations (plurilingues) existants, et les acteurs pertinents doivent maintenir la liaison avec la CMS et mesurer l'efficacité des stratégies d'atténuation.</p> <p>AMENDEMENT À LA MOTION 6 (Res 010) : Les fermes de tigres sont une menace pour les tigres en général, mais cette question n'est pas centrale dans le dispositif de la motion. Maintenir la référence empêchera d'adopter la motion et pourrait aussi empêcher son application. Étant entendu que cela ne signifie pas que le WWF ne considère pas les fermes d'élevage de tigres comme une menace, nous avons voté non à l'amendement.</p> <p>MOTION 33 (Res 096) : Le WWF est d'accord avec le préambule de la motion et l'appel à une analyse approfondie, fondée sur la science, de ce qui est nécessaire pour soutenir la biodiversité et les services écosystémiques. Le WWF soutient les appels à un objectif post-2020 ambitieux pour les aires protégées et à un processus permettant de définir scientifiquement quel doit en être le montant exact. Le WWF apporte aussi un appui scientifique et technique à l'élaboration d'une nouvelle stratégie pour la biodiversité de la CDB post-2020 et son application.</p>

			<p>AMENDEMENT À LA MOTION 83 (Res 075) : Comme la terminologie amendée n'était pas proposée pour le titre, le titre et le contenu de la motion seraient incohérents si l'amendement est adopté.</p> <p>MOTION 88 (Res 080) : Alors que le WWF soutient l'intention générale de la motion, nous estimons que celle-ci devrait être plus claire sur certains points. Les particularités des territoires autochtones, par exemple, devraient être explicitement identifiées dans toute nouvelle catégorie.</p> <p>MOTION 98 (Res 089) : Promouvoir les énergies renouvelables et les économies d'énergie est cohérent avec la création d'un avenir durable pour les peuples, les lieux et les espèces, dans une société équitable sobre en carbone, résiliente au changement climatique. Le WWF reconnaît aussi que l'énergie hydroélectrique et la bioénergie présentent des risques environnementaux et sociaux qui doivent être atténués et collabore avec les industries de production hydroélectrique et de bioénergie pour atténuer les risques.</p> <p>MOTION 99 (Rec 112) : Le WWF soutient cette motion mais note que tout projet de production d'énergie renouvelable offshore doit figurer dans la planification spatiale marine et être précédé par une évaluation environnementale stratégique des effets cumulatifs ainsi que par une évaluation d'impact sur l'environnement et il convient d'adhérer à leurs recommandations.</p>
World Wide Fund for Nature - Verdensnaturfond en	Danemark	WCC-2016-Res-098 WCC-2016-Res-010 WCC-2016-Res-096 WCC-2016-Res-075 WCC-2016-Res-080 WCC-2016-Res-089 WCC-2016-Rec-112	<p>Voir ci-dessous, les commentaires sur M3, AMNDT M6, M33, AMDNT M83, M88, M98, M99.</p> <p>MOTION 3 (Rec 098) : Le WWF soutient les technologies de production d'énergie verte, comme les parcs éoliens, qui réduisent les effets négatifs de la production d'énergie sur l'environnement. Tout en soulignant la nécessité de renforcer les énergies renouvelables dans le monde entier comme condition préalable pour limiter le changement climatique, le WWF reconnaît aussi que ces sources d'énergie doivent, dans toute la mesure du possible, chercher à atténuer tous les effets négatifs. En conséquence, tout en soutenant la création de parcs éoliens, le WWF soutient le recours à des mesures d'atténuation des risques d'électrocution / collision pour les oiseaux. Cette résolution contient, dans son dispositif, des éléments positifs et sensés, en particulier : les entreprises de production d'énergie doivent atténuer les effets en entreprenant des évaluations stratégiques de l'environnement et des évaluations d'impact sur l'environnement ; et faire usage des outils et orientations (plurilingues) existants, et les acteurs pertinents doivent maintenir la liaison avec la CMS et mesurer l'efficacité des stratégies d'atténuation.</p> <p>AMENDEMENT À LA MOTION 6 (Res 010) : Les fermes de tigres sont une menace pour les tigres en général, mais cette question n'est pas centrale dans le dispositif de la motion. Maintenir la référence empêchera d'adopter la motion et pourrait aussi empêcher son application. Étant entendu que cela ne signifie pas que le WWF ne considère pas les fermes d'élevage de tigres comme une menace, nous avons voté non à l'amendement.</p> <p>MOTION 33 (Res 096) : Le WWF est d'accord avec le préambule de la motion et l'appel à une analyse approfondie, fondée sur la science, de ce qui est nécessaire pour soutenir la biodiversité et les services écosystémiques. Le WWF soutient les appels à un objectif post-2020 ambitieux pour les aires protégées et à un processus permettant de définir scientifiquement quel doit en être le montant exact. Le WWF apporte aussi un appui scientifique et technique à l'élaboration d'une nouvelle stratégie pour la biodiversité de la CDB post-2020 et son application.</p> <p>AMENDEMENT À LA MOTION 83 (Res 075) : Comme la terminologie amendée n'était pas proposée</p>

			<p>pour le titre, le titre et le contenu de la motion seraient incohérents si l'amendement est adopté.</p> <p>MOTION 88 (Res 080) : Alors que le WWF soutient l'intention générale de la motion, nous estimons que celle-ci devrait être plus claire sur certains points. Les particularités des territoires autochtones, par exemple, devraient être explicitement identifiées dans toute nouvelle catégorie.</p> <p>MOTION 98 (Res 089) : Promouvoir les énergies renouvelables et les économies d'énergie est cohérent avec la création d'un avenir durable pour les peuples, les lieux et les espèces, dans une société équitable sobre en carbone, résiliente au changement climatique. Le WWF reconnaît aussi que l'énergie hydroélectrique et la bioénergie présentent des risques environnementaux et sociaux qui doivent être atténués et collabore avec les industries de production hydroélectrique et de bioénergie pour atténuer les risques.</p> <p>MOTION 99 (Rec 112) : Le WWF soutient cette motion mais note que tout projet de production d'énergie renouvelable offshore doit figurer dans la planification spatiale marine et être précédé par une évaluation environnementale stratégique des effets cumulatifs ainsi que par une évaluation d'impact sur l'environnement et il convient d'adhérer à leurs recommandations.</p>
World Wildlife Fund - US	États-Unis d'Amérique	WCC-2016-Res-098 WCC-2016-Res-010 WCC-2016-Res-096 WCC-2016-Res-075 WCC-2016-Res-080 WCC-2016-Res-089 WCC-2016-Rec-112	<p>Voir ci-dessous, les commentaires sur M3, AMNDT M6, M33, AMDNT M83, M88, M98, M99.</p> <p>MOTION 3 (Rec 098) : Le WWF soutient les technologies de production d'énergie verte, comme les parcs éoliens, qui réduisent les effets négatifs de la production d'énergie sur l'environnement. Tout en soulignant la nécessité de renforcer les énergies renouvelables dans le monde entier comme condition préalable pour limiter le changement climatique, le WWF reconnaît aussi que ces sources d'énergie doivent, dans toute la mesure du possible, chercher à atténuer tous les effets négatifs. En conséquence, tout en soutenant la création de parcs éoliens, le WWF soutient le recours à des mesures d'atténuation des risques d'électrocution / collision pour les oiseaux. Cette résolution contient, dans son dispositif, des éléments positifs et sensés, en particulier : les entreprises de production d'énergie doivent atténuer les effets en entreprenant des évaluations stratégiques de l'environnement et des évaluations d'impact sur l'environnement ; et faire usage des outils et orientations (plurilingues) existants, et les acteurs pertinents doivent maintenir la liaison avec la CMS et mesurer l'efficacité des stratégies d'atténuation.</p> <p>AMENDEMENT À LA MOTION 6 (Res 010) : Les fermes de tigres sont une menace pour les tigres en général, mais cette question n'est pas centrale dans le dispositif de la motion. Maintenir la référence empêchera d'adopter la motion et pourrait aussi empêcher son application. Étant entendu que cela ne signifie pas que le WWF ne considère pas les fermes d'élevage de tigres comme une menace, nous avons voté non à l'amendement.</p> <p>MOTION 33 (Res 096) : Le WWF est d'accord avec le préambule de la motion et l'appel à une analyse approfondie, fondée sur la science, de ce qui est nécessaire pour soutenir la biodiversité et les services écosystémiques. Le WWF soutient les appels à un objectif post-2020 ambitieux pour les aires protégées et à un processus permettant de définir scientifiquement quel doit en être le montant exact. Le WWF apporte aussi un appui scientifique et technique à l'élaboration d'une nouvelle stratégie pour la biodiversité de la CDB post-2020 et son application.</p> <p>AMENDEMENT À LA MOTION 83 (Res 075) : Comme la terminologie amendée n'était pas proposée pour le titre, le titre et le contenu de la motion seraient incohérents si l'amendement est adopté.</p>

			<p>MOTION 88 (Res 080) : Alors que le WWF soutient l'intention générale de la motion, nous estimons que celle-ci devrait être plus claire sur certains points. Les particularités des territoires autochtones, par exemple, devraient être explicitement identifiées dans toute nouvelle catégorie.</p> <p>MOTION 98 (Res 089) : Promouvoir les énergies renouvelables et les économies d'énergie est cohérent avec la création d'un avenir durable pour les peuples, les lieux et les espèces, dans une société équitable sobre en carbone, résiliente au changement climatique. Le WWF reconnaît aussi que l'énergie hydroélectrique et la bioénergie présentent des risques environnementaux et sociaux qui doivent être atténués et collabore avec les industries de production hydroélectrique et de bioénergie pour atténuer les risques.</p> <p>MOTION 99 (Rec 112) : Le WWF soutient cette motion mais note que tout projet de production d'énergie renouvelable offshore doit figurer dans la planification spatiale marine et être précédé par une évaluation environnementale stratégique des effets cumulatifs ainsi que par une évaluation d'impact sur l'environnement et il convient d'adhérer à leurs recommandations.</p>
World Wildlife Fund Canada	Canada	WCC-2016-Res-098 WCC-2016-Res-010 WCC-2016-Res-096 WCC-2016-Res-075 WCC-2016-Res-080 WCC-2016-Res-089 WCC-2016-Rec-112	<p>Voir ci-dessous, les commentaires sur M3, AMNDT M6, M33, AMDNT M83, M88, M98, M99.</p> <p>MOTION 3 (Rec 098) : Le WWF soutient les technologies de production d'énergie verte, comme les parcs éoliens, qui réduisent les effets négatifs de la production d'énergie sur l'environnement. Tout en soulignant la nécessité de renforcer les énergies renouvelables dans le monde entier comme condition préalable pour limiter le changement climatique, le WWF reconnaît aussi que ces sources d'énergie doivent, dans toute la mesure du possible, chercher à atténuer tous les effets négatifs. En conséquence, tout en soutenant la création de parcs éoliens, le WWF soutient le recours à des mesures d'atténuation des risques d'électrocution / collision pour les oiseaux. Cette résolution contient, dans son dispositif, des éléments positifs et sensés, en particulier : les entreprises de production d'énergie doivent atténuer les effets en entreprenant des évaluations stratégiques de l'environnement et des évaluations d'impact sur l'environnement ; et faire usage des outils et orientations (plurilingues) existants, et les acteurs pertinents doivent maintenir la liaison avec la CMS et mesurer l'efficacité des stratégies d'atténuation.</p> <p>AMENDEMENT À LA MOTION 6 (Res 010) : Les fermes de tigres sont une menace pour les tigres en général, mais cette question n'est pas centrale dans le dispositif de la motion. Maintenir la référence empêchera d'adopter la motion et pourrait aussi empêcher son application. Étant entendu que cela ne signifie pas que le WWF ne considère pas les fermes d'élevage de tigres comme une menace, nous avons voté non à l'amendement.</p> <p>MOTION 33 (Res 096) : Le WWF est d'accord avec le préambule de la motion et l'appel à une analyse approfondie, fondée sur la science, de ce qui est nécessaire pour soutenir la biodiversité et les services écosystémiques. Le WWF soutient les appels à un objectif post-2020 ambitieux pour les aires protégées et à un processus permettant de définir scientifiquement quel doit en être le montant exact. Le WWF apporte aussi un appui scientifique et technique à l'élaboration d'une nouvelle stratégie pour la biodiversité de la CDB post-2020 et son application.</p> <p>AMENDEMENT À LA MOTION 83 (Res 075) : Comme la terminologie amendée n'était pas proposée pour le titre, le titre et le contenu de la motion seraient incohérents si l'amendement est adopté.</p> <p>MOTION 88 (Res 080) : Alors que le WWF soutient l'intention générale de la motion, nous</p>

			<p>estimons que celle-ci devrait être plus claire sur certains points. Les particularités des territoires autochtones, par exemple, devraient être explicitement identifiées dans toute nouvelle catégorie.</p> <p>MOTION 98 (Res 089) : Promouvoir les énergies renouvelables et les économies d'énergie est cohérent avec la création d'un avenir durable pour les peuples, les lieux et les espèces, dans une société équitable sobre en carbone, résiliente au changement climatique. Le WWF reconnaît aussi que l'énergie hydroélectrique et la bioénergie présentent des risques environnementaux et sociaux qui doivent être atténués et collabore avec les industries de production hydroélectrique et de bioénergie pour atténuer les risques.</p> <p>MOTION 99 (Rec 112) : Le WWF soutient cette motion mais note que tout projet de production d'énergie renouvelable offshore doit figurer dans la planification spatiale marine et être précédé par une évaluation environnementale stratégique des effets cumulatifs ainsi que par une évaluation d'impact sur l'environnement et il convient d'adhérer à leurs recommandations.</p>
WWF Österreich	Autriche	WCC-2016-Res-098 WCC-2016-Res-010 WCC-2016-Res-096 WCC-2016-Res-075 WCC-2016-Res-080 WCC-2016-Res-089 WCC-2016-Rec-112	<p>Voir ci-dessous, les commentaires sur M3, AMNDT M6, M33, AMDNT M83, M88, M98, M99.</p> <p>MOTION 3 (Rec 098) : Le WWF soutient les technologies de production d'énergie verte, comme les parcs éoliens, qui réduisent les effets négatifs de la production d'énergie sur l'environnement. Tout en soulignant la nécessité de renforcer les énergies renouvelables dans le monde entier comme condition préalable pour limiter le changement climatique, le WWF reconnaît aussi que ces sources d'énergie doivent, dans toute la mesure du possible, chercher à atténuer tous les effets négatifs. En conséquence, tout en soutenant la création de parcs éoliens, le WWF soutient le recours à des mesures d'atténuation des risques d'électrocution / collision pour les oiseaux. Cette résolution contient, dans son dispositif, des éléments positifs et sensés, en particulier : les entreprises de production d'énergie doivent atténuer les effets en entreprenant des évaluations stratégiques de l'environnement et des évaluations d'impact sur l'environnement ; et faire usage des outils et orientations (plurilingues) existants, et les acteurs pertinents doivent maintenir la liaison avec la CMS et mesurer l'efficacité des stratégies d'atténuation.</p> <p>AMENDEMENT À LA MOTION 6 (Res 010) : Les fermes de tigres sont une menace pour les tigres en général, mais cette question n'est pas centrale dans le dispositif de la motion. Maintenir la référence empêchera d'adopter la motion et pourrait aussi empêcher son application. Étant entendu que cela ne signifie pas que le WWF ne considère pas les fermes d'élevage de tigres comme une menace, nous avons voté non à l'amendement.</p> <p>MOTION 33 (Res 096) : Le WWF est d'accord avec le préambule de la motion et l'appel à une analyse approfondie, fondée sur la science, de ce qui est nécessaire pour soutenir la biodiversité et les services écosystémiques. Le WWF soutient les appels à un objectif post-2020 ambitieux pour les aires protégées et à un processus permettant de définir scientifiquement quel doit en être le montant exact. Le WWF apporte aussi un appui scientifique et technique à l'élaboration d'une nouvelle stratégie pour la biodiversité de la CDB post-2020 et son application.</p> <p>AMENDEMENT À LA MOTION 83 (Res 075) : Comme la terminologie amendée n'était pas proposée pour le titre, le titre et le contenu de la motion seraient incohérents si l'amendement est adopté.</p> <p>MOTION 88 (Res 080) : Alors que le WWF soutient l'intention générale de la motion, nous estimons que celle-ci devrait être plus claire sur certains points. Les particularités des territoires</p>

			<p>autochtones, par exemple, devraient être explicitement identifiées dans toute nouvelle catégorie.</p> <p>MOTION 98 (Res 089) : Promouvoir les énergies renouvelables et les économies d'énergie est cohérent avec la création d'un avenir durable pour les peuples, les lieux et les espèces, dans une société équitable sobre en carbone, résiliente au changement climatique. Le WWF reconnaît aussi que l'énergie hydroélectrique et la bioénergie présentent des risques environnementaux et sociaux qui doivent être atténués et collabore avec les industries de production hydroélectrique et de bioénergie pour atténuer les risques.</p> <p>MOTION 99 (Rec 112) : Le WWF soutient cette motion mais note que tout projet de production d'énergie renouvelable offshore doit figurer dans la planification spatiale marine et être précédé par une évaluation environnementale stratégique des effets cumulatifs ainsi que par une évaluation d'impact sur l'environnement et il convient d'adhérer à leurs recommandations.</p>
WWF Vilag Természeti Alap Magyarország Alapítvány	Hongrie	WCC-2016-Res-098 WCC-2016-Res-010 WCC-2016-Res-096 WCC-2016-Res-075 WCC-2016-Res-080 WCC-2016-Res-089 WCC-2016-Rec-112	<p>Voir ci-dessous, les commentaires sur M3, AMNDT M6, M33, AMDNT M83, M88, M98, M99.</p> <p>MOTION 3 (Rec 098) : Le WWF soutient les technologies de production d'énergie verte, comme les parcs éoliens, qui réduisent les effets négatifs de la production d'énergie sur l'environnement. Tout en soulignant la nécessité de renforcer les énergies renouvelables dans le monde entier comme condition préalable pour limiter le changement climatique, le WWF reconnaît aussi que ces sources d'énergie doivent, dans toute la mesure du possible, chercher à atténuer tous les effets négatifs. En conséquence, tout en soutenant la création de parcs éoliens, le WWF soutient le recours à des mesures d'atténuation des risques d'électrocution / collision pour les oiseaux. Cette résolution contient, dans son dispositif, des éléments positifs et sensés, en particulier : les entreprises de production d'énergie doivent atténuer les effets en entreprenant des évaluations stratégiques de l'environnement et des évaluations d'impact sur l'environnement ; et faire usage des outils et orientations (plurilingues) existants, et les acteurs pertinents doivent maintenir la liaison avec la CMS et mesurer l'efficacité des stratégies d'atténuation.</p> <p>AMENDEMENT À LA MOTION 6 (Res 010) : Les fermes de tigres sont une menace pour les tigres en général, mais cette question n'est pas centrale dans le dispositif de la motion. Maintenir la référence empêchera d'adopter la motion et pourrait aussi empêcher son application. Étant entendu que cela ne signifie pas que le WWF ne considère pas les fermes d'élevage de tigres comme une menace, nous avons voté non à l'amendement.</p> <p>MOTION 33 (Res 096) : Le WWF est d'accord avec le préambule de la motion et l'appel à une analyse approfondie, fondée sur la science, de ce qui est nécessaire pour soutenir la biodiversité et les services écosystémiques. Le WWF soutient les appels à un objectif post-2020 ambitieux pour les aires protégées et à un processus permettant de définir scientifiquement quel doit en être le montant exact. Le WWF apporte aussi un appui scientifique et technique à l'élaboration d'une nouvelle stratégie pour la biodiversité de la CDB post-2020 et son application.</p> <p>AMENDEMENT À LA MOTION 83 (Res 075) : Comme la terminologie amendée n'était pas proposée pour le titre, le titre et le contenu de la motion seraient incohérents si l'amendement est adopté.</p> <p>MOTION 88 (Res 080) : Alors que le WWF soutient l'intention générale de la motion, nous estimons que celle-ci devrait être plus claire sur certains points. Les particularités des territoires autochtones, par exemple, devraient être explicitement identifiées dans toute nouvelle catégorie.</p>

			<p>MOTION 98 (Res 089) : Promouvoir les énergies renouvelables et les économies d'énergie est cohérent avec la création d'un avenir durable pour les peuples, les lieux et les espèces, dans une société équitable sobre en carbone, résiliente au changement climatique. Le WWF reconnaît aussi que l'énergie hydroélectrique et la bioénergie présentent des risques environnementaux et sociaux qui doivent être atténués et collabore avec les industries de production hydroélectrique et de bioénergie pour atténuer les risques.</p> <p>MOTION 99 (Rec 112) : Le WWF soutient cette motion mais note que tout projet de production d'énergie renouvelable offshore doit figurer dans la planification spatiale marine et être précédé par une évaluation environnementale stratégique des effets cumulatifs ainsi que par une évaluation d'impact sur l'environnement et il convient d'adhérer à leurs recommandations.</p>
WWF-Australia	Australie	WCC-2016-Res-098 WCC-2016-Res-010 WCC-2016-Res-096 WCC-2016-Res-075 WCC-2016-Res-080 WCC-2016-Res-089 WCC-2016-Rec-112	<p>Voir ci-dessous, les commentaires sur M3, AMNDT M6, M33, AMDNT M83, M88, M98, M99.</p> <p>MOTION 3 (Rec 098) : Le WWF soutient les technologies de production d'énergie verte, comme les parcs éoliens, qui réduisent les effets négatifs de la production d'énergie sur l'environnement. Tout en soulignant la nécessité de renforcer les énergies renouvelables dans le monde entier comme condition préalable pour limiter le changement climatique, le WWF reconnaît aussi que ces sources d'énergie doivent, dans toute la mesure du possible, chercher à atténuer tous les effets négatifs. En conséquence, tout en soutenant la création de parcs éoliens, le WWF soutient le recours à des mesures d'atténuation des risques d'électrocution / collision pour les oiseaux. Cette résolution contient, dans son dispositif, des éléments positifs et sensés, en particulier : les entreprises de production d'énergie doivent atténuer les effets en entreprenant des évaluations stratégiques de l'environnement et des évaluations d'impact sur l'environnement ; et faire usage des outils et orientations (plurilingues) existants, et les acteurs pertinents doivent maintenir la liaison avec la CMS et mesurer l'efficacité des stratégies d'atténuation.</p> <p>AMENDEMENT À LA MOTION 6 (Res 010) : Les fermes de tigres sont une menace pour les tigres en général, mais cette question n'est pas centrale dans le dispositif de la motion. Maintenir la référence empêchera d'adopter la motion et pourrait aussi empêcher son application. Étant entendu que cela ne signifie pas que le WWF ne considère pas les fermes d'élevage de tigres comme une menace, nous avons voté non à l'amendement.</p> <p>MOTION 33 (Res 096) : Le WWF est d'accord avec le préambule de la motion et l'appel à une analyse approfondie, fondée sur la science, de ce qui est nécessaire pour soutenir la biodiversité et les services écosystémiques. Le WWF soutient les appels à un objectif post-2020 ambitieux pour les aires protégées et à un processus permettant de définir scientifiquement quel doit en être le montant exact. Le WWF apporte aussi un appui scientifique et technique à l'élaboration d'une nouvelle stratégie pour la biodiversité de la CDB post-2020 et son application.</p> <p>AMENDEMENT À LA MOTION 83 (Res 075) : Comme la terminologie amendée n'était pas proposée pour le titre, le titre et le contenu de la motion seraient incohérents si l'amendement est adopté.</p> <p>MOTION 88 (Res 080) : Alors que le WWF soutient l'intention générale de la motion, nous estimons que celle-ci devrait être plus claire sur certains points. Les particularités des territoires autochtones, par exemple, devraient être explicitement identifiées dans toute nouvelle catégorie.</p> <p>MOTION 98 (Res 089) : Promouvoir les énergies renouvelables et les économies d'énergie est</p>

			<p>cohérent avec la création d'un avenir durable pour les peuples, les lieux et les espèces, dans une société équitable sobre en carbone, résiliente au changement climatique. Le WWF reconnaît aussi que l'énergie hydroélectrique et la bioénergie présentent des risques environnementaux et sociaux qui doivent être atténués et collabore avec les industries de production hydroélectrique et de bioénergie pour atténuer les risques.</p> <p>MOTION 99 (Rec 112) : Le WWF soutient cette motion mais note que tout projet de production d'énergie renouvelable offshore doit figurer dans la planification spatiale marine et être précédé par une évaluation environnementale stratégique des effets cumulatifs ainsi que par une évaluation d'impact sur l'environnement et il convient d'adhérer à leurs recommandations.</p>
Association Burundaise pour la protection de la Nature	Burundi	WCC-2016-Res-038	Motion 039 (Res 038) Il est difficile d'évaluer l'efficacité ou le bien-fondé d'un « réseau d'amis des aires protégées ».
Agencia para el Desarrollo de la Mosquitia	Honduras	WCC-2016-Res-086	Dans la Motion 095 (Res 086), à la fin, il n'y a pas de définition de l'UICN de la biologie de synthèse. Nous aimerions une définition explicite. Merci.
All-China Environment Federation	Chine	WCC-2016-Res-020	Motion 017 (Res 020) : Pour éviter tout différend politique, il est suggéré de supprimer la phrase « NOTANT que le Gouvernement du Japon prévoit de recommander à l'UNESCO l'inscription de trois îles de l'archipel de Ryukyu – Amamioshima, Tokunoshima et Okinawa – sur la Liste du patrimoine mondial naturel » qui implique un facteur politique compliqué, car l'UICN est plus une organisation professionnelle de conservation de la nature qu'une organisation axée principalement sur les candidatures au patrimoine mondial.
Asociación para la Conservación, Investigación de la Biodiversidad y el Desarrollo Sostenible	Bolivie	WCC-2016-Res-083	L'explication, dans la Motion 091 (Res 083), en référence au patrimoine géologique ex situ, n'est pas suffisante.
Association de Gestion Intégrée des Ressources	Maroc	WCC-2016-Rec-098	Concernant la Motion 003 (Rec 098) – Prévenir l'impact de l'électrocution et des collisions avec les infrastructures électriques sur les oiseaux, je pense que dans les pays du Sud, ce sujet est assez mal connu, et qu'il faudrait faire un grand effort de sensibilisation, pour que des partenariats se fassent entre les entreprises d'électrification, les ministères de l'environnement et les associations ornithologiques afin d'appliquer cette motion.
Association Française du Fonds Mondial pour la Nature - France	France		Pas de déclaration
Association Marocaine pour	Maroc		Je ne peux que nous féliciter de ce mouvement écologique mondial qui tente à mettre en place un développement durable et équitable. L'ensemble des motions versent dans ce mouvement, ce qui

l' Ecotourisme et la Protection de la Nature			montre une préoccupation réelle des Membres de l'UICN auxquels j'ajoute ma voix pour un avenir meilleur de notre planète.
Association Naforé pour la Protection de l' Environnement	Mauritanie	WCC-2016-Rec-107	La nature nous offre des solutions pour l'adaptation et l'atténuation des effets du changement climatique : Protégeons-la [référence Motion 62 (Rec 107)].
Association pour la Promotion des Œuvres Sociales	Burkina Faso	WCC-2016-Res-014 WCC-2016-Res-096	Motion 010 (Res 014) : En empoisonnant les espèces sauvages, cela contribuera au déséquilibre de l'écosystème. Motion 033 (Res 096) : La vie humaine et la nature vont de pair ; ne pas garder une place pour la nature dans l'avenir, cela devient de l'utopie pour nous.
Bahrain Women Association – for Human Development	Bahreïn	WCC-2016-Res-077 WCC-2016-Res-076	2 MOTIONS : a) MOTION 85 (Res 077) : Citation : ACCUEILLANT AVEC SATISFACTION l'augmentation spectaculaire du nombre de cours et de tribunaux de par le monde au cours des dernières années, qui sont plus de 1000 aujourd'hui, dans 44 pays ; – COMMENTAIRE : probablement en Europe et dans quelques parties de l'Asie. Malheureusement, il n'y a pas de tribunaux environnementaux dans les pays en développement (de sorte que la phrase « de par le monde » ne s'applique pas ici.) b) Motion 84 (Res 076) : Suggestion : Par souci de transparence et d'intégrité, cette motion (et les motions futures) devrait comprendre une recommandation indiquant que les affaires traitées par les tribunaux de l'environnement sont accessibles aux Membres pour examen et information. avec les prix publiés à cet effet.
Bangladesh Centre for Advanced Studies	Bangladesh		J'ai passé en revue toutes les motions et j'ai voté.
Bolipara Nari Kalyan Somity	Bangladesh		Ça me semble correct.
Centre d'Appui aux Femmes et aux Ruraux	Cameroun	WCC-2016-Res-098 WCC-2016-Res-018	Nous avons relevé quelques rares coquilles : MOTION 3 (Rec 098) – paragraphes 2 et 4 PRÉOCCUPÉ par le fait que les effets seraient POURRAIENT être particulièrement graves pour les prédateurs supérieurs et les charognards importants, y compris certaines espèces de rapaces protégées au plan mondial, telles que le faucon sacre (<i>Falco cherrug</i>), l'aigle des steppes (<i>Aquila nipalensis</i>), l'aigle ibérique (<i>Aquila adalberti</i>), le vautour percnoptère (<i>Neophron percnopterus</i>), le vautour africain (<i>Gyps africanus</i>) et le vautour chasseur (<i>Gyps coprotheres</i>) ; SACHANT EN OUTRE QUE les impacts cumulatifs des infrastructures électriques mal gérées ou mal situées peuvent être particulièrement graves pour les espèces d'oiseaux migrateurs ; MOTION 14 (Res 018) – paragraphe 9 NOTANT qu'à l'issue d'une phase d'essais et de consultation à grande échelle avec les principales parties intéressées visant à tenir dûment compte de leurs besoins respectifs, le cadre garantissant l'application rigoureuse de l'EICAT est désormais en place, tout comme les protocoles techniques d'évaluation, d'examen et d'assurance de la qualité du classement établi ; et

Centre de Suivi Ecologique	Sénégal		J'ai voté selon mes convictions et en fonction des mes connaissances relatives à la gestion durable de l'environnement.
Centro de Apoyo a la Gestión Sustentable del Agua y el Medio Ambiente "Agua Sustentable"	Bolivie	WCC-2016-Res-075	MOTION 083 (Res 075) avec l'amendement 1 intitulé Affirmation du rôle des cultures autochtones dans les efforts de conservation mondiaux pourrait être réalisée en respectant les Autochtones pour développer
Centro de Pesquisas Ambientais do Nordeste	Brésil		Je n'ai écrit aucune motion.
Chengdu Bird Watching Society	Chine		J'ai procédé à tous les votes.
Conservation de la Faune Congolaise	Rép. de Congo	WCC-2016-Res-010 WCC-2016-Res-013 WCC-2016-Res-017 WCC-2016-Res-037 WCC-2016-Res-097 WCC-2016-Res-067 WCC-2016-Res-075 WCC-2016-Res-086	Nous croyons avoir voté les motions [006 (Res 010) ; 009 (Res 013) ; 013 (Res 017) ; 038 (Res 037) ; 060 (Res 097) ; 075 (Res 067) ; 083 (Res 075) ; 095 (Res 086)] ou tout au moins les motions amendées.
Corporación para la investigación, capacitación y apoyo técnico para el manejo sustentable de los ecosistemas tropicales	Équateur		Je m'abstiens de voter sur les thèmes concernant d'autres pays ou régions dont je ne comprends pas intégralement la réalité.
Culture and Environment Preservation Association	Cambodge		Tous les résultats ci-dessus sont mes options de vote.
Dirección de Gestión Ambiental del Gobierno Autónomo Descentralizado de la Provincia del	Équateur		Nous soutenons toutes les motions, nous les avons toutes révisées, nous espérons que les motions qui seront acceptées deviendront réalité et nous soutiendrons nos domaines de travail et nos thèmes comme : gouvernements locaux, aires de conservation, gestion de l'eau et conservation des espèces sauvages.

Carchi			
Doğa Derneği (BirdLife Turkey)	Turquie		Conformément au règlement 94 (g) et au paragraphe 72 des Règles de procédure, la Directrice générale tiendra un registre de toutes les déclarations écrites d'explications de vote. Ces explications seront rendues publiques avec l'enregistrement du vote de chaque Membre dans les deux semaines qui suivront la clôture du vote électronique.
ENDA - Tiers Monde			Une contribution à une gestion durable de l'environnement.
Environment Protection Committee	Liban		Toutes les motions
Federazione Italiana Parchi e Riserve Naturali	Italie		Nous ne voulons pas soumettre d'autres commentaires.
Fondation Tany Meva	Madagascar	WCC-2016-Rec-098 WCC-2016-Res-018	Motion 003 (Rec 098) : Besoin d'informations et de données supplémentaires sur les niveaux de menace. Motion 014 (Res 018) : Encourageons la collaboration avec d'autres acteurs.
Friends of Horsch Ehdén	Liban		Veuillez mettre davantage d'emphasis sur l'énergie renouvelable.
Fundação o Boticário de Proteção à Natureza	Brésil	WCC-2016-Res-069	Motion 77 (Res 069) = oui, mais avec la suggestion de concept/ description suivants, mettant plus d'emphasis sur la solution que sur la conservation, indique : « Les actions visant à faire face aux enjeux de société de façon effective et adaptable, par la protection, la gestion et la restauration des écosystèmes naturels ou modifiés, apportant simultanément un bien-être humain et des avantages pour la biodiversité ».
Fundación Charles Darwin para las Islas Galápagos	Équateur		Il convient d'encourager la recherche scientifique comme outil clé de la conservation. Les motions montrent une adaptation claire et une orientation vers la participation active des communautés qui font partie de sites clés pour la conservation.
Fundación para el Desarrollo de Alternativas Comunitarias de Conservación del Trópico	Équateur		Toutes les motions et le processus – Nous avons examiné toutes les motions, voté et les avons soutenues, nous estimons que toutes les organisations peuvent mener à bien les motions si elles sont approuvées, selon le thème et le domaine de travail de chaque organisation. Nous soutenons vivement tout le processus axé sur les peuples autochtones, l'appui transfrontière, les gouvernementaux locaux, l'éducation à l'environnement, la conservation des espèces et le climat mondial et les sources d'eau et la conservation des forêts.
Fundación Solar	Guatemala		Certes, plusieurs motions sont limitées à des régions déterminées mais l'environnement doit être considéré dans son intégralité, il est planétaire, et ce qui arrive en un lieu déterminé a un effet sur tous.
Fundación Urundei	Argentine		S'abstenir comme option de vote signifie que les motions ne sont pas entièrement claires dans notre domaine d'expertise.
Gujarat Ecological Education and	Inde		Toutes les motions sont validées.

Research Foundation			
Hayastani Trchyunneri Pahpanman Miutyun	Arménie		J'ai fait des déclarations écrites. J'ai voté 99 motions.
Instituto Sinchi	Colombie		La clarté de la formulation des motions rend inutiles des explications supplémentaires.
International Centre for Integrated Mountain Development		WCC-2016-Res-033 WCC-2016-Res-035 WCC-2016-Res-087	Mon organisation soutient fermement toutes les motions comme indiqué dans le formulaire. Toutefois, un appui plus ferme va aux motions 34 (Res 033), 36 (Res 035) et 96 (Res 087) avec des engagements pour notre collaboration future et notre défense des politiques et des pratiques.
Jordan Environment Society	Jordanie		J'ai voté sur toutes les questions relatives à la protection de l'environnement et de la biodiversité, mais lorsque les décisions portaient sur d'autres pays et en raison de mes connaissances je me suis abstenu de voter.
Ministerio de Relaciones Exteriores	Équateur	WCC-2016-Res-014 WCC-2016-Res-019 WCC-2016-Res-039 WCC-2016-Res-056 WCC-2016-Res-097 WCC-2016-Res-057	MOTION 010 (Res 014) : Considérer l'utilisation impropre des éléments naturels (ingrédient actif de certaines plantes) qui peuvent entraîner la mortalité d'espèces. MOTION 015 (Res 019) : Considérer que, dans les habitats urbains, les chauves-souris sont considérées parfois comme nuisibles. Néanmoins, la gestion ne devrait pas comprendre l'abattage mais la gestion de la vie sauvage. MOTION 042 (Res 039) : Le titre de la motion pourrait être amélioré comme suit : « Des aires protégées en tant que solutions naturelles au processus d'adaptation au changement climatique ». Paragraphes 8, 11 : L'adaptation et l'atténuation devraient être intégrées dans les stratégies contre le changement climatique. Paragraphe 12 : Des mesures devraient être adoptées tant au plan national que local. MOTION 059 (Res 056) : Paragraphe 9 : Les solutions fondées sur la nature doivent être établies sans différer des politiques et priorités nationales. MOTION 060 (Rec 097) : Paragraphe 12 : Le plan d'action dans le Pacifique devrait envisager la résilience climatique et sa vulnérabilité. MOTION 061 (Res 057) : Les zones humides et leurs écosystèmes doivent être nommés, considérant leur vulnérabilité et leur fragilité.
Ministry of Environment Waters and Forests	Roumanie		Je n'ai pas de déclarations additionnelles à faire sur les votes.
Mouvement écologique algérien	Algérie		Pas de déclaration
National Board for Wild Life, Ministry	Inde		QUATRE-VINGT-NEUF MOTIONS

of Environment and Forests			
Nature Tropicale	Benin		Toutes nos félicitations à toutes l'équipe qui a fait ce merveilleux travail.
Nepal Forum of Environmental Journalists	Népal	WCC-2016-Res-088	Il y a des motions qui ne sont pas éclaircies, il faudrait faire plus de recherche et de consultation avec les acteurs, p. ex., la Motion 097 (Res 088) .
ONG Donko	Mali		Les abstentions et votes : non concernent les motions qui selon moi sont difficilement applicables et risquent de ne pas produire l'effet escompté.
Plan for the Land Society	Iran		Sauver les océans
SACAN Foundation	Pakistan	WCC-2016-Res-089 WCC-2016-Rec-112	Concernant les MOTIONS 098 (Res 089) et 099 (Rec 112) , des campagnes de sensibilisation de masse par les réseaux de la conservation nationaux, régionaux et internationaux sont suggérées pour l'économie d'énergie, les options d'énergie renouvelable écologique à entreprendre par la DG, l'UICN et les organisations membres.
SalvaNatura	Le Salvador		Pour toutes les motions votées
Suriname Conservation Foundation	Suriname		Note : Conformément au paragraphe 94 (g) du Règlement et au paragraphe 72 des Règles de procédure, la Directrice générale conservera un registre de toutes les déclarations écrites d'explications de vote. Ces déclarations seront rendues publiques avec l'enregistrement de vote de chaque Membre dans les deux semaines qui suivront la clôture du scrutin électronique.
Synergies & Développement	Guinée		J'assume pleinement ce vote pour l'ensemble des motions soumises en ligne.
Te Ipukarea Society	Îles Cook		Nous nous sommes abstenus sur celles pour lesquelles nous pensons ne pas avoir suffisamment d'informations pour prendre une décision informée et n'avons pas le temps de rechercher ces informations.
The Indonesian Biodiversity Foundation	Indonésie		J'ai voté les 99 motions.
Türkiye Cumhuriyeti Orman ve Su İşleri Bakanlığı Söğütözü	Turquie	WCC-2016-Res-079	Motion #87 (Res 079) : L'UICN n'étant pas une organisation spécialisée des Nations Unies, d'un point de vue légal, il n'est pas possible que l'Assemblée « APPELLE l'Assemblée générale des Nations Unies... ». De sorte qu'il vaut mieux supprimer cette phrase. Motion #36 (Res 035) : Au lieu de la phrase « 5. Prie instamment les gouvernements et toutes les composantes de l'UICN... » doit être libellée comme suit « 5. Demande aux constituants de l'UICN de... ».
Union of Agricultural work Committee	Palestine		Certaines motions devraient être éclaircies afin que nous ayons la même compréhension.
University of Botswana	Botswana		Toutes les motions sont très claires et le système de vote est extrêmement louable.
WildTeam	Bangladesh		J'ai voté pour voir un monde meilleur et plus sécuritaire.

Xiamen Green Cross Association	Chine		Mon organisation Xiamen Green Cross Association m'autorise à voter. Le vote est terminé pour les 99 motions.
Association des Enseignants des Sciences de la Vie et de la Terre	Maroc	WCC-2016-Res-030 WCC-2016-Res-033 WCC-2016-Res-034	J'appuie les efforts déployés pour la bonne gestion des aires protégées et le réseautage régional [motions 29 (Res 030) , 34 (Res 033) , 35 (Res 034) ...]
Association pour la Protection de l'Environnement et le Développement Durable de Bizerte	Tunisie		Énergie renouvelable à 100% – promotion des pratiques traditionnelles
Association Protection des Ressources Naturelles pour le Bien-Etre de la Population au Burundi	Burundi		Il serait difficile de faire des mesures générales sur les terres et les ressources naturelles des peuples autochtones. Il y a des variations suivant les pays. De plus, pour instaurer une justice environnementale mondiale, il faudra analyser les situations d'une telle justice au niveau des pays.
Association Sénégalaise des Amis de la Nature	Sénégal		Vu l'importance des motions pour notre environnement et de notre survie, j'ai décidé de voter pour toutes motions soumises au vote électronique.
Centro de Educación y Promoción Social y Profesional	Équateur		J'ai voté pour les motions de niveau mondial. Je me suis abstenu pour les motions plus spécifiques sur lesquelles je n'ai pas de connaissances.
Association Malienne pour la conservation de la faune et de son environnement	Mali	WCC-2016-Rec-099 WCC-2016-Res-019 WCC-2016-Res-048	J'ai une déclaration sur les motions 005 (Res 099) , 015 (Res 019) et 051 (Res 048) . Je me suis abstenu sur ces motions pour avoir beaucoup plus d'éclaircissement et de compréhension.
Association Marocaine pour la Chasse Durable	Maroc		Toutes les motions : l'AMCD s'est abstenue de voter sur certaines motions pour manque d'informations chez l'association les concernant.
China Association of National Parks and Scenic Sites	Chine	WCC-2016-Res-020	MOTION 017 (Res 020) : Remarqué que le Gouvernement japonais prévoit de poser sa candidature au patrimoine mondial, ce qui peut soulever des facteurs complexes. Considérant que l'UICN est une organisation professionnelle de conservation de la nature et n'est pas un organe délibérant du patrimoine mondial. Afin d'éviter les questions politiques sensibles et les argumentations inutiles, le paragraphe relatif au patrimoine mondial devrait être supprimé.

China Green Carbon Foundation	Chine	WCC-2016-Res-020	Pour la Motion 017 (Res 020) : « NOTANT que le Gouvernement du Japon prévoit de recommander à l'UNESCO l'inscription de trois îles de l'archipel de Ryukyu – Amamioshima, Tokunoshima et Okinawa – sur la Liste du patrimoine mondial naturel », ce paragraphe fait référence à différents facteurs politiques. En outre, l'UICN est l'organisation la plus célèbre pour la conservation de la nature mais n'est pas une organisation de délibération sur le patrimoine mondial naturel, pour éviter les questions politiques et les conflits inutiles, je recommande de supprimer ce paragraphe !
Eco Foundation Global	Chine	WCC-2016-Res-020	MOTION 017 (Res 020) : Il est noté dans la MOTION 017 que le Gouvernement du Japon prévoit de recommander à l'UNESCO trois îles de l'archipel de Ryukyu pour le statut de patrimoine mondial naturel, ce qui pourrait soulever des contestations politiques compliquées. Considérant que l'UICN est une organisation professionnelle axée sur la conservation de la nature, nous suggérons que cette expression soit supprimée pour éviter des problèmes politiques sensibles et des différends inutiles.
Fondo para la Biodiversidad CONABIO	Mexique	WCC-2016-Res-086	095 (Res 086) – Développement de la politique de l'UICN sur la conservation de la biodiversité et la biologie de synthèse. Il est très important de considérer que les travaux élaborés à l'UICN sur la biologie de synthèse doivent être complémentaires à la biologie de synthèse AHTEG de la CDB. Surtout, les activités relatives à l'UICN devraient envisager les progrès de ce thème au sein de la CDB. Les efforts concernant la biologie de synthèse à l'UICN doivent chercher à contribuer autant que possible à préparer le catalogue des développements de biologie de synthèse car cette information serait très utile pour faire progresser les processus au sein de la CDB et de ses protocoles.
Foundation for the Preservation of Wildlife and Cultural Assets	Arménie	WCC-2016-Res-035	Selon l'idée de la Motion 036 (Res 035) – Coopération et aires protégées transfrontalières, nous comprenons qu'il s'agirait de développer des mécanismes politiques/juridiques mondiaux permettant dans certains cas d'obliger différents pays à respecter les efforts des autres et ainsi d'accroître la connectivité. Cela pourrait aussi être une solution pour résoudre les conflits.
Fundación Futuro Latinoamericano	Équateur	WCC-2016-Res-013 WCC-2016-Res-079 WCC-2016-Res-080 WCC-2016-Res-081	009 (Res 013) : La chasse d'aucune espèce ne peut être considérée éthique. 087 (Res 079) : La motion n'a pas de contenu correct concernant le développement durable qui, en réalité, considère les besoins des générations futures, dans tous les accords et toutes les conventions visant à obtenir un développement durable. À cet égard, il n'est pas nécessaire d'avoir une opinion consultative de la Cour internationale de Justice. Ce qu'il convient de souligner, c'est qu'il faut faire respecter, selon les législations de chaque pays, la nécessité d'une gestion durable des ressources naturelles renouvelables et de l'environnement, cela même qui garantit l'existence de ces ressources pour les générations futures. 088 (Res 080) : Aussi bien la CDB que la Convention 169 du BIT et la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones vis-à-vis des réseaux nationaux d'aires protégées contiennent des considérations sur les pratiques de gestion et de conservation ancestrales des peuples autochtones. Il convient de renforcer les systèmes juridiques et institutionnels qui existent déjà afin que ces considérations soient respectées. Il n'est pas justifié de créer des sous-systèmes à l'intérieur des systèmes existant déjà. 089 (Res 081) : Tout ce qui est indiqué dans cette motion est déjà pris en compte dans les différents accords internationaux en rapport, par exemple : la Déclaration universelle des droits de

			l'homme, la CDB, la CCNUCC, les Principes de Rio 92, L'avenir que nous voulons, etc.
Fundación para la Conservación del Bosque Chiquitano	Bolivie	WCC-2016-Res-086	Motion 095 (Res 086) : Sans amendements, car nous considérons que l'évaluation sur les impacts positifs et négatifs de la biologie de synthèse transcende le thème spécifique des moteurs génétiques et, pour cette raison, il faut mener une évaluation plus intégrale de toutes les autres techniques dérivées (actuelles et potentielles) de la biologie de synthèse.
Game Rangers Association of Africa		WCC-2016-Res-013	La Motion 009 (Res 013) est en discussion au 17 août entre les Membres de l'UICN, les parties touchées et les organismes d'application d'État afin de garantir que la motion puisse être appliquée d'un point de vue constitutionnel et en respectant les droits individuels.
Institut Hydro-Québec en environnement, développement et société	Canada	WCC-2016-Res-089	098 (Res 089) : Couper la demande d'énergie par un comportement humain responsable devrait être notre premier objectif.
Jordanian Beekeeper's Union	Jordanie	WCC-2016-Res-030 WCC-2016-Res-031 WCC-2016-Rec-103 WCC-2016-Res-033 WCC-2016-Res-035 WCC-2016-Res-037 WCC-2016-Res-038 WCC-2016-Rec-105 WCC-2016-Res-039 WCC-2016-Res-040 WCC-2016-Res-041 WCC-2016-Res-042 WCC-2016-Res-043 WCC-2016-Res-044 WCC-2016-Rec-106 WCC-2016-Res-048 WCC-2016-Res-049 WCC-2016-Res-051 WCC-2016-Res-052 WCC-2016-Res-053 WCC-2016-Res-054 WCC-2016-Res-055 WCC-2016-Rec-097 WCC-2016-Rec-107 WCC-2016-Res-062 WCC-2016-Res-063 WCC-2016-Res-064	MOTION 029 (Res 030) MOTION 030 (Res 031) MOTION 032 (Resc 103) MOTION 034 (Res 033) MOTION 036 (Res 035) MOTION 038 (Res 037) MOTION 039 (Res 038) MOTION 041 (Rec 105) MOTION 042 (Res 039) MOTION 043 (Res 040) MOTION 044 (Res 041) MOTION 045 (Res 042) MOTION 046 (Res 043) MOTION 047 (Res 044) MOTION 050 (Rec 106) MOTION 051 (Res 048) MOTION 052 (Res 049) MOTION 054 (Res 051) MOTION 055 (Res 052) MOTION 056 (Res 053) MOTION 057 (Res 054) MOTION 058 (Res 055) MOTION 060 (Res 097) MOTION 060 (Res 107) MOTION 062 (Rec 107) MOTION 067 (Res 062) MOTION 068 (Res 063) MOTION 069 (Res 064) MOTION 070 (Rec 108) MOTION 071 (Res 065) MOTION 072 (Rec 109) MOTION 073 (Rec 110) MOTION 075 (Res 067) MOTION 075 (Res 067) MOTION 076 (Res 068) MOTION 077 (Res 069) MOTION 078 (Res 070) MOTION 079 (Res 071) MOTION 080 (Res 072) MOTION 081 (Res 073) MOTION 082 (Res 074) MOTION 083 (Res 075) MOTION 083 (Res 075) MOTION 083 (Res 075) MOTION 084 (Res 076) MOTION 085 (Res 077) MOTION 086 (Res 078) MOTION 087 (Res 079) MOTION 088 (Res 080) MOTION 089 (Res 081) MOTION 091 (Res 083) MOTION 092 (Res 084) MOTION 093 (Res 085) MOTION 094 (Rec 111) MOTION 095 (Res 086) Ces motions sont loin de notre domaine d'expérience et pas assez claires pour nous de sorte que leur acceptation ou leur rejet aurait un impact, nous avons donc décidé de ne pas les voter afin d'éviter tout impact non voulu de notre vote.

		WCC-2016-Rec-108 WCC-2016-Res-065 WCC-2016-Rec-109 WCC-2016-Rec-110 WCC-2016-Res-067 WCC-2016-Res-068 WCC-2016-Res-069 WCC-2016-Res-070 WCC-2016-Res-071 WCC-2016-Res-072 WCC-2016-Res-073 WCC-2016-Res-074 WCC-2016-Res-075 WCC-2016-Res-076 WCC-2016-Res-077 WCC-2016-Res-078 WCC-2016-Res-079 WCC-2016-Res-080 WCC-2016-Res-081 WCC-2016-Res-083 WCC-2016-Res-084 WCC-2016-Res-085 WCC-2016-Rec-111 WCC-2016-Res-086	
Naturaleza, Tierra y Vida	Bolivie		En général, ce processus de vote a été assez difficile pour moi car, en Bolivie, nous n'avons pas de bonne connexion internet, ce qui nous empêche de travailler en ligne.
Polskie Towarzystwo Ochrony Przyrody "Salamandra"	Pologne	WCC-2016-Res-009 WCC-2016-Res-015 WCC-2016-Res-017 WCC-2016-Res-067 WCC-2016-Res-075	Dans le cas des motions # 4 (Res 009), 11 (Res 015), 13 (Res 017), 75 (Res 067) et 83 (Res 075), nous avons voté NON en fonction uniquement de certains amendements spécifiques aux textes.
Ministère des Affaires étrangères et du Développement international	France	WCC-2016-Res-004	La France ne peut soutenir la Motion B (Res 004) dans la mesure où, en vertu des principes d'indivisibilité du peuple français, d'égalité et de non-discrimination, qui sont consacrés par sa Constitution, elle ne reconnaît pas la notion de « peuples autochtones » et ne serait pas en mesure d'accepter la reconnaissance, comme Membre de l'UICN, d'entités non reconnues par un ou des États.
Ministry of Environment and Tourism (Namibia) and	Namibie / Afrique du Sud	WCC-2016-Res-011	Les Gouvernements de la Namibie et de l'Afrique du Sud ont pris note de l'adoption de la Motion 007 (Res 011) appelant à la fermeture des marchés intérieurs de l'ivoire d'éléphant. La Namibie et l'Afrique du Sud ont voté contre l'adoption de cette motion parce qu'elle viole les

State Member South Africa			<p>droits souverains et les intérêts de nos États. Nous considérons en outre que cette résolution n'est pas alignée avec les objectifs de l'UICN tels qu'ils sont contenus dans ses Statuts.</p> <p>Souhaitant favoriser le consensus à l'UICN, la Namibie et l'Afrique du Sud ont participé au groupe de contact sur cette motion dans le but d'atteindre un compromis avec les auteurs qui reconnaîtraient les différentes politiques de gestion des espèces sauvages des États qui guident la gestion de l'éléphant d'Afrique et l'utilisation durable de l'espèce ; la variance dans l'état des populations d'éléphants d'Afrique dans toute l'aire de répartition ; les besoins et exigences de conservation différents ainsi que les différences dans la capacité de réglementer les marchés intérieurs de l'ivoire.</p> <p>Aujourd'hui, un message très clair a été envoyé à nos Gouvernements par l'UICN : Les pays qui ont des politiques de gestion des espèces sauvages reposant sur le principe de l'utilisation durable et qui ont été en mesure de conserver et de faire croître leurs populations d'éléphants d'Afrique grâce à ces politiques, ne sont pas entendus sur cette plateforme. Le site web de l'UICN indique que le Congrès offre un forum neutre dans lequel les gouvernements, les ONG, les scientifiques, les entreprises, les communautés locales et les peuples autochtones peuvent travailler ensemble pour forger et appliquer des solutions aux enjeux de l'environnement. Nous avons cru comprendre que l'UICN travaille sur la base des dernières recherches et de l'objectivité mais, malheureusement, cela n'est pas apparu durant ce processus.</p> <p>Les Gouvernements de la Namibie et de l'Afrique du Sud sont préoccupés par le fait que l'UICN, une organisation de conservation respectée, est instrumentalisée par certaines organisations pour faire progresser leurs propres programmes.</p> <p>Notre position est que cette résolution viole les droits souverains de pays à utiliser durablement leurs propres ressources en fonction de leurs propres politiques. La résolution est donc inappropriée et contreproductive. La résolution aurait dû reconnaître que s'il y a des problèmes relatifs aux marchés intérieurs de l'ivoire, ils peuvent être traités par une réglementation efficace des marchés et une gestion efficace des stocks, et que les pays qui ont la capacité de réglementer efficacement ne doivent pas être obligés de fermer leurs marchés intérieurs de l'ivoire.</p> <p>En conclusion, nos Gouvernements souhaitent déclarer de manière catégorique que cette résolution ne sera pas appliquée par nos Gouvernements respectifs.</p>
International Council of Environmental Law		WCC-2016-Res-011	Le Conseil international du droit de l'environnement note que, le 9 septembre 2016, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté par consensus, sans vote, la Motion A/70/300, avec la contribution A/70/L.63 de l'Allemagne, sur « La lutte contre le trafic des espèces sauvages » et que le CIDE a soutenu la Motion 007 (Res 011), comme appui plein et entier à cette résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies.
European Bureau		WCC-2016-Res-011	European Bureau for Conservation & Development a voté contre cette motion car il aurait souhaité

for Conservation & Development			que certains des amendements soient adoptés. Notre organisation croit dans les solutions de compromis.
European Federation of Associations for Hunting and Conservation (FACE)		WCC-2016-Res-011	Nous avons le sentiment que cette motion [007] (Res 011) devrait contenir un élément reconnaissant les pays ayant actuellement des dispositions et des systèmes efficaces pour la conservation des éléphants et qui respectent les politiques de l'UICN et la Convention sur la diversité biologique. Nul ne contestera le fait que beaucoup de marchés non réglementés doivent être fermés mais il faut reconnaître les États qui ont des systèmes qui fonctionnent et se demander pourquoi ces systèmes fonctionnent ; en particulier, en ce qui concerne les valeurs et les ressources qui maintiennent les éléphants vivants dans les communautés locales.
Western Pacific Regional Fishery Management Council		WCC-2016-Res-047	<p>Western Pacific Regional Fishery Management Council soutient la conservation de la diversité biologique dans les régions situées au-delà de la juridiction nationale. En outre, à l'instar de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et l'Accord des Nations Unies sur les stocks de poissons, nous sommes d'avis que tout nouvel instrument juridiquement contraignant doit maintenir le principe selon lequel les décisions prises concernant les eaux internationales s'appuient sur les meilleures données scientifiques disponibles. Bien que nous soutenions cette motion, nous restons préoccupés par le fait que les auteurs de cette initiative souhaitent que la nouvelle convention puisse être établie de manière à remplacer des organisations régionales de gestion des pêches existantes.</p> <p>Nous reconnaissons que certaines ORGP ont des lacunes mais beaucoup sont très avancées. Un des principaux exemples d'ORGP disposant d'un cadre juridiquement contraignant pour tenir compte de la protection de la biodiversité marine des écosystèmes pélagiques est celui de la Commission des pêches du Pacifique occidental et central (Western and Central Pacific Fisheries Commission – WCPFC). Établie en 2000, dans le contexte de la Convention d'Honolulu, la WCPFC s'appuie sur la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et l'Accord des Nations Unies sur les stocks de poissons, intègre l'approche de précaution et exige de ses membres qu'ils protègent la biodiversité marine, y compris les espèces non ciblées et protégées. Les ORGP qui disposent du cadre juridique permettant de protéger la diversité marine, telles que la WCPFC, ne devraient pas être subordonnées à une nouvelle convention internationale qui serait redondante et inutile.</p>
Ministère des Affaires étrangères et du Développement international	France	WCC-2016-Res-050	La France soutient la Motion 053 (Res 050). S'agissant de l'ajout des « droits des peuples autochtones », la France interprète la terminologie utilisée dans le projet de programme de travail comme ne créant aucun droit supplémentaire par rapport à ceux qu'elle reconnaît dans son ordre juridique et dans le cadre des Nations Unies.
Western Pacific Regional Fishery Management Council		WCC-2016-Res-050	Western Pacific Regional Fishery Management Council (WPRFMC) soutient la conservation de la diversité biologique dans les eaux nationales et dans les régions au-delà de la juridiction nationale. Nous soutenons en outre des mesures de gestion fondées sur des faits scientifiques qui traitent des menaces actuelles ou potentielles pour les ressources marines. Toutefois, nous sommes convaincus que la conservation de la diversité biologique et les régimes de gestion des pêcheries durables sont compatibles. Nous ne soutenons pas la création d'aires marines protégées uniquement pour

			<p>elles-mêmes. Établir des AMP nécessite l'identification d'objectifs clairs, d'un suivi strict et d'une application complète – elles sont l'un des nombreux outils utilisés pour la gestion des ressources marines.</p> <p>Par exemple, une gestion efficace des pêcheries au thon pélagiques a été démontrée par WPRFMC afin de réduire les interactions avec les tortues marines, les oiseaux marins, les mammifères marins et les requins. Le taux actuel d'interactions par la pêche hawaïenne à la palangre avec ces espèces extrêmement mobiles n'est pas menaçant pour leur existence et ces populations continuent de jouer un rôle intégral dans la chaîne alimentaire pélagique et l'écosystème du Pacifique central. Des mesures de réduction de l'impact de ces espèces comprennent les aires marines protégées mais la conservation dépend aussi des contrôles des intrants et des extrants, ainsi que de la modification des engins.</p> <p>Cette motion attribue une confiance immodérée aux AMP sans tenir dûment compte d'autres outils de gestion des ressources marines. Nous ne sommes toujours pas convaincus que les AMP soient la seule solution pour une gestion efficace de la biodiversité marine et les AMP sont particulièrement problématiques pour les espèces qui sont de grands migrants comme les thons. Par exemple, les deux zones de haute mer interdites à la pêche à la senne tournante, par la Commission des pêches du Pacifique occidental et central, en 2010, n'ont pas eu de résultats positifs pour la conservation des stocks de thon, mais n'ont fait que déplacer l'effort de pêche. Une partie de cet effort de pêche déplacé a été concentrée sur des régions que l'on estime importantes en tant que frayères pour les thons. Les effets de l'effort de pêche déplacé et les impacts sur les communautés de pêcheurs et la sécurité alimentaire locale doivent être pris en compte avant la mise en place de toute AMP. En outre, les AMP doivent être surveillées et protégées et la motion ne traite pas de ces éléments critiques d'une gestion efficace des ressources marines. Les petits États et territoires insulaires en développement doivent avoir une capacité administrative et des ressources financières pour établir, surveiller et appliquer un réseau d'AMP, mais cette motion ne reconnaît pas ces questions importantes. Nous considérons que cette motion est un exemple d'un programme d'AMP ne reconnaissant pas la gestion durable des pêches ou la gestion adaptative. Pour ces raisons, nous voterons non à cette motion.</p>
Western Pacific Regional Fishery Management Council		WCC-2016-Res-057	<p>Western Pacific Regional Fishery Management Council (WPRFMC) soutient les mesures de gestion fondées sur des faits scientifiques qui traitent des menaces actuelles ou potentielles aux ressources marines. Nous sommes aussi convaincus que la conservation de la diversité biologique et la pêche commerciale durable sont compatibles.</p> <p>Concernant cette motion, nous sommes préoccupés par sa focalisation et le fait que l'on s'en remet excessivement aux aires marines protégées inscrites et promues par des groupes internationaux de haut niveau comme réponse principale à l'atténuation et à l'adaptation au changement climatique.</p> <p>L'océan est actuellement un puits de carbone naturel, absorbant environ 25% du CO₂, mais le</p>

			<p>Rapport spécial du GIEC sur la capture et le stockage du dioxyde de carbone suggère qu'un jour, le pH de l'océan baissera, ce qui causera des perturbations à la vie dans les mers qui pourraient à leur tour devenir source de CO₂ plutôt que puits. La quantité de piégeage de carbone n'est peut-être pas la même partout dans l'océan et la recherche sur le piégeage du carbone dans les eaux profondes, de haute mer, s'impose de toute urgence. Avant d'établir de manière prématurée des réserves marines, l'accent devrait être mis sur la recherche afin que les réserves soient correctement situées et dimensionnées.</p> <p>Les réserves marines contemporaines ont tendance à avoir des limites permanentes ou en expansion avec peu de suivi et de recherche établissant qu'elles remplissent les objectifs pour lesquels elles sont établies et sans mécanisme visant à diminuer ou déplacer les réserves s'il s'avère qu'elles sont établies ou situées de manière inadéquate.</p> <p>Les organismes internationaux qui participent actuellement à la promotion des réserves marines et les soutiennent tendent à se composer principalement d'acteurs intéressés par la protection des espèces et de la biodiversité. La dimension humaine, par exemple les communautés de pêcheurs et la gestion actuelle des pêcheries, fait cruellement défaut et devrait figurer au tout début dans les discussions.</p> <p>Des efforts sont en cours pour accroître l'Objectif 11 d'Aichi pour la biodiversité actuel afin de passer de 10% de zones côtières et marines conservées dans le cadre de systèmes d'aires protégées dûment et équitablement gérés, écologiquement représentatifs et bien connectés jusqu'à 30% des océans classés réserves marines. Le jeu des nombres aboutit à la création de vastes aires marines protégées, essentiellement dans des zones reculées, ce qui va à l'encontre de différents documents recommandant de plus petites aires protégées par et près des communautés humaines qui utilisent les ressources.</p> <p>Pour ces raisons, entre autres, WPRFMC ne peut pas soutenir cette motion pour le moment mais se réjouit de futurs débats orientés directement sur l'engagement des communautés locales plutôt que de propositions soutenant des groupes internationaux de haut niveau.</p>
Western Pacific Regional Fishery Management Council		WCC-2016-Rec-102	<p>Western Pacific Regional Fishery Management Council (WPRFMC) reconnaît depuis longtemps l'importance des aires protégées en tant qu'outils de gestion des pêcheries, lorsque ces aires protégées sont inscrites à la suite d'un processus transparent, fondé sur des faits scientifiques. Nous soutenons aussi l'utilisation d'engins de pêche sélectifs pour atténuer le plus possible les impacts sur l'écosystème comme le démontre notre expérience en matière d'interdiction des filets maillants dérivants, des chaluts de fond et autres engins potentiellement destructeurs, dès les années 1980.</p> <p>Dans un premier temps, WPRFMC ne soutenait pas cette motion en raison de l'absence de définition claire de l'expression « activités industrielles portant préjudice à l'environnement » et en particulier</p>

			<p>ne sachant pas si la pêche est considérée comme une activité de ce type. En outre, les catégories d'aires protégées de l'UICN comprennent une « zone de gestion des habitats/espèces » qui peut être compatible avec certains types d'utilisations extractives. Ces questions ont été éclaircies par les discussions du groupe de contact et le texte amendé reflète ces précisions.</p> <p>Toutefois, nous restons préoccupés par le fait que la motion n'exclut pas explicitement les pêcheries commerciales gérées de la définition d'activités portant préjudice à l'environnement ou industrielles. Nous sommes convaincus que la conservation de la diversité biologique et la pêche commerciale durable sont compatibles. C'est la raison pour laquelle nous ne pouvons soutenir cette motion pour le moment.</p>
US Department of State, Bureau of Oceans and International Environmental and Scientific Affairs	États-Unis d'Amérique	WCC-2016-Res-050	<p>Les États-Unis d'Amérique approuvent vivement les réseaux d'aires marines protégées bien définis, bien gérés, connectés et représentatifs comme des outils importants pour conserver l'océan. Dans ce but, les États-Unis estiment qu'un dialogue interne et externe additionnel, avec les acteurs, les scientifiques et les programmes d'AMP est nécessaire pour déterminer un nouvel objectif mondial approprié au-delà de la cible actuelle de 10%.</p>

Annexe 2

DÉCLARATION DU GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS SUR LE PROCESSUS DE VOTE EN LIGNE DES MOTIONS DE L’UICN

16 août 2016

Sixième Congrès mondial de la nature Honolulu, Hawaï

Les États-Unis reconnaissent l’importance et la valeur d’une organisation comme l’UICN avec ses Membres divers et déterminés, dévoués à la protection du monde naturel. En tant que Membre de l’UICN, il est de notre responsabilité de participer pleinement et activement ; soyez assuré que les États-Unis prennent cette responsabilité au sérieux.

Nous applaudissons aux efforts déployés pour améliorer et renforcer le processus des motions. Compte tenu de la haute priorité que nous accordons aux programmes de l’UICN qui contribuent de manière significative aux objectifs de conservation que nous partageons tous, nous restons convaincus que nous devons faire porter notre attention sur les motions qui traitent de questions relatives à l’UICN en tant qu’institution, à sa gouvernance et à ses questions programmatiques générales.

Nous apprécions énormément les efforts exceptionnels déployés par le Comité des motions pour améliorer le processus, et les discussions par voie électronique nous ont semblé utiles et enrichissantes.

Nous souhaitons noter, cependant, que plusieurs motions reflètent les opinions marquées d’un petit nombre de Membres sur les actions que les États membres devraient prendre aux plans national, régional ou international sur des questions complexes et souvent controversées. Nous prions vivement l’UICN et ses Membres de continuer d’affiner le processus des motions afin que les travaux de l’Union se concentrent sur les questions importantes reflétant les forces et les préoccupations de l’ensemble des Membres.

Nous restons convaincus qu’il importe d’examiner et de fournir des orientations sur toutes les motions pour identifier leur pertinence vis-à-vis du Programme quadriennal proposé pour l’UICN ainsi que leurs conséquences financières. Comme par le passé, un certain nombre de motions nécessiteraient un changement important dans les priorités, les ressources et l’attribution financière au sein du Programme 2017-2020. Cela soulève la question fondamentale de savoir comment le processus des motions s’inscrit dans le Programme de l’UICN 2017-2020 que nous allons finaliser durant le présent Congrès. Nous apprécions les efforts constants déployés pour prêter attention à cette préoccupation.

Cependant, il ne serait pas approprié, en tant que gouvernement, que nous nous engagions ou que nous négociions certains types de résolutions.

Parmi ces motions, un vaste groupe s'adresse principalement à un seul gouvernement ou à un groupe de gouvernements sur des questions nationales, bilatérales ou régionales. Souvent, nous n'avons pas suffisamment de données sur ces questions et nous estimons que les réponses à ces motions seront mieux traitées par le pays ou les pays concernés. Nous ne prendrons pas position en tant que gouvernement, sur ces motions, sauf si elles ont des incidences directes sur le Gouvernement des États-Unis. Dans ce cas, nous fournirons éventuellement une déclaration à verser aux procès-verbaux pour aider à éclaircir les questions soulevées et à communiquer notre point de vue.

Un deuxième groupe de motions se concentre sur des questions mondiales qui, nous en convenons, sont importantes, mais sont des thèmes déjà traités dans le débat politique international en cours dans d'autres forums tels que dans les domaines du changement climatique et de la biodiversité au-delà de la juridiction nationale. Nous respectons l'intérêt des membres pour des questions de préoccupation mondiale et nous partageons beaucoup de ces intérêts, en particulier sur des questions émergentes telles que le rôle des écosystèmes dans la sécurité alimentaire et l'importance du commerce illégal d'espèces sauvages. Cependant, nous n'avons pas l'intention de prendre de position nationale sur des opinions particulières présentées ici dans des motions ni de voter sur les résultats.

Conformément à notre pratique passée, nous vous fournirons une liste, pour les procès-verbaux, des résolutions pour lesquelles le Gouvernement des États-Unis ne s'engagera pas.

Nous demandons que la présente déclaration figure dans son intégralité dans le rapport du présent Congrès.



UNION INTERNATIONALE POUR
LA CONSERVATION DE LA NATURE

SIEGE MONDIAL
Rue Mauverney 28
1196 Gland, Suisse
Tel +41 22 999 0000
Fax +41 22 999 0002
www.iucn.org